

# RAPPORT ANNUEL 2021



**BANQUE POPULAIRE**  
**RIVES DE PARIS**



*proche et engagée*



## TABLE DES MATIERES

<b>1 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 2021</b>	<b>3</b>
1.1 PRESENTATION DE LA BANQUE	4
1.1.1 Dénomination, siège social et administratif	4
1.1.2 Forme juridique	4
1.1.3 Objet social	4
1.1.4 Date de constitution, durée de vie	4
1.1.5 Exercice social	4
1.1.6 Description du groupe BPCE et de la place de la banque au sein du Groupe	5
1.2 CAPITAL SOCIAL DE LA BANQUE	7
1.2.1 Parts sociales	7
1.2.2 Politique d'émission et de rémunération des parts sociales	7
1.3 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE	9
1.3.1 Conseil d'administration	9
1.3.2 Direction générale	16
1.3.3 Gestion des conflits d'intérêts	16
1.3.4 Commissaires aux comptes	18
1.4 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES	18
1.4.1 Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation	18
1.4.2 Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux	19
1.4.3 Conventions significatives (article L.225-37-4 du Code du commerce)	25
1.4.4 Projets de résolutions et rapport du conseil d'administration à l'Assemblée Générale	26
<b>2 RAPPORT DE GESTION</b>	<b>48</b>
2.1 CONTEXTE DE L'ACTIVITE	48
2.1.1 Environnement économique et financier	48
2.1.2 Faits majeurs de l'exercice	49
2.2 INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES	54
2.2.1 La Raison d'être Banque Populaire	54
2.2.2 La différence coopérative des Banques Populaires	54
2.2.3 L'engagement coopératif & RSE de la Banque Populaire RIVES DE PARIS	59
2.2.4 La Déclaration de Performance Extra-Financière	61
2.2.5 Note méthodologique	106
2.2.6 Rapport de l'organisme tiers indépendant la DPEF figurant dans le rapport de gestion.	110
2.3 ACTIVITES ET RESULTATS CONSOLIDES DE L'ENTITE	118
2.3.1 Résultats financiers consolidés	119
2.3.2 Présentation des secteurs opérationnels	120
2.3.3 Activités et résultats par secteur opérationnel	120
2.3.4 Bilan consolidé et variation des capitaux propres	120
2.4 ACTIVITES ET RESULTATS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE	120
2.4.1 Résultats financiers de l'entité sur base individuelle	120
2.4.2 Analyse du bilan de l'entité	120
2.5 FONDS PROPRES ET SOLVABILITE	121
2.5.1 Gestion des fonds propres	121
2.5.2 Composition des fonds propres	122
2.5.3 Exigences de fonds propres	123
2.5.4 Ratio de levier	124
2.6 ORGANISATION ET ACTIVITE DU CONTROLE INTERNE	125
2.6.1 Présentation du dispositif de contrôle permanent	126
2.6.2 Présentation du dispositif de contrôle périodique	127
2.6.3 Gouvernance	128

2.7 GESTION DES RISQUES	130
2.7.1 Dispositif de gestion des risques et de la conformité	130
2.7.2 Facteurs de risques	137
2.7.3 Risques de crédit et de contrepartie	144
2.7.4 Risques de Marché	155
2.7.5 Risques structurels de bilan	158
2.7.6 Risques Opérationnels	162
2.7.7 Faits exceptionnels et litiges	165
2.7.8 Risques de non-conformité	165
2.7.9 Continuité d'activité	169
2.7.10 Sécurité des Systèmes d'information	171
2.7.11 Risques climatiques	171
2.7.12 Risques émergents	175
2.7.13 Gestion du capital et adéquation des fonds propres	176
2.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES	195
2.8.1 Les évènements postérieurs à la clôture	195
2.8.2 Les perspectives et évolutions prévisibles	195
2.9 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES	199
2.9.1 Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales	199
2.9.2 Activités et résultats des principales filiales	199
2.9.3 Tableau des cinq derniers exercices	200
2.9.4 Délais de règlement des clients et des fournisseurs	201
2.9.5 Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L.511-102 du Code monétaire et financier)	201
2.9.6 Informations relatives aux comptes inactifs (articles L 312-19, L 312-20 et R 312-21 du Code monétaire et financier)	214
<b>3 ETATS FINANCIERS</b>	<b>215</b>
3.1 COMPTES CONSOLIDES IFRS AU 31 DECEMBRE 2021	215
3.1.1 Comptes consolidés au 31 décembre 2021 (avec comparatif au 31 décembre 2020)	215
3.1.2 Annexes aux comptes consolidés	222
3.1.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	329
3.2 COMPTES INDIVIDUELS	338
3.2.1 Comptes individuels au 31 décembre 2021 (avec comparatif au 31 décembre 2020)	338
3.2.2 Notes annexes aux comptes individuels	341
3.2.3 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels	391
3.2.4 Conventions réglementées et rapport spécial des commissaires aux comptes	400
<b>4 DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES</b>	<b>403</b>
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>404</b>



# 1 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 2021

## 1.1 PRESENTATION DE LA BANQUE

---

### 1.1.1 DENOMINATION, SIEGE SOCIAL ET ADMINISTRATIF

Banque Populaire Rives de Paris

Siège social : 76-78 avenue de France - 75013 Paris

### 1.1.2 FORME JURIDIQUE

La société est une société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris sous le numéro 552 002 313 régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du Code de Commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du Code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par ses statuts.

### 1.1.3 OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- ▶ de faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre IV du Code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et, plus généralement, d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du Code monétaire et financier.
- ▶ d'effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L 311-2 du Code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L 321-1 et L 321-2 du Code précité et exercer toute autre activité permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. A ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurances et plus généralement d'intermédiation en assurance. Elle peut également effectuer, pour le compte de tiers, toutes transactions immobilières et mobilières dans le cadre de ses activités d'intermédiaire ou d'entremise, de conseil en gestion de patrimoine et de conseil en investissement.
- ▶ d'effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

### 1.1.4 DATE DE CONSTITUTION, DUREE DE VIE

Créée en 1922, la durée de la société expire le 30 avril 2101, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris sous le numéro 552 002 313.

### 1.1.5 EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Banque Populaire Rives de Paris (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

### 1.1.6 DESCRIPTION DU GROUPE BPCE ET DE LA PLACE DE LA BANQUE AU SEIN DU GROUPE

Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'Epargne, détenus par 9 millions de sociétaires.

Acteur majeur en France dans la banque de proximité et l'assurance avec ses deux grands réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne ainsi qu'avec la Banque Palatine et Oney, le Groupe déploie également au niveau mondial les métiers de gestion d'actifs, avec Natixis Investment Managers, et de banque de financement et d'investissement, avec Natixis Corporate and Investment Banking.

Le Groupe BPCE compte 36 millions de clients et 100 000 collaborateurs.

La Banque Populaire Rives de Paris est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Banques Populaires. La Banque Populaire Rives de Paris en détient 4.47%.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Banques Populaires et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

## Chiffres clés au 31 décembre 2021 du Groupe BPCE

36 millions de clients	9 millions de sociétaires	100 000 collaborateurs
2 <sup>ème</sup> groupe bancaire en France <sup>(1)</sup>		
2 <sup>ème</sup> banque de particuliers <sup>(2)</sup>		
1 <sup>ère</sup> banque des PME <sup>(3)</sup>		
2 <sup>ème</sup> banque des professionnels et des entrepreneurs individuels <sup>(4)</sup>		
Le Groupe BPCE finance plus de 20 % de l'économie française <sup>(5)</sup>		
Top 15 des gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale <sup>(6)</sup>		

(1) Parts de marché : 22.1 % en épargne clientèle et 22 % en crédit clientèle (Banque de France T3-2021 toutes clientèles non financières)

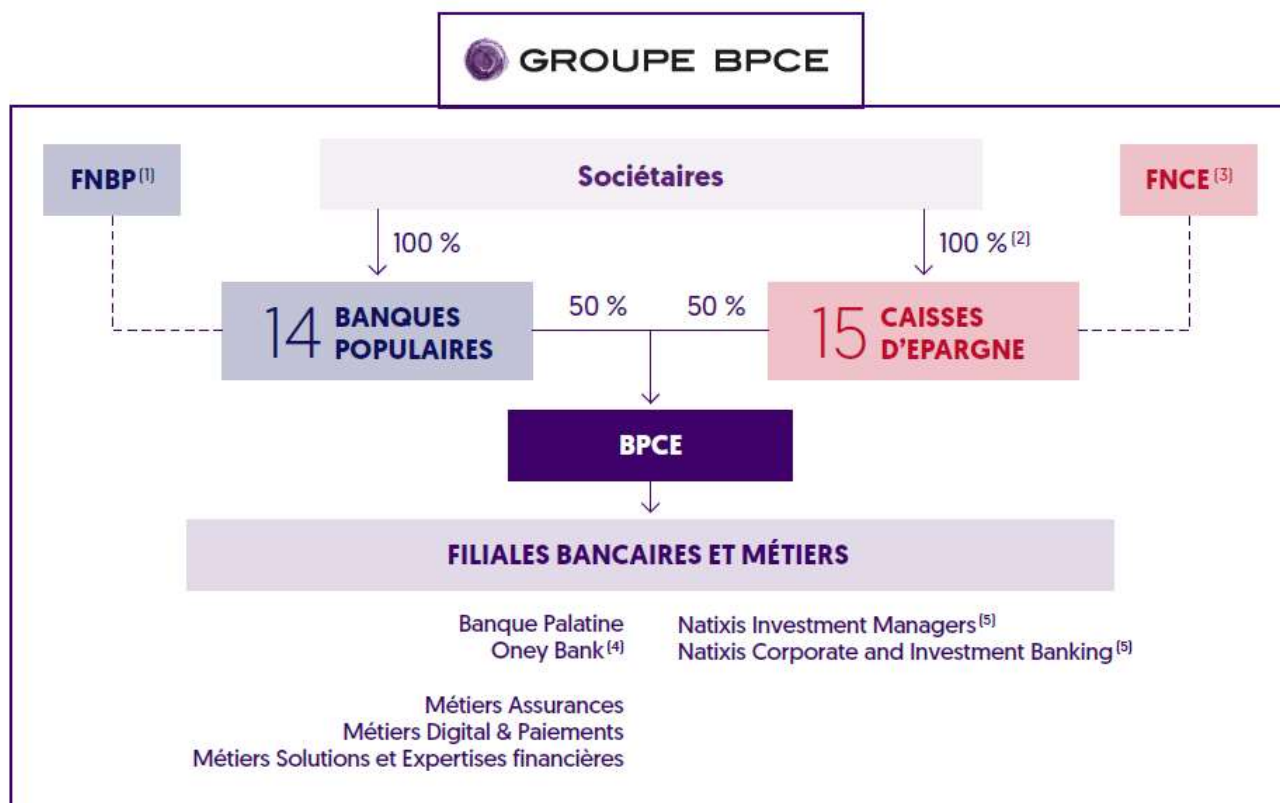
(2) Parts de marché : 22 % en épargne des ménages et 25.9 % en crédit immobilier aux ménages (Banque de France T3-2021). Taux de pénétration global de 29,6 % (rang 2) auprès des particuliers (étude SOFIA Kantar, mars 2020).

(3) 53 % (rang 1) de taux de pénétration total (enquête PME PMI Kantar 2021)

(4) 39.9 % (rang 2) de taux de pénétration auprès des professionnels et des entrepreneurs individuels (enquête Pépites 2019-2020, CSA).

(5) 22 % de parts de marché sur encours en crédits toutes clientèles non financières (Banque de France T3-2021).

(6) Cerulli Quantitative Update : Global Markets 2021 a classé Natixis Investment Managers 15<sup>e</sup> plus grande société de gestion au monde, sur la base des actifs sous gestion au 31 décembre 2020.



<sup>(1)</sup> Fédération nationale des Banques Populaires

<sup>(2)</sup> Via les sociétés locales d'épargne (SLE)

<sup>(3)</sup> Fédération nationale des Caisses d'Épargne

<sup>(4)</sup> Détendue à 50,1 %

<sup>(5)</sup> Via Natixis SA

## 1.2 CAPITAL SOCIAL DE LA BANQUE

### 1.2.1 PARTS SOCIALES

Le capital social est composé exclusivement de parts sociales d'une valeur nominale de 50 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Au 31 décembre 2021 le capital social de la Banque Populaire Rives de Paris s'élève à 1 064 238 950 euros.

#### Evolution et détail du capital social de la Banque Populaire Rives de Paris

	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
<b>Au 31 décembre 2021</b>			
Parts sociales détenues par les sociétaires	1 064 239	100	100
Total	1 064 239	100	100
<b>Au 31 décembre 2020</b>			
Parts sociales détenues par les sociétaires	1 040 485	100	100
Total	1 040 485	100	100
<b>Au 31 décembre 2019</b>			
Parts sociales détenues par les sociétaires	1 019 950	100	100
Total	1 019 950	100	100
<b>Au 31 décembre 2018</b>			
Parts sociales détenues par les sociétaires	1 016 439	100	100
Total	1 016 439	100	100

En application de l'article L 512-5 du Code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées générales, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote **attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement** et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts **de la société**. Cette limitation ne concerne pas le président de l'assemblée générale émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L 225-106 du Code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L 233-7 et suivants dudit Code.

En application de l'article 12 des statuts de la Banque Populaire prévoyant la faculté de radiation des sociétaires pour perte de l'engagement coopératif, 133 sociétaires représentant un nombre de 2 259 parts sociales ont été radiés au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### 1.2.2 POLITIQUE D'EMISSION ET DE REMUNERATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales de la Banque Populaire Rives de Paris sont obligatoirement nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Elles donnent potentiellement droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'assemblée générale annuelle de la Banque Populaire Rives de Paris sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'intérêt est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers de possession des parts. Par ailleurs, le sociétaire participe, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, aux assemblées générales et au vote des résolutions.

L'assemblée générale peut valablement décider une opération d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, nonobstant la création de rompus à l'occasion d'une telle opération ; les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis pour participer à l'opération doivent, pour exercer leurs droits, faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des titres ou droits nécessaires.



Sont admises comme sociétaires participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque Populaire Rives de Paris toutes personnes physiques ou morales.

**Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts qu'ils possèdent.**

**La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.**

L'offre au public de parts sociales s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social de la Banque Populaire Rives de Paris.

Intérêt versé au titre des exercices antérieurs pour une part sociale

	Taux	Montant
2020 (part sociale à 50 €)	1,20%	0,60 €
2019 (part sociale à 50 €)	1,30%	0,65 €
2018 (part sociale à 50 €)	1,50%	0,75 €

L'intérêt à verser aux parts sociales, au titre de l'exercice 2021, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 14,6 millions d'euros, ce qui permet une rémunération des parts sociales à un taux de 1,40 %.

## 1.3 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

### 1.3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### 1.3.1.1 Pouvoirs

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Il veille à la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la société

Le président du conseil d'administration prépare conjointement avec le directeur général et soumet au conseil d'administration la définition de la politique générale et de la stratégie de la banque que le directeur général va mettre en œuvre sous le contrôle du conseil d'administration.

Conformément à l'article L 225-108 alinéa 3 du Code de commerce, les sociétaires, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, peuvent poser des questions écrites au conseil d'administration auquel ce dernier répond au cours de l'assemblée générale, quelle que soit sa nature. Ce droit ne peut cependant pas être utilisé dans un but étranger à l'intérêt social.

#### 1.3.1.2 Composition

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des sociétaires parmi les sociétaires possédant un crédit incontesté.

Le conseil d'administration comprend par ailleurs deux administrateurs représentant les salariés désignés par les deux organisations syndicales les plus représentatives.

S'agissant de leur indépendance, la société se réfère au rapport « Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original », rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, qui développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc de la Banque Populaire Rives de Paris, correspondent pleinement à la notion « d'administrateurs indépendants » :

- ▶ la légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;
- ▶ les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique. Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique.

Enfin l'indépendance des administrateurs est garantie par l'application des critères suivants :

- ▶ l'application de la notion de crédit incontesté : l'administrateur ne doit pas avoir une note dégradée selon la notation interne bâloise en vigueur au sein du groupe BPCE. Cette exigence est contrôlée au moins une fois par an pour l'ensemble des personnes assujetties, son non-respect peut amener le membre concerné à présenter sa démission au conseil.
- ▶ l'absence de lien familial proche (ascendant, descendant, conjoint) entre un administrateur et un membre de la direction générale,
- ▶ la gratuité des fonctions d'administrateur,
- ▶ le respect de la Charte des administrateurs et des censeurs qui prévoit la gestion des conflits d'intérêt,
- ▶ l'incompatibilité du mandat d'administrateur de la banque avec ceux exercés dans des établissements de crédit ou établissements financiers concurrents aux activités de la banque, sauf dérogation expresse de BPCE en accord avec le président du conseil d'administration.

Les administrateurs représentent l'ensemble des sociétaires, ils doivent donc se comporter comme tel dans l'exercice de leurs mandats. Ils s'assurent du respect des règles légales relatives au cumul des mandats en matière de sociétés et s'engagent à participer objectivement et avec assiduité aux débats du conseil. S'agissant des informations non publiques dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs mandats, ils sont tenus à une obligation de confidentialité et au respect du secret professionnel. Ils doivent avoir un crédit incontesté et informer le conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel. Plus généralement, ils sont tenus à un devoir de loyauté envers la Banque.

Au 31 décembre 2021, **avec 6 femmes au sein de son conseil d'administration sur un total de 15 membres**, la Banque Populaire Rives de Paris atteint une proportion de 46 %, **étant précisé que, conformément à l'article L 225-27-1 du Code de commerce**, les deux administrateurs représentant les salariés de la Banque et de ses filiales, directes ou indirectes, ayant leur siège sur le territoire français, ne sont pas pris en compte dans ce calcul. Au 31 décembre 2021, la Banque Populaire Rives de Paris respecte donc la proportion minimum de 40 % de membres de chaque sexe au sein de son conseil **d'administration et est ainsi conforme aux dispositions de l'article L 225-18-1 du Code de commerce.**

## CONSEIL D'ADMINISTRATION



**MARIE  
PIC-PÂRIS  
ALLAVENA**  
Présidente

Directrice générale  
du groupe Eyrolles



**BRUNO  
BORREL**

Vice-Président  
Membre du Bureau  
Dirigeant du groupe ASIM Bercy  
Société d'investissement  
et de management



**CHRISTIAN  
SAINT-ETIENNE**

Membre du bureau  
Economiste



**NICOLAS  
SIMMENAUER**

Secrétaire  
Membre du Bureau  
Docteur vétérinaire



**VALÉRIE  
ACCARY**

Administrateur  
Ancienne dirigeante  
de BDO Paris



**FABRICE  
BARREAU**

Administrateur  
représentant  
les salariés



**FRANÇOISE  
BERTHON**

Administrateur  
Expert comptable



**YAHYA  
BOUHARROU**

Administrateur  
représentant  
les salariés



**GUY  
DE DURFORT**

Administrateur  
Dirigeant  
du groupe hôtellerie  
parisien Opus



**BERTRAND  
DORMOY**

Administrateur  
Dirigeant  
de Dormoy Consultant



**ÉRIC  
FRESNEL**

Administrateur  
Dirigeant  
du groupe Sleeper



**DANIEL  
GOUPILLAT**

Censeur représentant  
la SOCAMA  
Rives de Paris



**ÉRIC  
KAYSER**

Administrateur  
Artisan boulanger  
Dirigeant  
de la Maison Kayser



**MICHELE  
MÉNART**

Administrateur  
Présidente de la société  
ML Conseil



**LAURENCE  
PATRY**

Administrateur  
Dirigeante  
de l'entreprise Patry



**ROBERT  
TOUZARD**

Administrateur  
Dirigeant  
de l'entreprise  
CA GESGLASS



**CHANTAL  
ZIMMER**

Administrateur  
Présidente de la société  
Zimmer

### PARTICIPANTS AUX RÉUNIONS DU CONSEIL



**YVES  
GEVIN**

Directeur général



**JEAN-PAUL  
DUMORTIER**

Président d'honneur  
Dirigeant de la société  
Holding Wilson 250



**MARC  
JARDIN**

Président d'honneur



**PIERRE  
NOBLET**

Président d'honneur



**PASCALE  
PARQUET**

Délégue BPCE



**CHARLOTTE  
PAVIS**

Secrétaire générale

## Renouvellement de mandats d'administrateurs

Bertrand DORMOY, né le 15 juillet 1951 (détenteur de 83 parts sociales)

La liste des mandats des membres du conseil d'administration figure page 19.

### 1.3.1.3 Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an. Au cours de l'exercice 2021, le conseil d'administration s'est réuni à dix reprises. Le taux de présence globale des administrateurs est de 89 %.

Les principaux sujets abordés ont été les suivants :

- ▶ **respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE ;**
- ▶ **arrêté des comptes, arrêté des documents comptables accompagné du rapport de gestion, convocation à l'assemblée générale et proposition du montant de l'intérêt à servir aux parts sociales ;**
- ▶ **prévisions à fin 2021 et pour l'exercice 2020 ;**
- ▶ **prévisions à quatre ans et gestion du risque de taux et de liquidité ;**
- ▶ **résultats trimestriels de la Banque ;**
- ▶ **budget annuel de fonctionnement et budget d'investissements pour 2021 ;**
- ▶ **agrément des sociétaires, évolution du capital et du sociétariat ; rapport annuel sur le sociétariat ;**
- ▶ **présentation des risques de crédits, actualisation des délégations de crédit, dossiers de crédit relevant de la compétence du conseil ;**
- ▶ **point d'actualité BPCE ; évolution du Groupe BPCE ; information sur les résultats et la stratégie du Groupe BPCE ;**
- ▶ **point sur la conjoncture économique ;**
- ▶ **comptes-rendus des divers comités ;**
- ▶ **prospectus de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ;**
- ▶ **suivi de l'activité commerciale ;**
- ▶ **bilan du projet d'entreprise et présentation du nouveau projet d'entreprise.**
- ▶ **futur siège social.**

### 1.3.1.4 Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les administrateurs, des comités spécialisés composés de trois membres au moins et de cinq au plus ayant voix délibérative sont constitués au sein du conseil. Les membres émettent des avis destinés au conseil et sont désignés par le conseil au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles sur proposition du président pour la durée fixée lors de leur nomination. Les membres sont indépendants c'est-à-dire sans lien de subordination avec la banque.

En application des articles L 511-89 et suivants du Code monétaire et financier et de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne, le conseil d'administration a procédé, lors de sa réunion du 26 mai 2015, à la modification de son règlement intérieur et à la création d'un comité des risques distinct du comité d'audit ainsi que d'un comité des rémunérations distinct du comité des nominations. Les membres de ces comités ont été nommés lors des réunions du conseil d'administration des 25 mai et 28 septembre 2020.

#### Le comité d'audit

Conformément aux dispositions de l'article L 832-19 du Code de commerce, il assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et notamment le suivi :

- ▶ Du processus d'élaboration de l'information financière ;
- ▶ De l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- ▶ Du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes ;
- ▶ De l'indépendance des commissaires aux comptes.

A ce titre, il analyse les comptes ainsi que les documents financiers diffusés par la société à l'occasion de l'arrêté des comptes et en approfondit certains éléments avant qu'ils ne soient présentés au conseil. Il prend connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Banque, des rapports d'inspection de BPCE, de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Il formule un avis sur le choix des commissaires aux comptes, veille à leur indépendance, examine leur programme d'intervention ainsi que leurs recommandations et les suites données par la direction générale.



Le comité d'audit est composé de quatre membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'administration, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Un membre au moins du comité d'audit présente des compétences particulières en matière financière ou comptable.

Il se réunit au moins quatre fois par an dont deux fois en présence des commissaires aux comptes.

Participent à ce comité qui s'est réuni quatre fois en 2021 : Françoise Berthon (présidente), Bruno Borrel, Guy de Durfort, et Eric Kayser.

Les principaux sujets abordés en 2021 ont été les suivants :

- ▶ Présentation des comptes ;
- ▶ **Présentation par les commissaires aux comptes de leurs observations à l'issue de leur mission de contrôle ;**
- ▶ Présentation des travaux des commissaires aux comptes
- ▶ **Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes (MAZARS)**
- ▶ Présentation des travaux de la révision et du contrôle comptable ;

### Le comité des risques

Il formule des avis sur la stratégie globale de la banque, l'appétence en matière de risques actuels et futurs, assiste le conseil d'administration dans le contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie par les dirigeants effectifs de la banque et par le responsable de la fonction de gestion des risques.

A ce titre, il examine notamment :

- ▶ les grandes orientations de la politique de crédit de la banque, les limites de risques et les conditions dans lesquelles elles sont respectées ;
- ▶ les résultats de contrôle interne au moins deux fois par an. Il examine, en particulier dans ce cadre, les **principales conclusions de l'audit interne et les mesures correctrices, ainsi que celles de l'inspection de BPCE**, de l'ACPR et des autres régulateurs ;
- ▶ **l'évaluation du système de contrôle interne et de son efficacité. Il examine, en particulier, dans ce cadre, les rapports annuels préconisés par la réglementation bancaire avant présentation au conseil.**

Le comité des risques est composé de cinq membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'administration, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles. Plus généralement, les membres du comité des risques disposent de connaissances, de compétences et d'une expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Banque Populaire.

Participent à ce comité qui s'est réuni quatre fois en 2021 : Bertrand Dormoy (président), Françoise Berthon, Bruno Borrel, Christian Saint-Etienne et Chantal Zimmer.

Les principaux sujets abordés en 2021 ont été les suivants :

- ▶ **s'agissant de la direction de l'audit : points d'activité, synthèse des missions, suivi des recommandations, présentation et compte rendu des missions, plan pluriannuel d'audit, présentation de la révision**, Inspection Générale Groupe ;
- ▶ **s'agissant de la direction des risques** : contrôle interne, conformité, présentation des missions, risques de non-conformité, risques opérationnels et financiers, risques de crédit, rentabilité des crédits, appétit au risque, cartographie des risques de crédit et sécurité financière.

### Le comité des rémunérations

Il propose au conseil :

- ▶ toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment leurs conditions de rémunération et de retraite, dans le cadre de la politique du Groupe BPCE en ce domaine ;
- ▶ **le montant de l'enveloppe globale, à soumettre à l'assemblée générale, des indemnités compensatrices** à allouer aux membres du conseil et des comités ainsi que les modalités de répartition.

Il procède à un examen annuel des principes de la politique de rémunération de la banque, des mandataires sociaux, des dirigeants effectifs, du responsable de la fonction des risques, des personnes exerçant une fonction de contrôle et de tous salariés preneurs de risques ou exerçant une fonction de contrôle.

Participent à ce comité qui s'est réuni trois fois en 2020 : Bruno Borrel (président), Marie Pic-Pâris Allavena, Fabrice Barreau, Christian Saint-Etienne et Nicolas Simmenauer.

Les principaux sujets abordés en 2021 ont été les suivants :

- ▶ **rémunération du président du conseil d'administration et du directeur général ;**
- ▶ évaluation de la politique de rémunération de la Banque ;
- ▶ rémunération des preneurs de risques ;

- ▶ compte rendu de la revue annuelle des preneurs de risques ;
- ▶ **évolution de l'identification des preneurs de risques et de la politique associée ;**
- ▶ conditions de rémunération du responsable de la fonction risques et conformité ;
- ▶ **modalités de répartition des indemnités compensatrices à allouer aux membres du conseil d'administration.**

### Le comité des nominations

Le comité des nominations formule des propositions et des recommandations concernant les candidats à la fonction de **dirigeant effectif et les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateur en vue de proposer leur candidature à l'assemblée générale.**

**Cette règle ne s'applique pas aux candidats à la fonction d'administrateur représentant les salariés.**

Le **comité des nominations a également pour mission l'appréciation continue des qualités individuelles et collectives des dirigeants effectifs et des membres du conseil d'administration.**

**S'agissant de la mission de nomination et de sélection :**

Le comité des nominations assiste et formule des recommandations au **conseil d'administration aux fins de l'élaboration d'une politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Conseil d'administration et des dirigeants effectifs ainsi qu'une politique de nomination et de succession qu'il examine périodiquement.**

Le **comité des nominations devra vérifier l'aptitude des candidats à la fonction de dirigeant effectif et des candidats au mandat de membre du conseil d'administration en conformité avec la politique de nomination et la politique d'aptitude élaborées par le conseil d'administration.**

A cette fin, le comité des nominations précise notamment :

- ▶ les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions de dirigeant effectif et aux fonctions exercées au sein **du conseil d'administration ;**
- ▶ **l'évaluation du temps à consacrer à ces fonctions ;**
- ▶ **l'objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration.**

**S'agissant de la mission d'évaluation :**

En conformité avec la politique de nomination et de succession des dirigeants effectifs et des administrateurs et la politique **d'évaluation de l'aptitude élaborée par le Conseil d'administration, le comité des nominations :**

- ▶ **évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les candidats à la fonction de dirigeant effectif et des candidats au mandat de membre du conseil administration ;**

**À cette fin, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au conseil d'administration au regard de leur honorabilité, de leurs compétences et de leur indépendance tout en poursuivant un objectif de diversité au sein du conseil, c'est-à-dire une situation où les caractéristiques des membres du conseil d'administration diffèrent à un degré assurant une variété de points de vue, étant rappelé que le caractère coopératif de la Banque Populaire contribue largement à favoriser la diversité.**

Ainsi, le comité des nominations **s'assure notamment que les aspects suivants de diversité** sont bien observés : formation, parcours professionnel, âge, représentation géographique équilibrée, représentation des différents types de marché, représentation des catégories socioprofessionnelles du sociétariat, objectif quantitatif minimum de 40 % relatif à la représentation du sexe sous-représenté. Au regard de ces critères, le comité des nominations veille, lors de tout examen **de candidature au mandat d'administrateur, à maintenir ou atteindre un équilibre et à disposer d'un ensemble de compétences en adéquation avec les activités et le plan stratégique du groupe mais également avec les missions techniques dévolues aux différents comités du conseil d'administration.**

**Aucun de ces critères ne suffit toutefois, seul, à constater la présence ou l'absence de diversité qui est appréciée collectivement au sein du conseil d'administration.** En effet, le comité des nominations privilégie la complémentarité des compétences techniques et la diversité des cultures et des expériences dans le but de disposer de profils de nature à enrichir **les angles d'analyse et d'opinions sur lesquels le conseil d'administration peut s'appuyer pour mener ses discussions et prendre ses décisions, favorisant ainsi une bonne gouvernance.**

Enfin, le comité des nominations rend compte au conseil des changements éventuels qu'il recommande d'apporter à la composition du conseil d'administration en vue d'atteindre les objectifs susmentionnés.

- ▶ évalue périodiquement et au moins une fois par an
  - la structure, la taille, la composition et l'efficacité du conseil d'administration au regard des missions qui lui sont assignées et soumet au conseil toutes recommandations utiles ;
  - les connaissances, les compétences et l'expérience des dirigeants effectifs et des membres du conseil d'administration, tant individuellement que collectivement, et lui en rend compte ;
- ▶ recommande, lorsque cela est nécessaire, des formations visant à garantir l'aptitude individuelle et collective des dirigeants effectifs et des membres du conseil d'administration.

Le comité des nominations s'assure que le conseil n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de la banque.

Participent à ce comité qui s'est réuni une fois en 2021 : Marie Pic-Pâris Allavena (présidente), Valérie Accary, Bruno Borrel, Christian Saint-Etienne et Nicolas Simmenauer.

Les principaux sujets abordés en 2021 ont été les suivants :

- ▶ évaluation de l'aptitude de l'organe de direction : compétences individuelles et collectives, formation ;
- ▶ disponibilité, respect des règles de cumul des mandats ;
- ▶ composition du conseil d'administration : échéances de mandat, renouvellement, parité ;
- ▶ fonctionnement du conseil (autoévaluation).

#### Le comité sociétariat et RSE

Il rend compte au conseil des actions menées pour promouvoir les valeurs coopératives et le développement du sociétariat.

Participent au comité sociétariat et Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), qui s'est réuni deux fois en 2021 : Nicolas Simmenauer (président), Bertrand Dormoy, et Chantal Zimmer. Pierre Noblet est invité permanent.

Les principaux sujets abordés en 2021 ont été les suivants :

- ▶ reportings ;
- ▶ animation du sociétariat ;
- ▶ capital social ;
- ▶ assemblée générale ;
- ▶ labellisation LUCIE ;
- ▶ programme annuel RSE ;
- ▶ Fondation d'entreprise.

## 1.3.2 DIRECTION GENERALE

### 1.3.2.1 Mode de désignation

Le conseil d'administration nomme, sur proposition du président, un directeur général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le directeur général est choisi en dehors du conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

En application de l'article L 512-107 du Code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du directeur général sont soumis à l'agrément de BPCE.

### 1.3.2.2 Pouvoirs

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées générales de sociétaires et au conseil d'administration. Il gère la société dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

## 1.3.3 GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Tout administrateur doit informer le conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Par ailleurs, conformément aux statuts de la Banque Populaire Rives de Paris, les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et l'un des membres du conseil d'administration ou le directeur général et plus généralement toute personne visée à l'article L 225-38 du Code de commerce sont soumises à la procédure d'autorisation préalable par le conseil d'administration puis d'approbation a posteriori par l'assemblée générale des sociétaires dans les conditions légales et réglementaires.

Il en est de même pour toute convention intervenant entre la société et une autre entreprise si le directeur général, l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale ordinaire des sociétaires.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à cette procédure.

Aucune convention conclue par la Banque Populaire Rives de Paris n'a été soumise à ces obligations durant l'exercice 2021.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le conseil d'administration a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des dirigeants ou du conseil d'administration à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Banque et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

# GOUVERNANCE OPÉRATIONNELLE



**YVES  
GEVIN**  
Directeur  
général  
-  
Président  
du comité exécutif



**CHRISTINE  
GUIBERT**  
Directrice centrale  
ressources  
-  
Directrice  
générale adjointe  
Membre du comité  
exécutif



**PIERRE  
TASTET**  
Directeur  
d'exploitation  
-  
Directeur  
général adjoint  
Membre du comité  
exécutif



**LAURENT  
BONNEFOY**  
Directeur de la  
Transformation  
et de la Qualité  
-  
Membre du comité  
exécutif



**JEAN-  
FRANÇOIS  
HAUTIERE**  
Directeur  
des risques et  
de la conformité  
-  
Membre du comité  
exécutif



**CHARLOTTE  
PAVIS**  
Secrétaire  
Générale  
-  
Membre du comité  
exécutif



**PASCALE  
GASNIER**  
Directrice  
de l'audit



### 1.3.4 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle des comptes de la société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes titulaires et un commissaire aux **comptes suppléant, nommés pour six exercices par l'assemblée générale ordinaire et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.**

Les commissaires aux comptes sont :

- ▶ KPMG Audit, représenté par Monsieur Xavier de Coninck, Tour Egho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense Cedex (**nommé en 2008 et renouvelé en 2020, mandat qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2026 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025**) ;
- ▶ MAZARS, représenté par Monsieur Jean Latorzeff, 61 rue Henri Regnault 92400 Courbevoie (nommé en 2016, **mandat qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2022 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021**).

Le commissaire aux comptes suppléant est :

- ▶ Madame Anne Veauté, 34 bis avenue Alphonse Cherrier, 92330 Sceaux (nommée en 2016 mandat qui viendra **à échéance lors de l'assemblée générale de 2022 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021**).

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée générale de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les commissaires aux comptes doivent être **convoqués à la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du conseil d'administration où leur présence paraît opportune.**

## 1.4 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

### 1.4.1 TABLEAU DES DELEGATIONS ACCORDEES POUR LES AUGMENTATIONS DE CAPITAL ET LEUR UTILISATION

L'assemblée générale mixte du 4 mai 2021 a fixé le montant maximum du capital social à 1 800 000 000 euros et a donné **tous pouvoirs au conseil d'administration pour faire évoluer le capital dans cette limite conformément aux statuts.**

**Cette autorisation a été donnée pour une durée de 5 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2026 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2025.**

Au 31 décembre 2021, le **capital social de la Banque s'élève à 1 064 238 950 €.**

## 1.4.2 TABLEAU DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
Yves GEVIN	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Directeur général
	Rives Croissance	SAS	732 006 630	Président
	Société Equinoxe	SARL	393 369 228	Gérant
	Alizé	SAS	892 210 832	Représentant de Banque Populaire Rives de Paris, présidente
	Banque Populaire Développement	SA	387 537 690	Président du conseil d'administration
	Turbo	SAS	403 017 916	Président du conseil d'administration
	Naxicap Partners	SA	437 558 893	Membre du conseil de surveillance
	Fondation d'Entreprise Banque Populaire Rives de Paris	Fondation	-	Administrateur
	Fondation d'Entreprise Banque Populaire	Fondation	-	Administrateur
Marie PIC-PÂRIS ALLAVENA	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Président du conseil d'administration
	BPCE	SA	493 455 042	Membre du conseil de surveillance
	Groupe Eyrolles SA	SA	775 662 604	Directeur général délégué et Administrateur
	Télévision française 1 (TF1)	SA	326 300 159	Administrateur

Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
<b>Valérie ACCARY</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
<b>Fabrice BARREAU</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur représentant les salariés
<b>Françoise BERTHON</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	La Mondiale Partenaire	SA	313 689 713	Administrateur
<b>Bruno BORREL</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Basco-Savoyarde d'Investissement et de Management (BSIM)	SAS	439 008 467	Président
	Odéon Développement	SAS	384 661 567	Représentant permanent Basco-Savoyarde d'Investissement et de Management BSI - Président
<b>Yahya BOUHARROU</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur représentant les salariés
<b>Bertrand DORMOY</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
<b>Guy de DURFORT</b>	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Gestion et Prestations Hotelières - GPH non commercial - Hotel Duminy	SARL	498 071 638	Gérant
	Eiffel Garden	SAS	480 488 014	Président
	Acacias 1	SAS	799 319 447	Président
	Jardins d'Eiffel	SAS	572 225 159	Président

Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
Eric FRESNEL (fin de mandat 13 décembre 2021)	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Société SINEF	SA	421 202 433	Président du directoire
	Société Wolrd Press On Line	SAS	437 748 556	Président
	Unisleeve	SAS	422 713 909	Président
	Sleeve Technologies	SAS	412 372 039	Président
	Sleepac	SAS	305 420 713	Président
	Sleeve International Company	SA	970 201 554	Président du directoire
	Sleeve International	SAS	335 278 537	Président
	Sleeve International	-	Brésil	Directeur général
	Sleeve International INC.	-	Canada	Président
	Sleeve International Compagny	-	Espagne	Président
	Sleeve International	-	Irlande	Directeur général
	Sleeve International	-	Pologne	Président
	Sleeve International	-	Allemagne	Président
	Sleeve International	-	Allemagne	Président
	Sleeve International	-	Hong Kong	Président
	Embeliss	SAS	488 072 570	Représentant de la société Sleeve International Company - Président

Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
Eric KAYSER	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Talek	SAS	415 308 568	Président
	Alexy SAS	SAS	491 912 952	Président
	Société de Boulangerie Kayser	SARL	405 266 396	Gérant
	EK Bibliothèque	SARL	490 245 891	Gérant
	EK-Levallois	SARL	483 035 895	Gérant
	EK Montparnasse	SARL	433 038 692	Gérant
	EK Lyon Opéra	SARL	521 690 099	Gérant
	EK-Duroc	SARL	517 438 693	Gérant
	EK-Ivry	SARL	520 220 492	Gérant
	EK Austerlitz	SARL	832 679 492	Gérant
	Petits Carreaux	SARL	498 910 835	Gérant
	EA Boulangerie Saint Germain	SARL	432 873 891	Gérant
	Les Bols-Choiseul	SARL	807 632 245	Gérant
	Augustin SD 28	SARL	408 864 304	Gérant
	Au Comte de Malesherbes	SARL	444 699 672	Gérant
	Aux délices de l'étoile	SAS	414 296 996	Président
	SIAM Société Immobilière et d'Aménagement	SARL	379 306 632	Gérant
	BFR	SA	853 067 577	Membre du conseil de surveillance
	BEKJ	-	Japon	Administrateur
	MEKA	-	Hong Kong	Administrateur
	SCI Kayser	Société Civile	424 002 400	Gérant
	SCI Tanguy	Société Civile	519 041 487	Gérant
	SCI Tesson	Société Civile	431 645 241	Gérant
	SCI Casanova	Société Civile	813 757 440	Gérant
	SC Financière Kayser	Société Civile	803 694 967	Gérant
	SCI Patrimoniale Kayser	Société Civile	480 174 739	Gérant
	Rue Camille Desmoulins	Société Civile	484 765 425	Gérant
Michèle MENART (début de mandat 22/02/2021)	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	ARTEA	SA	384 098 364	Administrateur
	ML CONSEIL	SAS	840 472 435	Président

Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
Laurence PATRY	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Patry Groupe	SA	592 009 005	Président du conseil d'administration - Directeur général
	Patry	SA	702 033 077	Président du conseil d'administration - Directeur général
	SCI du Quai de l'Oise	Société Civile	483 711 693	Gérant
	SCI de Manneville la Pipard	Société Civile	444 352 413	Gérant
	Fondation d'Entreprise Banque Populaire Rives de Paris	Fondation	-	Administrateur
Christian SAINT-ETIENNE	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Conseil Stratégique Européen CSE	SAS	402 500 367	Président
	Panthéon Archives	Société civile	494 194 830	Gérant
	Chris Stefan Racing	SARL	900 894 833	Gérant
Nicolas SIMMENAUER	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Fondation d'Entreprise Banque Populaire Rives de Paris	Fondation	-	Administrateur



Mandataires	Nom de la société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
-------------	-------------------	-----------------	-----	------------------

Robert TOUZARD	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	CA GESGLASS	SAS	408 429 314	Président du conseil d'administration et administrateur
	AVM Anjou Vitrierie Miroiterie	SARL	319 025 888	Gérant
	REVERCHON	SAS	542 058 730	Représentant de CA GESGLASS - Président
	SCI Anjou	Société Civile	439 738 121	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI Rigondes	Société Civile	497 677 443	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	DELANO	Société Civile	514 645 951	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	Sci de la Dhuis	Société Civile	352 887 640	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI Vernet	Société Civile	439 738 253	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI de l'Etoile	Société Civile	412 774 341	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI Cristal	Société Civile	510 467 806	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI de la Colline	Société Civile	520 655 580	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI 124 Faubourg	Société Civile	750 860 579	Représentant de CA GESGLASS - Gérant
	SCI WW1	Société Civile	394 544 209	Gérant
	SCI WW2	Société Civile	821 266 483	Gérant

Chantal ZIMMER	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Administrateur
	Société ZIMMER	SA	352 623 086	Président
	SCI du 15 Mars	SCI	348 844 713	Gérant
	Fondation d'Entreprise Banque Populaire Rives de Paris	Fondation	-	Administrateur

Mandataires	Société	Forme juridique	RCS	Fonction exercée
Daniel GOUPILLAT	Banque Populaire Rives de Paris	SA Coopérative	552 002 313	Représentant permanent de la SOCAMA Rives de Paris, Censeur
	SOCAMA Rives de Paris	Société Coopérative de Cauton Mutuelle	413 305 681	Président

### 1.4.3 CONVENTIONS SIGNIFICATIVES (ARTICLE L.225-37-4 DU CODE DU COMMERCE)

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant de plus de 10 % des droits de vote n'a signé, en 2020, de convention avec une autre société contrôlée au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce par la Banque Populaire Rives de Paris.

## 1.4.4 PROJETS DE RESOLUTIONS ET RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

### PROJET DE RÉSOLUTIONS

---

#### 1ère résolution (approbation des comptes annuels)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil d'administration et du rapport sur les comptes annuels des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes arrêtés au 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle approuve notamment l'imputation opérée sur le report à nouveau au titre du changement de méthode retenu par la Banque en application de la modification du 5 novembre 2021 de la recommandation n° 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ce changement de méthode a pour effet de porter le report à nouveau créditeur de 60 000 000 € après affectation des résultats 2020 à un solde créditeur de 63 024 302 €. En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 quitus de leur gestion à tous les administrateurs. L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts (CGI), à hauteur de 114 266,96 € entraînant une imposition supplémentaire de 32 463,34 €.

#### 2e résolution (approbation des comptes consolidés)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration dans sa partie relative au groupe Banque Populaire Rives de Paris et du rapport sur les comptes consolidés des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

#### 3e résolution (affectation du résultat)

L'assemblée générale constate que l'exercice 2021 présente un résultat bénéficiaire de 87 166 017,60 €. Compte tenu du report à nouveau créditeur de 63 024 302,00 € intégrant le changement de méthode visé à la première résolution, le bénéfice à répartir s'élève ainsi à 150 190 319,60 €. Elle décide de l'affecter comme suit, conformément aux propositions du conseil d'administration :

- ▶ Résultat bénéficiaire 87 166 017,60 €
- ▶ Report à nouveau 63 024 302,00 €
- ▶ Bénéfice à répartir 150 190 319,60 €
- ▶ Réserve légale 4 358 300,88 €
- ▶ Autres réserves 71 243 170,67 €
- ▶ Intérêts aux parts sociales 14 588 848,05 €
- ▶ Report à nouveau 60 000 000,00 €

L'assemblée générale décide, sur proposition du conseil d'administration, de servir un intérêt aux parts sociales de 1,40 % au titre de l'exercice 2021. L'assemblée générale constate que l'intérêt s'établit à 0,70 € pour la détention d'une part sociale du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021. Cet intérêt ouvre intégralement droit à l'abattement de 40 % pour les sociétaires personnes physiques domiciliées en France, lorsque ces derniers optent pour l'assujettissement de cet intérêt au barème progressif de l'impôt sur le revenu, en lieu et place de la taxation au taux forfaitaire de 12,8 %. Il est rappelé, en application de l'article 243 bis du CGI, que l'intérêt (éligible à l'abattement de 40 % lorsque le sociétaire est une personne physique) alloué à chaque part sociale au nominal de 50 € s'est élevé sur les trois derniers exercices à 0,60 € au titre de l'exercice 2020, à 0,65 € au titre de l'exercice 2019 et à 0,75 € au titre de l'exercice 2018.

#### 4e résolution (paiement de l'intérêt aux parts sociales)

L'assemblée générale décide que le paiement de l'intérêt aux parts sociales sera effectué soit en numéraire soit en parts sociales. Cette option, ouverte aux sociétaires dont le montant de l'intérêt aux parts sociales leur permet de réinvestir dans au moins une part sociale, doit être exercée, pour l'intégralité des intérêts leur revenant, au plus tard le 24 juin 2022. A l'expiration de ce délai, le paiement ne pourra plus être effectué qu'en numéraire. Lorsque le montant des intérêts ne correspond pas à un nombre entier, le sociétaire reçoit le nombre de parts sociales immédiatement inférieur, complété du reliquat en espèces. Le réinvestissement intégral des intérêts peut engendrer un dépassement du plafond de détention de parts sociales. Le paiement de l'intérêt aux parts sociales interviendra à compter du 11 juillet 2022.

#### 5e résolution (conventions réglementées)

L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L 225 -38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce **rapport, prend acte qu'aucune convention visée à l'article L 225 -38 dudit Code n'a été conclue au cours de l'exercice.**

#### 6e résolution (renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Bertrand DORMOY vient à expiration ce jour, renouvelle ce mandat pour une nouvelle période qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2024 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

#### 7e résolution (non-remplacement des administrateurs dont le mandat est expiré)

L'assemblée générale, constatant que les mandats de Madame Chantal ZIMMER, de Monsieur Christian SAINT-ETIENNE et de Monsieur Robert TOUZARD viennent à expiration ce jour, décide de ne pas **pourvoir les postes vacants**. L'assemblée générale, constatant la démission de Monsieur Eric FRESNEL, décide de ne pas pourvoir le poste vacant. Il est entendu que le nombre d'administrateurs fixé par les statuts de la Banque est respecté.

#### 8e résolution (nomination d'un censeur)

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Alfred GALICHON, en qualité de censeur, en adjonction aux membres du conseil d'administration actuellement en fonction, pour une période qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2028 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

#### 9e résolution (indemnités compensatrices allouées au conseil d'administration)

L'assemblée générale fixe le montant global annuel des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la Banque par les membres du conseil d'administration à la somme de 340 000 €.

#### 10e résolution (consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants et catégories de personnel visés à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier)

L'assemblée générale, consultée en application de l'article L 511-73 du Code monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 aux dirigeants et aux catégories de personnel visés à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier (soit 52 personnes), s'élevant à 4 900 907 €.

#### 11e résolution (état du capital au 31 décembre 2021)

L'assemblée générale constate qu'au 31 décembre 2021 le capital social s'élève à 1 064 238 950 €, qu'il s'élevait à 1 040 485 300 € à la date de clôture de l'exercice précédent et, qu'en conséquence, il a augmenté de 23 753 650 € au cours de l'exercice.

#### 12e résolution (renouvellement du mandat du commissaire aux comptes)

Le mandat de la Société MAZARS, commissaire aux comptes titulaire, arrivant à expiration lors de la présente assemblée, l'assemblée générale décide de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires à tenir dans l'année 2028 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

#### 13e résolution (transfert de siège social)

L'assemblée générale ratifie, conformément à l'article L 225-36 du Code de commerce, le transfert du siège social du 76-78 avenue de France - 75013 Paris au 80 boulevard Auguste Blanqui - 75013 Paris à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

Ce transfert a été décidé par le conseil d'administration en séance du 21 février 2022 et donnera lieu, d'une part, à une modification de l'article 5 des statuts relatif au « Siège social », et, d'autre part, aux formalités de publicité requises par la loi. En conséquence, à compter du 1er octobre 2022, l'article 5 des statuts sera rédigé comme suit :

« ARTICLE 5 Siège social

Le siège social est fixé à Paris (75013), 80 boulevard Auguste Blanqui ».

#### 14e résolution (pouvoirs)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités.

Il n'existe pas de projet de résolution non agréée par le conseil d'administration.

## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 AVRIL 2022

---

#### Approbation des comptes de l'exercice 2021, affectation du résultat et intérêt aux parts

Il vous est demandé d'approuver, connaissance prise du rapport de gestion et du rapport des commissaires aux comptes, les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2021 (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> résolutions) et de procéder à l'affectation des résultats (3<sup>ème</sup> résolution).

Le conseil d'administration propose de fixer à 1,40 % l'intérêt servi aux parts sociales (soit 0,70 € par part sociale), intérêt dont le paiement sera effectué soit en numéraire, soit en parts sociales, à compter du 11 juillet 2022 (4<sup>ème</sup> résolution).

#### Conventions réglementées

Il vous est demandé, sur la base du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées, de prendre acte de l'absence de convention de cette nature au cours de l'exercice (5<sup>ème</sup> résolution).

#### Mandats des membres du conseil d'administration

Le mandat d'administrateur de Monsieur Bertrand DORMOY arrive à échéance à la présente assemblée. Ainsi, nous vous proposons de le renouveler (6<sup>ème</sup> résolution).

Nous vous proposons également de prendre acte du non-remplacement de quatre postes vacants suite à l'échéance des mandats d'administrateurs de Madame Chantal ZIMMER, Messieurs Christian SAINT-ETIENNE et Robert TOUZARD (échéance à raison de la limite d'âge statutaire) et à la démission de Monsieur Eric FRESNEL (7<sup>ème</sup> résolution).

Nous vous proposons par ailleurs de nommer Monsieur Alfred GALICHON en qualité de censeur (8<sup>ème</sup> résolution).

#### Fixation des indemnités compensatrices des membres du conseil d'administration

Il vous est proposé de maintenir à 340 000 € le montant global annuel des indemnités compensatrices versées aux membres du conseil d'administration pour l'exercice 2022 (9<sup>ème</sup> résolution).

#### Enveloppe globale des rémunérations de toute nature versées aux dirigeants et catégories de personnels visés à l'article L511-71 du Code monétaire et financier

L'assemblée générale est consultée, en application des dispositions de l'article L 511-73 du Code monétaire et financier, sur l'enveloppe globale des rémunérations versées aux dirigeants et catégories de personnels visés à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier, à savoir celles dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise. Cette enveloppe globale s'élève à 4 900 907 € (10<sup>ème</sup> résolution).

#### Etat du capital

Il vous est proposé de constater que le capital social au 31 décembre 2021 s'élève à 1 064 238 950 € (11<sup>ème</sup> résolution).

#### Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes

Il vous est proposé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la Société MAZARS pour une nouvelle période de six années (12<sup>ème</sup> résolution).



## Transfert de siège social

En séance du 21 février 2022, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, au 80 boulevard Auguste Blanqui - Paris 13<sup>ème</sup>.

Cette décision est soumise à l'approbation de l'assemblée générale (13<sup>ème</sup> résolution).

En cas d'adoption de cette résolution, l'article 5 des statuts sera modifié à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

Enfin, nous vous demandons de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités (14<sup>ème</sup> résolution).

Tel est le sens des résolutions sur lesquelles il vous est demandé de bien vouloir vous prononcer. L'ensemble de ces résolutions ont été agréées par le conseil d'administration.

Vous voudrez bien trouver ci-joint les projets de résolutions soumises à votre vote ainsi que le projet de statuts approuvés par le directoire de BPCE, conformément aux dispositions de l'article L 512-107-9° du Code monétaire et financier.

**\*\*\***

**PROJET DE STATUTS**  
**A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**

**Banque Populaire Rives de Paris**  
**Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable**  
**Siège social : 80 boulevard Blanqui - 75013 PARIS**  
**552 002 313 RCS PARIS**

## **TITRE I**

### **Forme - Dénomination - Objet - Siège – Durée**

#### **ARTICLE 1**

##### ***Forme de la société***

La Société est une société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable régie par les articles L. 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires, la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les titres I à IV du livre II du code de commerce, le chapitre Ier du titre I du livre V et le titre III du code monétaire et financier, les textes pris pour leur application, ainsi que par les présents statuts.

La Société est, en outre, soumise aux décisions de caractère général, et notamment à celle relative au système de garantie du réseau des banques populaires, édictées par BPCE dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues par les articles L. 511-30, L. 511-31, L. 511-32, L. 512-12, L. 512-106, L. 512-107 et L. 512-108 du code monétaire et financier.

#### **ARTICLE 2**

##### ***Dénomination***

La Société a pour dénomination : Banque Populaire Rives de Paris (société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable, régie par les articles L. 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit).

#### **ARTICLE 3**

##### ***Objet social***

La Société a pour objet :

I- de faire toutes opérations de banque avec les entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles ou libérales, à forme individuelle ou de société, et plus généralement, avec toute autre collectivité ou personne morale, sociétaires ou non, d'apporter son concours à sa clientèle de particuliers, de participer à la réalisation de toutes opérations garanties par une société de caution mutuelle constituée conformément à la section 3 du chapitre V du titre I du livre V du code monétaire et financier, d'attribuer aux titulaires de comptes ou plans d'épargne logement tout crédit ou prêt ayant pour objet le financement de leurs projets immobiliers, de recevoir des dépôts de toute personne ou société et plus généralement d'effectuer toutes les opérations de banque, visées au titre I du livre III du code monétaire et financier ;

II- La Société peut aussi effectuer toutes opérations connexes visées à l'article L. 311-2 du code monétaire et financier, fournir les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code précité et exercer toute autre activité permise aux banques par les dispositions légales et réglementaires. A ce titre, elle peut notamment effectuer toutes opérations de courtage d'assurance et, plus généralement, d'intermédiation en assurance. Elle peut également effectuer, pour le compte de tiers, toutes transactions immobilières et mobilières dans le cadre de ses activités d'intermédiaire ou d'entremise, de conseil en gestion de patrimoine et de conseil en investissement.

III- La Société peut effectuer tous investissements immobiliers ou mobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités, souscrire ou acquérir pour elle-même tous titres de placements, prendre toutes participations dans toutes sociétés, tous groupements ou associations, et plus généralement, effectuer toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

## **ARTICLE 4**

### ***Durée***

La durée de la société expire le 30 Avril 2101 sauf les cas de dissolution ou de prorogation.

## **ARTICLE 5**

### ***Siège social***

Le siège social est fixé à Paris (75013), 80 boulevard Blanqui.

## **ARTICLE 6**

### ***Circonscription territoriale***

La circonscription territoriale de la Société s'étend aux arrondissements de Paris et communes de la région parisienne qui sont fixés par BPCE, à savoir :

- les cinquième, sixième, septième, dixième, treizième, quatorzième, quinzième, dix-huitième et dix-neuvième arrondissements de Paris ;
- le département de l'Oise ;
- le département de la Seine-Saint-Denis sauf les communes de Bagnolet, Gournay-sur-Marne, Les Lilas, Montreuil-sous-Bois, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois et Villemomble ;
- le département du Val d'Oise, sauf le Canton de Magny-en-Vexin et la commune de Bezons ;
- le département de l'Essonne sauf les communes de Bièvres, Boullay-les-Troux, Bures-sur-Yvette, Gif-sur-Yvette, Igny, Les Ulis, La Ville-du-Bois, Les Molières, Nosay, Orsay, Palaiseau, Pecqueuse, Saclay, Saint-Aubin, Vauhallan, Villebon-sur-Yvette, Villejust et Villiers-le-Bâcle ;
- dans le département des Hauts-de-Seine, les cantons de : Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Châtillon, Clamart, Clichy, Fontenay-aux-Roses, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Montrouge, Le Plessis Robinson, Sceaux, Vanves, Villeneuve-la-Garenne ;
- dans le département du Val-de-Marne : les communes d'Ablon-sur-Seine, Arcueil, Boissy-Saint-Léger, Cachan, Chevilly-la-Rue, Choisy-le-Roi, Fresnes, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, L'Haÿ-les-Roses, Limeil-Brevannes, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie, Orly, Périgny-sur-Yerres, Rungis, Santeny, Sucy-en-Brie, Thiais, Valenton, Villecresnes, Villejuif, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Vitry-sur-Seine ;
- dans le département des Yvelines : les communes d'Ablis, Allainville-aux-Bois, Boinville-le-Gaillard, Longvilliers, Orsonville, Paray-Douville, Ponthévrard, Rochefort-en-Yvelines, Saint-Arnoult-en-Yvelines, Saint-Martin-de-Bréthencourt, Sainte-Mesme et Conflans-Sainte-Honorine.

## **TITRE II**

### **Capital social - Parts sociales**

## **ARTICLE 7**

### ***Variabilité du capital***

Le capital de la Société est variable.

Il est divisé en parts sociales d'un montant nominal de cinquante euros.

## **ARTICLE 8**

### ***Capital social***

Le montant maximum du capital social dans la limite duquel le capital effectif de la Société peut librement varier à la hausse ainsi que ses modalités d'augmentation sont fixés, sur le rapport du conseil d'administration et après autorisation de BPCE, par l'assemblée générale extraordinaire.

Le capital effectif est augmenté par l'entrée de nouveaux sociétaires agréés au nom de la Société par le conseil d'administration ou par la souscription de nouvelles parts par les sociétaires avec l'agrément du conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe un plafond pour le nombre de parts sociales pouvant être détenues par un sociétaire, personne physique.

Lorsque le conseil d'administration détermine un plafond de souscription pour les personnes morales, il peut déléguer à la direction générale le soin de définir des règles pour la mise en œuvre de ce plafond.

Le capital peut être réduit par suite de reprises d'apports résultant de retraits, d'exclusions ou décès de sociétaires, sans toutefois qu'il puisse être réduit - conformément à la loi - au-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Société sans l'autorisation préalable de BPCE, ni au-dessous du capital minimum auquel la Société est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.

L'assemblée générale extraordinaire peut déléguer sa compétence au conseil d'administration pour décider de l'augmentation de capital ou déléguer, à celui-ci, les pouvoirs nécessaires pour en fixer les conditions et les modalités légales et réglementaires.

Le capital social peut être augmenté par incorporation de réserves par décision de l'assemblée générale extraordinaire dans les conditions fixées par la réglementation propre aux banques populaires.

## **ARTICLE 9**

### ***Droits et obligations attachés aux parts***

Les parts sociales ne peuvent recevoir qu'un intérêt qui est fixé annuellement par l'assemblée générale, sans que son montant puisse excéder le taux maximum mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts qu'ils possèdent.

L'assemblée générale peut valablement décider une opération d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou autre opération sociale, nonobstant la création de rompus à l'occasion d'une telle opération ; les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis pour participer à l'opération doivent, pour exercer leurs droits, faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des titres ou droits nécessaires.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

Elle comporte l'obligation de s'y conformer et de coopérer dans la mesure de ses moyens au développement de la Société et à la défense de ses intérêts.

## **ARTICLE 10**

### ***Libération - Forme et transmission des parts***

Les parts sont intégralement libérées à la souscription. Elles sont nominatives et inscrites en comptes individuels tenus dans les conditions réglementaires.

Les parts ne peuvent être négociées qu'avec l'agrément du conseil d'administration par virement de compte à compte.

Il est expressément stipulé que les parts forment le gage de la Société pour les obligations des sociétaires vis-à-vis d'elle. A cet effet, le conseil d'administration pourra exiger des sociétaires bénéficiaires de prêts, avances ou crédits, le nantissement de leurs parts selon les modalités légales et réglementaires.

Toute mise en nantissement en dehors de ces conditions est nulle à l'égard de la Société.

## **TITRE III**

### **Admissions - Retraits - Exclusions - Décès**

#### **ARTICLE 11**

##### ***Admissions***

Sont admis comme sociétaires participant ou non aux opérations de banque et aux services de la Banque Populaire toutes personnes physiques ou morales.

Pour être admis comme sociétaire, il faut être agréé par le conseil d'administration et être reconnu digne de crédit.

En cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'a pas à faire connaître les motifs de son refus.

#### **ARTICLE 12**

##### ***Retraits, exclusions, décès***

La qualité de sociétaire se perd :

I- Par la sortie, comme suite à la démission donnée par tout moyen au conseil d'administration, sous réserve toutefois de son agrément discrétionnaire par le conseil;

II- Par le décès et, pour les personnes morales, par leur dissolution;

III- Par la déconfiture, la faillite personnelle ou la liquidation judiciaire;

IV- Par la constatation par le conseil d'administration de la perte des qualités requises ou de la disparition de l'engagement coopératif du sociétaire, tel que défini par le conseil d'administration conformément à l'article 19.

V- Par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration contre le sociétaire qui ne remplit pas ses engagements statutaires ou qui porte atteinte d'une façon évidente aux intérêts de la Société. Dans les trois mois de sa notification, la décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours suspensif de la part de l'intéressé. Dans ce cas, l'assemblée générale est appelée à statuer sur la décision d'exclusion à la majorité fixée par l'article 37 des statuts.

La perte de la qualité de sociétaire prend immédiatement effet, à dater de l'un des faits visés ci-dessus aux alinéas I, II III, et IV.

#### **ARTICLE 13**

##### ***Remboursement des parts - Valeur nominale***

Le sociétaire démissionnaire, déchu de sa qualité ou exclu, n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts, sans que ce remboursement puisse excéder leur valeur nominale et sans aucun droit sur les réserves.

Il a droit également au paiement de l'intérêt de ses parts afférents à l'exercice au cours duquel a lieu sa sortie.

Le remboursement des parts est subordonné à l'agrément discrétionnaire du conseil d'administration. Il intervient au plus tard le trentième jour qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice au cours duquel la sortie du sociétaire et le remboursement des parts ont été agréés par le conseil. Le paiement des intérêts intervient conformément aux dispositions de l'article 42 des statuts.



En cas de décès d'un sociétaire ou de dissolution d'une société adhérente, leurs parts sont remboursées dans les mêmes conditions.

Le sociétaire qui cesse de faire partie de la Société, soit par l'effet de sa volonté, soit pour toute autre cause, reste tenu pendant cinq ans, dans la mesure de sa responsabilité statutaire envers la Société et envers les tiers, de toutes les obligations existants au moment de sa sortie.

## **TITRE IV**

### **Administration et contrôle de la société**

#### **ARTICLE 14**

##### ***Composition du conseil d'administration***

I – Dispositions relatives aux administrateurs nommés par l'assemblée générale des sociétaires :

I - La Société est administrée par un conseil d'administration de cinq membres au moins et de dix-huit au plus (indépendamment du nombre d'administrateurs représentant les salariés, cf. le point II), nommés par l'assemblée générale des sociétaires dans le respect des règles de parité ainsi que des conditions posées par l'article L. 511-52 du code monétaire et financier. Les administrateurs sont rééligibles. La durée de leurs fonctions est de six ans.

Les mandats des administrateurs sont soumis au droit d'opposition de l'autorité compétente.

2- Pour être ou rester membre du conseil d'administration, il faut avoir un crédit incontesté et posséder au moins vingt parts de la Société.

Nul ne pourra être nommé pour la première fois administrateur s'il est âgé de soixante-huit ans ou plus.

Le nombre des administrateurs âgés de plus de soixante-huit ans ne peut excéder le tiers du nombre total des administrateurs en fonctions.

Lorsqu'un administrateur atteint l'âge de soixante-huit ans et que son maintien en fonction aura pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres du conseil d'administration ayant dépassé l'âge de soixante-huit ans, le conseil d'administration désignera celui de ses membres nommé par une assemblée générale qui devra cesser ses fonctions. A défaut d'entente, le membre du conseil d'administration nommé en assemblée le plus âgé sera réputé démissionnaire.

Les fonctions d'administrateur prennent fin de plein droit à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire qui suit leur soixante-dixième anniversaire.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à la ratification de l'assemblée générale la plus proche qui confirmera les nominations pour la durée restant à courir du mandat de l'administrateur remplacé.

II- Dispositions relatives à/aux (l')administrateur(s) représentant les salariés :

Le conseil d'administration comprend un ou deux administrateur(s) représentant les salariés disposant d'une voix délibérative.

Au même titre que les autres administrateurs, les administrateurs représentant les salariés sont soumis au droit d'opposition de l'autorité compétente.

Le nombre d'administrateur représentant les salariés est déterminé en fonction du nombre d'administrateurs nommés par l'assemblée générale des sociétaires, soit :

- Un administrateur lorsque le conseil comprend un nombre d'administrateurs inférieur ou égal à huit .
- Deux administrateurs lorsque le conseil comprend plus de huit administrateurs.

Le nombre des membres du conseil à prendre en compte pour déterminer le nombre d'administrateurs représentant les salariés est apprécié à la date de désignation des représentants des salariés au conseil.

La durée du mandat des administrateurs représentant les salariés est de 6 ans à compter de la date de leur désignation/élection. Le mandat est renouvelable.

Les administrateurs représentant les salariés doivent être âgés de moins de 68 ans à la date de leur prise de fonction.

Ils doivent, disposer d'un crédit incontesté, sous réserve de dispositions légales spécifiques.

Toute modification, à la baisse ou à la hausse, du nombre des administrateurs nommés par l'assemblée est sans effet sur la durée du mandat du/des administrateurs représentant les salariés. Ce mandat prend fin à l'arrivée de son terme.

En cas de vacance pour décès, démission, révocation, rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause que ce soit, le siège vacant est pourvu dans les conditions spécifiques fixées par le Code de commerce.

Les administrateurs représentant les salariés sont désignés selon les modalités suivantes : la désignation du/des administrateurs représentant les salariés est effectuée par l'/les organisation(s) syndicale(s) la/les plus représentative(s) aux élections professionnelles de la Société et de ses éventuelles filiales.

## **ARTICLE 15**

### ***Bureau du conseil d'administration***

Le conseil d'administration élit, à la majorité simple de ses membres, un président qui exerce ses fonctions pendant une durée de six ans, sous réserve que cette durée n'excède pas celle de son mandat d'administrateur. Le président est rééligible.

Le conseil d'administration élit, dans les mêmes conditions et pour la même durée que le mandat du président, sous réserve également que cette durée n'excède pas leur mandat d'administrateur, un ou plusieurs vice-président(s) et un secrétaire. Leur mandat peut être renouvelé. Le président, le ou les vice-président(s) et le secrétaire forment le bureau du conseil d'administration.

En cas d'absence du président et du ou des vice-président(s), le conseil désigne pour chaque séance celui de ses membres présents qui doit remplir les fonctions de président.

Le conseil peut choisir également un secrétaire de séance en dehors de ses membres.

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration est fixé à soixante-dix ans. Lorsque cette limite d'âge survient en cours de mandat, l'intéressé est considéré comme démissionnaire d'office à compter de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Nul ne pourra être nommé comme président du conseil d'administration s'il ne peut, à la date de sa première nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat de président sans atteindre la limite d'âge visée ci-avant.

## **ARTICLE 16**

### ***Fonctionnement du conseil***

## I- Convocation

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins six fois par an. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut également demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

La réunion du conseil d'administration a lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite au moins trois jours à l'avance par lettre ou par tout autre moyen. Mais, elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du conseil assistant à la séance. Sont obligatoirement convoqués à toutes les séances du conseil d'administration, avec voix consultative, le(s) représentant(s) du comité social et économique désignés en conformité de la loi et des règlements.

Peuvent assister également aux séances, avec voix consultative, toutes autres personnes appelées par le président du conseil d'administration.

## II- Quorum

Pour la validité des délibérations, la présence de la majorité des membres en fonction est nécessaire.

## III- Majorité - Représentation

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, sauf pour l'élection du président.

Tout membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'un seul pouvoir.

## IV – Consultation écrite

Peuvent être adoptées par consultation écrite les décisions relatives à la cooptation d'un administrateur, la mise en conformité des statuts avec les dispositions législatives et réglementaires, la convocation de l'assemblée générale et le transfert du siège social dans le même département.

## ARTICLE 17

### ***Obligation de discrétion***

Les administrateurs, ainsi que toute personne assistant aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion en ce qui concerne les délibérations du conseil d'administration ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ou présentées comme telles par le président.

## ARTICLE 18

### ***Constatation des délibérations - Procès-verbaux - Copies - Extraits***

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et au moins un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins. Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Le registre de présence peut être tenu sous forme électronique, dans le respect des dispositions du Code de commerce.

## ARTICLE 19

### ***Pouvoirs du conseil d'administration***

I- Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées de sociétaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu de ces circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

II- Le conseil d'administration a notamment les pouvoirs suivants;

- il admet ou refuse les sociétaires, accepte les démissions ou les remboursements de parts sous réserve des limites de réduction du capital fixées à l'article 8 des statuts, prononce les exclusions en application de l'article 12-V,
- il détermine les critères objectifs de disparition de l'engagement coopératif et prononce la radiation.
- il définit les orientations et les objectifs généraux de la société et notamment les orientations générales de sa politique des crédits,
- il autorise les engagements qui, par leur montant, excèdent les limites de délégation interne conférées au directeur général,
- il soumet, pour notation, à l'avis du comité compétent, institué au niveau du Groupe par BPCE, les ouvertures de crédit qu'il se propose de consentir lorsque ces ouvertures, par leur importance ou par leur durée, dépassent les limites déterminées par BPCE.

Sont soumises également, pour notation, à l'avis dudit comité les autorisations de crédit de quelque nature qu'elles soient (y compris les engagements par caution ou aval), concernant soit un membre du conseil d'administration et un mandataire social de la Banque Populaire Rives de Paris, ou d'une autre banque populaire, ou filiale du Groupe, soit d'une entreprise dans laquelle figurerait une des personnalités ci-dessus mentionnées à titre d'administrateur, d'associé en nom, de gérant ou de directeur.

- il peut acquérir et aliéner tout immeuble, décider tout investissement immobilier et toute prise ou cession de participation dans toute société ou entreprise dans le respect des prescriptions de caractère général de BPCE auxquelles fait référence l'article 1<sup>er</sup> des présents statuts,
- il décide l'établissement de tout bureau, agence ou succursale,
- il convoque les assemblées générales,
- il arrête les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés, qui doivent être soumis à l'assemblée générale des sociétaires et établit un rapport sur la gestion de la Société,
- il propose la fixation, dans la limite du maximum légal, de l'intérêt annuel à servir au capital social et les prélèvements à faire sur les bénéfices, pour la création ou l'entretien de tout fonds de réserve, même non prévus par les présents statuts,
- il soumet à l'assemblée générale extraordinaire des propositions d'augmentation du capital social, de modifications aux statuts, de prolongation ou, le cas échéant, de dissolution anticipée de la Société ou de fusion avec une autre banque populaire,
- il arrête un règlement intérieur qui précise les règles de son fonctionnement, ainsi que celles des comités qu'il crée en son sein. Il y apporte toute modification.

III- Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même, ou son président, soumet, pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. La création, les règles de fonctionnement et, le cas échéant, la rémunération de ces comités sont décidées par le conseil à la majorité simple des voix des membres présents, ou représentés.

IV- Le conseil d'administration arrête le programme annuel de responsabilité sociale et environnementale (RSE), dans le cadre des orientations définies par la Fédération Nationale des Banques Populaires. Il veille à la prise en considération des enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la Société.

## **ARTICLE 20**

### ***Présidence du conseil d'administration***

Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président prépare, avec le directeur général, les orientations et les objectifs généraux proposés au conseil d'administration. Il veille au respect de l'exécution des directives et des orientations du conseil d'administration.

## **ARTICLE 21**

### ***Direction générale de la société***

I- Le conseil d'administration nomme, sur proposition du président, un directeur général qui exerce ses fonctions pendant une durée de cinq ans. Le directeur général est choisi en dehors du conseil d'administration. Son mandat est renouvelable.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées de sociétaires et au conseil d'administration. Il gère la Société dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration.

Le directeur général, atteint par la limite d'âge fixée à la date de son soixante-cinquième anniversaire, est réputé démissionnaire d'office à compter de la date la plus prochaine assemblée générale ordinaire, à la suite de laquelle le conseil d'administration pourvoit à son remplacement.

En application de l'article L. 512-107 du code monétaire et financier, la nomination et le renouvellement du mandat du directeur général sont soumis à l'agrément de BPCE.

II- Le conseil d'administration ne peut changer de modalité d'exercice de la direction générale sans l'agrément préalable de BPCE.

## **ARTICLE 22**

### ***Pouvoir de représentation aux assemblées de la FNBP***

Le président et le directeur général représentent la société aux assemblées générales de la Fédération Nationale des Banques Populaires, dont ils sont membres de droit.

## **ARTICLE 23**

### ***Rémunération de la direction générale***

La rémunération du directeur général est fixée par le conseil d'administration, dans le respect des règles édictées par BPCE.

## **ARTICLE 24**

### ***Indemnisation des administrateurs et du président***

En application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, les membres du conseil ont droit, sur justification, au remboursement de leurs frais.

Les administrateurs peuvent également, ainsi que le président, recevoir des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la société dont l'enveloppe globale est votée chaque année par l'assemblée générale. Le montant de ces indemnités est réparti par le conseil, dans le respect des règles édictées par BPCE, en fonction de critères objectifs tenant à la prise en compte notamment du temps de formation et de la présence aux comités.

## **ARTICLE 25**

### ***Censeurs***

Trois censeurs au plus peuvent être nommés par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale.

Les censeurs sont obligatoirement choisis parmi les sociétaires.

Ils sont nommés pour une durée de six ans au plus, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expirent leurs fonctions.

Les censeurs sont rééligibles.

Les fonctions de censeur prennent fin de plein droit à l'issue de l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels tenue dans l'année de son soixante-dixième anniversaire.

Les censeurs participent, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut allouer aux censeurs une indemnité compensatrice du temps passé à l'exercice de leurs fonctions par prélèvement sur le montant global de l'enveloppe votée chaque année par l'assemblée pour les membres du conseil d'administration.

## **ARTICLE 26**

### ***Délégué BPCE***

Le directoire de BPCE désigne un délégué BPCE (le délégué) auprès de la Banque Populaire.

Le délégué est chargé de veiller au respect par la Banque Populaire des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les règles et orientations définies par BPCE dans le cadre de ses attributions.



Le délégué assiste, sans droit de vote, à toutes les réunions du conseil d'administration de la Banque Populaire. Il est invité, à l'initiative de la Banque, à toutes les réunions des comités de rémunération, d'audit et des comptes, dans les formes et selon les délais identiques à ceux applicables aux membres de ces instances et est destinataire de l'ensemble des documents qui leur sont adressés ou remis.

Le délégué assiste également aux assemblées générales de la Banque Populaire.

Dans l'exercice de sa mission, et compte tenu de la solidarité financière existant entre les entreprises du Groupe, le délégué peut demander une seconde délibération du conseil d'administration, s'il considère qu'une délibération est contraire à une disposition législative ou réglementaire, ou aux règles Groupe édictées par BPCE. Dans ce cas, le délégué saisit sans délai BPCE de cette question. La seconde délibération ne peut pas intervenir avant expiration d'un délai d'une semaine calendaire. Tant qu'une seconde délibération n'est pas intervenue, la décision est suspendue. Il ne peut être demandé de troisième délibération.

## **ARTICLE 27**

### ***Révision Coopérative***

La Société se soumettra tous les cinq ans, dans les conditions fixées par la loi du 10 septembre 1947 et ses textes d'application, à un contrôle de révision coopérative destiné à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement aux principes et règles de la coopération et à proposer éventuellement des mesures correctives.

Le rapport établi par le réviseur est transmis aux directeur général et conseil d'administration de la Société, à BPCE ainsi qu'à la FNBP. Il est ensuite mis à la disposition de tous les sociétaires et présenté lors d'une assemblée générale qui en prend acte.

Le réviseur communique le rapport à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

## **ARTICLE 28**

### ***Commissaires aux comptes***

Le contrôle des comptes de la Société est exercé par au moins deux commissaires aux comptes titulaires désignés et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Les honoraires des commissaires aux comptes sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

## **ARTICLE 29**

### ***Conventions réglementées***

Sauf dérogations prévues à l'article L. 225-39 du Code de Commerce, toutes les conventions intervenant entre la Société et l'un des membres du conseil d'administration ou le directeur général, et plus généralement toute personne visée à l'article L. 225-38 du code de commerce sont soumises à la procédure d'autorisation préalable par le conseil d'administration puis d'approbation a posteriori par l'assemblée générale des sociétaires dans les conditions légales et réglementaires.

## **TITRE V**

### **Assemblées générales - Dispositions communes**

## **ARTICLE 30**

### ***Assemblées générales***

Les décisions collectives des sociétaires sont prises en assemblées générales qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les décisions des assemblées générales obligent tous les sociétaires.

## **ARTICLE 31**

### ***Convocations - Réunions***

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration dans les conditions fixées par la loi, notamment les parts étant nominatives, la convocation peut être faite par lettre ordinaire adressée à chaque sociétaire. Les convocations pourront également être faites par voie électronique lorsque le sociétaire aura donné son accord par écrit. Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans tout autre lieu précisé dans la convocation. Le délai entre l'envoi de la lettre de convocation et la date de l'assemblée est de quinze jours au moins sur première convocation, et de dix jours sur deuxième convocation.

## **ARTICLE 32**

### ***Ordre du jour***

La fixation de l'ordre du jour et la préparation du projet des résolutions à soumettre à l'assemblée générale appartiennent à l'auteur de la convocation. Cependant, le conseil d'administration doit ajouter à l'ordre du jour les projets de résolution, présentés par un ou plusieurs sociétaires remplissant les conditions prévues par les textes en vigueur et agissant en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires.

## **ARTICLE 33**

### ***Accès aux assemblées - Représentation - Quorum***

Tout sociétaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, quel que soit le nombre de parts qu'il possède.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer une autre personne. Pour toute procuration d'un sociétaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Le conseil d'administration régulièrement convoqué pour le jour de l'assemblée peut, lors d'une suspension de séance, statuer sur les amendements proposés au cours de l'assemblée.

Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

Le pouvoir n'est valable que pour une seule assemblée ; il peut cependant être donné pour l'assemblée générale ordinaire et l'assemblée générale extraordinaire tenues le même jour, ou dans un délai de sept jours. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout sociétaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires.

Les sociétaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance, concernant toute assemblée générale, soit sous forme papier, soit sur décision du conseil d'administration publiée dans la convocation, par télétransmission sur le site internet spécialement aménagé à cet effet, avec signature électronique sécurisée ou résultant d'un autre procédé fiable d'identification répondant aux conditions fixées par la réglementation, à savoir l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de la signature avec le formulaire et pouvant notamment consister en l'usage d'un identifiant et d'un mot de passe.

Le conseil d'administration peut également décider que les sociétaires peuvent participer et voter à toute assemblée générale par visioconférence ou télétransmission dans les conditions fixées par la réglementation.

## **ARTICLE 34**

### ***Bureau - Feuille de présence***

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration, ou en son absence par un vice-président, ou par un membre du conseil d'administration désigné par ce dernier.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président. Les fonctions des scrutateurs sont remplies par les deux sociétaires présents et acceptants qui disposent, tant en leur nom personnel que comme mandataire, du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée. Il est tenu une feuille de présence dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires et qui est certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée.

La feuille de présence doit être émarginée par les sociétaires présents et les mandataires. L'émarginement peut être réalisé par tous moyens y compris électroniques.

Elle doit être certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Le bureau annexe à la feuille de présence les procurations et les formulaires de vote par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les pouvoirs et les formulaires de vote par correspondance devront être communiqués en même temps et dans les mêmes conditions que la feuille de présence.

## **ARTICLE 35**

### ***Quorum - Vote - Nombre de voix***

I- Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des parts sociales composant le capital social, déduction faite des parts sociales privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par les textes en vigueur.

II- En application de l'article L. 512-5 du code monétaire et financier, aucun sociétaire ne peut disposer dans les assemblées, par lui-même ou par mandataire, au titre des droits de vote attachés aux parts qu'il détient directement et/ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, de plus de 0,25 % du nombre total de droits de vote attachés aux parts de la société.

III- La limitation instituée au paragraphe précédent ne concerne pas le président de l'assemblée émettant un vote en conséquence des procurations reçues conformément à l'obligation légale qui résulte de l'article L. 225-106 du code de commerce. Le nombre de droits de vote détenus directement ou indirectement s'entend notamment de ceux qui sont attachés aux parts qu'un sociétaire détient, à titre personnel, aux parts qui sont détenues par une personne morale qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce et aux parts assimilées aux parts possédées, telles que définies par les dispositions des articles L. 233-7 et suivants dudit code.

## **ARTICLE 36**

### ***Assemblées générales ordinaires***

I- L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux ou réglementaires, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent et le cas échéant, sur les comptes consolidés. Elle a notamment les pouvoirs suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes,
- déterminer l'affectation ou la répartition des bénéfices sur la proposition du conseil d'administration,
- nommer et révoquer les administrateurs, sous réserve des dispositions légales spécifiques applicables aux administrateurs représentant les salariés, et les censeurs,
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs et de censeurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration,
- nommer les commissaires aux comptes,
- fixer annuellement le montant global des indemnités compensatrices,
- nommer le réviseur coopératif,
- prendre acte du rapport établi par le réviseur coopératif,
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

II- L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les sociétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des parts ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance ; toute abstention exprimée dans le formulaire de vote par correspondance ou résultant de l'absence d'indication de vote ne sera pas considérée comme un vote exprimé.

## **ARTICLE 37**

### ***Assemblée générale extraordinaire***

I- L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée, après approbation de BPCE, à apporter aux présents statuts toutes modifications utiles. Elle ne peut toutefois changer la nature, le caractère, l'objet, ni la nationalité de la Société, ni augmenter les engagements des sociétaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement de parts sociales régulièrement décidé et effectué.

Sous réserve de ce qui précède, elle peut décider et autoriser notamment :

- le changement de dénomination de la Société et l'augmentation du capital social,
- la fusion de la Société avec une autre Banque Populaire et l'apport à celle-ci de l'ensemble de ses biens, droits et obligations,
- l'exclusion de sociétaires dans les conditions prévues à l'article 12-V,
- l'incorporation de réserves au capital dans les conditions fixées par les dispositions relatives aux Banques Populaires.

II- L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les sociétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des parts ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent, compte tenu de la limitation statutaire du nombre des voix, les sociétaires présents ou représentés, y compris les sociétaires ayant voté par correspondance; toute abstention exprimée dans le formulaire de vote par correspondance ou résultant de l'absence d'indication de vote ne sera pas considérée comme un vote exprimé.

## **ARTICLE 38**

### ***Droit à l'information***

Les sociétaires disposent du droit à l'information permanente et préalable, aux assemblées des sociétaires, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

#### **ARTICLE 39**

##### ***Procès-verbaux - Extraits des procès-verbaux d'assemblées***

Les procès-verbaux d'assemblées sont dressés et leurs copies ou extraits sont certifiés et délivrés conformément aux dispositions légales et réglementaires.

#### **TITRE VI**

##### **Comptes annuels - Inventaire - Fonds de réserve -**

##### **Affectation et répartition des bénéfices - Intérêts aux parts**

#### **ARTICLE 40**

##### ***Année sociale - Comptes annuels***

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre. Le conseil d'administration dresse, à la clôture de chaque exercice, l'inventaire et les comptes annuels; il établit le rapport de gestion dans les conditions légales et réglementaires. Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

#### **ARTICLE 41**

##### ***Répartition des bénéfices - Réserves***

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué un prélèvement de 5 % pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital.

Le solde, augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable, sur lequel il est prélevé la somme nécessaire pour servir - dans la limite du taux maximum mentionné à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - un intérêt aux parts, sans que, en cas d'insuffisance des excédents d'exploitation d'un exercice, les sociétaires puissent le réclamer sur les excédents d'exploitation des années subséquentes.

Le solde, après affectation aux réserves constituées par l'assemblée générale, est réparti entre les clients sociétaires conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les excédents provenant des opérations effectuées avec les clients non sociétaires ne doivent pas être compris dans les distributions de ristournes.

Tant que les diverses réserves totalisées, y compris la réserve légale, n'atteignent pas le montant du capital social, le prélèvement opéré à leur profit ne peut être inférieur à 15 % des bénéfices.

Les pertes reportées par décision de l'assemblée générale sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

L'assemblée générale, statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque sociétaire pour tout ou partie de l'intérêt mis en distribution, une option entre le paiement de l'intérêt en numéraire ou son paiement en part sociale.

#### **ARTICLE 42**

##### ***Paiement de l'intérêt aux parts***

Le paiement de l'intérêt aux parts sociales et des ristournes votés par l'assemblée générale ordinaire a lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration.

En cas de souscription ou de remboursement de parts sociales au cours de l'année sociale, l'intérêt des parts du sociétaire est calculé proportionnellement au nombre de mois entiers calendaires de possession des parts.

En cas de radiation, le sociétaire radié perd son droit au paiement de l'intérêt aux parts à la date d'effet de la décision du conseil d'administration.

Les sommes non réclamées dans les délais légaux d'exigibilité sont prescrites conformément à la loi.

## **TITRE VII**

### **ARTICLE 43**

#### ***Dissolution - liquidation***

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, celle-ci règle le mode de liquidation. Elle nomme un ou plusieurs liquidateurs aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

En cas de liquidation, de dissolution ou de radiation de la liste des Banques Populaires, l'excédent d'actif, dûment constaté après extinction du passif et des frais de liquidation, du remboursement du capital, sera attribué conformément aux dispositions du code monétaire et financier

## **TITRE VIII**

### **ARTICLE 44**

#### ***Dépôts légaux***

Chaque année, conformément aux articles L. 512-4 et 515-10 du code monétaire et financier, dans la première quinzaine de février, le directeur général ou un administrateur dépose au greffe du tribunal d'instance du siège social, en trois exemplaires, un état mentionnant le nombre des membres de la Société à cette date, la liste des mutations intervenues parmi les administrateurs, directeur général et sociétaires depuis le dernier dépôt effectué, et un tableau sommaire des recettes et des dépenses ainsi que des opérations réalisées au cours de l'année précédente.

Un exemplaire de ces documents est, par les soins du juge du tribunal d'instance, déposé au greffe du tribunal de commerce.

### **ARTICLE 45**

#### ***Contestations***

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

\*\*\*

# 2 RAPPORT DE GESTION

## 2.1 CONTEXTE DE L'ACTIVITE

### 2.1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

2021 : un rebond vif, hétérogène et mécaniquement inflationniste

En 2021, l'économie mondiale a très vivement rebondi de 5,8 %, après son effondrement si atypique de 3,1 % de 2020, lié à l'émergence de la Covid-19. La circulation de variants, tels le Delta avec la cinquième vague, dont l'Europe a été l'épicentre en novembre, ou le virus Omicron en décembre, a encore pesé sur la conjoncture. On a cependant assisté à un puissant réajustement mécanique de l'activité, qui a été largement porté par plusieurs facteurs : le soutien exceptionnel apporté par les politiques monétaires et budgétaires persistantes du « quoi qu'il en coûte » de part et d'autre de l'Atlantique, le déploiement des campagnes de vaccination, le desserrement progressif des contraintes sanitaires et la moindre prégnance conjoncturelle du virus. Ce rebond n'a pourtant été que le miroir inversé de la chute historique du niveau de richesse de 2020.

Les divergences de stratégie face à l'épidémie ont naturellement produit l'hétérogénéité géographique du rebond économique, dessinant structurellement la carte d'un rattrapage économique plus ou moins rapide en comparaison de la situation d'avant crise. C'est ainsi que le pic de croissance a été dépassé dès le premier trimestre en Chine et au printemps outre-Atlantique, tandis qu'il a fallu attendre juillet pour la zone euro. Dès le troisième trimestre, la dynamique instantanée de récupération est cependant apparue plus vigoureuse en France et en Italie qu'en Allemagne et a fortiori qu'en Espagne.

Ce brusque mouvement a été responsable de décalages très importants entre l'offre et la demande. Tout en provoquant une réapparition des difficultés de recrutement, il a nourri des tensions vives sur les prix, en raison même du rétablissement incomplet de l'ensemble des canaux de production, de circulation et de distribution de certains biens et services partout dans le monde, comme les semi-conducteurs. Il a également conduit les cours du baril de Brent à dépasser fin octobre les niveaux de fin 2019 (plus de 80 dollars/baril), avant une rechute fin novembre (70 dollars/baril), liée à l'apparition du variant Omicron. En conséquence, l'inflation dans les pays développés, a très nettement accéléré, davantage outre-Atlantique (6,8 % l'an en novembre) qu'en zone euro (4,9 % l'an) et en France (2,8 % l'an).

Cette crainte inflationniste, qui s'est renforcée en fin d'année, n'a pas conduit les banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique à modifier profondément leur politique monétaire ultra-accommodante, en raison des incertitudes sanitaires et du rétablissement encore incomplet du marché de l'emploi. Leurs taux directeurs sont restés proches de zéro, en dépit des tensions sur les prix et les recrutements. Cependant, la Fed a amorcé, comme attendu dès novembre, un processus de réduction programmée de ses achats nets d'actifs (tapering), avant d'annoncer, le 15 décembre, son accélération visant à l'éteindre en mars prochain. Elle a également ouvert la voie à trois hausses de taux directeurs d'ici la fin 2022. A contrario, la BCE a réitéré le principe du réinvestissement des titres détenus arrivant à échéance et le maintien de ses programmes d'achats de dettes souveraines jusqu'à au moins fin 2023. La perspective du tapering américain et les trajectoires prévues de croissance et d'inflation ont induit une hausse, certes très modeste, des taux longs américains (1,4 % contre 0,9 % en 2020) et, par contagion, mais dans une bien moindre mesure, des taux longs européens et français, tout en entraînant la baisse de l'euro face au dollar (1,13 dollar au 31 décembre). L'OAT 10 ans s'est ainsi située en moyenne annuelle à zéro, contre - 0,15 % en 2020. Par ailleurs, on a assisté à la poursuite de la remontée relativement vive des marchés actions. La performance du CAC 40 a même été spectaculaire, celui-ci progressant de 28,9 % à 7153 points en 2021, en raison de l'ampleur du rebond des résultats des entreprises, dans un contexte de taux d'intérêt réels particulièrement négatifs.

L'économie française a nettement rebondi de 6,8 %, après sa chute de 8 % en 2020. Elle n'a pas échappé à l'émergence grandissante de tensions sur les prix, issue de pénuries et de problèmes d'approvisionnement, sans parler des difficultés de recrutements. Si l'inflation n'a progressé en moyenne annuelle que de 1,7 %, après 0,5 % en 2020, le glissement annuel a cependant atteint 2,8 % l'an en novembre, principalement tiré par les prix de l'énergie. L'activité ne s'est véritablement détachée du profil des courbes épidémiologiques qu'à partir de l'été, grâce à l'accélération du processus de vaccination. Le PIB a retrouvé son niveau pré-crise durant le troisième trimestre, un trimestre plus tôt que prévu, tout comme les résultats d'exploitation des sociétés non financières, la durée du travail, le nombre d'emplois dans le secteur marchand ou encore le taux de chômage, ce dernier diminuant à 7,8 % au quatrième trimestre 2021.

Ce vif rattrapage économique a d'abord été porté par la consommation des ménages, mais il a fallu attendre le quatrième trimestre pour retrouver le niveau de fin 2019. En effet, comme après la plupart des crises de grande ampleur, le taux d'épargne des ménages ne s'est normalisé que très lentement, passant de 21,4 % en 2020 à 19,3 % en 2021, nonobstant la

baisse depuis juin des craintes sur l'évolution du chômage. La sur-épargne accumulée durant le confinement n'a donc pas alimenté la croissance par un surcroît de consommation, malgré la préservation du pouvoir d'achat. Ce dernier a progressé de 2,1 %, contre 0,4 % en 2020. L'investissement des entreprises a surpassé dès le printemps 2021 son niveau de fin 2019. La contribution du commerce extérieur à l'accroissement du PIB a été légèrement positive. Enfin, le déficit des finances publiques s'est situé à 7,4 % du PIB, la dette publique atteignant 113 % du PIB en 2021.

## 2.1.2 FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 2.1.2.1 Faits majeurs du Groupe BPCE

En juillet 2021, le Groupe BPCE a présenté son nouveau plan stratégique BPCE 2024 qui vise à déployer tout le potentiel de son modèle coopératif multimarque et entrepreneurial pour être un leader de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs au service de tous. Le plan BPCE 2024 s'articule autour de 3 priorités stratégiques : (i) Conquérant : 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans 5 domaines prioritaires, (ii) Client : la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté et (iii) Climat : des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire Net zéro. Il s'appuie sur 3 lignes de forces : (i) Simple : une organisation plus simple, plus lisible et plus efficace, (II) Innovant : des ambitions fortes dans la data et le futur du travail, socle de l'innovation RH, et (iii) Sûr : une amélioration de la performance économique et une confirmation de la fonction de tiers de confiance.

S'inscrivant dans la logique de simplification, le Groupe BPCE a déposé une offre publique d'achat simplifiée visant 29,3 % du capital de Natixis S.A., suivie d'un retrait obligatoire. À la suite de la clôture de l'offre publique, BPCE a procédé le 21 juillet 2021 au retrait obligatoire de toutes les actions Natixis qui n'ont pas été apportées à l'offre publique. L'objectif de cette opération est d'accélérer la dynamique de développement des métiers du Groupe en leur apportant les moyens d'accroître leur manœuvrabilité stratégique, leur développement au service des clients et leur performance. Le Groupe fait ainsi évoluer son modèle en distinguant d'une part, les métiers de banque de détail, regroupant la Banque de Proximité et Assurance (Banques Populaires, Caisses d'Épargne), les métiers de Solutions et Expertises Financières (SEF), ceux d'Assurance et Paiements et d'autre part, un nouvel ensemble « Global Financial Services », regroupant la Gestion d'Actifs et de Fortune (« Natixis Investment Managers », « Natixis Wealth Management ») et la Banque de Grande Clientèle (« Natixis Corporate & Investment Banking »).

A cette avancée, est venu s'ajouter le projet de rationalisation des liens capitalistiques et de renforcement des partenariats industriels avec La Banque Postale. L'opération a consisté en la cession à La Banque Postale de la participation de 16,1 % que BPCE détenait dans CNP Assurances et s'accompagnerait du projet d'acquiescer auprès de La Banque Postale les participations de 45 % qu'elle détient dans le capital d'Ostrum AM et de 40 % dans le capital d'AEW Europe. La Banque Postale et le Groupe BPCE renforceraient et prolongeraient également les partenariats industriels et les accords commerciaux existant entre les deux groupes : (i) maintien jusqu'à fin 2030 de l'ensemble des relations commerciales, notamment la gestion par Ostrum AM des fonds généraux de CNP Assurances et la distribution des produits de taux d'Ostrum AM dans les réseaux de La Banque Postale / BPE, (ii) prorogation jusqu'à fin 2035 des conventions existantes pour les produits d'assurance (prévoyance, assurance emprunteur, santé collective), dont l'échéance initiale était fixée à fin 2030.

Par ailleurs, après obtention des dernières autorisations réglementaires le 26 août 2021, la réalisation de la cession de la participation de BPCE International dans la BTK (Banque Tuniso-Koweïtienne) est intervenue le 27 août.

S'agissant du Conseil de Surveillance du Groupe BPCE, Thierry Cahn, Président du conseil d'administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne, a été élu à sa présidence. Par ailleurs, Béatrice Lafaurie a été nommée directrice générale en charge des Ressources humaines et membre du comité de direction générale du Groupe BPCE et Catherine Halberstadt directrice générale en charge du pôle Solutions et Expertises Financières.

En Banque de Proximité et Assurance, le premier semestre a encore été marqué par les effets de la crise sanitaire avec l'envoi de courriers de proposition de positionnement des clients détenteurs de Prêts Garantis par l'État (PGE) et des premiers remboursements anticipés effectués. Un an après la mise en place des PGE, les banques du Groupe ainsi que Natixis Assurance ont été en première ligne pour mettre en œuvre le dispositif des Prêts Participatifs Relance (PPR).

Pour les étudiants et apprentis, un dispositif exceptionnel d'accompagnement a été mis en place avec un engagement fort des marques Banque Populaire et Caisse d'Épargne à faciliter l'insertion professionnelle, le financement des études et l'accès à l'assurance. Une offre de caution étudiants en partenariat avec BPI France a été mise en place.

La crise sanitaire a par ailleurs favorisé l'usage de la banque en ligne dont l'affluence a continué à s'accroître. Plus de 12 millions de clients actifs ont utilisé les canaux digitaux et se sont connectés en moyenne 18 fois par mois à l'application mobile. Le Net Promoter Score digital du Groupe s'est encore apprécié et la note des applications mobiles Banque Populaire et Caisse d'Épargne dans l'Apple Store a atteint un niveau de 4,7/5, plaçant le Groupe BPCE en tête du classement des banques traditionnelles et le positionnant à un niveau équivalent à celui des « pure players ».



Le Groupe BPCE a continué d'enrichir les services de sa banque en ligne sur l'ensemble de ses marques en gardant pour ambition d'offrir la même expérience client sur web et sur mobile. Une priorité a été particulièrement donnée aux fonctionnalités permettant aux clients de mieux gérer leur budget. De nouveaux sites Banque Populaire et Caisse d'Epargne ont été lancés avec pour ambition d'accroître encore les ventes issues du digital.

Les crédits digitalisés (immobilier, consommation, équipement professionnel) bénéficient désormais d'un parcours full digital avec de nouveaux services comme, pour les crédits à la consommation, la possibilité d'être informé sur la capacité maximale d'emprunt, ou, pour les crédits d'équipement l'automatisation du déblocage des fonds (Banques Populaires). Par ailleurs, les clients professionnels des Banques Populaires peuvent désormais accéder et signer leurs crédits d'équipement professionnels directement depuis leurs espaces digitaux.

Sur les nouveaux usages de la data, l'usage du contrôle automatique des documents clients pour de nombreux process bancaires, sans intervention d'un conseiller, connaît une véritable montée en puissance. L'acculturation des collaborateurs et l'adoption des nouveaux usages ont fait l'objet d'actions spécifiques comme le développement de modules de formation sur une plateforme commune, le déploiement massif d'un outil de datavisualisation commun à tout le Groupe ou encore la création d'un tableau de bord pour accompagner les établissements dans le pilotage du digital.

S'agissant d'accès et de sécurité des opérations, le Groupe BPCE a continué la mise en conformité d'authentification forte de ses clients : 7,5 millions d'entre eux sont désormais équipés de Sécur'Pass permettant de sécuriser leurs transactions.

En termes d'équipement, la dynamique engagée sur les ventes de formules s'est poursuivie tant dans les Banques Populaires avec 395 000 forfaits Cristal que dans les Caisses d'Epargne avec 1,2 million de forfaits prévus en 2021.

Les Banques Populaires et les Caisses d'épargne ont également continué leur développement en assurance, avec près de 17 milliards d'euros de chiffre d'affaires en assurance vie et plus de 1,8 million de contrats commercialisés en assurance non-vie sur l'année. Les ventes d'assurance dommages ont poursuivi leur forte progression avec un taux d'équipement des clients qui atteignait 29,6 % pour les Banques Populaires et 32,9 % pour les Caisses d'Epargne au troisième trimestre 2021.

En matière d'offres « green », le Groupe BPCE a poursuivi la mise en marché de nouveaux produits en faveur de la transition énergétique : (i) prêts pour les professionnels pour financer la rénovation des bâtiments, l'utilisation d'énergies renouvelables, les véhicules propres..., (ii) prêts pour les ménages pour la rénovation énergétique des logements dans le cadre d'un partenariat avec Cozynergy.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont également lancé une offre de Location Longue Durée automobile en faveur d'une mobilité plus verte dans le cadre d'un partenariat entre BPCE Lease et EcoTree : les clients de cette offre ont la possibilité de devenir propriétaires d'arbres localisés en France et contribuer ainsi à la captation de gaz à effet de serre.

Dans le cadre du partenariat premium du Groupe BPCE aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la Caisse d'Epargne a lancé son Pacte Utile dont l'objectif est d'être utile aux athlètes, aux territoires et à la société et de renforcer son soutien au monde du sport. Les Banques Populaires ont quant à elles reconduit leur soutien à 78 athlètes, toutes disciplines confondues, dans le cadre de leur préparation pour les Jeux Olympique 2024.

Concernant les PME et ETI, le Groupe BPCE a mis en marché une gamme « label relance » composée de quatre fonds représentant 1,2 milliard d'euros d'actifs sous gestion destinés à renforcer les fonds propres des entreprises françaises tout en respectant un ensemble de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG). En outre, le Groupe BPCE a obtenu d'un fonds européen de garantie (EGF) une enveloppe d'un montant de 1 milliard d'euros en faveur des Professionnels, PME et ETI de moins de 500 salariés. Cette enveloppe a permis de garantir les prêts ayant pour vocation d'accélérer la stratégie d'innovation des entreprises, ainsi que les prêts Avenir Restructuration et Avenir Développement des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

Le pôle Solutions et Expertises Financières a continué son développement en 2021 avec une dynamique commerciale soutenue atteignant un niveau record sur certaines activités (caution de prêts aux particuliers, crédit à la consommation, crédit-bail mobilier et location longue durée, ...). La mise en place de nouvelles offres et la satisfaction client toujours très élevée ont permis au pôle SEF d'intensifier encore ses relations avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, se traduisant ainsi par un volume d'activité réalisé avec le Groupe en progression de 20 % depuis le début de l'année. Ainsi, sur le crédit à la consommation, le Groupe BPCE est dorénavant positionné comme leader bancaire en France.

Les métiers SEF continuent d'enrichir leurs offres et expertise en développant des produits pour une clientèle externe, comme en témoigne par exemple la nouvelle offre de Garantie de Loyers Impayés de CEGC qui se distingue par un parcours de souscription entièrement digitalisé pour les administrateurs de biens.

Par ailleurs, des produits et des offres green ont continué à être déployés comme par exemple les offres bornes électriques en crédit-bail mobilier et LLD ou le prêt personnel véhicule vert.

Dans l'Assurance, François Codet a pris le 22 février ses nouvelles fonctions de directeur général de Natixis Assurances.

**Le métier Assurances de personnes a lancé deux nouvelles offres pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne :** la première en assurance vie permet la gestion déléguée et facilite l'accès aux unités de compte ; la seconde, dédiée à l'assurance des emprunteurs, peut être associée à un crédit immobilier digitalisé. En outre, l'offre de Natixis Life, historiquement distribuée par le réseau Banque Populaire, a été déployée auprès du réseau Caisse d'Epargne.

**Le métier Assurances non-vie a lancé sa nouvelle offre auto dans les Caisses d'Epargne en octobre 2021. En parallèle, le métier a lancé une nouvelle offre 2 roues dans les Banques Populaires, avec l'accès à Liberty Rider, une application de prévention pour les motards.**

**Yves Tyrode a pris début novembre ses fonctions de Directeur général en charge de l'Innovation, de la Data, du Digital, de l'activité Paiements et président de Oney Bank.** Cette nomination vise à rassembler au sein d'un même pôle des entités et des équipes qui partagent des enjeux technologiques et business communs.

Oney a confirmé son leadership sur les activités de paiement fractionné en France, avec à fin 2021, plus de 1 000 commerçants partenaires, **de la TPE aux groupes internationaux issus de tous secteurs. Plus largement, ce sont aujourd'hui sept pays européens qui proposent la solution de paiement fractionné de Oney.** Enfin, Oney a noué de nouveaux partenariats locaux et européens majeurs : AliExpress, SSP (groupe PSA), Rakuten, PrestaShop.

Oney a également lancé Oney+, une nouvelle offre qui comprend un compte de paiement, une carte bancaire Visa et une « app », et qui propose aux consommateurs un paiement fractionné universel. Ces derniers ont ainsi la possibilité de payer en 3x ou 4x partout dans le monde, sur tous les canaux, dans tous les types de commerces et de services. Ils peuvent également visualiser tous leurs comptes bancaires, suivre leurs dépenses en temps réel et choisir le compte à débiter.

**Deux ans après l'entrée du Groupe BPCE au capital de Oney, la collaboration entre les entreprises du Groupe et Oney s'est intensifiée : élaboration de réponses communes à des appels d'offres avec Payplug, construction de la solution Oney+ avec X-Pollens ou encore proposition de la solution de paiement fractionné aux clients professionnels, avec BPCE Financement, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.**

Natixis Payments a poursuivi son développement au travers notamment de l'activité commerciale de PayPlug qui a enregistré près de 3 000 nouvelles signatures client. Dalenys dont les offres s'adressent aux grands e-commerçants, a également accompagné ses clients dans la migration DSP2 qui impose de nouvelles règles telles que l'authentification forte du client. Les Banques Populaires ont enfin étoffé leur gamme avec le lancement d'une offre en lien avec Dalenys.

S'agissant de ses activités Avantages et Services pour les collaborateurs, Natixis Payments a franchi une étape importante de son développement technologique en faisant l'acquisition de la start-up Jackpot. Le pôle continue d'adapter ses offres avec le lancement de Bimpli, plateforme unique pour les avantages collaborateurs. L'ambition de Bimpli est d'accompagner les entreprises dans la transformation de leur politique sociale en proposant une large palette de services digitaux capables d'améliorer le quotidien des salariés aussi bien dans leur vie professionnelle que personnelle.

En Gestion d'actifs et de fortune, Tim Ryan a été nommé le 12 avril membre du comité de direction générale de Natixis en charge des métiers de Gestion d'actifs et de fortune, et directeur général de Natixis Investment Managers.

Au sein de ce pôle, Natixis Investment Managers a poursuivi le renforcement de son modèle multi-affiliés en annonçant le rachat des parts de La Banque Postale dans AEW Europe (40 %) et dans Ostrum AM (45 %).

Natixis Investment Managers a par ailleurs poursuivi son processus de désengagement de H2O AM, avec la reprise progressive par la société de gestion de la distribution des fonds, dans l'intérêt des porteurs de parts et en accord avec les autorités réglementaires.

**L'année 2021 a été marquée par des conditions de marché favorables, des performances de gestion au rendez-vous sur l'ensemble des classes d'actifs et une collecte dynamique sur l'ensemble des zones géographiques. Ce contexte positif a permis à Natixis Investment Managers de renforcer ses positions : la croissance de ses actifs sous gestion, de ses marges et de ses revenus témoigne de la solidité et de la pertinence de son modèle de gestion active multi-affiliés.**

**Aux côtés de ses affiliés, Natixis Investment Managers a poursuivi son engagement pour le financement d'une transition vers une économie plus durable, avec l'objectif d'atteindre 50 % de ses actifs sous gestion durable ou à impact d'ici à 2024. A fin 2021, 99 % des encours de Natixis Investment Managers sont gérés par des sociétés de gestion signataires des PRI (Principes pour l'Investissement Responsable). Natixis Investment Managers a également investi, aux côtés d'autres investisseurs, dans Iceberg Data Lab, une fintech spécialisée dans la data, qui développe des modèles pour mesurer l'impact des investissements sur l'environnement et la biodiversité.**

Natixis Interépargne a renforcé encore son dispositif sur l'épargne retraite pour les clients entreprises comme pour les clients épargnants, en enrichissant ses services : fiches et guides pédagogiques, nouveautés retraite sur l'Espace personnel et l'application mobile, intégration d'un simulateur personnalisé dédié à la retraite (Amplus) ou encore possibilité de regrouper son épargne grâce à un agrégateur.

Natixis Wealth Management a poursuivi le développement de l'ensemble de ses activités avec le lancement de l'offre de gestion déléguée grand public, la création d'une filiale (Teora by Natixis Wealth Management), courtier en assurance vie haut de gamme en architecture ouverte, qui propose ses solutions sur mesure aux Banques Populaires, aux Caisses d'Épargne ainsi qu'à sa propre clientèle et la conclusion d'un partenariat privilégié avec Natixis Partners.

Dans le cadre du nouveau plan stratégique du Groupe BPCE, la Banque de Grande Clientèle a lancé sa marque commerciale **Natixis Corporate & Investment Banking**. En 2021, la Banque de Grande Clientèle a continué de capitaliser sur l'expertise de son Green & sustainable hub et a également lancé son Tech hub qui vise à accompagner les clients dans leur transition technologique, qu'ils soient spécialisés ou non dans la Tech.

Sur les marchés de capitaux, Natixis Corporate & Investment Banking a accompagné ses clients institutionnels dans leurs opérations de restructuration ouvrant de nouvelles opportunités à sa franchise dans le fixed income. La banque a également été proactive auprès des entreprises en leur proposant des couvertures de change et de taux ajustées à un contexte de faible volatilité. Sur les dérivés actions, Natixis Corporate & Investment Banking a mis en place son recentrage sur ses clients **stratégiques et des produits moins risqués tout en continuant à se positionner comme leader dans l'offre d'épargne financière** à responsabilité sociale et environnementale (ESG). Elle a développé de nouvelles offres conjointes innovantes à destination **des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne notamment**.

Global Trade a renforcé ses activités Treasury Solutions et Trade Finance dans le cadre du nouveau plan stratégique et a **continué à innover dans le domaine digital, avec des initiatives clés sur ses marchés telles que l'implémentation de Komgo**, plateforme conçue pour sécuriser et optimiser les échanges avec les clients et pour apporter de l'efficacité à tous les membres du réseau.

Par ailleurs, Global Trade s'est associé à Trustpair pour offrir une solution technologique permettant de lutter contre la fraude par virement bancaire.

Les différents secteurs de la ligne métier Real Assets se sont bien maintenus malgré un contexte économique encore difficile. **Seul le secteur de l'aviation a de nouveau vu son activité fortement impactée par la crise sanitaire. De son côté, le marché des ABS a retrouvé une dynamique grâce aux efforts de positionnement de Natixis sur ce produit.** Par ailleurs, Natixis a conforté sa position dominante sur le secteur des Télécoms et a également poursuivi le financement de parcs solaires au Chili, affirmant son positionnement de leader dans cette région. Aux Etats-Unis, la production de prêts classiques a été relancée.

**En matière d'Investment Banking, Natixis a été la première banque française à réunir dans un même département (Strategic Equity Capital Markets) une ligne métier 100 % dédiée à l'ensemble des conseils, transactions, exécutions et couvertures liées au private-side equity.** Après une année 2020 record, les activités ASF et DCM ont continué de bénéficier de conditions **de marchés favorables et le marché obligataire s'est hissé à la première place de la league table des émissions seniors en euro en France.** Sur le marché des institutions financières, Natixis s'est classée en cinquième position sur les League table en euro tous émetteurs financiers.

Le métier de conseil en fusions-acquisitions a renforcé son positionnement sur les larges caps tout en conservant son expertise sur les mid-caps.

Enfin, Natixis Corporate & Investment Banking a reçu le prix " ESG Infrastructure Bank of the Year " dans le cadre des IJGlobal ESG Awards 2021.

### 2.1.2.2 Faits majeurs de l'entité (et des filiales)

#### Faits majeurs de la banque

En 2021, dans un contexte de crise sanitaire toujours prégnant, la Banque Populaire Rives de Paris a maintenu la forte mobilisation de ses forces commerciales et de ses expertises **au service de l'économie régionale. Avec une production de crédits en hausse de près de 10% par rapport à 2020 (hors PGE), la Banque Populaire Rives de Paris a soutenu la demande de financements des ménages dans leurs projets immobiliers et les besoins des professionnels et entreprises.** Elle a également **poursuivi l'accompagnement des entreprises innovantes, grâce à des experts dédiés, et le soutien à la création d'entreprise, fidèle à ses valeurs et à son histoire au cœur de l'entrepreneuriat.** En 2021, la Banque Populaire Rives de Paris s'est attachée à intégrer les dimensions environnementales dans son offre de services et à développer ses encours de financement de la transition énergétique. Pour servir au mieux toutes ses clientèles, la Banque Populaire Rives de Paris reste attentive à maintenir une forte présence locale. Elle a également confirmé sa contribution responsable et sociétale, en renouvelant pour **3 années sa Fondation d'Entreprise.**

Sur 2021, La Banque a également mobilisé ses collaborateurs pour préparer son prochain plan stratégique 2022-2025.

### Opération de titrisation 2021

Au 31 décembre 2021, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2021 et **BPCE Home Loans FCT 2021 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 octobre 2021.**

**Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (92,1 millions d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2021 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (85,3 millions d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque bien qu'ayant cédé les crédits, la Banque Populaire Rives de Paris a souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles.**

Cette opération prolonge les opérations de titrisation mises en place en 2014 (BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut), en 2016 (BPCE Consumer Loans FCT 2016\_5), en 2017 (BPCE Home Loans 2017\_5), en 2018 (BPCE Home Loans 2018\_10), en 2019 (BPCE Home Loans 2019\_10) et en 2020 (BPCE Home Loans 2020\_10).

### 2.1.2.3 Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation

Le 5 novembre 2021, l'ANC a modifié sa recommandation n°2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ce texte introduit un choix de méthode pour la répartition des droits à prestation pour les régimes à prestations définies **conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait que le bénéficiaire soit présent lorsqu'il atteint l'âge de la retraite. Il s'agit principalement des Indemnités de Fin de Carrière (IFC).**

La Banque Populaire Rives de Paris applique ce texte de manière anticipée pour l'exercice clos au 31 décembre 2021. La méthode retenue est de répartir les droits à prestation à compter de la date à laquelle chaque année de service compte **pour l'acquisition des droits à prestation.** Cette évolution constitue un changement de méthode comptable ayant pour effet **une baisse des provisions de 3M€ sur la période 2021 en contrepartie des capitaux propres (report à nouveau).**

Les informations comparatives présentées au titre de l'exercice 2020 n'ont pas été retraitées de ces effets mais font l'objet d'une mention spécifique en note de bas de tableaux.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2021 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

## 2.2 INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES

### 2.2.1 LA RAISON D'ETRE BANQUE POPULAIRE

Depuis sa création, la Banque Populaire Rives de Paris est une entreprise coopérative, responsable, à l'écoute de son territoire. Sa nature de banque coopérative l'a amenée depuis toujours à agir en tenant compte de la performance sociale, sociétale, environnementale, bien au-delà de la nécessaire performance économique.

La loi Pacte a donné la possibilité aux entreprises qui le souhaitent de définir leur « raison d'être ». C'est une précieuse boussole pour inscrire les décisions stratégiques dans la durée.

Dès janvier 2019, les Banques Populaires, via leur Fédération, ont initié des travaux de définition de leur raison d'être par une réflexion associant dirigeants, sociétaires, clients, administrateurs, collaborateurs, partenaires et fournisseurs. Les travaux ont abouti à l'automne 2019. Elle exprime tout à la fois la vision, la mission et la contribution historique des Banques Populaires :

Résolument coopérative et innovante, Banque Populaire accompagne dans une relation durable et de proximité tous ceux qui vivent et entreprennent dans chaque territoire.

Au cœur des territoires, les Banques Populaires ont une compréhension fine des acteurs et des enjeux régionaux, elles soutiennent les initiatives locales et agissent en proximité.

Les Banques Populaires créent de la valeur économique et sociétale en étant convaincues de la nécessité d'une évolution harmonieuse de la société tout en préservant les générations futures.

Le modèle coopératif des Banques Populaires leur garantit, depuis l'origine et grâce à leur gouvernance, indépendance, vision long terme, innovation et gestion équilibrée.

Grâce à leur culture entrepreneuriale, les Banques Populaires accompagnent tous ceux qui entreprennent leurs vies et démontrent que la réussite est multiple.

Partageant tous les principes exposés dans cette raison d'être des Banques Populaires, la Banque Populaire Rives de Paris a réaffirmé sa vocation dans le cadre de son projet d'entreprise COLiBRi 2017-2021 :

- ▶ Rechercher la pleine satisfaction de ses clients ;
- ▶ Contribuer au développement économique et social de son territoire en maintenant sa solidité financière, gage de sa pérennité et de sa capacité à soutenir tous ses clients.

La Banque Populaire Rives de Paris a, sur 2021, préparé son futur plan stratégique qui guidera les actions sur 2022-2025 pour poursuivre les déclinaisons de sa raison d'être.

### 2.2.2 LA DIFFERENCE COOPERATIVE DES BANQUES POPULAIRES

#### 2.2.2.1 Le modèle coopératif, garant de stabilité et de résilience

Depuis leurs origines, les Banques Populaires sont des banques coopératives au service de leurs sociétaires. En 1917, la loi officialisant la naissance des Banques Populaires leur a confié la mission d'accompagner les artisans et les commerçants qui constituent alors la totalité de leur sociétariat. A partir de 1962, les évolutions réglementaires permettent aux Banques Populaires de s'ouvrir aux particuliers. En 1974, la Casden Banque Populaire rejoint le réseau Banque Populaire. C'est la banque des personnels de l'Education de la Recherche et de la Culture puis des fonctionnaires à partir de 2016. En 2002, c'est au tour du Crédit Coopératif, tourné vers les structures de l'Economie Sociale et Solidaire, de rejoindre les Banques Populaires. Riche de toute cette diversité, le réseau Banque Populaire fait vivre au quotidien ses valeurs d'esprit d'entreprendre et de solidarité. Aujourd'hui plus que jamais, et particulièrement pendant la crise de la Covid 19, elle a été aux côtés des entrepreneurs et est toujours la 1ère banque des PME.

La Banque Populaire Rives de Paris accompagne dans la durée ceux qui vivent et entreprennent sur son territoire. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et de toutes les clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie économique et sociale : le modèle Banque Populaire a fait la preuve de sa pertinence, de son efficacité et de sa capacité de résilience.

Il repose sur 3 fondamentaux, constitutifs de sa raison d'être :

#### Proximité territoriale

Grâce à l'épargne de ses clients, la Banque Populaire Rives de Paris finance l'économie locale. Elle recrute en local et elle entretient des liens forts avec les acteurs du territoire (mécénat, partenariats, ...). Elle valorise également les initiatives régionales via des prix dédiés (Stars & Métiers, Dynamique Agricole, Concours Régional de la Création d'Entreprises...).

#### Engagement coopératif durable

Le capital de la Banque Populaires Rives de Paris appartient à ses 203722 sociétaires. Les membres du Conseil d'administration sont des clients locaux qui représentent les sociétaires. Chaque année, l'ensemble des Banques Populaires consacre plusieurs millions d'euros à l'information et à la participation coopérative.

La loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, pose le principe selon lequel les coopératives se soumettent tous les cinq ans à une procédure de révision coopérative. Cette révision est effectuée par un réviseur indépendant et est destinée à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement des coopératives aux principes et aux règles de la coopération. La Banque Populaire Rives de Paris a procédé à une révision coopérative pour la période 2017-2018, qui n'a fait l'objet d'aucune réserve de la part du réviseur lors de l'assemblée générale de restitution de 2019.

#### Culture entrepreneuriale

Issues d'un mouvement humaniste il y a plus de 100 ans, les Banques Populaires ont été créées par des artisans et commerçants qui n'avaient pas accès au crédit. Les Banques Populaires sont présentes dans les grands réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise comme l'Adie, Initiative France et France Active. Près d'une PME sur deux est cliente Banque Populaire. Elles sont la première banque auprès des PME pour la 12<sup>e</sup> année consécutive et la 2<sup>e</sup> auprès des artisans et commerçants.

#### Un engagement évalué et prouvé

La Banque Populaire Rives de Paris s'appuie depuis 2011 sur un outil spécifique commun à l'ensemble du réseau lui permettant de rendre compte auprès de ses sociétaires de ses actions de responsabilité sociétale et coopérative. Fondé sur la norme internationale RSE ISO 26000, l'Empreinte Coopérative et Sociétale recense et valorise chaque année en euros les actions mises en place au sein de la banque en faveur des principales parties prenantes du réseau Banque Populaire. Reflet du « plus coopératif » des Banques Populaires, cet outil ne prend en compte que les actions allant au-delà des obligations légales, d'un objectif strictement commercial, et de l'exercice classique du métier bancaire.

En 2021, l'Empreinte Coopérative et Sociétale de la Banque Populaire Rives de Paris s'est élevée à 8 978 201 euros. Les principaux axes de responsabilité sociétale et coopérative de la banque ont été :

- ▶ relations et conditions de travail,
- ▶ engagement sociétal,
- ▶ et relation aux consommateurs.

### 2.2.2.2 Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires

Si les Banques Populaires sont une banque universelle, qui s'adresse à toutes les clientèles, leur modèle d'affaires est caractérisé par un positionnement fort sur le marché des professionnels, qui représente une part importante de leur PNB et par un rôle de premier plan vis-à-vis du secteur de l'économie sociale et solidaire, des PME, des artisans, commerçants et agriculteurs. La Banque Populaire Rives de Paris fait partie des principaux financeurs des entreprises et des structures de l'économie sociale sur son territoire. Sa responsabilité est d'être présente aux côtés de ces acteurs pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. La Banque Populaire Rives de Paris a ainsi poursuivi une politique de financement soutenue.

Par ailleurs, la Banque Populaire Rives de Paris, banque coopérative, est la propriété de 203 722 sociétaires. Banque de plein droit, avec une large autonomie de décision, elle collecte l'épargne, distribue les crédits, définit ses priorités localement. Des personnalités représentatives de la vie économique de son territoire siègent à son conseil d'administration. Ainsi, ses ressources sont d'abord orientées vers les besoins des régions et de leurs habitants.



# 01 NOS RESSOURCES



## NOS CLIENTS ET SOCIÉTAIRES

- 725 798 clients
- 28 % de sociétaires parmi les clients
- 15 administrateurs



## NOTRE MODÈLE COOPÉRATIF ET DÉCENTRALISÉ

- Une autonomie décisionnelle régionale proche des besoins et un capital stable détenu par des sociétaires.
- Une mutualisation nationale des ressources



## NOS PARTENARIATS

- Des partenariats avec différents acteurs du territoire qui renforcent l'ancrage territorial : CCI, CMA, CRESS, incubateurs, accélérateurs de start-up, universités, etc.



## NOTRE CAPITAL HUMAIN

- 2523 collaborateurs au siège et en agences
- 92 % indice égalité femmes-hommes
- 5,2 % d'emplois de personnes handicapées



## NOTRE CAPITAL FINANCIER

- 2184 M € de capitaux propres
- Ratio de solvabilité 17,80%<sup>1</sup>



## NOTRE CAPITAL IMMOBILIER

- 150 agences et centres d'affaires

# 02 NOS ACTIVITÉS

## LA RAISON D'ÊTRE BANQUE POPULAIRE

« Résolument coopérative et innovante, Banque Populaire accompagne dans une relation durable et de proximité tous ceux qui vivent et entreprennent dans chaque territoire. »



# 03 NOTRE CRÉATION DE VALEUR



## POUR NOS CLIENTS ET SOCIÉTAIRES

- 14,6 M € d'intérêt aux parts sociales
- 135,6 M € de mise en réserve pour assurer la pérennité de l'entreprise et financer l'avenir



## POUR L'ÉCONOMIE DU TERRITOIRE

### VIA NOS FINANCEMENTS

- 251 M € de Prêts Garantis par l'Etat (environ 1548 prêts)
- 315 M € d'encours de fonds ISR et solidaires
- 24,5 M € d'encours de financement à l'économie dont :
  - 6761 M € auprès des Professionnels
  - 115 M € auprès de l'Agriculture
  - 4551 M € auprès des PME
  - 1787 M € auprès de l'Artisanat
  - 33 M € auprès de l'ESS
  - 47 M € dans l'Innovation

### VIA NOTRE FONCTIONNEMENT

- 135 M € d'achats auprès de 78% de fournisseurs locaux
- 2,5 M € d'impôts locaux



## POUR NOS TALENTS

- 111 M € de salaires des collaborateurs au siège et en agences
- 312 recrutements en CDD, CDI et alternants



## POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

- 953 K€ d'engagement sociétal (mécénat et partenariats non commerciaux)
- 4,7 M € de refinancements des structures de microcrédits



## POUR L'ENVIRONNEMENT

- 387,1 M € de financements pour la transition environnementale
- 100% d'achats d'électricité renouvelable

<sup>1</sup> Ratio de solvabilité (cf. chapitre 2.5).



### 2.2.2.3 Une proximité constante avec les parties prenantes

La Banque Populaire Rives de Paris mène directement un dialogue permanent et constructif avec les différentes parties prenantes. Elle collabore avec de nombreux acteurs du territoire (**État, collectivités locales, associations...**) **sur des projets sociétaux ou environnementaux comme par exemple concernant la création d'entreprise, les réseaux d'accompagnement, les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Chambres de Métiers et de l'Artisanat (CCI/CMA), le développement durable/la RSE, la finance responsable/croissance verte.** Elle forme ses administrateurs, consulte ses clients et ses collaborateurs et participe aux instances régionales de représentation des entreprises.

La Banque **Populaire Rives de Paris, à travers la Fédération Nationale des Banques Populaires, s'associe au Wok, le Lab Banque Populaire**, depuis 2018. Cette plateforme communautaire en ligne, associant clients, sociétaires, collaborateurs et autres parties prenantes, répond à plusieurs enjeux :

- ▶ **Faciliter l'innovation et accélérer le développement des idées en exploitant l'intelligence collective** pour imaginer et co-crée la banque coopérative de demain
- ▶ Réinventer une nouvelle proximité pour valoriser les idées en région et fédérer des communautés à distance autour de thématiques communes
- ▶ **Faciliter l'organisation de campagnes d'idéation et de co-création** avec tous types de publics et faire émerger des attentes communes
- ▶ La possibilité est offerte de mettre en place des campagnes régionales et/ou des campagnes nationales.

En 2021, deux campagnes nationales ont été réalisées : « Comment soutenir les étudiants » en mars 2021 et « **L'engagement des sociétaires dans leur banque coopérative** » en novembre 2021. La Banque Populaire Rives de Paris y a participé pour la première auprès de 30 000 sociétaires et pour la seconde auprès de 113 000 sociétaires.





## Clients

### Entreprises Institutionnels Particuliers

- Partenariats institutionnels et commerciaux (CCI, CMA,...)
- Contrôle du respect des règles de conformité et déontologiques dans les politiques commerciales, procédures et parcours de vente
- Mesure de la satisfaction et objectifs fixés
- Offres et organisation clientèle fragile
- Gestion des réclamations et médiation



## Sociétaires

### Clients sociétaires des Banques Populaires

- Détention de parts sociales
- Assemblées générales, réunions et lettres d'information
- Mesure de la satisfaction
- Animation par la Fédération Nationale des Banques Populaires



## Administrateurs

### Conseil d'administration des Banques Populaires Conseil de surveillance de BPCE SA Comités spécialisés

- Participation aux conseils d'administration, conseils de surveillance et comités
- Formations par la Fédération Nationale des Banques Populaires



## Collaborateurs

### Collaborateurs des Banques Populaires Représentants du personnel et syndicaux

- Comités spécifiques
- Supports d'informations internes
- Baromètre social « Diapason »
- Réseaux féminins, gestion des talents
- Objectifs stratégiques



## Fournisseurs et sous-traitants

### Entreprises Prestataires de services Entreprises du STPA

- Consultations et appels d'offres
- Charte relations fournisseurs responsables
- Clauses RSE dans les contrats
- Convention annuelle avec trophées et enquête de satisfaction



## Associations et ONG

### Société civile Associations du territoire

- Mécénat financier auprès d'associations et fondations
- Interaction au travers des contributions aux enquêtes
- Echanges réguliers
- Bénévolat de collaborateurs
- Mécénat de compétences



## Acteurs institutionnels, fédérations, régulateurs

Instances de régulation financière, Fédération bancaire française, Association française des banques, ORSE, Global Compact, ESG, EACB...

- Rencontres régulières
- Membres du Comité Consultatif du Secteur Financier, de l'observatoire du financement en entreprise, de l'observatoire de l'inclusion bancaire
- Transmission d'informations et documents
- Contribution aux travaux de la Fédération bancaire française



## Agence de notation, investisseurs et tiers indépendants

### Agences de notations financières Agences de notation extra-financières Commissaires aux comptes

- Transmission d'informations et de documents pour notation/audit/labels
- Dialogues réguliers
- Green/Social/Sustainable bonds
- Roadshows ESG



## Secteur académique et de recherches

### Ecoles et universités Instituts de recherche (ex : I4CE)

- Relations grandes écoles et universités
- Accueil de stagiaires et d'étudiants en alternance
- Contributions aux travaux de recherche et groupes de travail
- Partenariats et soutien de chaires / cursus universitaires

## 2.2.3 L'ENGAGEMENT COOPERATIF & RSE DE LA BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS

La Banque Populaire Rives de Paris s'est dotée d'une stratégie coopérative & RSE ambitieuse.

C'est le rôle du Comité Sociétariat et RSE de la Banque Populaire Rives de Paris de contribuer à la définition des grandes orientations de la banque en matière de sociétariat et de RSE et de faire des préconisations au Conseil d'administration.

La stratégie RSE de la Banque Populaire Rives de Paris est élaborée sur la base des 4 piliers du développement durable : démarche économique, démarche sociale, démarche sociétale et démarche environnementale. Cette stratégie est pleinement en phase avec le projet d'entreprise COLIBRI.

Cette démarche se traduit au travers de quatre priorités stratégiques :

- ▶ être le groupe bancaire et d'assurance coopératif le plus engagé auprès des clients et des territoires ;
- ▶ être une banque de référence sur la croissance verte et responsable ;
- ▶ concrétiser nos engagements coopératifs et RSE dans nos pratiques internes ;
- ▶ être une banque exemplaire dans ses relations avec ses parties prenantes.

Cette démarche RSE a été auditée par un organisme indépendant en 2018 et a obtenu le renouvellement du label Lucie pour une durée de 3 ans (2019-2021). Ce label salue l'engagement de la Banque Populaire Rives de Paris dans une démarche responsable et conforme aux 7 principes de développement durable de la norme ISO 26000 suivants :

- ▶ Gouvernance responsable, transparence ;
- ▶ Respect des individus ;
- ▶ Qualité de vie au travail ;
- ▶ Protection de la nature ;
- ▶ Ethique des pratiques ;
- ▶ Produits et services responsables ;
- ▶ Engagement pour l'intérêt général.

Le suivi des actions de RSE est assuré par un référent dédié, au sein de la direction de la Communication. La mise en œuvre des actions repose, de manière plus large, sur l'ensemble des directions de la Banque Populaire Rives de Paris.

La Banque Populaire Rives de Paris s'inscrit dans la stratégie RSE du Groupe BPCE.

En 2021, le Groupe BPCE a placé le climat et « l'expérience collaborateur » au cœur de son nouveau plan stratégique BPCE 2024<sup>1</sup>. Les engagements de la Banque Populaire Rives de Paris s'inscrivent également en cohérence avec ce projet stratégique qui met en avant une stratégie environnementale forte combinée à des objectifs intermédiaires ambitieux et une stratégie RH favorisant la qualité de vie au travail et le développement professionnel de tous les collaborateurs. En complément, la politique RSE du Groupe associe des fondamentaux qui soulignent la prise en compte globale de notre responsabilité économique et sociétale, et le respect de principes qui guident notre démarche.

Dans ce contexte, la stratégie RSE du Groupe BPCE a été structurée autour de trois axes :

- ▶ Répondre aux attentes de la société civile en favorisant l'inclusion et la solidarité tout en restant un mécène actif sur la place ;
- ▶ Devenir un acteur majeur de la transition environnementale en plaçant les enjeux sur le climat comme priorité d'action de tous ses métiers et de toutes ses entreprises. Le Groupe BPCE s'engage à aligner l'ensemble de ses portefeuilles sur une trajectoire « Net Zéro ». Il veut accompagner tous ses clients dans leur transition environnementale et accélérer la réduction de son empreinte carbone propre.
- ▶ Dessiner le futur du travail en offrant à ses collaborateurs et futurs employés un environnement de travail hybride adapté afin de déployer efficacement le télétravail. Le groupe souhaite également faire progresser ses collaborateurs, talents et jeunes salariés, en les accompagnant dans des circuits de formation dédiés. En parallèle, le groupe continue d'encourager la mixité dans les fonctions dirigeantes.

Pour en savoir plus sur la stratégie RSE et la DPEF du Groupe BPCE : [Documents de référence et URD du Groupe BPCE](#)

La Banque Populaire Rives de Paris s'adosse aussi à l'engagement de BPCE au Global Compact, dont la signature, intervenue en 2012 et renouvelée annuellement, vient prolonger l'engagement initié par le réseau des Banques Populaires. Ce code de bonne conduite est à ce jour le plus reconnu au plan international. Les références sur lesquelles il s'appuie (ONU, OCDE, OIT...) permettent à la Banque Populaire Rives de Paris d'initier, de poursuivre et de développer sa politique développement durable dans le respect des standards internationaux.

<sup>1</sup> [Le plan stratégique 2021-2024 du Groupe BPCE](#)



## 2.2.4 LA DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE

### 2.2.4.1 L'analyse des risques extra-financiers de la Banque Populaire Rives de Paris

Afin d'identifier ses enjeux extra-financiers les plus stratégiques, BPCE a mis en place en 2018 un groupe de travail avec des représentants des correspondants RSE des Banques Populaires et Caisses d'Epargne et des Directions métiers de BPCE : Ressources Humaines, Risques, Communication financière, Achats...et les Fédérations.

A l'issue des travaux, une cartographie des risques extra-financiers a été élaborée, qui s'est inspirée de la méthodologie d'analyse des risques de la direction des Risques du groupe. Cette cartographie est composée de :

- ▶ un univers de vingt risques RSE répartis en trois typologies : gouvernance, produits et services, fonctionnement interne et chaque risque fait l'objet d'une définition précise ;
- ▶ une méthodologie de cotation de ces risques, en fonction de leur fréquence et de leur gravité.

Depuis 2018, des représentants des correspondants RSE et des divers métiers de BPCE se rencontrent chaque année pour faire une mise à jour de cette cartographie. Lors de ces ateliers, les risques extra-financiers et leurs cotations sont revues au prisme de :

- ▶ l'évolution de la réglementation,
- ▶ l'évolution de la macro-cartographie des risques groupe,
- ▶ les recommandations des auditeurs externes du reporting,
- ▶ les demandes des agences de notation et investisseurs,
- ▶ les nouveaux standards de reporting.

Suite aux travaux menés cette année par le Groupe BPCE, cette cartographie a ensuite été soumise à des experts métiers de la Banque Populaire Rives de Paris et validée par le Comité de direction.

L'analyse conduite a fait émerger onze risques majeurs auxquels la Banque Populaire Rives de Paris est exposée : empreinte territoriale, finance inclusive, diversité des salariés, éthique des affaires, protection des clients, sécurité des données, relation durable clients, financement de la transition énergétique et écologique, conditions de travail, employabilité et transformation des métiers et financement des territoires.

D'autres modifications sont également présentes dans la matrice des risques extra-financiers en 2021 :

Le risque « Risque climatique physique, sanitaire et technologique » a été supprimé. Il a été considéré comme un risque essentiellement opérationnel, intégré aux risques opérationnels du Groupe. Son maintien dans la matrice des risques-extra-financiers n'a pas été jugé pertinent.

La taxonomie des impacts des risques extra-financiers a été revue. Les impacts principaux sont désormais : environnemental, social/sociétal, économique et réputationnel. L'objectif était de restreindre les impacts à l'univers extra-financier.

## Cartographie des risques RSE bruts de la Banque Populaire Rives de Paris



Catégorie de risque	Priorité <sup>1</sup>	Risques Extra-financiers	Définition
Produits et services	1	Relation durable client	Assurer une qualité de services pérenne et satisfaisante aux clients
	1	Financer les territoires	Assumer son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire)
	1	Financement de la Transition Environnementale	Accompagner tous les clients vers la transition écologique et énergétique. Faire de cet enjeu une priorité opérationnelle pour tous les métiers du Groupe
	1	Protection des clients	Faciliter la compréhension des produits et services par tous les clients. Communiquer clairement et vendre des produits et services adaptés à chaque besoin du client
	1	Inclusion financière	Assurer un accès à l'offre pour tout public tant au niveau géographique que technologique
	2	Risques ESG	Prise en compte des critères ESG et des risques de transition et physique liés au changement climatique dans les politiques sectorielles et l'analyse des dossiers de financement et d'investissement
Fonctionnement interne	1	Employabilité et transformation des métiers	Adéquation des besoins de l'entreprise avec ceux des salariés pour répondre aux évolutions des métiers.
	1	Diversité des salariés	Assurer l'égalité de traitement des candidats à l'embauche et des salariés au sein de l'entreprise
	1	Conditions de travail	Assurer des conditions de travail respectueuses des salariés
	2	Attractivité employeur	Proposer un cadre de travail attractif, des perspectives d'évolution dans le temps et donner du sens aux missions
	2	Achats	Etablir des relations fournisseurs équitables, pérennes
	2	Empreinte environnementale	Mesurer l'empreinte environnementale pour la réduire
Gouvernance	1	Ethique des affaires	Respect de la réglementation, lutte contre la corruption et la fraude, prévention des pratiques non éthiques et accessibilité à l'information.
	1	Sécurité des données	Protection de données personnelles des salariés et des clients
	1	Empreinte territoriale	Agir en tant qu'employeur et acheteur en étant présent de façon adaptée dans les territoires
	2	Diversité des dirigeants	Indépendance, diversité et représentativité au sein des instances de gouvernance
	2	Vie coopérative	Veiller à la participation des sociétaires à la gouvernance coopérative. Assurer la formation des administrateurs. Communiquer sur le statut coopératif en interne et en externe

<sup>1</sup>Priorité de niveau 1 = risques prioritaires / Priorité de niveau 2 = risques secondaires

Le modèle d'affaires est présenté dans le chapitre 2.2.1.3 « Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires »



## 2.2.4.2 Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Produits et services

### PRODUITS ET SERVICES

Risque prioritaire	Relation durable client			
Description du risque	Assurer une qualité de services pérenne et satisfaisante aux clients			
Indicateur clé	2021**	2020***	Evolution 2020 - 2021	Objectif
NPS (net promoter score) client annuel et tendance	PART : -7 (4ème rang*) PRO : +8 (3ème rang*) ENT : +25 (1er rang*)	PART : -4 (4ème rang*) PRO : +10 (2ème rang*) ENT : +29 (2ème rang*)	PART : -3 pts / 2020  PRO : -2 pts / 2020  ENT : -4 pts / 2020	Être sur le podium des banques généralistes sur le territoire de la Banque Populaire Rives de Paris
* Classement au podium des banques généralistes sur le territoire de la Banque Populaire Rives de Paris				
**Source CSA – jusqu'en 2020, prise en compte de la mesure NPS du mois de novembre. A partir de 2021, prise en compte du NPS en cumul annuel.				
***Les résultats 2020 indiqués ici correspondent au NPS en cumul annuel pour permettre la comparaison avec 2021.				

#### Politique qualité

La Banque Populaire Rives de Paris a pour ambition, d'une part, d'être sur le podium régional des banques généralistes en termes de recommandation client et d'autre part, de proposer une expérience clients aux meilleurs standards du marché.

La Préférence clients, sur tous les marchés, est au cœur de ses actions au quotidien. Pour être au plus proche de nos clients, la mesure de l'indicateur NPS (Net Promoter Score) permet à la Banque d'évaluer le niveau du « vécu » des clients qui sont interrogés « à froid » sur l'ensemble de leur expérience partagée avec la Banque, « à chaud » suite à une interaction avec leur conseiller, ou encore lors de l'utilisation des outils digitaux mis à leur disposition.

Ces dispositifs d'écoute ont permis d'interroger plus de 50 000 clients. Ils offrent des informations précieuses et permettent ainsi d'orienter au mieux les actions de la Banque pour une amélioration en continu de l'expérience client, que ce soit sur le mobile, en agence avec le conseiller ou encore lors d'un contact téléphonique avec la Banque à Distance.

Par ailleurs, les collaborateurs de la Banque peuvent également suivre en temps réel le niveau de satisfaction des clients à partir d'une application mobile, rendant ainsi tous les collaborateurs acteurs de la Préférence Clients.

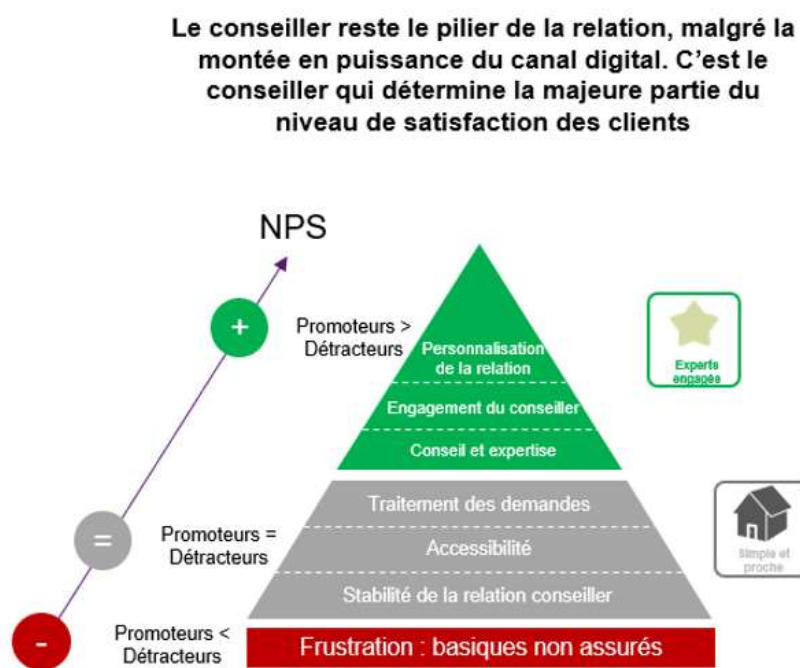
2020 a été une année très particulière, qui a bousculé en profondeur les habitudes des clients ainsi que celles des collaborateurs. Pour faire face à ces bouleversements, la Banque Populaire Rives de Paris a rapidement mis en place des mesures d'accompagnement spécifiques qui ont eu un impact positif sur l'indicateur NPS, en forte progression durant cette période de crise sanitaire. 2021 renoue avec des performances plus proches de celles observées en 2019.

Les derniers projets relatifs au plan stratégique Colibri ont été déployés :

- ▶ La finalisation de la réorganisation des fonctions support pour une agilité renforcée,
- ▶ La poursuite de la digitalisation des process clients mais également collaborateurs pour une plus grande efficacité,
- ▶ L'amélioration et la simplification des parcours d'assistance collaborateurs.

Enfin, la Banque s'est dotée d'une Charte Esprit de Service pour ancrer encore plus fortement ses valeurs « Proche et Engagé » et sa culture centrée client dans le quotidien des équipes. Elle prône 4 postures phares pour tous les collaborateurs de la Banque : la Bienveillance, la Personnalisation, la Responsabilité et l'Implication.

## Les leviers qui construisent le Net Promoter Score (NPS)<sup>2</sup>



2 Indication méthodologique : Le degré de recommandation est estimé par les clients à l'aide d'une note de 0 à 10 en réponse à la question « Dans quelle mesure recommanderiez-vous la Banque Populaire Rives de Paris à un proche ou à un collègue ? ».

La note ainsi attribuée donne la possibilité de segmenter les clients en trois groupes :

- ▶ Promoteurs (notes de 9 et 10)
- ▶ Neutres (notes de 7 et 8)
- ▶ Détracteurs (notes de 0 à 6)

**L'objectif est** au final de calculer le Net Promoter Score (NPS) qui correspond à la différence entre les parts de clients Promoteurs (notes de 9 et 10) et Détracteurs (notes de 0 à 6).



Risque prioritaire	Financer les territoires			
Description du risque	Assumer son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire)			
Indicateurs clés	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
<b>Encours (en millions d'euros)</b>				
Encours de financement à l'économie*	24 462 M€	22 200 M€	+10,36%	NC
Comprend les encours de financements aux particuliers, professionnels, entreprises et crédit bail				
<b>Production annuelle (en millions d'euros)</b>				
Financement des entreprises TPE/PME	1 874 M€ dont 251 M€ de PGE 1 623 M€ hors PGE	3 667 M€ dont 2 218 M€ de PGE 1 449 M€ hors PGE	-49% +12% hors PGE	1 980 M€

#### Financement de l'économie réelle et des besoins sociétaux

La Banque Populaire Rives de Paris fait partie des principaux financeurs des acteurs économiques sur la région Ile de France et Oise. En effet, le financement des ménages, mais également des professionnels, entreprises, institutionnels et acteurs de l'économie sociale est une des priorités de la Banque Populaire Rives de Paris qui participe ainsi au soutien et à la dynamique économique sur son territoire.

En 2021, outre le financement des ménages qui a continué de fortement progresser, jusqu'à atteindre plus de 3 Milliards d'euros de crédits immobiliers déployés auprès de notre clientèle de particuliers, cet engagement s'est matérialisé dans le financement des entreprises, professionnels, institutionnels et acteurs de l'économie sociale à hauteur de plus de 1,8 milliard d'euros en 2021.

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire et un soutien exceptionnel au tissu économique de son territoire avec 2,2 Milliards d'euros de Prêts Garantis par l'Etat (PGE), l'accompagnement s'est donc poursuivi en 2021. Ce sont encore 251 M€ de PGE qui ont été mis en place auprès des professionnels et entreprises, ainsi que la possibilité donnée à tous les clients bénéficiaires de PGE de différer leurs remboursements d'une année supplémentaire.

Les objectifs de la banque en matière de financement ont ainsi été atteints à 95%. Ces derniers sont déclinés par typologie de financements (immobilier, consommation, équipement, crédits baux, location longue durée) et pour chaque réseau et structure.

#### Accompagnement des entreprises innovantes et financement de l'innovation sur le territoire de la Banque Populaire Rives de Paris

Afin de favoriser l'innovation des entreprises et des start-ups, la banque Populaire Rives de Paris a structuré depuis 2018 une organisation dédiée en faveur du développement et du financement des entreprises innovantes. Cette organisation dédiée repose sur des experts qui diffusent les compétences et la compréhension de l'éco-système de l'innovation à travers une animation et une formation des collaborateurs des réseaux.

Malgré le contexte de crise en 2020, 2021 est une année de tous les records, boostée par les fonds disponibles en investissement de haut de bilan, la communauté de la French Tech qui attire de plus en plus de fonds étrangers et par l'entreprenariat toujours très dynamique porté par les grandes écoles.

L'innovation reste donc un marché porteur. Parmi les principaux secteurs d'activités de nos clients, 22% de nos clients portent des projets dans la santé incluant les segments de la e-santé, la Medtech et la Biotech pharma, ce qui en fait le secteur d'activité le plus important. La Greentech représente 10% de nos clients mais ce segment a tendance à croître. De plus en plus de start-up incluent une dimension impact environnemental ou sociétal dans leurs projets.

Parmi les offres proposées aux start-ups et aux entreprises innovantes, le prêt Innov&Plus est spécifiquement conçu pour financer les projets de croissance et d'innovation. Il permet de financer les dépenses engagées sur un projet à caractère innovant quel que soit leur nature (corporel, incorporel, BFR) avec un taux d'intérêt bonifié grâce au Fonds Européen d'Investissement, des garanties limitées et combinables avec les dispositifs de financement et de garantie de la Banque Publique d'Investissement. La Banque Populaire Rives de Paris est particulièrement dynamique dans ce domaine, avec 350 entreprises accompagnées, 60 start-up ont bénéficié de financements spécifiques à hauteur de 37 M€ en 2021.

## **Soutien à la création d'entreprise**

La Banque Populaire Rives de Paris, fidèle à ses valeurs et à son histoire aux côtés des créateurs d'entreprise, soutient activement l'entrepreneuriat sur son territoire.

Ce soutien à la création d'entreprise se manifeste principalement par l'octroi de subventions à des plateformes d'entrepreneuriat, telles que le réseau Entreprendre, France Active, BGE (ex-Boutiques de Gestion), Initiative France ainsi qu'à de nombreuses agences régionales de développement dont l'objet est d'offrir un accompagnement tout au long du parcours pour optimiser la réussite du projet de l'entrepreneur.

Par ailleurs, le réseau des Banques Populaires soutient depuis plus de 24 ans les micro-entrepreneurs qui souhaitent sortir de la précarité en créant eux-mêmes leur activité. La Banque Populaire Rives de Paris a ainsi abondé au fonds de prêts d'honneur pour les jeunes mis en place par l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique) et s'est mobilisée pour l'organisation du Prix Créadie Jeunes - Banque Populaire, remis en région et au niveau national, en soutien à de jeunes porteurs de projets entrepreneuriaux. Elle a co-financé, via le Fonds de dotation de sa Fédération, d'une part l'élaboration d'un nouvel outil digital, « Je construis mon projet », pour aider les micro-entrepreneurs à construire leur business plan en ligne et juger de la faisabilité de leur projet de création d'entreprise, et d'autre part les campagnes de communication mises en place trois fois par an. La FNBP représentée par son directeur général est membre du conseil d'administration de l'Adie.

Ce soutien à la création d'entreprise s'illustre dans le poids des ouvertures de comptes de créateurs qui atteint 72% des nouveaux clients professionnels en 2021.

### Microcrédits

La Banque Populaire Rives de Paris propose une offre de microcrédit accompagné à destination de particuliers et d'entrepreneurs dont les moyens sont souvent insuffisants pour obtenir un financement bancaire classique.

En cohérence avec son positionnement, en matière de microfinance, la Banque Populaire Rives de Paris oriente de façon privilégiée son action vers le microcrédit professionnel.

La Banque Populaire Rives de Paris met à disposition de l'Adie d'importantes lignes de crédit à taux préférentiel. En 2021, les Banques Populaires demeurent le premier refinanceur des microcrédits de l'Adie. Elles participent également aux pertes en garantie.

Avec France Active, les Banques Populaires décaissent directement des microcrédits avec la garantie de France Active. Enfin, elles accordent des prêts complémentaires aux Fonds de prêts d'honneur d'Initiative France.

De plus, afin de compléter cette démarche, la Banque Populaire Rives de Paris devrait lancer sur le 1er trimestre 2022, une nouvelle solution de microcrédit destiné aux particuliers en partenariat (en cours de signature). Cette offre de 300 € à 5.000 €, de 6 à 60 mois serait proposée à un taux réduit de 2% TAEG. Les clients bénéficiaires de cette offre seront suivis au niveau bancaire par l'agence Concordia, dédiée aux clientèles fragiles.

Microcrédits personnels et professionnels

(Production en nombre et en montant)

	2021		2020	
	Montant (K€)	Nombre	Montant (K€)	Nombre
Microcrédits personnels (Mobilité) Adie	395	112	291	86
Microcrédits professionnels Adie *	4318	1305	3231	1020
Microcrédits professionnels agence garantis par France Active	2079	34	2020	42

\*prend en compte les microcrédits PRO et les microcrédits PROPULSE

Risque prioritaire	Financement de la Transition Environnementale			
Description du risque	Accompagner tous les clients vers la transition écologique et énergétique. Faire de cet enjeu une priorité opérationnelle pour tous les métiers du Groupe			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2021 - 2020	Objectif
Financement de la transition énergétique (en milliers d'euros)	71644,11 <sup>1</sup>	2 618*	+11,63 %	nc
Total des encours en fonds ISR commercialisés en millions d'€	315,5	274,7	+14.85 %	<sup>2</sup>

\*Correctif 2020

<sup>1</sup> Pour 2021 le périmètre retenu est celui du plan stratégique BPCE 2024 afin d'intégrer les nouvelles offres déjà mises en marché en 2021. Le KPI comprend les prêts PTZ, les ECOPTZ, les ECOPTZ copropriétés, les prêts consommations (prêts travaux DD, prêts rénovation énergétiques, prêt auto DD) et pour les entreprises les PROVAIR. Les changements concernent :

- l'insertion dans cet indicateur les montants financés avec un PTZ (pour 67 091 k€ en 2021).

En effet les PTZ sont des prêts réglementés qui permettent aux ménages de financer une partie de leur logement neuf (par définition performant puisqu'aux normes RT2012) ou ancien éco-conditionné.

- l'intégration d'un nouveau prêt consommation : prêt rénovation (pour 1466,47 k€ en 2021)

<sup>2</sup> Focus sur les fonds Natixis Investment : objectif de collecte >50% de la collecte en ISR

### Financement de la Transition Environnementale

La Banque Populaire Rives de Paris travaille à l'intégration de la RSE au cœur même de son offre de service et de financement.




Elle s'est attachée à identifier sur quelles dimensions environnementales, sociales et sociétales l'attendaient ses clients et parties prenantes. Ainsi, dans le cadre de sa stratégie RSE elle se fixe comme objectif de :

- ▶ proposer une offre d'épargne et de placements permettant de protéger et de faire fructifier le capital de ses clients par le fléchage vers des activités économiques durables ;
- ▶ accompagner ses clients dans leur transition environnementale par une offre de financements et de services adaptée aux enjeux techniques et économiques ;
- ▶ gérer les risques et opportunités liés aux transitions énergétiques, climatiques et écologiques.

La Banque Populaire Rives de Paris se mobilise pour maîtriser les marchés de la transition énergétique et en saisir les opportunités. Pour cela, elle s'est constitué un réseau de partenaires impliqués sur le sujet, organisations professionnelles, industriels, collectivités locales, think-tanks, associations...

Elle s'appuie également sur les travaux stratégiques et opérationnels du Groupe BPCE qui développe les outils nécessaires pour répondre aux enjeux de transition environnementale de ses clients. Ainsi des actions d'acculturation, de formation, des offres et partenariats spécifiques sont proposés sur les principaux marchés (Particuliers, Entreprises, Immobilier, ...)

Ce travail stratégique a également permis de restructurer la vision du groupe autour de 5 filières majeures de transition environnementale.

 <b>Rénovation énergétique</b>	Accompagnement et financement des travaux énergétiques de nos clients sur l'ensemble des marchés
 <b>Energies renouvelables</b>	Accompagnement du développement des projets d'énergies renouvelables dans les territoires
 <b>Mobilité</b>	Accompagnement du marché des infrastructures et de l'équipement collectifs ainsi que de la mobilité verte des particuliers et entreprises
 <b>Entreprises en transition</b>	Accompagnement des entreprises dans la transformation de leurs activités face aux enjeux environnementaux
 <b>Offre écocitoyen</b>	Développement d'offres vertes à destination de nos clients « écocitoyens » : épargne et assurance, monétique, banque au quotidien

La diversité de ses expertises et de ses implantations permet à la Banque Populaire Rives de Paris d'accompagner les projets de dimension locale, nationale mais aussi internationale en lien notamment avec Natixis.

En 2021, les travaux conduits par le Groupe BPCE ont permis de fixer un objectif ambitieux et structurant dans le cadre de son projet stratégique : **Augmenter l'encours de financement des secteurs de transition** environnementale de la banque de détail de 12 milliards d'euros sur les secteurs de la rénovation énergétique, des énergies renouvelables et de la mobilité verte.

#### Les solutions aux particuliers

La Banque Populaire Rives de Paris développe une gamme de « prêts verts » destinés aux particuliers pour faciliter l'acquisition de véhicules hybrides ou électriques, ou permettre la rénovation énergétique des logements.

Crédits verts : production en nombre et en montant

	2021		2020	
	Production (K€)	Nombre (en production sur l'année)	Production (K€)	Nombre (en production sur l'année)
Eco-PTZ	3 086	250	2618*	197
Prets rénovation énergétique	1 466	75	-	-
* correctif 2020				

Epargne verte : production en nombre et en montant

	2021		2020	
	Encours (M€)	Nombre (stock)	Encours (M€)	Nombre (stock)
Livret de Développement Durable et Solidaire	846 567	184 095	824 541	184 581

La Banque Populaire Rives de Paris a lancé fin 2021, le **CODEV'air**. Ce livret destiné à la clientèle de particuliers va de 10 € à 75 000 € et bénéficie d'une rémunération de 0,15% brute au 31/12/21. Les fonds collectés sur ce livret seront destinés à financer les prêts rénovation énergétique, ainsi que la nouvelle gamme de prêts verts, Pro Vair.

En effet en 2021, la Banque Populaire Rives de Paris a lancé en avril 2021 trois prêts dédiés à la rénovation énergétique selon la situation du client :

- ▶ S'il a avancé des fonds et attend une subvention : Renov' énergie différé partiel
- ▶ S'il souhaite immédiatement faire des travaux : Renov' énergie immédiat
- ▶ S'il envisage prochainement des travaux : Renov' énergie projet

Ces prêts couvrent les besoins clients de 3 K€ à 75 K€ sur une durée de 4 à 120 mois.

Parallèlement, la Banque Populaire Rives de Paris propose toujours le prêt auto prime à la conversion qui permet de faire la jonction entre l'achat d'un véhicule vert et la perception de la prime d'Etat. Il est proposé à un taux unique de 1,5% TAEG sur l'ensemble des durées et des montants.

### Les projets de plus grande envergure

La Banque Populaire Rives de Paris accompagne les différents acteurs en région - collectivités, entreprises, logement social, économie sociale... - dans leurs projets environnementaux, en leur apportant son expertise, des solutions de financements adaptés – **fonds dédiés ou cofinancement avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) en partenariat public/privé** – ou des offres de services clefs en main. La BEI a identifié le réseau des Banques Populaires comme un partenaire pour la distribution des aides européennes à la fois sur les énergies renouvelables dans leur ensemble (Action pour le climat II), et sur les entreprises en transition (PME et Entreprises de Taille Intermédiaire Croissance verte).

Pour les projets de plus grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, le biogaz ou la biomasse, la Banque Populaire Rives de Paris peut bénéficier du savoir-faire de BPCE Energéco, spécialisée dans le financement des énergies renouvelables).

### Contribution aux initiatives régionales et nationales en faveur de la croissance verte

La Banque Populaire Rives de Paris participe à des événements, des programmes de recherche et de travail consacrés au développement des éco-filières en région, ce qui profite à l'ensemble du réseau des Banques Populaires tout en valorisant leurs pratiques de responsabilité sociale et environnementale.

Bien que son territoire soit particulièrement urbain et péri-urbain, la Banque Populaire Rives de Paris est un acteur majeur de la transition écologique dans le secteur agricole.

Elle propose des offres et met en place des actions visant à soutenir les agriculteurs de son territoire dans cette démarche. Parmi ces actions, on peut trouver :

#### ◆ **Les CIRCUITS COURTS :**

La crise sanitaire a modifié les comportements de la population et les agriculteurs se sont adaptés pour faire face à la demande. Un grand nombre d'entre eux se sont lancés dans la vente directe à la ferme et ceux qui étaient déjà en circuits courts ont vu croître leur clientèle et leurs ventes. La Banque Populaire Rives de Paris a accompagné ses clients agriculteurs dans leurs projets d'investissement (matériel roulant réfrigéré, étals, casiers, boutique...) et proposé son offre circuits courts (solutions de paiement, référencement, financements dédiés...). Un des clients éleveurs de volailles bio de la Banque Populaire Rives de Paris a d'ailleurs témoigné sur cet accompagnement dans le financement des aménagements nécessaires à ce projet. Cela fut relayé dans le cadre d'un film autour du label RSE Lucie.

#### ◆ **Le BIO :**

Marquée par la crise sanitaire et le bouleversement des habitudes, l'année 2021, à l'instar des circuits courts, a renforcé les préoccupations des Français sur les questions relatives à la santé et à l'environnement. La qualité de l'alimentation et des produits est particulièrement au cœur de leurs attentes. Accentuée par les mesures exceptionnelles, la tendance de consommation « fait maison », saine et durable, a engendré un engouement pour les produits locaux et de saison. Dans ce contexte, le marché du bio enregistre une croissance sans précédent au cours de l'année passée. Plusieurs clients ont entamé leur conversion au bio en 2021 et un grand nombre envisage de le faire prochainement. Les équipes de la Banque Populaire Rives de Paris, spécialisées sur l'agriculture, travaillent en partenariat avec la Chambres d'Agriculture de l'Oise et de l'Essonne et les cabinets comptables qui enregistrent des demandes en forte hausse pour établir des business plan sur les impacts du passage en Bio.

### ◆ Les énergies renouvelables ENR :

Concernant les énergies renouvelables, quelques dossiers ont été réalisés notamment dans la méthanisation, et certains projets sont encore en maturation étant donné les délais de réflexion importants sur ce type d'investissements.

De plus, des contacts sont initiés avec la Fédération Départementale Syndicats Exploitants Agricoles de l'Oise pour négocier une offre de financements de panneaux photovoltaïques pour une centaine d'adhérents ayant manifesté leur intérêt pour cette source d'énergie.

Le montant des crédits consentis par la Banque Populaire Rives de Paris sur ces 3 thématiques représente 21 % du total crédits dédiés à l'agriculture dont certains ont bénéficié de la garantie INAF (Initiative Nationale Agriculture Française).

La Banque Populaire Rives de Paris favorise les financements vertueux en faisant bénéficier à ses clients de cette garantie du FEI dont l'objet est d'accompagner le secteur agricole en encourageant la montée en gamme, la création de valeur ajoutée et la transformation des systèmes de production. L'initiative vise de fait à mieux répondre aux attentes des consommateurs en renforçant le développement des filières de qualité, l'ancrage territorial et les circuits de proximité.

#### Finance solidaire et investissement responsable

Au-delà de leur activité de financement de l'économie locale, les Banque Populaires proposent plusieurs produits d'investissement socialement responsable (ISR) afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement. Il s'agit notamment de la gamme de placements responsables gérée par Mirova, DNCA, Dorval, Ostrum et Thematics affiliés de Natixis Investment Managers, qui regroupent des fonds responsables thématiques et solidaires. Les labels Finansol1, TEEC2 (Transition Energétique et Ecologique pour le Climat) et ISR3 attribués à certains des fonds témoignent de la qualité de leur gamme.

En matière d'épargne salariale, la Banque Populaire Rives de Paris a distribué également auprès de ses clients des fonds communs de placement entreprise solidaires et/ou ISR pour un montant de 314 millions d'euros en 2021, parmi une gamme de 20 fonds :

Fonds Communs de Placement Entreprise solidaires – FCPE  
(Encours en K€ fin de mois des fonds commercialisés par la Banque Populaire)

	2021	2020
AVENIR MIXTE SOLIDAIRE PART I	27 353 460,49	22 632 323,03
CAP ISR ACTIONS EUROPE	25 860 904,05	19 265 163,57
CAP ISR CROISSANCE	17 622 799,30	14 670 373,33
CAP ISR MIXTE SOLIDAIRE	51 594 715,75	44 148 866,12
CAP ISR MONETAIRE	94 081 190,08	97 475 884,24
CAP ISR OBLIG EURO	6 943 220,56	6 619 758,33
CAP ISR RENDEMENT	17 541 382,98	14 768 723,06
IMPACT ACTIONS EMPLOI SOLID I	101 340,26	
IMPACT ISR DYNAMIQUE	3 347 350,19	3 067 220,64
IMPACT ISR EQUILIBRE	13 922 871,89	10 891 300,96
IMPACT ISR MONETAIRE	21 408 040,95	20 280 106,00
IMPACT ISR OBLIG EURO (PART I)	5 578 953,27	5 050 282,36
IMPACT ISR PERFORMANCE	8 495 462,80	5 674 866,09
IMPACT ISR RENDEMENT SOLID. I	17 915 560,87	7 878 321,68
SEL.MIROVA EUROP.ENVIRON. I	33 206,83	
SELECT DORVAL GLOBAL CONVIC I	2 494 846,09	
SELECTION DNCA MIXTE ISR (I)	29 877,30	
SELECTION DNCA MIXTE ISR (R)	46 736,44	
SELECTION DORVAL MANAG EUR I	25 740,59	
SELECTION MIROVA ACT INTER I	53 393,42	
<b>Total</b>	<b>314 453 075,11</b>	<b>272 423 189,42</b>

Fonds ISR et solidaires  
(Encours en M€ au 31/12 des fonds commercialisés par la Banque Populaire)

	2021	2020
<b>Total</b>	<b>315,5</b>	<b>274,7</b>



La collecte d'épargne financière continue à être orientée de manière volontariste en faveur de l'Investissement Socialement Responsable (ISR).

Les capitaux mis en gestion sous mandat ISR en 2021, au travers de la gamme proposée par la Banque Populaire Rives de Paris, s'établissent à 48,5 M€, pour 503 mandats signés. Les encours gérés sont passés de 32,6 M€ au 31 décembre 2020 à 78,1 M€ au 31 décembre 2021.

En parallèle, les encours sur les fonds ISR proposés par Natixis IM pour la Banque Populaire Rives de Paris ont augmenté de façon significative, répondant ainsi à une volonté de donner du sens à l'épargne des clients.

La Banque Populaire Rives de Paris a commercialisé sur la clientèle Particuliers, Gestion Privée, Institutionnels et Entreprise 33,8 M€ de Fonds à Formule dont l'indice de référence retient des entreprises cotées avec un engagement fort en faveur du climat et Green bonds.

Toutes les clientèles ont de fait la possibilité d'orienter leur épargne sur des supports investis en faveur de la transition énergétique. Pour faciliter l'appropriation de ces thématiques par le plus grand nombre de conseillers, la banque a continué à organiser 2 fois par mois des webex dédiées à l'épargne qui font une large place aux thématiques ISR. Ces rendez-vous réguliers permettent à plus de 300 conseillers de disposer des informations les plus actualisées, en direct avec les gérants.

Risque prioritaire	Protection des clients			
Description du risque	Faciliter la compréhension des produits et services par tous les clients. Communiquer clairement et vendre des produits et services adaptés à chaque besoin du client			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
Indice de la qualité du contrôle (IQC) rattachés aux indicateurs de bonne conduite du personnel et protection de la clientèle	95%	94%	+1 pt	95%

La Banque Populaire Rives de Paris s'inscrit dans les dispositifs déployés par le groupe BPCE décrits au chapitre 2.7.8 du rapport annuel.

#### Les voies de recours en cas de réclamation

Le traitement des réclamations est organisé autour de trois niveaux successifs décrits ci-dessous :

- ▶ 1er niveau : l'agence ou le centre d'affaire en charge de la relation commerciale de proximité ;
- ▶ 2e niveau : le service relations clientèle de la banque ou de la filiale si le différend n'a pas été réglé au niveau 1 ;
- ▶ 3e niveau : le médiateur, si le différend persiste.

Le médiateur est une personnalité indépendante. Il dispose de son propre site internet. Un formulaire permet au client de déposer sa demande de médiation.

**La Banque Populaire Rives de Paris dispose d'un service en charge des réclamations clients.**

Les échanges ou transferts de réclamations entre les services relations clientèles sont organisés afin que toute réclamation puisse recevoir une réponse dans les meilleurs délais.

#### **L'information du client sur les voies de recours**

Ces voies de recours et les modalités de contact sont communiquées aux clients :

- ▶ sur les sites internet des établissements du groupe : [Réclamation et médiation | Banque Populaire](#)
- ▶ sur les plaquettes tarifaires ;
- ▶ dans les conditions générales.

#### Le pilotage du traitement des réclamations

Ce pilotage concerne en particulier :

- ▶ les motifs de plainte ;
- ▶ les produits et services concernés par ces plaintes ;
- ▶ les délais de traitement.

Des tableaux de bord sont communiqués périodiquement aux dirigeants des banques du groupe, aux directions chargées du contrôle interne ainsi qu'à toutes les structures commerciales.



82 % des réclamations sont traitées en moins de 10 jours.

Le délai moyen de traitement en 2021 était de 7 jours.

	2021	2020
Délais moyen de traitement	7 jours	9.7 jours
% des réclamations traitées en en moins de 10 jours	82%	79%

#### Analyse et exploitation des réclamations

La Banque Populaire Rives de Paris analyse les réclamations afin de détecter dysfonctionnement, manquement et mauvaise pratique. **L'exploitation des réclamations permet de définir les actions correctrices à mener avec les directions concernées.**

La recherche des causes à l'origine des réclamations est un axe de travail.

En 2021 :

- ▶ Le rapport Nombre de réclamations « Information/conseil » traitées en 2021 avec une réponse favorable / Nombre total de réclamations traitées en 2021 a été de 16.3%
- ▶ Le rapport Nombre de réclamations « opération non autorisée » traitées en 2021 avec une réponse favorable / Nombre total de réclamations traitées en 2021 a été de 0.9%

**Cette démarche d'amélioration continue se nourrit également des commentaires formulés par les clients dans les enquêtes de satisfaction et de la veille pratiquée sur internet réseaux sociaux ou les avis clients.**

De manière complémentaire et pour répondre aux exigences réglementaires en matière de RELC (règlement extra-judiciaire des litiges de la consommation), depuis 2017, le réseau des **Banques Populaires s'est doté d'un dispositif de médiation de la consommation** adossé à sa Fédération Nationale. La Banque Populaire Rives de Paris bénéficie depuis 2020 de ce service centralisé, destiné à proposer une solution amiable aux litiges opposant les établissements du réseau des Banques Populaires à leur clientèle non professionnelle.

Risque prioritaire	Inclusion financière			
Description du risque	Assurer un accès à l'offre pour tout public tant au niveau géographique que technologique			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2021 - 2020	Objectif
Production brute OCF (offre spécifique clientèle fragile)	1157	612	89.05%	
Taux d'équipement (Nombre de conventions OCF par rapport au stock de clients fragiles)	22.3%	20.1 %	+2.2 pts	35 %
Taux de contact **	23 %	nc		50 %
**Nombre de refus et nombre de souscriptions année N par rapport au stock de clients fragiles 31/12 N-1				

#### Accessibilité et inclusion bancaire

Accompagner les clients en situation de fragilité financière

La Banque Populaire Rives de Paris identifie ses clients particuliers en situation de fragilité financière sur la base de l'un des trois critères ci-dessous :

- ▶ 1 – Clients ayant subi au minimum 5 incidents (commission d'intervention ou frais de rejet) sur un de ses comptes ET ayant des mouvements crédit moyens mensuels inférieurs à 1 258 € sur le dernier mois OU au minimum 15 incidents et ayant des revenus inférieurs à 3 774 euros sur les 3 derniers mois
- ▶ 2 – Pendant 3 mois consécutifs, inscription d'au moins un chèque impayé ou d'une déclaration de retrait de carte bancaire au fichier de la banque de France centralisant les incidents de paiements de chèques (FCC)
- ▶ 3 - Clients nouvellement recevables à la procédure de surendettement en application de l'article L. 722-1 du code de la consommation (courrier de proposition adressé directement par la cellule dédiée)

Au 31 décembre 2021, 14 818 clients de la Banque Populaire Rives de Paris étaient identifiés en situation de fragilité financière. Afin de mieux accompagner ces clients, un dispositif de formation (e-learning et classes virtuelles) des conseillers a été reconduit sur 2021 :

- ▶ 538 collaborateurs ont suivi le module Clientèle en situation de Fragilité
- ▶ 1 338 collaborateurs ont suivi le module Droit au Compte et clientèle fragile

Les clients fragiles identifiés se voient proposer par courrier de souscrire à l'Offre à la Clientèle Fragile (OCF) et ainsi de bénéficier

- ▶ D'une offre complète de services bancaires au quotidien facturée à un tarif maîtrisé de 3 euros par mois,
- ▶ D'un plafonnement des frais liés aux incidents de paiement et irrégularités de fonctionnement du compte fixé à 16,50 €/mois,
- ▶ Et du plafonnement spécifique des commissions d'intervention, par opération, prévu à l'article R. 312-4-2 du code monétaire et financier.

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, la progression enregistrée sur les souscriptions brutes est de 72 % pour 2021 mais **l'évolution de la cible de clients fragiles augmente également du fait des modifications** des critères en 2020 et du fait de la situation actuelle. A fin octobre 2020 – 7229 clients fragiles et à fin octobre 2021 – 14 937 clients soit une progression de + 106 %.

De ce fait l'objectif de 50 % de taux d'équipement fixé lors du parcours de traitement des clients fragiles, a été revu à 35 %.

La nouvelle mise en place de la gestion des clients fragiles (avec l'intervention de plusieurs acteurs, réseau, banque à distance et agences sièges) a permis une production de 1157 conventions OCF sur 2021 (2ème meilleur résultat du groupe) mais **l'augmentation du nombre de clients fragiles n'a pas permis d'augmenter le taux d'équipement en conséquence. Au cours de l'année 2021 plusieurs tests ont été réalisés pour l'intervention de la banque à distance ; le dernier en novembre 2021 a été réalisé en appui sur les agences les plus impactées avec une présentation de la convention et une prise de rendez-vous dans les agendas des conseillers si le client est intéressé.**

Au 31 décembre 2021, 3 299 clients de la Banque Populaire Rives de Paris détenaient cette offre.

A noter également que sur 2021, 1942 clients ont également été contactés mais ont refusé la proposition à l'offre client Fragile

Les clients identifiés fragiles qui ne souhaitent pas souscrire l'OCF bénéficient néanmoins d'un plafonnement des frais liés aux incidents de paiement et irrégularités de fonctionnement du compte fixé à 25 €/mois.

Le parcours sur la gestion des clients fragiles validé en juillet 2020 a continué d'être mis en place courant 2021 avec un élargissement de prise en charge de ces clients par les différents acteurs et un appui de la Banque à Distance.

L'entité dédiée Concordia assure une animation plus présente sur le traitement de cette clientèle et prend en charge des clients rencontrant des accidents de la vie avec des engagements supérieurs à 10K€.

#### Prévention du surendettement

La prévention du surendettement est assurée grâce à un dispositif complet qui comprend l'élaboration, par BPCE, d'un outil de Scoring dit prédictif destiné à identifier plus en amont les clients présentant un risque de se trouver en situation de surendettement. Les clients ainsi détectés se voient proposer un rendez-vous avec leur conseiller.

1101 collaborateurs ont suivi le module de formation AFCEI clientèle en situation de fragilité depuis 2016.

Pour la cellule dédiée au surendettement, ce sont 237 clients qui ont été pris en gestion sur 2021 et qui ont pu bénéficier d'un suivi personnalisé suite à leur dépôt de dossier de surendettement.

Enfin, 398 injonctions Banque de France ont été enregistrées en 2021 au titre du Droit au Compte.

#### Des agences proches et accessibles

Les Banques Populaires ont fait du concept de proximité et de leur présence sur l'ensemble du territoire une des clefs de leur réussite. Aujourd'hui encore, la Banque Populaire Rives de Paris reste attentive à maintenir une forte présence locale. Fin 2021, la Banque Populaire comptait, ainsi 2 agences en zones rurales et 11 agences en quartiers prioritaires de la politique de la ville<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont définis par la loi 2014-73 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Les zones concernées sont définies sur la base d'un critère unique de niveau de revenus des habitants, déterminant 1300 quartiers prioritaires. La liste est établie par les décrets 2014-1750 et 2014-1751, du 30 décembre 2014, respectivement pour la métropole et les DOM-TOM. Les délimitations sont consultables sur le [géoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr).

La Banque Populaire s'attache à rendre ses services accessibles aux personnes en situation de handicap. La priorité est la mise en conformité avec l'obligation légale d'assurer l'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées : à ce jour, 76% des agences remplissent cette obligation.

#### Réseau d'agences

	2021	2020
Accessibilité		
Nombre d'agences en zone rurale	2	2*
Nombre d'agences en zone prioritaire	10	12
Nombre d'agences à proximité d'une zone prioritaire <50m	7	7
Agences accessibles aux personnes handicapées (loi handicap 2005)	168	152

\* correction de la donnée 2020

En outre, la Banque Populaire Rives de Paris se mobilise pour faciliter l'accessibilité des personnes sourdes et malentendantes. Elle a ouvert depuis 2016 une agence dédiée aux personnes sourdes et malentendantes.

Par ailleurs, 26 clients ont bénéficié en 2021 d'un relevé de compte en braille à la suite de leur demande.

Risque secondaire	Risques ESG				
Description du risque	Prise en compte des critères ESG et des risques de transition et physique liés au changement climatique dans les politiques sectorielles et l'analyse des dossiers de financement et d'investissement				
Indicateur clé	2021	2020	2019	Evolution 2020 - 2021	Objectif
% des investissements obligataires intégrant les critères ESG dans la décision	100%	25%	NC	400%	100%

L'obligation d'examen des critères ESG a été mise en place à l'automne 2020.

La Banque Populaire Rives de Paris s'inscrit dans les dispositifs déployés par le groupe BPCE décrits au chapitre 2.7.11 du rapport annuel.

### 2.2.4.3 Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Fonctionnement interne

#### FONCTIONNEMENT INTERNE

Risque prioritaire	Employabilité et transformation des métiers		
Description du risque	Adéquation des besoins de l'entreprise avec ceux des salariés pour répondre aux évolutions des métiers.		
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021
Taux de salariés ayant suivi au moins une formation dans l'année	104.95%	106.35%	-1.40 pts

La Banque Populaire Rives de Paris porte une attention particulière à la formation de ses collaborateurs comme l'atteste l'indicateur clé ci-dessus.

La transformation des activités et des métiers au sein du secteur bancaire implique un accompagnement renforcé des collaborateurs pour leur permettre de développer les compétences nécessaires à cette transformation. Dans ce contexte, **l'investissement consacré à la formation** reste central pour faire de cet accompagnement un axe fort de la politique de la Banque Populaire Rives de Paris en faveur de **l'employabilité de tous ses collaborateurs**.

Dans un environnement en pleine mutation, la Banque Populaire Rives de Paris **s'attache à mener une politique de développement des ressources humaines**, destinée à répondre aux ambitions et aux enjeux de transformations pour **l'ensemble de ses métiers**.

La promesse employeur « une banque en mouvement, une possibilité pour tous, un engagement de chacun, une **responsabilité collective au service de nos clients** » s'articule autour de trois axes centraux :

- ▶ Développer l'employabilité des salariés : favoriser le développement des compétences et enrichir les parcours professionnels ;
- ▶ Attirer et fidéliser les meilleurs talents : rendre les collaborateurs acteurs du changement et améliorer la qualité de vie au travail ;
- ▶ Assurer l'égalité professionnelle : développer la mixité et promouvoir la diversité.

#### Favoriser le développement des compétences

Dans cette période de transformation profonde et rapide de l'ensemble des métiers de la banque, la Banque Populaire Rives de Paris souhaite mobiliser les ressources et dispositifs pour favoriser la montée en compétence de ses collaborateurs, les accompagner dans l'évolution de leur métier et concourir ainsi au développement de leur employabilité.

Construire la banque de demain avec les collaborateurs d'aujourd'hui, les accompagner dans la transformation des métiers, créer les conditions favorables aux **évolutions professionnelles**, ces ambitions au service de **l'employabilité des collaborateurs**, passent nécessairement par une politique de formation active.

Ces enjeux de montée en compétences se matérialisent par un accès à des parcours de formation pour certains diplômants et certifiant sur **l'ensemble de nos lignes métiers**.

Par ailleurs, dans un souci d'efficacité et d'optimisation, il s'agit d'individualiser davantage les programmes de montée en compétences par des formations reposant sur des parcours adaptés au niveau de chacun pour se centrer exclusivement sur ses propres besoins.

En 2021, le pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation continue s'élève à 5.8 %. La Banque Populaire Rives de Paris se situe ainsi au-delà de la moyenne du secteur, autour de 4 %<sup>4</sup> et de l'obligation légale de 1%.

<sup>4</sup> Enquête annuelle de l'AFB sur l'investissement formation de septembre 2019

### **Nombre d'heures de formation par ETP**

Le volume d'heures de formation sur l'exercice 2021 est de 84 140 heures.

Le taux global de salariés ayant suivi au moins une formation dans l'année est de 104,95% en 2021. C'est la part des salariés ayant suivi au moins une formation dans l'année même si le salarié est sorti des effectifs au 31 décembre, rapporté sur l'effectif inscrit à fin décembre 2021.

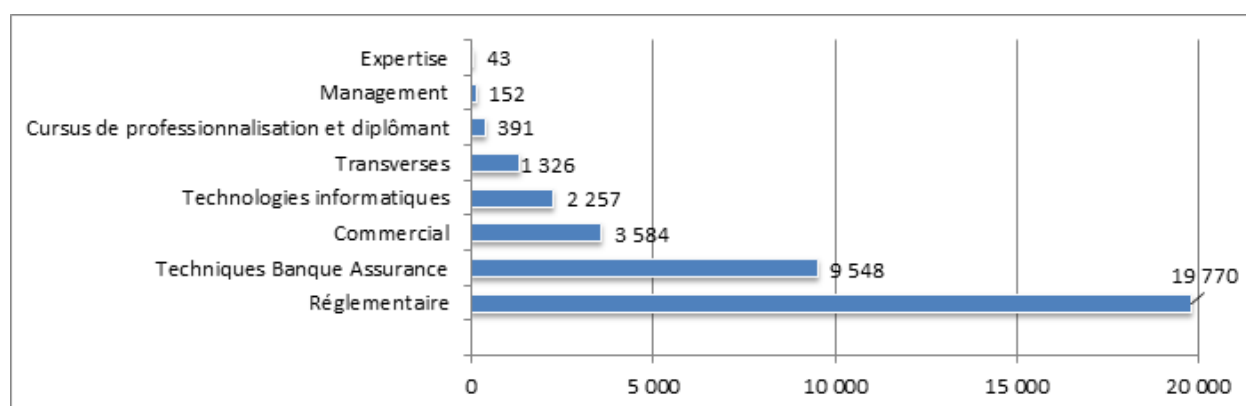
Le plan de formation 2021 s'est inscrit dans la continuité de nos actions mises en œuvre depuis maintenant 4 ans et a contribué au déploiement et à la poursuite de notre plan stratégique d'entreprise Colibri.

Il a permis notamment :

- ▶ D'accompagner l'installation du nouveau modèle relationnel.
- ▶ Poursuivre le renforcement de l'expertise métier de nos forces commerciales.
- ▶ Accompagner les évolutions de la fonction managériales.

Le Plan de formation 2021 a également poursuivi les actions pluriannuelles déjà engagées les années précédentes et ceci, en cohérence avec les grandes orientations définies au niveau du plan stratégique.

### **Répartition du nombre de collaborateurs CDI par domaine de formation sur l'année 2021**



### **Des passerelles entre les métiers et une dynamique de mobilité**

Le Groupe BPCE, à travers sa politique de formation, de mobilité, ainsi que ses outils RH JUMP et MEET & MOVE, permet aux collaborateurs qui le souhaitent de construire un projet de passerelle vers un métier différent au sein du Groupe.

Dans ce cadre, la Banque Populaire Rives de Paris met à la disposition de ses collaborateurs les outils et moyens favorisant l'exercice de la mobilité.

Risque prioritaire	Diversité des salariés		
Description du risque	Assurer l'égalité de traitement des candidats à l'embauche et des salariés au sein de l'entreprise		
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021
Pourcentage de femmes cadres	55.3%	54.8%	+0.50 pts

Objectif Banque : 54% de femmes cadres

### **Promouvoir l'égalité professionnelle et la diversité**

Fidèle à ses valeurs coopératives, la Banque Populaire Rives de Paris est une banque universelle, ouverte à tous et proche de ses clients au plus près des territoires.

Il est donc essentiel pour elle de garantir un traitement équitable visant à réduire les inégalités constatées et à développer un environnement respectueux des différences liées à l'identité sociale de chacun (âge, sexe, origine, ethnie...) en dehors de tout préjugé.

La Banque Populaire Rives de Paris s'est ainsi engagée en faveur de la diversité à travers des objectifs affichés et des actions concrètes et a signé la charte de la Diversité en 2007 et la charte de la mixité du Groupe BPCE en 2021.

Elle a poursuivi ses objectifs dans trois domaines prioritaires :

- ▶ L'égalité professionnelle femmes/hommes.
- ▶ L'emploi des personnes en situation de handicap.
- ▶ La gestion intergénérationnelle et le soutien à l'emploi des jeunes

### **Promouvoir l'égalité professionnelle**

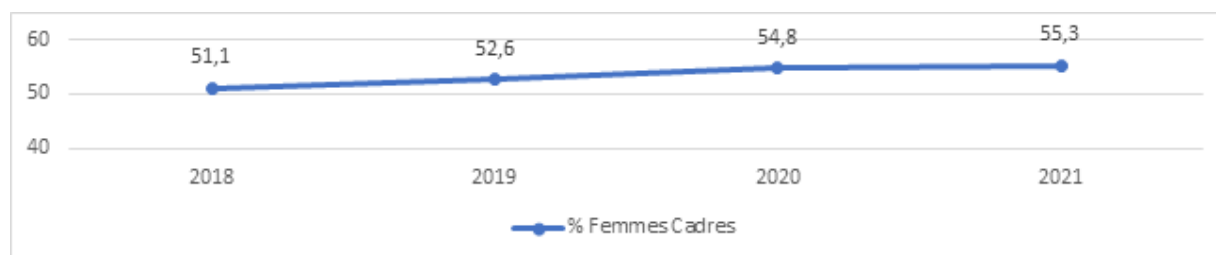
L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet d'une attention particulière pour la Banque Populaire Rives de Paris. Depuis de nombreuses années, la Banque Populaire Rives de Paris s'attache à développer l'égalité professionnelle. Ainsi, la représentation des femmes dans l'encadrement s'élève à 55,3%. Cet indicateur est en progression constante et régulière.

En complément de la représentation des femmes dans l'encadrement, la tendance est à la résorption des écarts (rémunération, promotion...) entre les femmes et les hommes, grâce notamment à une politique de recrutement et de gestion des carrières qui promeut la mixité et la représentation équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de l'entreprise.

### **Taux de féminisation de l'encadrement**

Afin d'accélérer la progression de la mixité et de viser la parité dans les principaux métiers quel que soit le niveau hiérarchique, la Banque Populaire Rives de Paris a pris l'engagement de mener des actions dans les principaux domaines suivants : le recrutement, la formation, la promotion professionnelle, la rémunération, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et plus globalement la sensibilisation aux stéréotypes. Un accord relatif à l'égalité professionnelle a ainsi été conclu avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives le 30 juillet 2020 et définit des engagements forts en faveur de l'égalité.

Les efforts réalisés ont permis de maintenir (de confirmer) le score de l'index égalité professionnelle entre les femmes et les hommes à 92/100 en 2021.



En matière salariale, le ratio du salaire médian entre les hommes et les femmes est de 1.14, contre 1.15 en 2020.

### **Salaire de base médian de l'effectif CDI par sexe et par statut (en Euros)**

	2021	2020	Evolution 2020-2021
	Salaire médian	Salaire médian	
Femme non cadre	34 847	34 472	1.1 %
Femme cadre	46 815	46 732	0.2 %
Total des femmes	38 768	38 128	1.7 %
Homme non cadre	34 550	34 528	0.1 %
Homme cadre	51 620	51 428	0.4 %
Total des hommes	44 127	43 822	0.7 %
Ratio salaire median H/F	1.14	1.15	-0.01

CDI hors alternance inscrits au 31 décembre

L'évolution du salaire médian des femmes (+1,7%) est supérieure à celle du salaire médian des hommes (+0.7%), ce qui contribue à réduire les écarts de rémunération.

En effet, en matière de politique salariale, la Banque Populaire Rives de Paris est attentive à la réduction des inégalités.

Elle applique une méthodologie de détection des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes afin de réduire ces écarts et d'harmoniser les salaires à l'embauche.

La Banque Populaire Rives de Paris met en œuvre chaque année une procédure d'analyse et de révision des rémunérations individuelles et de leur évolution, par rapport aux objectifs partagés avec les partenaires sociaux dans le cadre des négociations annuelles. Ainsi, en 2021, une enveloppe a été dédiée à réduire les écarts de rémunération des femmes cadres de 50 ans et plus, et aux collaboratrices à temps partiel.

### **Une mobilisation en faveur des personnes en situation de handicap**

Dans le cadre de son engagement sur la diversité et la promotion de l'égalité des chances, la Banque Populaire Rives de Paris déploie une politique visant à favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap.

Cette politique repose sur des engagements clairs, inscrits dans des accords de groupe, de branche ou d'entreprise conformément aux dispositions légales prévues dans le cadre de l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés (OETH) et plus largement de la loi de 2005.

En 2019, le Groupe BPCE a renouvelé son engagement en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap au travers de la signature de 4 accords pour la période 2020-2022.

Ils s'inscrivent dans la continuité des précédents accords et traduisent la volonté des parties prenantes de consolider et amplifier la politique handicap sur les axes suivants :

### **Le recrutement et l'intégration de personnes en situation de handicap.**

- ▶ Le maintien dans l'emploi des collaborateurs en situation de handicap par la formation, le parcours professionnel et la prise en compte des besoins de compensation de la situation de handicap.
- ▶ L'accompagnement du changement de regard pour une meilleure inclusion et qualité de vie au travail des salariés en situation de handicap.
- ▶ Le soutien des personnes en situation de handicap travaillant au sein du Secteur du Travail Protégé et Adapté via une politique d'achats volontariste.

La Banque Populaire Rives de Paris fait de l'intégration des travailleurs en situation de handicap un des axes forts de sa lutte contre toutes les discriminations.

Ainsi, en complément de l'accord national signé en octobre 2019, dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des organisations syndicales, la Banque Populaire Rives de Paris a mis en place, en 2021, plusieurs mesures qui viennent renforcer les dispositifs existants :

- ▶ **3 jours d'absences autorisées payées par an pour les collaborateurs en situation de handicap sur présentation de justificatifs** pour satisfaire aux nécessités des soins et visites médicales.
- ▶ **2 jours de congés payés supplémentaires pour les enfants handicapés sur présentation de justificatifs par enfant, aux parents d'enfant(s) en situation de handicap à charge fiscalement, pour les nécessités des soins, des visites médicales ou des réunions de suivi de l'équipe éducative.**
- ▶ **Suppression de la limite d'âge prévue par l'article 60 de la Convention collective pour les absences « enfant malade » des collaborateurs dont l'enfant est reconnu en situation de handicap.**

Les collaborateurs travailleurs handicapés ou les parents d'enfant(s) en situation de handicap bénéficient, sur demande, de CESU « tous services », en fonction de leur revenu disponible dans la limite de 1830€ en cas de cumul avec les CESU garde d'enfant.

La Banque prend en charge, dans la limite de 2000€, l'achat d'appareillage ou d'aménagement spécifique d'un collaborateur en situation de handicap, sur présentation d'une facture et uniquement en complément de l'intervention de la MDPH (Maison Départementale des personnes Handicapées).

La Banque Populaire Rives de Paris a pour ambition d'être au plus près du taux recommandé de 6% d'emploi du personnel en situation de handicap.

Les actions mises en place par les référentes handicap :

- ▶ **Accompagnement des collaborateurs :** en collaboration avec le médecin du travail et l'assistant social, les référentes handicap sensibilisent et accompagnent les collaborateurs dans leurs démarches de reconnaissance du handicap. Elles répondent aux sollicitations des collaborateurs concernés et mettent en place toutes les mesures de compensation du handicap **nécessaires portant sur l'ensemble des conditions de travail.** Sept collaborateurs en situation de handicap ont été reçus en entretien spécifique. Ces rendez-vous permettent un accompagnement individualisé en termes de parcours de carrière et un point sur les aménagements de postes actuels ou à mettre en place.
- ▶ **Embauche :** en 2021, un collaborateur a été embauché en CDI sur un poste en réseau (Chargé d'affaires Entreprise).
- ▶ **Sensibilisation :** Lors de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH), un challenge de sensibilisation à destination de l'ensemble des collaborateurs a été organisé. Il consistait à la mise en situation de différents handicaps chaque jour de la semaine. 140 collaborateurs ont également assisté à un Virtual Coffee pendant lequel les fondateurs de la Start-Up Ezymob ont présenté leur concept d'innovation au service du handicap : une application gratuite pour faciliter l'accessibilité aux transports en commun des personnes déficientes visuelles.

Le secteur protégé

Le recours au secteur protégé est resté un axe prioritaire de la politique en faveur du handicap malgré les bouleversements liés au contexte sanitaire qui ont perduré sur 2021. En collaboration avec le service Achats, les actions engagées se poursuivent sur les activités de traitement des réponses négatives aux candidatures, de nettoyage des automates, de **vidéocodage des chèques, de collecte et de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques, de gestion de la cafétéria** (service assuré par **deux personnes en situation de handicap**) et d'entretien des espaces verts sur les sites de Sirius et Morangis. Une importance particulière est accordée à maintenir et développer, chaque fois que cela est possible, les prestations confiées au secteur protégé.

**Mesures pour le maintien dans l'emploi :**

Durant l'année 2021, cinq cellules de maintien dans l'emploi ont été réalisées. Étaient présents la DRH, le service Recrutement et Gestion des Carrières, le médecin du travail, l'infirmière si besoin, l'assistant social et le Pôle Handicap.

Trente-huit situations ont été abordées. Vingt-cinq d'entre elles ont été solutionnées, les autres sont en cours d'étude.

Dans le cadre du maintien dans l'emploi, sont mises en place ou maintenues, en collaboration avec le service santé au travail, les mesures suivantes :

- ▶ **Accessibilité au lieu de travail pour sept collaborateurs :** prise en charge spécifique des frais de transports adaptés, liés au trajet domicile / lieu de travail (trois collaborateurs concernés), dispositif PAM sur les départements du 75, 91 et 94 (trois collaborateurs concernés) et **quote-part d'abonnement adapté SNCF** (un collaborateur concerné). Mise en place de dispositifs spécifiques pour des déplacements ponctuels (visite médicales, grèves, Covid ...).





- ▶ Aides individuelles pour trois collaborateurs : prise en charge d'un fauteuil ergonomique, d'un scooter électrique et achat d'un casque adapté.
- ▶ Mise à disposition d'interprètes LSF pour les formations des collaborateurs malentendants selon les besoins.
- ▶ Travail à distance : hors crise sanitaire, poursuite et développement du dispositif de travail à distance selon prescription ou à la demande des collaborateurs. Durant la période Covid, large déploiement de ce dispositif.
- ▶ Les aménagements concernent principalement l'ergonomie (Source Papripact 2021) : deux ont été mis en place. En complément, le dispositif Tadeo a été maintenu pour l'un des collaborateurs malentendants.

### **Soutenir l'emploi des jeunes**

Afin de développer l'employabilité des jeunes pour leur entrée dans la vie active, la Banque Populaire Rives de Paris a renforcé le dispositif d'alternance en faveur des jeunes depuis ces dernières années. A la rentrée 2021, elle comptait une centaine d'alternants en poste, essentiellement au sein de ses réseaux généraliste et spécialisés et dans une moindre mesure sur les fonctions supports.

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, l'alternance s'inscrit de façon privilégiée dans sa politique RH.

Le jeune, au cours de son apprentissage, est formé aux méthodes de travail de la banque, apprend un métier et intègre la culture de l'entreprise. L'alternance permet de constituer un véritable vivier de futurs collaborateurs, y compris sur des profils métiers rares. Elle constitue un réel outil de recrutement et favorise aussi une embauche en confiance à l'issue de la formation. Elle facilite l'intégration du jeune dans l'entreprise, fort de sa formation académique et surtout de l'expérience « terrain » et des savoir-faire acquis.

Aider les jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle est un vrai enjeu pour la Banque Populaire Rives de Paris. En 2021, 19 alternants ont été embauchés à l'issue de leur cursus de formation.

Risque prioritaire	Conditions de travail		
Description du risque	Assurer des conditions de travail respectueuses des salariés		
Indicateurs clés	2021	2020	Evolution 2020-2021
Taux d'absentéisme maladie	4.08%	5.78%	-1.7 pts
Taux de fréquence des accidents du travail	5.31%	6.66%	-1.35 pts
Nb de collaborateurs ayant bénéficié du télétravail (contractuel ou exceptionnel)	1 583	1 419	+11.5%

Les objectifs banque sur ces 3 indicateurs sont d'être toujours en progression au regard de l'année N-1

### **S'engager pour la qualité de vie et des conditions de travail**

#### **♦ La protection et l'accompagnement des salariés**

La crise sanitaire s'est poursuivie en 2021 et la Banque Populaire Rives de Paris a géré cette continuité. Toutefois, le second semestre de l'année a vu l'intensité de la crise sanitaire diminuer avec la progression de la vaccination. La cellule de crise, animée par le Directeur général, créée l'an dernier, est restée en veille toute l'année et la cellule COVID a été pleinement active toute l'année, avec des communications régulières, et l'assistance aux collaborateurs.

Des actions de prévention des risques physiques et psychologiques ont été mises en œuvre à la Banque Populaire Rives de Paris, telles que :

Une communication régulière sur les gestes barrières et les consignes sanitaires à appliquer, mais aussi sur les dispositifs mis en place, et notamment la cellule d'écoute psychologique, la gestion des personnes vulnérables et des gardes d'enfants, enrichie et adaptée au regard des évolutions et de l'état des connaissances,

- ▶ Le déploiement massif du télétravail, pour toutes les fonctions qui le permettent, quand c'était nécessaire
- ▶ L'ouverture des agences dans des conditions permettant d'assurer au mieux la sécurité des collaborateurs, avec le développement des rendez-vous à distance pour limiter les flux de clients,
- ▶ Le renouvellement régulier des moyens de protection : masques, gel hydroalcoolique, lingettes, plexiglass à l'accueil et aux postes des personnes vulnérables
- ▶ La création d'une annexe au document unique de prévention des risques professionnels dédiée au risque COVID-19.

La Banque Populaire Rives de Paris a décidé de ne pas avoir recours aux aides accordées par l'Etat dans le cadre de l'activité partielle.

Dans le cadre des dispositifs de prévention des risques psychosociaux, une attention particulière a été portée aux conséquences du travail à distance à grande échelle avec l'appui de plateformes d'écoute et la diffusion de supports apportant aux managers et aux collaborateurs des repères pour assurer au mieux leur mission.

Les collaborateurs ont ainsi souligné, dans l'enquête Diapason, la bonne gestion de la Banque Populaire Rives de Paris de la crise sanitaire, tant en termes d'accompagnement des collaborateurs (73%) que de la continuité d'activité (87%).

#### ◆ **S'engager pour l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail**

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, la Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) consiste à garantir un environnement permettant à chacun de réaliser un travail de qualité pour concilier le progrès social, la satisfaction des clients et la performance économique. Son développement s'appuie sur l'engagement de tous et se matérialise par la désignation d'un référent QVCT, qui est en lien avec ses homologues présents dans chaque entreprise du Groupe.

En concertation avec la Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) et les partenaires sociaux, la Banque Populaire Rives de Paris s'attache à fournir à l'ensemble de ses collaborateurs des conditions de vie et de santé au travail garantissant la qualité de leur environnement professionnel et la sécurité de leur personne.

De plus, elle développe une politique de QVCT pour sortir d'une simple logique de prévention des risques et favoriser aussi durablement l'engagement des salariés.

La démarche de QVCT préconisée au sein de la Banque Populaire Rives de Paris a pour objectif de renforcer son attractivité, d'améliorer l'engagement, la motivation professionnelle et la fidélisation de l'ensemble des collaborateurs, tout autant que de réduire le stress au travail et de diminuer l'absentéisme. Des négociations ont ainsi été ouvertes avec les partenaires sociaux, visant à formaliser les actions menées et à en développer de nouvelles dans les années à venir.

La moyenne hebdomadaire du temps de travail rapportée à une base annuelle est de 35 heures, avec des mesures compensatoires portant sur l'attribution de jours de RTT complémentaires aux collaborateurs.

#### ◆ **Conciliation vie professionnelle - vie personnelle**

La Banque Populaire Rives de Paris est soucieuse de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée de ses salariés. De manière générale, les collaborateurs ont la possibilité d'exercer leur activité à temps partiel. En 2021, 10.7% des collaborateurs en CDI, dont 89.6% de femmes, ont opté pour un temps partiel.

Par ailleurs, la Banque Populaire Rives de Paris accompagne ses collaborateurs dans leurs contraintes parentales en leur proposant divers services et prestations sociales. Par exemple :

- ▶ la Banque Populaire Rives de Paris maintient le salaire du collaborateur pendant son congé paternité depuis 2007
- ▶ des CESU pour la garde d'enfant, représentant 125€/mois sont alloués aux jeunes parents
- ▶ une indemnité complémentaire de garde de 25€ est versé pour chaque samedi travaillé
- ▶ en cas de problème de garde, 14 berceaux sont disponibles ainsi que des places occasionnelles en cas d'urgence (Babirelais)

La Banque Populaire Rives de Paris a signé la Charte de 15 engagements le 18 janvier 2017 pour l'équilibre des temps de vie.

## CDI à temps partiel par statut et par sexe

	2021	2020	Evolution 2020/2021
Femme non cadre	158	177	-10.7%
Femme cadre	83	93	-10.7%
Total Femme	241	270	-10.7%
Homme non cadre	12	15	-20.0%
Homme cadre	16	13	23.1%
Total Homme	269	298	-9.7%

### ◆ Santé et sécurité au travail

Afin d'assurer la sécurité, de prévenir les risques professionnels et protéger la santé des salariés, la Banque Populaire Rives de Paris organise l'évaluation des risques professionnels, cible les actions de prévention adaptées et les solutions à apporter face à des risques déterminés.

Ainsi le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) inventorie et hiérarchise les risques présents et constitue ainsi un outil déterminant dans la prévention des risques professionnels. Son accessibilité à tous et sa mise à jour, dès lors d'un événement ou d'une modification significative des conditions de santé et de sécurité ou des conditions de travail (transformation humaine, technique ou organisationnelle) est un gage d'efficacité de la prévention des risques.

La Banque Populaire Rives de Paris est dotée d'un CSE et d'une Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail dont l'une des missions porte sur la protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs. Chaque CSE veille à l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail ainsi qu'au respect des prescriptions législatives et réglementaires en la matière. Les politiques et les budgets afférents aux conditions d'hygiène et de sécurité sont de la responsabilité de la Banque Populaire et de son CSE.

Dans le contexte de crise sanitaire en 2021, les efforts d'adaptation technologique, d'organisation notamment en faveur du travail à distance et d'aménagement des espaces de travail ont permis une diminution du nombre d'accidents survenus sur le lieu de travail, ainsi que la réduction du taux de gravité.

Risque secondaire	Attractivité employeur		
Description du risque	Proposer un cadre de travail attractif, des perspectives d'évolution dans le temps et donner du sens aux missions		
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021
Taux de turn over démissions	2.06%	2.66%	-0.6 pts
Taux de conversion des apprentis	24.00%	17.95%	6.05 pts

### Attirer et fidéliser les talents

La Banque Populaire Rives de Paris a recruté 193 personnes en CDI en 2021. Les jeunes représentent 9.3% de ces recrutements (<=25 ans), ainsi elle joue un rôle important dans l'accès à l'emploi de jeunes diplômés issus de filières très diverses.

## Répartition des embauches

	2021		2020	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>CDI y compris alternance</b>	193	61.86%	247	75.30%
<b>CDD y compris alternance</b>	119	38.14%	81	24.70%
<b>TOTAL</b>	312	100%	328*	100 %

CDI et CDD inscrits au 31 décembre 2021

\*correctif 2020

La Banque Populaire Rives de Paris a mis en place le parcours nouvel entrant (PNE). Ce dispositif d'accompagnement a pour vocation de couvrir l'ensemble des compétences demandées au nouveau collaborateur en termes de savoir, savoir-faire et savoir-être. Il doit permettre :

- ▶ D'offrir plus de personnalisation aux futurs collaborateurs en prenant en compte l'histoire de chaque salarié et la diversité des profils recrutés ;
- ▶ De réduire la durée de la formation en maintenant le niveau d'exigence ;
- ▶ De diminuer le taux de rupture pendant la période d'essai.

Afin de rester un employeur attractif dans son bassin d'emploi, la Banque Populaire Rives de Paris souhaite impliquer ses collaborateurs et poursuivre ses actions en matière d'amélioration de la qualité de vie au travail

## Rendre les collaborateurs acteurs du changement

Cela passe par l'accompagnement des managers qui doivent être à l'écoute et donner du sens aux missions confiées à leurs collaborateurs. Cela se traduit également par le développement des méthodes de travail collaboratives, notamment avec la participation des collaborateurs aux projets structurant de l'entreprise, comme la construction du prochain plan stratégique.

L'enquête Diapason a ainsi relevé que :

- ▶ 71% des collaborateurs considèrent que les équipes collaborent facilement,
- ▶ 83% des collaborateurs confirment que leur manager est à l'écoute des idées et suggestion de son équipe

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, l'implication des collaborateurs passe également par le dialogue social : 100 % des collaborateurs sont couverts par la convention collective de la branche des Banques Populaires.

6 accords collectifs ont été signés en 2021 :

- ▶ Un accord dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, qui prévoit notamment la mise en place de la subrogation en cas d'arrêt maladie, des mesures en faveur des personnes en situation de handicap (collaborateur, conjoint ou enfant)
- ▶ Un accord d'intéressement
- ▶ Un accord de participation
- ▶ Un accord relatif à l'organisation du travail à distance, permettant le déploiement très large du télétravail (1155 bénéficiaires au 31/12/2021, contre 126 précédemment)
- ▶ Un avenant à l'accord relatif au don de jour de RTT, élargissant le bénéfice du don de RTT aux proches aidants
- ▶ Un avenant à l'accord relatif à l'organisation du temps de travail de la plateforme logistique, définissant les horaires de travail de la nouvelle cellule de numérisation, créatrice de 6 postes de travail à Morangis.

Le dialogue social est resté dense en 2021 avec :

- ▶ 14 réunions du CSE,
- ▶ 8 réunions de la CSSCT
- ▶ 26 réunions de commissions (Emploi, Egalité, Formation...)
- ▶ 26 réunions de négociations avec les délégués syndicaux

Aucun mouvement social n'a eu lieu dans l'année.

#### Taux de sortie des CDI

2021	2020	Evolution 2020-2021
10.65%	10.94%	-0.27

La progression de l'implication de ses collaborateurs pour garantir un environnement de travail en constante amélioration devrait permettre à la Banque Populaire Rives de Paris de fidéliser ses talents et de maîtriser le taux de sortie pour démission des CDI connaît une baisse pour la première fois en 4 ans.

Risques secondaires	Achats		
Description du risque	Etablir des relations fournisseurs équitables, pérennes		
Indicateurs clés	2021	2020	Evolution 2020 - 2021
Label achats fournisseurs responsables (établissements concernés)	OUI	OUI	stable

#### Politique d'Achats Responsables

La politique achat de la Banque Populaire Rives de Paris s'inscrit dans celle du Groupe BPCE. En 2021, la filiale BPCE Achats a fait évoluer la politique achats responsables du Groupe BPCE, qui s'articule ainsi autour des axes majeurs suivants :

- ▶ Appliquer et contrôler les bonnes pratiques des affaires (prévention de la corruption, éthique, respect du droit du travail, respect des délais de paiement, promotion de relations durables et équilibrées...),
- ▶ Contribuer, avec les entreprises du Groupe BPCE, au développement local,
- ▶ Prendre en compte notamment le cycle de vie des produits, le coût complet, la conception durable des produits et services achetés.

BPCE Achats a mis en place les principes d'action suivants afin d'intégrer la RSE dans ses actes d'achats :

- ▶ Construire une relation durable avec les fournisseurs, notamment en mettant en place un environnement dédié, mais aussi en instaurant une évaluation réciproque de la relation ;
- ▶ Intégrer les critères RSE dans chacune des étapes d'achat (sourcing de fournisseurs, éco conception, analyse du cycle de vie, mesure de l'impact environnemental des biens et services achetés, notamment carbone, ...) ;
- ▶ Evaluer selon des critères RSE des fournisseurs lors des consultations selon des critères adaptés aux projets d'achat (dont notamment le Devoir de vigilance) ;
- ▶ Mesurer les impacts environnementaux des actions achats réalisées, dont l'impact carbone ;
- ▶ Favoriser, avec l'ensemble des entreprises du Groupe BPCE, le développement économique et social du tissu économique local ;
- ▶ Développer le recours aux fournisseurs inclusifs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique et Structures du Secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA)).

#### ◆ Mise en place d'un dialogue constructif avec les parties prenantes

La charte achats responsables, initiative conjointe de BPCE Achats pour le Groupe BPCE et des principaux acteurs français de la filière banque et assurance, est un des documents de référence du dossier de consultation envoyé aux fournisseurs. Elle a pour objet d'associer les fournisseurs à la mise en place de mesures de vigilance.

La RSE est intégrée :

- ▶ dans la politique achats Responsables du Groupe BPCE
- ▶ dans le processus achats : la déclinaison de la politique achats responsables a été formalisée dans les différents outils du processus achats ;
- ▶ dans la relation fournisseur : une réflexion a été menée sur une manière simple et mesurable d'évaluer la performance RSE des fournisseurs. Un questionnaire d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs et de leur offre est à disposition des acheteurs dans le cadre des consultations afin d'identifier les risques et opportunités RSE de manière volontaire et d'intégrer cette performance dans l'évaluation globale des fournisseurs ;
- ▶ dans les dossiers d'achats en incluant des leviers RSE dans les processus de décision. En 2021, le questionnaire RSE a été retravaillé, la prise en compte des aspects environnementaux accrue dans les questions auxquelles doivent répondre les fournisseurs, et les analyses associées. Les responsables achats du groupe sont invités à déployer et relayer cette politique au sein de leur entreprise et de leur panel fournisseurs.

- ▶ dans les « matinales achats » proposées par le Groupe avec des sujets comme « la mesure de l'impact des dépenses dans le bilan carbone » ou « l'énergie verte » ainsi que lors des plénières achats afin d'acculturer la Filière à la RSE : la plénière « Achats responsables » a permis de présenter la trajectoire de transformation de la Filière, avec les ambitions, les outils et méthodes associés.
- ▶ L'ambition du groupe est de continuer à déployer et systématiser, dans 100 % des dossiers traités, la prise en compte de la RSE dans le cadre des prises de décision Achats à horizon 2024, et au partage des meilleures pratiques et au suivi systématique de critères RSE.

#### ◆ Promouvoir une relation durable et équilibrée avec les fournisseurs

La Banque Populaire Rives de Paris s'est vu décerner le label Relations Fournisseur Responsables, qui distingue les entreprises françaises ayant fait preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs, notamment en matière de délais de paiement. Ce label est décerné par la Médiation des entreprises (dépendant du **ministère de l'Économie**) et le CNA (conseil national des achats). Le label est attribué pour trois ans ; un audit annuel est réalisé pour vérifier que les bonnes pratiques responsables vis-à-vis des fournisseurs (éthique, respect des intérêts fournisseurs, intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les procédures achats, **qualité des relations fournisseurs...**) sont effectivement mises en œuvre de façon permanente par les entreprises labellisées. Avec quatorze entreprises du Groupe BPCE engagées dans le label, il récompense la stratégie d'achats responsables animée par BPCE Achats et le déploiement de la RSE au cœur de la fonction achats et dans les relations avec les fournisseurs.

#### ◆ Délais de paiement

En 2021, BPCE Achats a poursuivi les enquêtes de mesure des délais de paiement à l'échelle du groupe et mis en place un tableau de bord mensuel.

Un groupe de travail animé par BPCE Achats, composé d'acheteurs et comptables de BPCE SA, 4 Caisses d'Épargne et 3 Banques Populaires a permis la rédaction d'un Livre Blanc de bonnes pratiques (notamment sur les aspects juridiques et organisationnels), qui a été présenté puis diffusé à l'ensemble des établissements.

Par ailleurs, la Banque Populaire Rives de Paris met également tout en œuvre afin de limiter le délai de paiement de ses fournisseurs. Ce délai est égal à 24,14 jours en 2021.

Risque secondaire	Empreinte environnementale			
Description du risque	Mesurer l'empreinte environnementale pour la réduire			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
Emission de CO2 globales annuelles	17524	17765*	-1,36%	Groupe -15% à 2024 vs 2019

\*En 2021, des travaux d'affinage des données du bilan carbone ont été effectués portant principalement sur l'inclusion du télétravail et l'actualisation du facteur d'émission des opérateurs IT du Groupe. Les données 2020 ont été alignées en conséquence.

La réduction de l'empreinte environnementale de la Banque Populaire Rives de Paris dans son fonctionnement s'inscrit en cohérence avec l'objectif du groupe BPCE de diminuer ses émissions carbone de 15% entre 2019 et 2024.

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, cet objectif se traduit par la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 1,36% entre 2020 et 2021.

#### Bilan des émissions de gaz à effet de serre

La Banque Populaire Rives de Paris réalise depuis 2010 un bilan annuel de ses émissions de gaz à effet de serre grâce à un outil sectoriel dédié. Cet outil permet de réaliser le bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon une méthodologie compatible avec celle de l'ADEME, de la norme ISO 14 064 et du GHG (Green House Gaz) Protocol.

L'outil permet d'estimer les émissions de GES du fonctionnement des agences et du siège de la banque. Le résultat obtenu est donc celui de la "vie de bureau" de l'entreprise. Les émissions induites par les produits et services bancaires sont exclues du périmètre de l'analyse.

Les informations relatives à la mesure et l'alignement des portefeuilles des entreprises du Groupe BPCE se retrouvent dans la DPEF Groupe<sup>5</sup>

La méthodologie permet de fournir :

- ▶ une estimation des émissions de gaz à effet de serre par entreprise ;
- ▶ une cartographie de ces émissions :
- ▶ par poste (énergie, achats de biens et services, déplacement de personnes, immobilisations et autres) ;
- ▶ par scope.<sup>6</sup>

**Cet outil permet de connaître annuellement le niveau et l'évolution de leurs émissions et d'établir un plan de réduction local.**

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la Banque Populaire Rives de Paris a émis 17524 teq CO<sub>2</sub>,

Le poste le plus significatif de son bilan carbone est celui des achats qui représente 41% du total des émissions de GES émises par l'entité.

---

<sup>5</sup> [Documents de référence et URD du Groupe BPCE](#)

<sup>6</sup> Le GHG Protocol divise le périmètre opérationnel des émissions de GES d'une entité comme suit :

- scope 1 (obligatoire) : somme des émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, tourbe..) de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.

- scope 2 (obligatoire) : somme des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité.

- scope 3 (encore facultatif) : somme de toutes les autres émissions indirectes (de la chaîne logistique, étendue au transport des biens et des personnes)



Grâce à l'utilisation d'électricité 100% garantie, la Banque Populaire Rives de Paris a permis de contribuer à éviter 42 Tonnes équivalent CO<sup>2</sup>

#### Emissions de gaz à effet de serre

Par Scope	2021 Tonnes eq CO2	2020* Tonnes eq CO2
Combustion directe d'énergies fossiles et fuites de gaz frigorigènes (scope 1)	318	281
Electricité consommée et réseau de chaleur (scope 2)	682	720
Tous les autres flux hors utilisation (Scope 3)	16 524	16 764
Hors Kyoto	-	-
<b>Total</b>	<b>17 524</b>	<b>17 765</b>
<b>Par postes d'émissions</b>		
Energie	1 075	1 125
Achats et services	7 215	7 176
Déplacements de personnes	2 839	3 033
Immobilisations	3 699	3 711
Autres	2 696	2 720
<b>Total</b>	<b>17 524</b>	<b>17 765</b>

\*données corrigées

Pour donner suite à ce bilan, la Banque Populaire Rives de Paris a élaboré un programme de réduction de son empreinte carbone.

#### Déplacements

Les transports professionnels sont l'un des postes les plus importants en matière d'émission de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie.

Afin de mieux gérer les consommations d'énergie liées au déplacement de ses salariés, la Banque Populaire Rives de Paris a lancé un Plan de Mobilité (PDM) sur le site de Sirius. Ce PDM a donné lieu à un plan d'actions lié au transport de ses salariés lors de leurs déplacements professionnels. Ainsi 76% des salariés de ce site utilisent les transports en commun, avec une prise en charge de 65% du coût de l'abonnement.

De plus, plusieurs salles de réunion ont été équipées de matériel pour la visioconférence pour limiter les déplacements entre sites et le déploiement d'Office 365 avec Teams et Visio a permis à chacun de pouvoir réaliser des réunions ou rendez-vous à distance en audio ou visioconférence.

Au total, en 2021, les déplacements professionnels en voiture ont représenté 1 193 026 kilomètres parcourus, soit plus de la moitié de moins qu'en 2020.

#### Production des biens et des services

Dans le domaine de la production des biens et des services, l'objectif est de limiter la consommation des matières premières, de l'eau et d'énergie.

Pour la Banque Populaire Rives de Paris, cela se traduit à trois niveaux :

◆ **L'optimisation de ses consommations d'énergie et les mesures prises en matière d'efficacité énergétique et du recours aux énergies renouvelables**

Consciente des enjeux inhérents au changement climatique et à la pénurie énergétique, la Banque Populaire Rives de Paris poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- ▶ À inciter ses collaborateurs à limiter leurs consommations d'énergie sur ses principaux sites ;
- ▶ À réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments.

	2021	2020
Consommation totale d'énergie par m <sup>2</sup>	180	186
kWh/m <sup>2</sup>		

◆ **Actions mises en place, ou maintenues :**

- ▶ Le recours à la fourniture d'énergie renouvelable, à hauteur de 100% de ses consommations électriques ;
- ▶ L'utilisation d'ampoules basse consommation en généralisant progressivement ce type d'équipement à l'ensemble du parc immobilier ;
- ▶ Le suivi des consommations afin d'identifier les sites en écarts de consommation électrique ;
- ▶ L'isolation de ses bâtiments notamment des façades, lors des travaux de rénovation ;
- ▶ L'abandon progressif du recours au gaz de ville (reste 2 sites) ;
- ▶ Le remplacement des équipements de climatisation les plus vétustes ;

**L'utilisation durable des ressources (eau, matières premières...)**

Le projet interne « zéro papier et mobilité » a l'ambition de diminuer la consommation de papier en réduisant les usages papier, simplifiant les process grâce à la dématérialisation. Le contexte de crise sanitaire avec le déploiement du télétravail a été un accélérateur.

Le déploiement de la signature électronique DOCUSIGN, la dématérialisation des états automatiques ou encore l'arrêt de la vente à distance papier sont des exemples de réalisation en 2021.

Consommation de papier

	2021	2020
Kilos de ramettes de papier vierge (A4) achetées par ETP	31, 7	36,7

La prévention et gestion de déchets

La Banque Populaire Rives de Paris s'adapte à la réglementation relative aux mesures de prévention, recyclage, réutilisation et autres formes de valorisation et d'élimination en s'assurant de son respect par ses sous-traitants en matière de déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois et de déchets électroniques et électriques (DEEE).

Pour cela, la Banque Populaire Rives de Paris a recours à plusieurs solutions de revalorisation de ses déchets, notamment au travers de dons de mobiliers à un organisme spécialisé dans le réemploi, à hauteur de 5.6 tonnes en 2021, en ayant recours à une filière spécialisée du recyclage de mobilier pour un volume de 28.5 Tonnes, ou encore pour le papier qui représente un poids total de 209 tonnes revalorisé par une entreprise spécialisée dans ce domaine.

	2021	2020
Quantité de déchets électriques ou électroniques (D3E)	6	8,9
Total de Déchets Industriels banals (DIB)	315	271

Pollution

En matière de risque de nuisances lumineuses, la Banque Populaire Rives de Paris se réfère à la réglementation qui limite depuis le 1er juillet 2013 les nuisances lumineuses et la consommation d'énergie, l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels, tels que les commerces et les bureaux.

Les actions mises en place par la Banque Populaire Rives de Paris :

- ▶ **Déploiement de nouvelles générations d'enseignes LED pour le réseau d'agences ;**
- ▶ Installations de régulateurs, de type minuteries, détecteurs de présence ou variateurs de lumière ;
- ▶ **Utilisation d'éclairages directionnels orientés vers le bas, afin de limiter la déperdition de lumière ;**

### Numérique responsable

BPCE a signé la charte Numérique Responsable auprès de l'INR (Institut du Numérique Responsable), depuis octobre 2020.

Le Groupe s'engage pour toutes ses entités à :

- ▶ Optimiser les outils numériques pour limiter leurs impacts environnementaux et leurs consommations
- ▶ Développer des services accessibles pour tous, inclusifs et durables
- ▶ **Diffuser des pratiques d'achats et d'usages numériques éthiques et responsables**
- ▶ Contribuer à rendre le numérique mesurable, transparent et lisible
- ▶ **Encourager l'émergence de nouveaux comportements et valeurs.**

La nouvelle filière Numérique Responsable Groupe travaille sur 5 chantiers :

- ▶ La conception responsable
- ▶ Le cycle de vie des équipements
- ▶ Le rayonnement du numérique responsable
- ▶ Les datacenters
- ▶ **Les indicateurs clés de l'empreinte environnementale, sociale et sociétale du numérique.**

La Banque Populaire Rives de Paris a participé à la deuxième édition du World Clean Up Week en mars 2021 en incitant ses collaborateurs à réaliser un ménage numérique c'est-à-dire à supprimer mails, fichiers et applications non utilisées.

### Gestion de la biodiversité

La biodiversité est prise à égale importance que les autres composantes de la politique environnementale de la Banque Populaire Rives de Paris. Cependant, **contrairement à des facteurs comme le carbone, les travaux d'intégration dans la pratique bancaire sont moins poussés.**

**En 2014, le comité exécutif de la Banque Populaire Rives de Paris a validé la mise en place d'un rucher (composé de 3 ruches) sur le toit de la banque.** Cette installation a été réalisée en avril 2015 par une association soutenue par la Fondation Banque Populaire Rives de Paris. En septembre 2015, la première récolte de la Banque Populaire Rives de Paris a produit 50 kilogrammes de miel.

Fort de ce succès, 3 ruches supplémentaires ont été installées en 2016, portant ainsi à 6 le nombre de ruches sur le toit du siège de la Banque Populaire Rives de Paris.

En raison des conditions climatiques difficiles (printemps très froid), la production de miel a été très faible en France en 2021 et les ruches de SIRIUS n'ont pas été épargnées. Il a été tout de même récolté 23 kilogrammes de miel cette année avec un cru particulier à fort goût de tilleul.

### Actions de sensibilisation

Chaque année, des actions de **sensibilisation et d'information sur les enjeux environnementaux sont organisées pour l'ensemble des collaborateurs. Un webinar a été dédié intégralement à ce qu'est le bilan carbone pour la Banque Populaire Rives de Paris.** Lors de la Semaine Européenne du Développement Durable 2021, plus de 300 collaborateurs sont venus tourner « la Roue du Climat » **pour mieux comprendre les mécanismes de répercussion de l'activité humaine sur la planète.** Deux webinaires ont aussi été organisés sur les thèmes des écogestes et du numérique responsable. La banque Populaire Rives de Paris a participé aussi au Cyber world clean up Day 2021 par une incitation auprès de ses collaborateurs à supprimer les fichiers, mails et applications non nécessaires.

### Evaluation de l'empreinte carbone des portefeuilles

#### ◆ **Aligner les portefeuilles sur une trajectoire Net Zéro**

Le Groupe BPCE s'engage à aligner l'ensemble de ses portefeuilles sur une trajectoire « Net Zéro » et cet engagement exige d'avoir la capacité de mesurer et suivre le profil carbone de ses portefeuilles, le Groupe BPCE développe des méthodes d'évaluation climatique de ses portefeuilles de financement dites Green Evaluation Models qui reposent sur une double approche :

- ▶ évaluer l'empreinte carbone des portefeuilles afin de les classer selon leur matérialité climatique et prioriser ses travaux d'alignement (en commençant par les secteurs les plus émissifs) ;
- ▶ noter de façon granulaire l'impact climat des biens, des projets et des clients financés.

Ces évaluations permettent, d'une part, d'identifier les clients ayant un besoin d'accompagnement dans leurs enjeux de transition et, d'autre part, d'être en mesure de piloter l'alignement sur une trajectoire Net Zero en cohérence avec la proportionnalité des émissions carbone des financements.

Le Groupe BPCE est conscient de la nature exploratoire des travaux de mesure, certains outils d'évaluation sur le climat étant encore au stade de recherche et développement. Néanmoins, ces travaux relatifs à la mesure et l'établissement de référentiels sur le « vert » sont essentiels pour s'approprier les enjeux et intégrer les objectifs climatiques dans les métiers de la finance. Ils participent également aux enjeux de transparence, de traçabilité et de comparabilité des engagements visés.

#### Calcul de la trajectoire climatique des entreprises financées par le Groupe

##### ♦ La méthodologie de place PACTA

Le Groupe BPCE est l'une des seize banques pilotes participant aux mesures d'évaluation de ses portefeuilles de financement selon la méthodologie PACTA (Paris agreement capital transition assessment). Cette méthodologie repose sur deux axes principaux d'analyse des portefeuilles de financement :

- ▶ l'analyse du mix technologique des entreprises en portefeuille ;
- ▶ l'analyse de l'évolution anticipée du volume de production des entreprises et des projets financés.

Cette méthode ne constitue pas le cadre de référence retenu par le Groupe BPCE pour piloter l'alignement de ses portefeuilles. Toutefois, les travaux réalisés dans le cadre de l'analyse des portefeuilles par la méthodologie PACTA ont servi de base pour la construction de la démarche « Green Evaluation Models » du Groupe, démarche qui a vocation à être déclinée sur l'ensemble de ses portefeuilles.

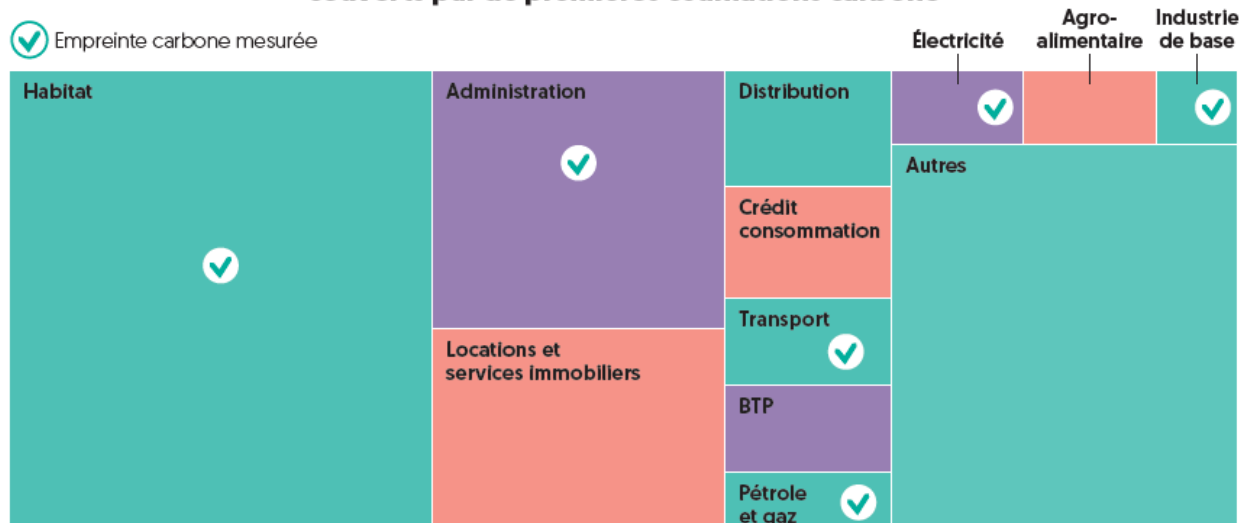
#### Travaux de mesure de l'empreinte carbone des portefeuilles de financement

Des travaux ont été entrepris dès 2020 pour estimer les émissions de gaz à effet de serre (GES) des financements du Groupe BPCE. Ces estimations ont été réalisées sur les émissions directes (scopes 1 et 2) et indirectes (émissions scope 3 générées par l'ensemble de la chaîne de valeur des produits fabriqués et de leur usage). Les crédits à l'habitat qui représentent près du tiers des encours du Groupe BPCE ont ainsi bénéficié de premières mesures grâce à l'établissement d'un partenariat avec le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

L'objectif de ces mesures d'empreinte carbone des entreprises, projets et biens financés est de :

- ▶ classer les portefeuilles par ordre d'impact carbone, des plus carbonés au moins émissifs en proportion de la taille de leurs encours (afin d'établir une échelle sur l'intensité carbone des portefeuilles) ;
- ▶ identifier les portefeuilles sur lesquels s'engager en priorité en matière d'alignement à la trajectoire Net Zero.

#### Répartition par secteur des portefeuilles du Groupe BPCE couverts par de premières estimations carbone



L'objectif pour le Groupe BPCE est de disposer d'une mesure carbone sur 100 % des portefeuilles d'ici à 2024, en prenant pleinement en compte les enjeux autour de la qualité de la donnée.

Éléments de contexte : l'évaluation des actifs éligibles à la taxinomie est un exercice inédit, dont les résultats dépendent pour partie de l'interprétation des textes réglementaires par les institutions les mesurant. Ces textes sont adossés à une réglementation récente, certaines spécifications étant parues en février 2022. Des imprécisions rémanentes sur les modalités d'application existent. Aussi Nom établissement précise que si des efforts ont été déployés pour respecter au mieux leur exigence, les méthodes employées sont susceptibles d'évoluer.

### **L'objectif de la réglementation de la Taxinomie (UE) 2020/852**

Banque Populaire Rives de Paris entend engager dans la durée une évolution de son bilan dans une stratégie d'atténuation de l'impact climatique de ses activités, des biens financés, investis ou assurés.

Comme priorités d'action, Banque Populaire Rives de Paris s'engage à accompagner tous ses clients au regard des enjeux environnementaux et de faire de la transition environnementale un de ses principaux moteurs de croissance dans le cadre de son plan stratégique BPCE 2024.

La taxinomie européenne est une méthodologie d'évaluation des activités d'une entreprise par rapport à des objectifs environnementaux, et plus précisément dans sa version actuelle à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.

Ces évaluations sont prévues par la réglementation en plusieurs phases.

Pour ce premier exercice selon l'acte délégué adopté en juillet 2021<sup>7</sup>, l'objectif consiste à identifier les activités dites « éligibles », c'est-à-dire des produits ou services pouvant contribuer potentiellement (mais pas nécessairement) à l'atténuation ou à l'adaptation au changement climatique. Pour les établissements financiers, un ratio mesurant la part au bilan d'actifs éligibles à la taxinomie est à publier.

Dans une seconde phase, les actifs verts correspondant aux activités dites alignées à la taxinomie seront évalués : elles se distinguent de celles éligibles en confrontant la performance de ces activités éligibles à des critères techniques et exigences en matière de respect de l'environnement et de minima sociaux. Ces activités dites alignées, évaluables en 2024 à partir des données des entreprises, seront publiées par Banque Populaire Rives de Paris et viendront enrichir ses mesures sur le vert.

Pour Banque Populaire Rives de Paris, la taxinomie constitue un outil essentiel pour accroître la transparence des mesures climatiques et encourager dans la durée le développement des activités vertes des entreprises et de leur financement.

Aussi, si ces premières évaluations de ratio d'actifs dans leurs versions éligibles ne sont pas le reflet d'une mesure réelle sur le vert (comme le vise le ratio « alignement » en 2024), elles constituent néanmoins une première marche réglementaire que Banque Populaire Rives de Paris soutient dans ses efforts de publication en matière de déclarations.

### **Cadre de l'exercice et résultat de l'évaluations du ratio d'éligibilité de la taxinomie.**

La Banque Populaire Rives de Paris publie ici son ratio d'éligibilité sur ses activités en tant qu'établissement de crédit.

L'évaluation est réalisée sur les données au 31/12/2021 sur la base du périmètre de consolidation prudentielle, dans un environnement conforme au FINREP, mesurées en valeur brute comptable. Il ne tient pas compte des expositions de hors bilan (garanties financières et autres expositions de hors bilan).

Conformément à la réglementation, les administrations centrales, les banques centrales et organismes supranationaux ainsi que les actifs financiers détenus à des fins de négociation sont exclus du numérateur et du dénominateur du ratio.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de publier des informations non-financières en vertu de la directive 2013/34/UE (NFRD) et les prêts interbancaires à vue sont exclus du numérateur.

A noter que dans ce format obligatoire, en l'absence de données publiées par les entreprises, les ratios ne prennent pas en compte l'éventuelle éligibilité des entreprises.

Les prêts immobiliers aux logements et prêts automobiles à des particuliers ont été considérés comme des activités éligibles indépendamment de leur géographie.

---

<sup>7</sup> [Règlement délégué \(UE\) 2021/2178 du 6 juillet 2021](#)

Résultat :

Au 31/12/2021, conformément au format pour la publication obligatoire, la part des expositions sur des activités économiques éligibles à la taxinomie de Banque Populaire Rives de Paris, par rapport au total des expositions couvertes<sup>8</sup> par le ratio est de 41%.

La part des expositions sur des activités économiques non éligibles à la taxinomie, par rapport au total des expositions couvertes par le ratio est de 59%.

L'essentiel des actifs éligibles comprend les encours du crédit à l'habitat et ceux des prêts aux collectivités locales, des prêts aux logements sociaux et des financements du crédit à la consommation automobile.

Détail sur la couverture des encours :

Périmètre du calcul\*

<b>Part des expositions couvertes par le ratio, par rapport au total des expositions au bilan</b>	<b>96%</b>
<b>Part des autres expositions n'entrant pas dans le calcul du ratio, par rapport au total des expositions au bilan</b>	<b>4%</b>
– Dont part sur le <i>portefeuille de négociation</i>	0%
– Dont part sur les <i>banques centrales</i>	0%
– Dont part sur les <i>souverains</i>	4%
<b>Total des expositions au bilan (ref. total FINREP)</b>	<b>100%</b>

<b>Part des dérivés par rapport au total des expositions couvertes par le ratio</b>	<b>0,3%</b>
<b>Part des expositions sur des prêts interbancaires à vue par rapport au total des expositions couvertes par le ratio</b>	<b>8%</b>

<sup>8</sup> [Le total des expositions couvertes par le ratio correspond à la valeur brute du bilan FINREP diminuée des expositions sur les administrations centrales, les banques centrales et organismes supranationaux, et les actifs financiers détenus à des fins de négociation.](#)

#### 2.3.4.4 Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Gouvernance

### GOUVERNANCE

Risque prioritaire	Ethique des affaires			
Description du risque	Respect de la réglementation, lutte contre la corruption et la fraude, prévention des pratiques non éthiques et accessibilité à l'information.			
Indicateur clés	2021	2020	Evolution 2021 - 2020	Objectif
Taux de salariés formés à la lutte anti-blanchiment <sup>(1)</sup>	92%	75% <sup>(3)</sup>	17 pts	100%
Taux de formation des collaborateurs aux incontournables de l'éthique (code BPCE NL100075) <sup>(2)</sup>	98%	ND	ND	100%

(1) Numérateur : nombre de collaborateurs ayant suivi la formation en fonction de la récurrence réglementaire présents au 31 Déc N / Dénominateur : effectif actif au 31 Déc N. Au titre de 2021 => 2175/2340

(2) Numérateur : nombre de collaborateurs ayant suivi la formation en fonction de la récurrence réglementaire présents au 31 Déc N / Dénominateur : effectif actif au 31 Déc N. Au titre de 2021 => 2294/2340

(3) Le taux de 75,16% a fait l'objet d'un calcul proforma. Les salariés sortis au 31/12/2020 ont été enlevés de la base de calcul.

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes au sein du Groupe BPCE est décrite au chapitre 2.7.8.2 du rapport annuel.

Risque prioritaire	Sécurité des données			
Description du risque	Protection de données personnelles des salariés et des clients			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
Taux de nouveaux projets communautaires bénéficiant d'un accompagnement SSI et Privacy	87%	85%	+2 pts	Objectif Groupe : 100%
% de collaborateurs formés au RGPD (100% des effectifs sollicités – renouvellement tous les 3 ans)	98%	95%	+3 pts	96% pour tenir compte des entrées récentes de collaborateurs

### Organisation et pilotage de la filière Sécurité **des systèmes d'Information (SSI)**

Au sein du dispositif de maîtrise des risques liés aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), la Direction de la Sécurité Groupe (DSG) est notamment en charge de la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI) et de la lutte contre la cybercriminalité. La Direction de la Sécurité Groupe (DSG) est rattachée au Secrétariat Général Groupe.

La sécurité des systèmes d'information du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la Direction de la Sécurité Groupe (DSG).

La direction définit, met en œuvre et fait évoluer la politique SSI Groupe (PSSI-G).

La DSG :

- ▶ anime la filière SSI regroupant les RSSI des affiliées maisons mères, des filiales et des GIE informatiques,
- ▶ assure le pilotage du dispositif de contrôle permanent de niveau 2 et le contrôle consolidé de la filière SSI,
- ▶ initie et coordonne les projets Groupe de réduction des risques et,
- ▶ représente le Groupe auprès des instances de Place interbancaires ou des pouvoirs publics dans son domaine de compétence.

Depuis mars 2020, l'activité Gouvernance, Risques et Contrôles de second niveau de BPCE-IT a été transférée à la DSG :

- ▶ L'activité gouvernance SSI BPCE-IT est désormais sous responsabilité SSI-Groupe
- ▶ L'activité Risques et Contrôles Sécurité est quant à elle assurée au sein d'une nouvelle entité rattachée à la Direction Sécurité Groupe.

Les RSSI de Banque Populaire Rives de Paris et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au RSSI Groupe. Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- ▶ toute nomination de RSSI soit notifiée au RSSI Groupe ;
- ▶ la politique sécurité des systèmes d'information Groupe soit adoptée au sein des établissements et que chaque politique SSI locale soit soumise à l'avis du RSSI Groupe préalablement à sa déclinaison dans l'établissement ;
- ▶ un reporting concernant le niveau de conformité des établissements à la politique SSI Groupe, le contrôle permanent SSI, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées soient transmis au RSSI Groupe.

Au sein de Banque Populaire Rives de Paris, la Sécurité SI est animée par le RSSI et son suppléant, rattachés à la direction des Risques et de la Conformité. Ils maintiennent une coordination permanente avec les équipes informatiques locales et apportent un support auprès des différents métiers de la banque, en suivant les recommandations de la SSI Groupe. Un report est effectué auprès des comités faitiers Comité de Coordination de Contrôle Interne (3CI) et Comité des Risques Opérationnels et des Non Conformités (CRONC), notamment pour le bilan annuel des contrôles permanents et les éventuels arbitrages en matière de sécurité.

Le suppléant RSSI exerce aussi la fonction DPO (Data Protection Officer en protection des données à caractère personnel), garantissant la proximité entre les filières SSI et DPO.

### Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

Le Groupe BPCE a élaboré une politique de sécurité des systèmes d'information Groupe (PSSI-G), adossée à la charte risques, conformité et contrôle permanent Groupe. Cette politique définit les principes directeurs en matière de protection des systèmes d'information (SI) et précise les dispositions à respecter d'une part, par l'ensemble des établissements du



Groupe en France et à l'étranger et, d'autre part, au travers de conventions, par toute entité tierce dès lors qu'elle accède aux SI d'un ou plusieurs établissements du Groupe.

La PSSI-G constitue un cadre groupe auquel chaque établissement doit se conformer. À ce titre, Banque Populaire Rives de Paris a décrit les modalités d'application locale du cadre SSI Groupe en 2018, qui ont été validées par le 3CI le 16 novembre 2018, puis mises en œuvre.

Ces modalités s'appliquent à Banque Populaire Rives de Paris ainsi qu'à toute entité tierce, par le biais de conventions, dès lors qu'elle se connecte aux SI de la banque ou traite des données de la banque ou de ses clients.

A cette PSSI-G se rattachent les 391 règles, dont 168 règles applicables au contexte de la banque (détournage), pour lesquelles Banque Populaire Rives de Paris a évalué son niveau conformité. La PSSI-G et le détournage des règles applicables à notre établissement font l'objet d'une révision annuelle, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Dans le cadre du programme Groupe de mise en conformité aux exigences du règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD), un dispositif d'accompagnement RGPD des projets (y compris les projets digitaux) est en place avec un fonctionnement adapté au cycle de développement agile.

Le Groupe BPCE est également particulièrement vigilant en matière de lutte contre la cybercriminalité. Un Security Operation Center (SOC) Groupe unifié intégrant un niveau 1, fonctionnant en 24x7 est opérationnel.

Plusieurs actions ont été poursuivies en 2021, afin de renforcer les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité :

- ▶ Travaux de sécurisation des sites Internet hébergés à l'extérieur
- ▶ Capacités de tests de sécurité des sites Internet et applications améliorées
- ▶ Mise en place d'un programme de Divulgence Responsable des vulnérabilités par le CERT Groupe BPCE

#### Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité :

Outre le maintien du socle commun Groupe de sensibilisation des collaborateurs à la SSI, l'année 2021 a été marquée par la mise en œuvre d'un nouveau plan de formation/sensibilisation SSI et par la participation au « mois européen de la cybersécurité ».

Sur le périmètre de BPCE SA, outre les revues récurrentes des habilitations applicatives et de droits sur les ressources du SI (listes de diffusion, boîtes aux lettres partagées, dossiers partagés, etc.), la surveillance de l'ensemble des sites web publiés sur Internet et le suivi des plans de traitement des vulnérabilités sont renforcés ainsi que la surveillance du risque de fuite de données par mail ou l'utilisation de service de stockage et d'échange en ligne.

Avec l'appui du groupe BPCE, Banque Populaire Rives de Paris a déployé de nouvelles campagnes de sensibilisation et de formation des collaborateurs :

- ▶ test de phishing, campagne de sensibilisation au phishing et accompagnement des collaborateurs en situation d'échecs répétés ;
- ▶ La sensibilisation des collaborateurs intègre une campagne annuelle « cybermois » sur les menaces, une formation pour utiliser les nouveaux outils collaboratifs Office 365 en toute sécurité, et la diffusion des bons comportements à adopter en situation de télétravail.

#### Travaux réalisés en 2021

Un dispositif de pilotage global des revues de sécurité et tests d'intrusion a été mis en place pour couvrir 100% des actifs critiques des SI sur des cycles de 4 ans. Ce dispositif permet désormais de consolider l'ensemble des vulnérabilités identifiées dans le cadre des revues de sécurité et tests d'intrusion ainsi que les plans de remédiation liés dans l'outil groupe DRIVE pour un suivi centralisé.

En 2021, le chantier d'élaboration de la cartographie SSI de l'ensemble des SI du groupe s'est poursuivi.

A ce titre, chaque établissement du groupe, au regard de son rôle et de son contexte a pour objectif de dresser la cartographie SSI des SI dont il est en charge opérationnellement en s'appuyant sur la méthodologie groupe articulant les approches SSI avec celle des métiers.

Un référentiel groupe de contrôle permanent de niveau 1 est en cours de constitution avec un groupe de travail chargé d'adapter le plan de contrôle au contexte des établissements. La livraison aux établissements dans l'outil Drive est planifiée sur le 1er semestre 2022.

Par ailleurs Banque Populaire Rives de Paris a mené un exercice de gestion de Crise sur un cas d'attaque cyber chez un prestataire avec fuite de données de clients, et a donné lieu à un plan d'action.

Risque prioritaire	Empreinte territoriale			
Description du risque	Agir en tant qu'employeur et acheteur en étant présent de façon adaptée dans les territoires			
Indicateurs clés	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
Montants décaissés Fondation BPRI	449 816	592 237	-24.05%	75% de l'alloué année N-1
<i>Cette évolution à la baisse s'explique par le fait que de nombreux projets menés par les associations subventionnées ont été reportés à cause de la COVID. Les associations disposent toutefois de 3 ans pour demander le déblocage des fonds.</i>				
Emploi direct	2523	2536	-0,51%	

#### En tant qu'employeur

La Banque Populaire Rives de Paris est l'un des principaux employeurs en région Ile de France.

Avec 2523 collaborateurs fin 2021 dont 95.24% en CDI, elle garantit et crée des emplois ancrés sur son territoire.

#### Répartition de l'effectif par contrat

	2021		2020	
	nb	%	nb	%
CDI y compris alternance	2403	95,24%	2443	96,33%
CDD y compris alternance	120	4,76%	93	3,67%
TOTAL	2523	100%	2536	100%

#### En tant qu'acheteur

La Banque Populaire Rives de Paris a également recours à des fournisseurs locaux : en 2021, 78% de ses fournisseurs sont implantés sur son territoire.

#### En tant que mécène

L'engagement en termes de mécénat de la Banque Populaire Rives de Paris s'inscrit au cœur de l'histoire, de l'identité et des valeurs des Banques Populaire. Dans le prolongement de cet engagement historique, la Banque Populaire Rives de Paris est aujourd'hui l'un des premiers mécènes de son territoire. Les axes privilégiés sont :

- ▶ L'insertion Sociale (ADIE, Créa, Réseau Entreprendre...)
- ▶ L'accès à la culture pour tous (Paris Musées, Association Eric Tabarly...)

Les multiples partenariats non commerciaux du réseau des Banques Populaires et ses actions de mécénat menées en faveur de la société civile sont valorisés à travers le dividende coopératif & RSE.

#### Soutien et accompagnement des associations du territoire

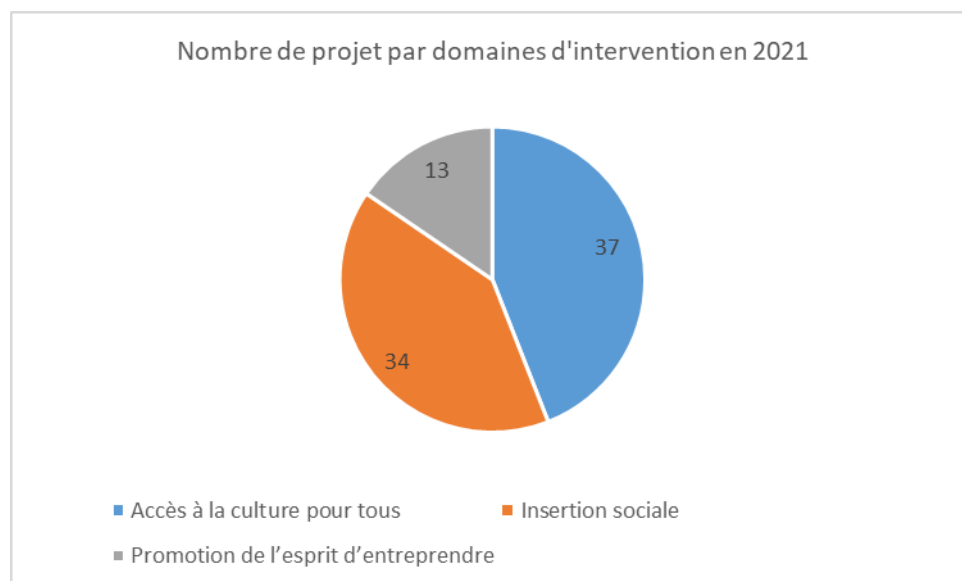
La Banque Populaire Rives de Paris, acteur engagé sur son territoire, se mobilise aux côtés des associations de proximité qui œuvrent en faveur de l'intérêt général. En 2021, son mécénat a représenté près de 184 582€.

La Banque Populaire Rives de Paris s'engage dans des actions en faveur de la société civile dans de multiples domaines. Elle est ainsi particulièrement impliquée en faveur du soutien à la création d'entreprises (notamment via la microfinance), de l'insertion et de la solidarité et soutient activement le monde de l'éducation et de la recherche.

Afin de structurer sa démarche de mécénat, la Banque Populaire Rives de Paris s'est dotée de sa propre fondation d'entreprise. Cette fondation a pour objet d'accompagner les associations ou organismes de sa région qui agissent en faveur de l'insertion, de l'accès à la culture pour tous et de la promotion de l'entrepreneuriat. Fin 2021, il a été décidé d'intégrer un quatrième domaine d'intervention : l'innovation santé et environnement. Pour soutenir ce nouvel axe, la Banque Populaire Rives de Paris augmentera la dotation versée à la Fondation en versant 700 000 euros en 2022 contre 600 000 euros en 2021.

Cette stratégie de mécénat se veut adaptée aux besoins du territoire. Ainsi, elle est définie par les instances dirigeantes de la Banque Populaire Rives de Paris. Elle mobilise les administrateurs qui participent aux comités de décision, au suivi et à l'évaluation des projets. **Pour en savoir plus** Fondation Banque Populaire Rives de Paris | BPRI.

#### Fondation Banque Populaire Rives de Paris



En 2021, la fondation a contribué au développement économique et social de son territoire à hauteur de 450 849 euros en soutenant **84 projets**, ce qui représente une hausse de 44,39% (311 519€ en 2020, une année particulière en raison de la crise sanitaire).

Les associations aidées sont sélectionnées par le conseil d'administration de la fondation composé de :

- ▶ trois administrateurs de la banque
- ▶ deux représentants de la banque
- ▶ trois personnalités externes qualifiées dans les domaines de l'insertion, de la promotion de l'entrepreneuriat et de l'accès à la culture pour tous

Les associations lauréates de la Fondation sont mises à l'honneur à travers différentes remises de prix au niveau local dans les agences de la Banque Populaire Rives de Paris ou lors d'événements organisés par les associations. La Fondation organise également, chaque année, une remise de prix départementaux : 7 associations sont mises à l'honneur lors d'un événement organisé au siège de la banque et reçoivent une subvention complémentaire.

La Fondation Banque Populaire Rives de Paris a également noué des partenariats institutionnels à hauteur de 231 900 euros. Ces partenariats ont par exemple permis d'accompagner des projets de l'ADIE, de la Fondation de l'Université de Cergy Pontoise, du Collège des Bernardins et de Paris Musées.

#### **La Fondation d'entreprise Banque Populaire**

La Banque Populaire Rives de Paris soutient la Fondation Banque Populaire, instrument de mécénat national des 14 Banques Populaires et de leurs sociétaires depuis 1992. Accompagner la réussite, c'est la mission des Banques Populaires depuis leur origine. Leur Fondation d'entreprise décline ce crédo avec un engagement dans la durée en faveur de l'initiative individuelle et de la jeunesse, dans les domaines de la musique classique, du handicap et de l'artisanat d'art.

En tirant parti de sa présence territoriale, de l'expertise de ses jurys, et des anciens lauréats, la Fondation a constitué un large réseau démontrant que la réussite est multiple et à la portée de tous. En 2021, la Fondation a ainsi déjà accompagné 33 projets de vie (922 depuis sa création).

Pour les sociétaires, les clients comme pour les collaborateurs, les lauréats de la Fondation incarnent l'engagement coopératif et sociétal des Banques Populaires en portant leurs valeurs de solidarité, d'esprit d'entreprendre et de goût pour l'innovation. Pour savoir plus : <https://www.fondationbanquepopulaire.fr/>

#### Partenariats nationaux

En cohérence avec les actions des Banques Populaires sur leur territoire, la Fédération Nationale des Banques Populaires (FNBP) insuffle et porte une politique de partenariats et de mécénat via son Fonds de dotation qui a pour priorités d'action l'emploi-insertion par l'entrepreneuriat et le soutien à des Chaires de recherche. En 2021, le soutien à l'ADIE -association

qui finance, conseille et accompagne des micro- entrepreneurs dans la création et le développement de leur activité- reste prégnant, tout comme celui à Entreprendre pour Apprendre, association qui sensibilise et développe les compétences entrepreneuriales des jeunes. Depuis 2015, la FNBP développe son soutien à des Chaires de recherche : financement de projets de recherche sur la gouvernance coopérative avec la Burgundy School of Business, de travaux sur la différence coopérative avec la Chaire Lyon 3 **Coopération ou encore d'études sur la performance des territoires en matière d'innovation avec la Chaire de l'immatériel, Paris Sud. Dans le domaine du « Droit privé des activités économiques et des coopératives financières », la FNBP apporte son soutien au concours annuel de thèses organisé par l'IFJD (Institut Louis Joinet).**

### Soutien à la voile

Depuis près de 25 ans, la Banque Populaire mène également une politique de sponsoring dans la voile en étant compétiteur et soutien au développement de ce sport. **Cette stratégie originale fait d'elle un acteur impliqué dans toutes les dimensions de la voile, de l'initiation en club à la compétition du plus haut niveau et ce, sur l'ensemble du territoire français. Armateur de voiliers de compétition depuis 1989, partenaire de la Fédération Française de Voile depuis l'an 2000, la Banque Populaire affirme durablement son engagement dans la voile.**

Risque secondaire	Diversité des dirigeants			
Description du risque	Indépendance, diversité et représentativité au sein des instances de gouvernance			
Indicateur clé	2021	2020	Evolution 2020 - 2021	Objectif
Part de femmes au sein du conseil d'administration	46%	43%	+3 PTS	Objectif groupe 40%

### **Composition des Conseils d'Administration**

En 2021, la Banque Populaire Rives de Paris compte 15 administrateurs (et 1 censeur) qui enrichissent les débats des conseils d'administration dans l'intérêt de l'ensemble des clients et des sociétaires. Ce sont des créateurs de valeurs (chefs d'entreprise, chercheurs, enseignants...) qui sont impliqués dans la dynamique du développement économique et social de leur région.

Lors de l'examen de toutes candidatures au mandat de Directeur général et/ou Directeur général délégué et au mandat de membre du Conseil, le comité des nominations s'appuie sur les objectifs définis dans la politique de diversité adoptée par le Conseil.

En application de cette politique de diversité, le comité des nominations doit poursuivre un objectif de diversité parmi les **dirigeants effectifs et au sein du Conseil d'administration** c'est-à-dire une situation où les caractéristiques desdits dirigeants et dudit conseil diffèrent à un degré assurant une variété de points de vue, étant rappelé que le caractère coopératif de la Banque Rives de Paris contribue largement à favoriser la diversité.

Le Comité des nominations s'assure que les aspects suivants de diversité sont bien observés :

- ▶ formation,
- ▶ parcours professionnel,
- ▶ âge,
- ▶ objectif quantitatif relatif à la représentation du sexe sous-représenté,
- ▶ représentation géographique équilibrée,
- ▶ représentation des différents types de marché,
- ▶ représentation des catégories socioprofessionnelles dominantes du sociétariat de la Banque Populaire,
- ▶ respect des critères de compétence collective tels **que visés dans l'évaluation du Conseil.**

**Aucun des critères précités ne suffit seul à constater la présence ou l'absence de diversité qui est appréciée collectivement au sein de l'organe de direction. En effet, le Comité des nominations doit s'attacher à la complémentarité des compétences techniques et la diversité des cultures et des expériences dans le but de disposer de profils de nature à enrichir les angles d'analyse et d'opinion sur lesquels l'organe de direction peut s'appuyer pour mener ses discussions et prendre ses décisions, favorisant ainsi une bonne gouvernance.**

La Banque Populaire Rives de Paris, dans le cadre des dispositions légales prévues par le Code monétaire et financier (articles L. 511-98 et L. 511-100), évalue périodiquement, et au moins une fois par an le fonctionnement de son Conseil d'administration. Cette mission est confiée au Comité des Nominations qui formule des recommandations sur les évolutions souhaitables quant à la composition de ce dernier en vue d'atteindre les objectifs de diversité.

## Formation des administrateurs

La Banque Populaire Rives de Paris veille avec l'appui de la FBNP, à l'adéquation des contenus de formation des élus avec les exigences et responsabilités de leur fonction au sein des conseils d'administration.

Education, formation, information	2021	2020*
Conseils d'administration : pourcentage des membres ayant suivi au moins une formation sur l'année (en %)	76%	25%
Conseils d'administration : nombre moyen d'heures de formation par personne (en heures)	8,8h	8h

\* données corrigées

Leur formation est construite pour veiller à la compétence individuelle et collective des membres des conseils d'administration.

Les formations proposées permettent d'appréhender et comprendre les évolutions et les enjeux du secteur bancaire.

Depuis 2014, la Banque Populaire Rives de Paris s'appuie sur le plan de formation, et les outils, élaborés par la FBNP afin de répondre aux exigences du régulateur.

Celui-ci traite de thématiques liées aux sept compétences clefs retenues par la BCE, mais aussi des sujets liés à la RSE et à l'impact de la transformation digitale sur le modèle bancaire.

Un bilan annuel des formations a été mis en place, par Banque Populaire et administrateur, afin de suivre :

- ▶ Le nombre de formations réalisées
- ▶ Le nombre d'heures de formation effectuées
- ▶ La diversité des formations suivies
- ▶ Le taux de satisfaction

Le programme de formation permet aux administrateurs de définir les meilleures orientations et de nourrir les débats des instances de la Banque Populaire Rives de Paris, dans l'intérêt de l'ensemble de ses clients et sociétaires.

Les 21 et 22 octobre 2021, l'ensemble des administrateurs des Banques Populaires se sont retrouvés à Strasbourg pour participer à leur Université avec trois objectifs majeurs : porter un autre regard, notamment cette année sur les enjeux européens, valoriser la différence coopérative Banque Populaire et créer du lien et de la fierté d'appartenance.

Risque secondaire	Vie coopérative		
Description du risque	Veiller à la participation des sociétaires à la gouvernance coopérative. Assurer la formation des administrateurs. Communiquer sur le statut coopératif en interne et en externe		
Indicateurs clés	Données 2021	Données 2020	Evolution 2020 - 2021
NPS (Net Promoter Score) clients sociétaires annuel	17	9	+8pts

## L'animation du modèle coopératif

Les Banques Populaires, dont la Banque Populaire Rives de Paris, sont des sociétés soumises à un régime juridique spécifique conforme aux valeurs des coopératives :

- ▶ Une rémunération limitée du capital hors de toute spéculation ;
- ▶ Des réserves impartageables transmises aux générations futures ;

Le sociétaire dispose d'une double qualité : il est à la fois détenteur et utilisateur de sa coopérative ;

- ▶ Une organisation qui fonde sa performance économique sur l'efficacité collective et la gestion sur le long terme ;
- ▶ La primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel ;
- ▶ Un ancrage dans les territoires favorisant leur développement (organisation décentralisée).

Les Banques Populaires ont défini conjointement de manière volontaire, un ensemble d'indicateurs répondant aux 7 grands principes de l'Alliance Coopérative Internationale pour évaluer leurs pratiques coopératives.

#### Adhésion volontaire et ouverte à tous

L'adhésion à la Banque Populaire Rives de Paris est un acte libre et volontaire, sans discrimination de sexe, d'origine sociale, ethnique, religieuse ou politique.

Adhésion volontaire et ouverte à tous	2021	2020
Nombre de sociétaires	203 722	200 729
Évolution du nombre de sociétaires (en %)	1,49	1,1
Taux de sociétaires parmi les clients (en %)	28,07	28,01
Évolution du taux de sociétaires parmi les clients	0,06	-0,14
Recommandation sociétaires NPS *	17	9
Satisfaction Sociétaires TS-I**	29	25
Répartition du sociétariat	80,62% des sociétaires sont des particuliers 16,66% des professionnels 2,72% des entreprises	80,01% des sociétaires sont des particuliers 17,00% des professionnels 2,99% des entreprises

\* Le Net Promoteur Score (NPS) se calcule en faisant la différence entre la part de Promoteurs (notes 9 et 10) et la part de Détracteurs (notes 0 à 6).

\*\* L'indicateur de satisfaction TS - I est le différentiel entre la part de clients Très Satisfaits (modalité "Très satisfait(e)") et la part de clients Insatisfaits (modalités

#### Pouvoir démocratique exercé par les membres

Les sociétaires se réunissent chaque année pour participer à l'assemblée générale de la Banque Populaire Rives de Paris, élire les administrateurs et voter les résolutions. Le vote des sociétaires est historiquement à la proportionnelle. Un homme = 0,25% maximum des voix exprimées en assemblée générale.

Pouvoir démocratique des membres	2021	2020
Taux de vote à l'assemblée générale	17,12%	21,98%
Nombre de membres du conseil d'administration	15	16
Nombre de censeurs	1	1
Taux de participation des administrateurs aux conseils d'administration	89,00%	91,00%
Taux de femmes membres du conseil d'administration	46,00%	43,00%
Nombre de réunions de comités spécialisés issus du conseil d'administration	14 réunions : 4 comités d'audit, 4 comités des risques, 2 comités sociétariat et RSE, 3 comités des rémunérations, 1 comité des nominations	13 dont : 4 comités d'audit, 4 comités des risques, 2 comités sociétariat et RSE, 2 comités des rémunérations, 2 comités des nominations

### Participation économique des membres

La rémunération des parts sociales est plafonnée. Les excédents sont en grande partie affectés aux réserves. L'actif net est impartageable.

Participation économique des membres	2021	2020
Valeur de la part sociale	50 €	50 €
Taux de rémunération de la part sociale	1,40%	1,20%
Montant moyen de détention de parts sociales par sociétaire	5 224 €	5 184 €
Redistribution des bénéfices	Pourcentage du résultat net redistribué sous forme d'intérêt aux parts sociales : 16,7 %	Pourcentage du résultat net redistribué sous forme d'intérêt aux parts sociales : 21,3 %
Concentration du capital	4,68 % des sociétaires détiennent 50% du capital de la Banque Populaire Rives de Paris	4,50 % des sociétaires détiennent 50% du capital de la Banque Populaire Rives de Paris

### Autonomie et indépendance

La Banque Populaire Rives de Paris est une banque de plein exercice. Les parts sociales ne s'échangent pas sur les marchés et ne sont pas cotées en bourse. La banque est détenue à 100% par ses sociétaires.

Coopération entre les coopératives

La Banque Populaire Rives de Paris est membre de Coop FR, organisme de représentation du mouvement coopératif en France. Elle est représentée au sein du Conseil Supérieur de la Coopération par la Fédération Nationale des Banques Populaires. Elle soutient la Chambre Régionale d'Economie Sociale et Solidaire sur son territoire.

### Evolution du sociétariat

La Banque Populaire Rives de Paris notamment via son Comité Sociétariat & RSE, suit régulièrement différents indicateurs relatifs à son sociétariat (pratiques de commercialisation et de rémunération des parts sociales, évolution du capital social et distribution entre les sociétaires, etc.).

### Animation du sociétariat

Les 203 722 sociétaires de la Banque Populaire Rives de Paris constituent le socle de son modèle coopératif. Ils détiennent son capital social. Ils votent lors de l'assemblée générale et élisent directement les administrateurs qui les représentent au sein du conseil d'administration. En 2021, ce sont plus de 27% des sociétaires qui se sont exprimés en votant. L'assemblée générale de la Banque Populaire Rives de Paris s'est, cette année encore, déroulée à huis clos, conformément à la réglementation mise en place dans le contexte de la crise de la Covid-19. Néanmoins, elle a mis en place un vote en ligne, un système de questions/réponses à distance ainsi qu'une retransmission vidéo en direct de l'assemblée générale.

Consciente de l'importance d'engager ses sociétaires dans sa gouvernance coopérative, la Banque Populaire Rives de Paris organisait un certain nombre de réunions et d'événements en plus de l'Assemblée Générale en avant la crise sanitaire de 2020. En effet, depuis 2017, la Banque Populaire Rives de Paris avait déployé un nouveau modèle d'événements dédiés aux sociétaires appelé « rencontre coopérative ». Lors de ces réunions en agence puis lors de soirées dédiées, les sociétaires pouvaient échanger avec les dirigeants et les administrateurs sur l'actualité de leur banque.

Ces rencontres coopératives ont pour vocation une meilleure connaissance de la banque, de ses valeurs, de son actualité et une écoute des sociétaires de la Banque Populaire Rives de Paris.



Les principaux objectifs de ces rencontres sont :

- ▶ **De créer encore plus de lien en regroupant lors d'un même événement les sociétaires de toutes les agences d'un secteur ;**
- ▶ **De donner une plus grande notoriété à l'événement en invitant l'ensemble des sociétaires du secteur ;**
- ▶ **De donner encore plus la parole à ses partenaires tout en continuant à valoriser des initiatives locales portées par des associations soutenues par sa fondation d'entreprise ;**
- ▶ **De proposer aux sociétaires de découvrir un lieu emblématique du territoire de la Banque Populaire Rives de Paris en organisant désormais ces événements en dehors des locaux de la banque.**

**Le contexte sanitaire de 2021 tout comme celui de 2020 n'a pas permis de tenir les réunions sur ce format fortement plébiscitée par les sociétaires.**

Afin de préserver ce lien fort avec ceux-ci, la Banque Populaire Rives de Paris a ouvert virtuellement et en exclusivité, les portes de **2 expositions emblématiques de l'année 2021 :**

- ▶ **Matisse comme un roman** au Centre Georges Pompidou
- ▶ **Napoléon, l'exposition** à la Grande hall de la Villette

**Ainsi, plus de 5000 sociétaires ont assisté à la retransmission vidéo de chacune de ces visites. Cette démarche s'est inscrite en totale cohérence avec le soutien de la culture, l'un des axes de la Fondation de la Banque Populaire Rives de Paris, secteur fortement touché par la crise. Le format court, réservé uniquement à nos sociétaires a été très apprécié. Il sera reconduit dans les années à venir en complément d'une reprise des événements en présentiel, dès que le contexte sanitaire le permettra.**

Depuis 5 ans, la Banque Populaire Rives de Paris s'impliquait dans la « Faites de la Coopération », semaine de sensibilisation et d'échanges autour de la coopération et du modèle coopératif Banque Populaire, qui s'inscrit dans le mois de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), en novembre. Du fait de la crise sanitaire, cette 5ème édition n'a pas pu se tenir. Au niveau national des actions ont été organisées par la FNBP, parmi lesquelles : **des supports d'informations sur le circuit de l'argent ont été produites. L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une volonté de renforcer la pédagogie sur le statut coopératif de la banque auprès des collaborateurs, des clients (sociétaires ou non), des agences de notation, des régulateurs, etc.**



## 2.2.5 NOTE METHODOLOGIQUE

### Méthodologie du reporting RSE

La Banque Populaire Rives de Paris s'efforce de fournir une vision sincère et transparente de ses actions et de ses engagements en termes de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

### Elaboration et actualisation du modèle d'affaires

Les schémas « modèle d'affaire » et « écosystème » ont été construits et proposés par le Groupe BPCE et la FNBP. Ces schémas ont ensuite été validés par la Banque Populaire Rives de Paris.

NOS RESSOURCES		
THEMATIQUE	INDICATEUR	PRECISIONS
Nos clients et sociétaires	XXX millions de clients	Client particuliers, professionnels et entreprises au 31/12
	% de sociétaires parmi les clients	Nombre de sociétaires au 31.12/nombre total de clients
	XX administrateurs	Nombre d'administrateurs au 31/12
Notre capital humain	XX collaborateurs au siège et en agences	Total EFFECTIF ETP MENSUEL MOYEN CDI + CDD (hors alternance et stagiaires vacances) Ce calcul d'ETP correspond à l'indicateur 1.1.3 du bilan social
	XX % indice égalité femmes-hommes	BILAN SOCIAL Donnée N-1 si la donnée N est indisponible
	XX % d'emplois de personnes handicapées	BILAN SOCIAL Donnée N-1 si la donnée N est indisponible
Notre capital financier	XX Md€ de capitaux propres	Stock de capitaux dont dispose l'entreprise (capital social + réserves, après affectation des résultats)
	Ratio de solvabilité	Le ratio de solvabilité européen était un ratio minimum de fonds propres applicable aux banques, défini par la directive 89/647/CEE du Conseil, du 18 décembre 1989, relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit. Il est l'application du ratio Cooke défini dans l'accord de Bâle 1. INDICATEUR OPTIONNEL
Notre capital Immobilier	XXX agences et centres d'affaires dont X bâtiment(s) certifié(s) durable(s)	Ne pas compter les agences virtuelles Précisez le label

# NOTRE CREATION DE VALEUR

THEMATIQUE	INDICATEUR	PRECISIONS
Pour nos clients et sociétaires	XX € d'intérêt aux parts sociales	Il s'agit des intérêts versés aux parts sociales au bénéfice des sociétaires, et non du capital social des Banques Populaires. Le taux de rémunération est généralement connu en mai-juin de chaque année pour le capital social de l'année d'avant. C'est pourquoi il convient d'indiquer la donnée "N-1".
	XX € de mise en réserve pour assurer la pérennité de l'entreprise et financer l'avenir	Contribution annuelle aux réserves impartageables (a minima 15% des résultats); nb: Donnée N-1 disponible en juin de l'année N,
Pour l'économie du territoire <b>Via nos financements</b>	XX Mds € de Prêts Garantis par l'Etat (environ XX prêts)	Montant des encours des PGE et nombre de PGE octroyés sur l'ensemble des marchés concernés.
	XX Mds € d'encours de fonds ISR et solidaires	Montant des encours ISR (assurance vie, CTO, PEA)
	XX Mds € d'encours de financement à l'économie dont...	
	XX Mds € auprès des professionnels	
	XX Mds € auprès de l'agriculture	Code NACE
	XX Mds € auprès des PME	
	XX Mds € auprès de l'artisanat	
	XX Mds € auprès de l'ESS	Codes NAF et catégories juridiques ; Montant de la dette = Capital restant dû à la fin du mois M : Sommes des montants qui restent à rembourser (hors intérêts) pour tous les contrats du type Crédit, dont la date d'ouverture est inférieure au mois M et dont la date de fin est supérieure au mois M. Il s'agit des crédits qui ne sont pas en contentieux.
	XX Mds € dans l'innovation	Prêts Innov&Plus
Pour l'économie du territoire <b>Via notre fonctionnement</b>	X M€ d'achats auprès de XX% de fournisseurs locaux	Part du montant total dépensé avec les fournisseurs de l'entité qui ont leur adresse de facturation dans le territoire banque de l'entité concernée Information à intégrer pour les banques disposant de la donnée n. Vous avez également la possibilité de publier la donnée n-1 en précisant via une note de bas de page.
	XX M€ d'impôts locaux	Impôts fonciers, contribution économique territoriale, taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement et taxe annuelle sur les bureaux en Ile de France (pour les entités concernées) (exclus : impôt sur les sociétés car impact national); nb: Les données de l'année N-1 sont disponibles au 1er juin de l'année N (écart d'exercice);
Pour nos talents	X M€ de salaires des collaborateurs au siège et en agences	Indicateur : 2.1.1.1 MASSE SALARIALE ANNUELLE GLOBALE (en milliers d'Euros) Masse salariale annuelle totale, au sens de la déclaration annuelle des salaires. On entend par masse salariale la somme des salaires effectivement perçus pendant l'année par le salarié. Prend en compte la somme des éléments de rémunération soumis à cotisations sociales au sens de la DSN pour tous les salariés. Cette masse salariale s'entend hors intéressement, participation, abondement à un PEE et hors charges patronales.
	X recrutements en CDD, CDI et alternants	Ce calcul d'ETP correspond à l'indicateur 1.1.3 du bilan social du Groupe BPCE
Pour la société civile	XX M€ d'engagement sociétal (mécénat et partenariats non commerciaux)	Mécénat et partenariats non commerciaux : montants décaissés sur l'exercice au profit de projets dont l'objet est conforme à l'intérêt général (avec ou sans reçus fiscaux)
	XX M€ de refinancements des structures de microcrédits	Initiative France
Pour l'environnement	XX M€ de financements pour la transition environnementale	Montant de financement de la transition énergétique (production annuelle): énergies renouvelables (financement de projets structurés + financements corporate 100% EnR) + bâtiment vert (= Eco PTZ + PREVair/Crédit DD + PROVair) ET Total des FCPE ISR et solidaires commercialisés (BP) en €
	XX% d'achats d'électricité renouvelable	

## Choix des indicateurs

La Banque Populaire Rives de Paris s'appuie sur une analyse de ses risques extra-financiers proposée par BPCE.

Cette analyse fait l'objet d'une actualisation chaque année, afin de prendre en compte :

- ▶ Les recommandations exprimées par la filière RSE ;
- ▶ Les remarques formulées par les Commissaires aux comptes/organismes tiers indépendants dans le cadre de leur mission de vérification ;
- ▶ L'évolution de la réglementation.

Le référentiel BPCE fait l'objet d'un guide utilisateur sur lequel la Banque Populaire s'est appuyée pour la réalisation de sa Déclaration de performance extra-financière. Elle s'est également basée, pour les données carbone, sur le guide méthodologique fourni par BPCE.

## Financement de la transition énergétique.

Pour 2021 le périmètre retenu est celui du plan stratégique BPCE 2024 et afin d'intégrer les nouvelles offres déjà mises en marché en 2021.

Le KPI comprend les prêts PTZ, les ECOPTZ, les ECOPTZ copropriétés, les prêts consommations (prêts travaux DD, prêts rénovation énergétiques, prêt auto DD) et pour les entreprises les PROVAIR

Les changements concernent :

- ▶ **l'insertion dans cet indicateur les montants financés avec un PTZ.** En effet les PTZ sont des prêts réglementés qui permettent aux ménages de financer une partie de leur logement neuf (par définition performant puisqu'aux normes RT2012) ou ancien éco-conditionné.
- ▶ **l'intégration d'un nouveau prêt consommation :** prêt rénovation

Les financements en prêt consommation peuvent être utilisés pour financer l'installation de panneaux photovoltaïques sur la maison du client.

## Emissions de gaz à effet de serre

### ◆ Nouveaux indicateurs bilan carbone

Dans le cadre de l'amélioration et de la modernisation continue du Bilan carbone, les indicateurs ci-dessous ont été intégrés à partir du Bilan carbone 2021 :

- ▶ Nombre de jours en télétravail
- ▶ **Consommation d'électricité verte (Engie, GEG, EDF ou autres)**
- ▶ Nombre de véhicules électriques de service et de fonction
- ▶ Nombre de véhicules hybrides rechargeables de service et de fonction
- ▶ **Nombre d'écran subventionnés pour le télétravail**
- ▶ Déplacements professionnel et personnel réalisés en voiture électrique
- ▶ Déplacements professionnel et personnel réalisés en voiture hybride rechargeable

Le résultat de l'évaluation de l'empreinte carbone des portefeuilles n'est pas présent dans cette DPEF. Les émissions communiquées sont sur la base des postes analysés.

## Exclusions

Du fait de l'activité de la Banque Populaire Rives, certaines thématiques relatives au Décret du 24 avril 2012 et à l'article 4 de la loi du 11 février 2016 relative à la lutte contre le changement climatique n'ont pas été jugées pertinentes. C'est le cas pour : l'économie circulaire, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable compte tenu de notre activité de service.

## Comparabilité

La Banque Populaire Rives de Paris fait le choix de ne communiquer, cette année, que sur un seul exercice pour certains indicateurs dont la définition aurait été modifiée par rapport à 2020, ainsi que pour les indicateurs publiés pour l'exercice 2021 mais pas en 2020.

## Période du reporting

Les données publiées couvrent la période du 1er janvier 2021 au 31 Décembre 2021.

Dans le cas où les données physiques ne sont pas exhaustives, les contributeurs ont procédé à des calculs d'ordre de grandeur pour estimer les données manquantes, à partir de ratios moyens fournis par BPCE.

### Disponibilité

La Banque Populaire Rives de Paris **s'engage à publier sa déclaration de performance extra-financière** sur son site Internet pendant 5 ans : [Qui sommes-nous ? | Banque Populaire](#)

### Rectification de données

Si une donnée publiée dans le rapport de gestion en année N-I **s'avère être erronée, une rectification sera effectuée** avec un \* au niveau de la donnée.

### Périmètre du reporting

Pour l'exercice 2021, le **périmètre de reporting pour les indicateurs RSE** concerne la Banque Populaire Rives de Paris.

L'objectif visé par la Banque Populaire Rives de Paris à terme est de répondre à son obligation réglementaire d'une consolidation de son reporting RSE sur un périmètre de consolidation statutaire (le même que celui utilisé pour la publication des comptes). Toutefois, la satisfaction de l'obligation réglementaire se fera au fur et à mesure. **Le périmètre retenu pour l'exercice 2021 a été déterminé selon le champ du possible. Le périmètre s'élargira chaque année pour se rapprocher du périmètre de consolidation statutaire.**

## 2.2.6 RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT LA DPEF FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION.



61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France  
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0)1 49 97 60 01  
[www.mazars.fr](http://www.mazars.fr)

## **Banque Populaire Rives de Paris**

### **Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion**

Exercice clos le 31/12/2021

## BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS

Société Anonyme coopérative à capital variable au capital de 1 064 238 950 €

Siège social : 76 Avenue de France – 75013 Paris

RCS 552 002 313

## Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux sociétaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la Banque Populaire Rives de Paris, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1058 (portée d'accréditation disponible sur le site [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques (constatées ou extrapolées) de la déclaration consolidée de performance extra-financière, préparées selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (ci-après respectivement les « Informations » et la « Déclaration »), présentées dans le rapport de gestion de la société en application des dispositions des articles L. 225 102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

### Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

### Préparation de la déclaration de performance extra-financière

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.



## Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

## Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration :

- de sélectionner ou d'établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et par ailleurs les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie en appliquant le Référentiel de l'entité tel que mentionné ci-avant.

## Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- la sincérité des informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables..



## Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225 1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention tenant lieu de programme de vérification et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée).

## Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

## Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre décembre 2021 et mars 2022 sur une durée totale d'intervention de 3 semaines.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions financières, des marchés, des ressources humaines, des engagements, des risques et de la conformité, de la logistique, de la communication, de la transformation et de la qualité.

## Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225 102 1 en matière sociale et environnementale ;

- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2ème alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
  - o apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
  - o corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Nos travaux ont été réalisés au niveau en central, auprès des directions contributrices ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :
  - o des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
  - o des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés en central et couvrent 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

L'organisme tiers indépendant,

Mazars SAS

Paris La Défense, le 16 mars 2022



Edwige REY

Associée RSE & Développement Durable

## Annexe : Informations considérées comme les plus importantes

Informations qualitatives (actions et résultats) relatives aux principaux risques

- Employabilité et transformation des métiers ;
- Diversité de salariés ;
- Conditions de travail ;
- Actions en faveur de l'inclusion financière ;
- Relation durable client ;
- Protection des clients & transparence de l'offre ;
- Financement de la Transition Energétique ;
- Financement de l'économie réelle et des besoins sociétaux ;
- Ethique des affaires, transparence et respect des lois ;
- Empreinte socio-économique et implication dans la vie des territoires ;
- Sécurité et confidentialité des données.

Indicateurs quantitatifs incluant les indicateurs clés de performance

- Effectifs au 31.12 ;
- Taux de femmes cadres CDI ;
- Taux de fréquence des accidents de travail et de trajet ;
- Nombre de collaborateurs en télétravail ;
- Nombre de salariés formés ;
- Taux de salariés ayant suivi au moins une formation dans l'année ;
- Taux d'absentéisme maladie ;
- Montant des crédits d'équipements, CBM inclus, sur tous les clients professionnels et entreprises ;
- Montant de financement de la transition écologique ;
- Encours ISR et solidaires (CTO/PEA et ASV) ;
- Montants décaissés fondation BPRI
- Emplois directs ;
- Taux d'équipement de la clientèle éligible OCF ;
- Taux de contact de la clientèle éligible ;
- NPS (net promoter score) client annuel et tendance ;
- Indice de qualité du contrôle (IQC) rattaché aux indicateurs de bonne conduite du personnel et protection de la clientèle ;
- Taux de salariés formés à la lutte anti-blanchiment ;
- Taux de collaborateurs formés au code de bonne conduite ;
- Pourcentage de collaborateurs formés au RGPD (100% des effectifs sollicités – renouvellement tous les 3 ans) ;
- Taux de nouveaux projets groupe bénéficiant d'un accompagnement SSI et Privacy



## 2.3 ACTIVITES ET RESULTATS CONSOLIDES DE L'ENTITE

Les résultats présentés ci-dessous, sauf précision contraire, correspondent aux comptes consolidés en conformité avec le référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS) tel qu'adopté par l'Union Européenne et applicable à cette date.

L'entité consolidante est constituée de la Banque Populaire Rives de Paris et des deux Sociétés de Cautionnement Mutuel (Socama Rives de Paris et Habitat Rives de Paris). Les sociétés Rives Croissance, Société Equinoxe sont consolidées par intégration globale.

	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
Banque Populaire Rives de Paris			Entité consolidante
Socama Rives de Paris	10,09%	100%	Entité consolidante
Habitat Rives de Paris	5,51%	100%	Entité consolidante
Rives Croissance	100,00%	100%	Intégration globale
Société Equinoxe	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Master Home Loans (1)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Master Home Loans Demut (1)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Consumer Loans (2)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Consumer Loans Demut (2)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2017_5 (3)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2017_5 Demut (3)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2018_10 (4)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2018_10 Demut (4)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2019_10 (5)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2019_10 Demut (5)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2020_10 (6)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2020_10 Demut (6)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2021_10 (7)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2021_10 Demut (7)	100,00%	100%	Intégration globale

(1) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans et FCT BPCE Master Home Loans Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 mai 2014.

(2) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Consumer Loans et FCT BPCE Master Consumer Loans Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 27 mai 2016.

(3) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et FCT BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 22 mai 2017.

(4) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2018\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2018\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 Octobre 2018.

(5) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2019\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2019\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 Octobre 2019.

(6) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2020\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2020\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 28 Octobre 2020.

(7) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2021\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2021\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 Octobre 2021.

Le contrôle exclusif s'apprécie par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise et résulte soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote, soit de la possibilité de désigner ou de révoquer la majorité des membres des organes de direction ou du droit d'exercer une influence dominante, en vertu d'un contrat de gestion ou de clauses statutaires.

### 2.3.1 RESULTATS FINANCIERS CONSOLIDES

#### Un développement soutenu.

Au titre de l'activité clientèle dans les livres de la Banque Populaire Rives de Paris, l'encours moyen des dépôts monétaires a progressé de 9,9 % tiré par la croissance des dépôts à vue. Cet encours atteint 21,9 milliards d'euros. Les ressources financières progressent de 8,5 % et représentent 6,1 milliards d'euros ; les encours d'assurance-vie, l'un des produits favoris des Français, progressent de 6,5 % sur l'année.

Cette épargne bancaire est indispensable pour développer le crédit. Ainsi, tout au long de l'année, la Banque Populaire Rives de Paris a continué de financer les projets de ses clients : ce sont 5,2 milliards d'euros de crédits qui ont été réalisés sur l'année 2021 dont 3,4 milliards d'euros de prêts immobiliers et prêts à la consommation et 1,8 milliard d'euros au profit de la clientèle de professionnels et entreprises. Cette dynamique se retrouve dans l'évolution très significative de l'encours moyens des crédits de 10,7 % à 23,6 milliards d'euros.

Le coefficient d'emploi (rapport entre les crédits consentis à la clientèle et les ressources collectées auprès de la clientèle) s'élève à 108 %, traduction d'un développement équilibré de la Banque Populaire Rives de Paris soucieuse de maîtriser sa dépendance vis-à-vis des marchés financiers et ses besoins de refinancement.

La Banque Populaire Rives de Paris ainsi que le Groupe sont notés A1 pour une dette à long terme et P-1 pour une dette à court terme (notations Moody's à fin 2021).

#### Le Produit Net Bancaire (PNB) consolidé progresse de 12,7% à 630,2 millions d'euros.

Le PNB représente le chiffre d'affaires net de la banque, il est constitué par le cumul de la marge d'intérêt et des commissions.

Le contexte de taux bas continue de peser sur le rendement des crédits avec une baisse de 13 centimes sur un an (1,61 % en 2021 contre 1,74 % en 2020) provoquée par une production à taux bas et la distribution des PGE à taux zéro la première année. Pour autant, la marge d'intérêt affiche une hausse de 15 % à 368,3 millions d'euros. Elle bénéficie d'une baisse du coût des dépôts monétaires de 15 centimes (0,46 % en 2021 contre 0,61 % en 2020), mais également d'une baisse du coût des refinancements conséquence directe de la politique ultra-accommodante mise en place par la BCE (TLTRO, tiering...).

Les commissions perçues sur les services rendus par la banque à sa clientèle (y compris les produits et charges sur autres activités) s'affichent à 261,9 millions d'euros en hausse de 9,6 % par rapport à 2020 et renouant ainsi avec le niveau de 2019.

#### **Des charges d'exploitation en hausse de 2,7% à 365 millions d'euros et un coût du risque à 64,9 millions d'euros.**

Grâce à une bonne maîtrise des charges, le coefficient d'exploitation consolidé (charges d'exploitation rapportées au PNB) s'améliore de 5,6 points à 57,9 % contre 63,5 % en 2020. Malgré une hausse de 3,6 % du coût du risque à 64,9 millions d'euros (10,3 % rapporté au PNB contre 11,2 % en 2020), le coefficient d'exploitation net du risque s'améliore de 6,5 points à 68,2 % contre 74,7 % en 2020. A noter que les coûts du risque 2020 et 2021 tiennent compte de la constitution de provisions collectives et sectorielles anticipant les risques de contrepartie qui pourraient survenir suite à la crise de l'épidémie de la Covid-19.

#### **Le résultat d'exploitation consolidé s'établit à 200,3 millions d'euros en hausse de 41,5 %.**

Après prise en compte de gains ou pertes sur autres actifs de 0,2 million d'euros et d'une charge afférente à l'impôt sur les sociétés de 50 millions d'euros, le résultat net consolidé IFRS augmente de 34,8 % à 150,5 millions d'euros.

## 2.3.2 PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS

La Banque Populaire Rives de Paris exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la banque commerciale et assurance.

## 2.3.3 ACTIVITES ET RESULTATS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

La banque exerçant l'essentiel de ses activités dans le secteur de la commerciale et assurance, il convient de se référer aux paragraphes précédents.

## 2.3.4 BILAN CONSOLIDE ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Le total du bilan du Groupe Banque Populaire Rives de Paris s'élève à 34 148 millions d'euros au 31 décembre 2021, en hausse de 9,7 % par rapport à fin 2020 pour un rendement des actifs de 0,44 %.

A l'actif, les financements de la clientèle, crédits et crédits-bails, représentent près de 71 % du total de bilan, illustrant la vocation de la banque et sa part dans l'engagement du Groupe en faveur du soutien à l'économie française. Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont constitués à hauteur de 992,1 millions d'euros de titres émanant d'entités du Groupe BPCE, notamment la participation dans BPCE SA, son organe central, dont la banque est l'une des maisons mères.

Au passif, les dépôts de la clientèle représentent 67 % du total de bilan. Les capitaux propres passent de 2 666,1 millions d'euros à 3 014,1 millions d'euros.

## 2.4 ACTIVITES ET RESULTATS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE

Les résultats présentés dans ce rapport correspondent aux comptes annuels individuels.

### 2.4.1 RESULTATS FINANCIERS DE L'ENTITE SUR BASE INDIVIDUELLE

La Banque Populaire Rives de Paris compte à elle seule pour près de 92 % du bilan consolidé.

Sur base individuelle, le Produit Net Bancaire s'élève à 594,9 millions d'euros, en hausse de 13,9 % par rapport à 2020, les frais généraux et amortissements sont en hausse de 3,0% passant de 352,2 à 362,6 millions d'euros. Le coût du risque quant à lui s'affiche à 60,3 millions d'euros contre 56,5 millions d'euros en 2020 ; il représente 10,1% rapporté au PNB.

Après prise en compte d'un résultat sur actifs immobilisés non significatif, d'une charge d'impôt sur les sociétés de 51,9 millions d'euros, et d'une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux et aux provisions réglementées de 33 millions d'euros, le résultat net comptable s'établit à 87,2 millions d'euros, en hausse de 52,3 % par rapport à l'exercice 2020.

### 2.4.2 ANALYSE DU BILAN DE L'ENTITE

Le total du bilan de la Banque Populaire Rives de Paris s'élève à 32,5 milliards d'euros au 31 décembre 2021, en hausse de 9,7 % par rapport à fin 2020.

Le résultat net soumis à la présente assemblée s'établit à 87,2 millions d'euros. Après prise en compte du report à nouveau intégrant le changement de méthode comptable de 63,0 millions d'euros, le bénéfice à répartir est de 150,2 millions d'euros. Le conseil d'administration propose une rémunération des parts sociales de 1,40 % (soit 0,70 euros par part). Si l'assemblée générale approuve ce projet, le montant des distributions à nos sociétaires sera de 14,6 millions d'euros.

Il est rappelé que les intérêts versés au cours des trois derniers exercices pour une part sociale de 50 euros ont été les suivants :

	2021	2020	2019	2018
Intérêts	0,70 €	0,60 €	0,65 €	0,75 €

## 2.5 FONDS PROPRES ET SOLVABILITE

### 2.5.1 GESTION DES FONDS PROPRES

Depuis le 1er janvier 2014, la réglementation Bâle 3 est entrée en vigueur. Les ratios de solvabilité sont ainsi présentés selon cette réglementation pour les exercices 2020 et 2021.

Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle 3 dont les dispositions ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (CRDIV) et le règlement n°575/2013 du Parlement Européen et du Conseil (CRR), amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le « CRR2 »). **Tous les établissements de crédit de l'Union Européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes depuis le 1er janvier 2014.**

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- ▶ un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio CET1) ;
- ▶ un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- ▶ un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2).

**Auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :**

- ▶ un coussin de conservation ;
- ▶ un coussin contra cyclique ;
- ▶ **un coussin pour les établissements d'importance systémique.**

A noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- ▶ du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- ▶ des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Jusqu'au 31 décembre 2019, **ces ratios ont fait l'objet d'un calcul transitoire, dans le but de gérer progressivement le passage de Bâle 2,5 à Bâle III.**

Les établissements de crédit sont tenus de respecter les niveaux minimums de ratio suivants :

- ▶ Ratios de fonds propres avant coussins : depuis 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1) est de 4,5%. De même, le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1) est de 6%. Enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux (ratio global) est de 8% ;
- ▶ Coussins de fonds propres : leur mise en application fut progressive depuis 2016 pour être finalisée en 2019 :
  - Le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est désormais égal à 2,5% du montant total des expositions au risque ;
  - Le coussin contra cyclique est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) **des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement. En raison de la crise sanitaire, Le Haut Conseil de stabilité financière a abaissé le taux du coussin contra cyclique de la France à 0% pour l'année 2021 ;**
- ▶ Pour l'année 2021, les ratios minimums de fonds propres à respecter sont ainsi de 7% pour le ratio CET1, 8,5% pour le ratio Tier 1 et 10,5% pour le ratio global de l'établissement.

#### Responsabilité en matière de solvabilité

**En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire.** Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : **émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.**

**En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du Groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (cf. Code monétaire et financier, art. L511-31). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (cf. Code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.**



## 2.5.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les fonds propres globaux de l'établissement sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres établissements bancaires (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA). Au 31 décembre 2021, les fonds propres globaux de l'établissement s'établissent à 2 183 millions d'euros.

### Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)

Les fonds propres de base de catégorie 1 « Common Equity Tier 1, CET1 » de l'établissement correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment aux actifs incorporels, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2021, les fonds propres CET 1 de l'établissement se montent à 2 168 millions d'euros :

- ▶ Les capitaux propres de l'établissement s'élèvent à 3 001 millions d'euros au 31 décembre 2021 avec une hausse de 347 millions d'euros sur l'année liée au résultat mis en réserve, à la collecte nette de parts sociales et à la comptabilisation de gains latents nets comptabilisés en OCI.
- ▶ Les déductions s'élèvent à 833 millions d'euros au 31 décembre 2021. Notamment, l'établissement étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres (751 millions d'euros) au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents. D'autres participations de l'établissement viennent également en déduction de ses fonds propres pour un total de 4 millions d'euros. Il s'agit de participations du Groupe BPCE.

### Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 « Additional Tier 1, AT1 » sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'AT1 et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2021, l'établissement ne dispose pas de fonds propres AT1.

### Fonds propres de catégorie 2 (T2)

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans.

Au 31 décembre 2021, l'établissement dispose de fonds propres Tier 2 pour un montant de 16 millions d'euros dont 2 millions d'euros (soit 10%) de dépôts de garantie des Sociétés de Caution Mutuel (SCM) au titre des dispositions transitoires de 2021 et 13 millions d'euros d'excédents d'ajustements de valeurs des risques de crédit par rapport aux pertes attendues sur les encours sains

### Circulation des Fonds Propres

Le cas échéant, l'établissement a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

### **Gestion du ratio de l'établissement**

La structure financière est toujours très solide, en témoignent les ratios réglementaires qui s'établissent au-delà des minima réglementaires :

- ▶ 17,80% pour le ratio de fonds propres globaux au 31 décembre 2021 pour un minimum requis de 10,50% ;
- ▶ 118,18% pour le ratio de liquidité Liquidity Coverage Ratio (LCR), en vigueur depuis le 1er octobre 2015, pour un minimum réglementaire de 100 % au 31 décembre 2021.

## Tableau de composition des fonds propres

En millions d'euros	31/12/2021 (Bâle 3)	31/12/2020 (Bâle 3)
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 168	2 099
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0	0
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	16	9
Total fonds propres	2 184	2 108

### 2.5.3 EXIGENCES DE FONDS PROPRES

#### Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, **du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement**.

En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits « pondérés ». Les exigences en fonds propres sont égales à 8% du total de ces risques pondérés.

Au 31 décembre 2021, les risques pondérés de l'établissement étaient de 12 266 millions d'euros selon la réglementation Bâle 3 (soit 981 millions d'euros d'exigences de fonds propres).

A noter, la réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- ▶ au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des **dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie** (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le **risque de volatilité de l'évaluation de crédit** ;
- ▶ au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le **régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés** de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées. Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :
  - ▶ Pondération de 2% pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT) ;
  - ▶ **Pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.**
- ▶ au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10%.

Le détail figure dans le tableau ci-après.

## Tableau des exigences en fonds propres et risques pondérés (RWA)

En millions d'euros	31/12/2021 (Bâle 3)	31/12/2020 (Bâle 3)
Exigences au titre du risque de crédit	11 319	10 016
Exigences au titre du risque de marché	-	-
Exigences au titre du risque opérationnel	946	913
Exigences au titre du risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	0	0
Total des exigences de fonds propres	12 266	10 929

### 2.5.4 RATIO DE LEVIER

#### Définition du ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres. **L'article 429 du règlement CRR, précisant les modalités de calcul relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la commission du 10 octobre 2014.**

**L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé « CRR2 », fait du ratio de levier une exigence contraignante applicable depuis le 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3%.**

Ce règlement autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions, notamment concernant :

- ▶ L'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignation pour la totalité de l'encours centralisé ;
- ▶ Les expositions Banques Centrales pour une durée limitée (en vertu de la décision BCE 2021/27 du 18 juin 2021).

**Les opérations réalisées avec d'autres établissements du Groupe BPCE bénéficiant d'une pondération de 0% dans le calcul des risques pondérés.**

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments **d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.**

Au 31 décembre 2021, le ratio de levier sur la base des fonds propres de catégorie 1 tenant compte des dispositions transitoires est de 8,10 %. Le détail figure dans le tableau ci-après.

#### Tableau de composition du ratio de levier

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 168	2 099
Valeurs exposées au risque	26 775	33 784
Montant des actifs déduits - FP CET1 - période transitoire	-798	-552
Ratio de levier – période transitoire	8,10%	6,32%

## 2.6 ORGANISATION ET ACTIVITE DU CONTROLE INTERNE

---

### Trois niveaux de contrôle

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de l'établissement repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à l'établissement. Ces filières sont principalement animées par trois entités de l'organe central :

- ▶ la direction des Risques ;
- ▶ le Secrétariat Général, en charge de la Conformité et des Contrôles Permanents ;
- ▶ la direction de l'Inspection générale groupe, en charge du contrôle périodique.

### Un lien fonctionnel fort entre l'établissement et l'organe central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de l'établissement (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- ▶ un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans l'établissement ;
- ▶ des obligations de reporting, d'information et d'alerte ;
- ▶ l'édition de normes par l'organe central consignées dans des chartes ;
- ▶ la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE. La charte des risques a été revue début 2017 et le corpus normatif est maintenant composé de trois chartes groupe couvrant l'ensemble des activités :

- ▶ la charte du contrôle interne groupe : charte faîtière s'appuyant sur deux chartes spécifiques qui sont :
  - la charte de la filière d'audit interne ;
  - et la charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents.

### Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de l'établissement, le Directeur Général, définit la structure organisationnelle. Il répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le conseil d'administration, la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'arrêté A 2014-11-03 sur le contrôle interne sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

Conformément à l'article 30 de cet arrêté, il est admis que le responsable du contrôle de la conformité puisse être rattaché au directeur des Risques, dénommé alors Directeur Risques et Conformité. Ce qui est le cas à la Banque Populaire Rives de Paris.

## 2.6.1 PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERMANENT

### Contrôle permanent hiérarchique (niveau 1)

Le contrôle permanent dit hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous le contrôle de leur hiérarchie. Ces services sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent.

Ceux-ci sont notamment responsables :

- ▶ **de la mise en œuvre des autocontrôles formalisés, tracés et reportables ;**
- ▶ de la formalisation et de la vérification du respect des procédures de traitement des opérations, détaillant la responsabilité des acteurs et les types de contrôle effectués ;
- ▶ de la vérification de la conformité des opérations ;
- ▶ **de la mise en œuvre des préconisations rédigées par les fonctions de contrôle de niveau 2 sur le dispositif de contrôles de niveau 1 ;**
- ▶ **de rendre compte et d'alerter les fonctions de contrôle de niveau 2.**

En fonction des situations et activités et, le cas échéant, conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent dédiées concernées.

### Contrôle permanent par des entités dédiées (niveau 2)

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- ▶ **de la documentation du plan annuel de contrôles de niveau 2 et du pilotage de sa mise en œuvre ;**
- ▶ **de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;**
- ▶ de la réalisation des contrôles permanents du socle commun groupe ;
- ▶ **de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau ;**
- ▶ **de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;**
- ▶ **du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux priorisés par l'Etablissement au niveau 2.**

### Comité de coordination du contrôle interne

Le Directeur Général est chargé de s'assurer de la pertinence du dispositif de contrôle interne. Un comité de coordination du contrôle interne se réunit trimestriellement sous sa présidence.

**Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.**

Il a notamment pour objet :

- ▶ d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de l'établissement ;
- ▶ de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- ▶ de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- ▶ d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- ▶ de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- ▶ de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Participent à ce comité : le directeur général, le directeur de l'audit, le directeur des risques et de la conformité, les responsables des risques, de la conformité, de la déontologie, du plan de continuation d'activité et de la sécurité du système d'information, du contrôle permanent, de la révision comptable.

Le dispositif Groupe de gestion et de contrôle permanent des risques et son articulation avec les filières en établissement est développé plus précisément dans la partie 2.7.1.1 de ce rapport.

## 2.6.2 PRESENTATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE PERIODIQUE

Le contrôle périodique est assuré par l'Audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent. Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, l'Audit interne s'assure de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de l'établissement, y compris celles qui sont externalisées. Il s'étend également à ses filiales.

Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- ▶ de la qualité de la situation financière ;
- ▶ du niveau des risques effectivement encourus ;
- ▶ de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- ▶ de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- ▶ de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- ▶ du respect des lois, des règlements, des règles du Groupe ou de chaque entreprise ;
- ▶ de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattaché directement au Directeur Général l'audit interne exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Directoire de BPCE le 7 décembre 2009, qui s'applique à l'établissement, charte elle-même déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations, ...). Elle a été mise à jour au mois de juillet 2018.

Les programmes pluriannuels et annuels de la direction de l'Audit interne sont arrêtés en accord avec l'inspection générale Groupe ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent. L'inspection générale Groupe s'assure que la direction de l'audit interne des entreprises dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission et la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit. L'inspection générale Groupe s'assure de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'audit interne des établissements. Enfin, l'inspection générale Groupe émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués ainsi que sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences. Le courrier du directeur de l'inspection générale Groupe est adressé au Directeur Général de l'établissement avec copie au Président de l'organe de surveillance et doit être communiqué au comité des risques. Pour l'exercice 2020, le courrier reçu fin décembre n'a émis aucune réserve quant à la gestion et aux travaux de l'Audit Interne.

A l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement. Dans ce contexte, deux campagnes de suivi des recommandations sont organisées et animées par l'Audit interne, qui en assure un reporting régulier au comité de coordination du contrôle interne et au comité des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le comité des risques en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

Dans le cadre des responsabilités qui lui sont dévolues, l'inspection générale Groupe mène également de façon périodique des missions de contrôle au sein de l'établissement.

### 2.6.3 GOUVERNANCE

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- ▶ Le comité exécutif qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive, optimale et saine la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière à la stratégie et à l'appétit au risque de l'établissement et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité des risques et le conseil d'administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de l'établissement.
- ▶ Le conseil d'administration qui approuve le dispositif dédié à l'appétit aux risques proposé par le comité exécutif et il veille à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les limites globales (plafonds), arrête les principes de la politique de rémunération et évalue le dispositif de contrôle interne. A cette fin le conseil prend appui sur les comités suivants :

#### ◆ Le comité des risques

- ▶ il assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne. Son rôle est ainsi :
  - d'examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au conseil d'administration ;
  - d'assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques ;
  - de porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre ;
  - d'examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne ;
  - de veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'inspection générale et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'audit.

#### ◆ Le comité d'audit

- ▶ en application des dispositions de l'article L.823-19 du Code de commerce, l'organe de surveillance s'est également doté d'un comité d'audit pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Son rôle est ainsi :
  - de vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
  - d'émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

#### ◆ Un comité des rémunérations

- ▶ il assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne. A ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :
  - des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
  - des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
  - de la politique de rémunération de la population régulée.

#### ◆ Un comité des nominations

- ▶ en application des dispositions des articles L.511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment :
  - de s'assurer de l'adéquation des personnes nommées au sein de l'organe de surveillance ;
  - d'examiner la politique de recrutement des dirigeants effectifs et des responsables en charge du contrôle et de la gestion des risques.



## 2.7 GESTION DES RISQUES

### 2.7.1 DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET DE LA CONFORMITE

#### 2.7.1.1 Dispositif Groupe BPCE

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

**Les Directions des Risques et / ou de la Conformité veillent à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elles assurent l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.**

**Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques et le Secrétariat Général en charge de la conformité et des contrôles permanents assurent la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Ces Directions sont en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.**

Les missions de ces dernières sont conduites de manière indépendante des directions opérationnelles. Ses modalités de fonctionnement, notamment en filières, sont précisées entre autres dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe, approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et dont la dernière mise à jour **date de Décembre 21, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne. La Direction des Risques et de la Conformité de notre établissement lui est rattachée par un lien fonctionnel fort.**

#### 2.7.1.2 Direction des risques et de la conformité

La Direction des Risques et de la Conformité de notre établissement, est rattachée hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement à la Direction des Risques de BPCE, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents.

**La Direction des Risques et de la Conformité couvre l'ensemble des risques : risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques de modèles, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle des risques. Elle assure conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.**

Pour assurer son indépendance, les fonctions risques et conformité, distinctes des autres filières de contrôle interne, sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte des Risques, de la Conformité et des **Contrôles Permanents Groupe sont tous déclinés au sein de l'établissement. Ainsi de manière indépendante, la Direction des Risques et de la Conformité contrôle la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.**

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à la réglementation concernant les exigences prudentielles **applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (directives européennes CRR2 et CRD4).**

#### Périmètre couvert par la direction des risques et de la conformité

**Le périmètre auquel s'applique le déploiement du dispositif de gestion des risques couvre l'ensemble des activités de la banque qui ne dispose pas de personnel dédié à des filiales.**

#### Principales attributions de la fonction risques de la Banque Populaire Rives de Paris

La direction des risques et de la conformité :

- ▶ **est force de proposition de la politique des risques de l'établissement, dans le respect de la politique des risques du Groupe (limites, plafonds...) ;**
- ▶ **identifie les risques, en établit la macro-cartographie avec une liste des risques prioritaires et pilote le process annuel de révision du dispositif d'appétit au risque et du plan annuel de contrôle ;**
- ▶ **contribue à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;**
- ▶ **valide et assure le contrôle de second niveau des risques (normes de valorisation des opérations, du provisionnement, des dispositifs de maîtrise des risques) ;**

- ▶ contribue à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques et veille à leur bonne application (la définition des normes et méthodes du Groupe étant une **mission de l'organe central**) ;
- ▶ assure la surveillance des risques, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution ;
- ▶ **évalue et contrôle le niveau des risques (stress scenarii...)** ;
- ▶ élabore les reportings risques à destination des instances dirigeantes (organe exécutif et organe délibérant), **contribue aux rapports légaux ou réglementaires et alerte l'organe exécutif et le comité des risques en cas d'incident significatif (art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne)**.
- ▶ contribue à la diffusion de la culture du risque et de la conformité au sein de l'établissement.

### Organisation et moyens dédiés

La Direction des Risques et de la conformité comprend 40 collaborateurs répartis **au sein d'un service « sécurités et risques opérationnels », d'un département des risques de crédits et financiers, d'un département de la conformité et du contrôle permanent** auquel est rattaché un service sécurité financière,

Son organisation décline principalement trois fonctions spécialisées par domaine de risques : les risques de crédit, les risques financiers et les risques opérationnels et de non-conformité. Les experts de la direction des risques et de la conformité ont des missions spécifiques (conformité bancaire, RCSI, déontologie, sécurité financière, lutte contre la fraude, **risques financiers, de modèles, analyse contradictoire crédits, monitoring crédits, risques opérationnels, RPUPA/RSSI, RGPD...**) **non redondantes** avec les contrôles de premier niveau réalisés par les autres directions. Ces actions sont appuyées par les **travaux d'expertise (normes et méthodes de mesure des risques) et recommandations émises par les directions en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe**.

Le pilotage des risques au sein de la Banque Populaire Rives de Paris se réalise au travers de comités (décisionnaires) ou **réunions. Ils ont vocation à réunir les acteurs des filières de risques sous l'égide du directeur général. Cette gouvernance est responsable de la définition des grandes orientations risques de la Banque. Les données risques y sont exposées synthétiquement afin d'informer l'ensemble des participants et générer éventuellement des actions correctrices.**

**Au niveau de l'établissement, les comités énumérés ci-dessous relèvent de la filière gestion des risques et de la conformité.**

#### Comité des risques de crédit

**Il se réunit trois fois par an. Il valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.**

#### Réunion suivi des grands risques

**Tenue quatre fois dans l'année, elle a pour objectif d'identifier et de mettre en place des plans de réduction de risques sur les engagements sains conséquents qui présenteraient des alertes risques ainsi que sur les engagements en défaut. Elle valide les provisions proposées.**

En amont de ces réunions, se tient trimestriellement une réunion de suivi des risques des financements immobiliers.

#### Comité des risques opérationnels et de non-conformité

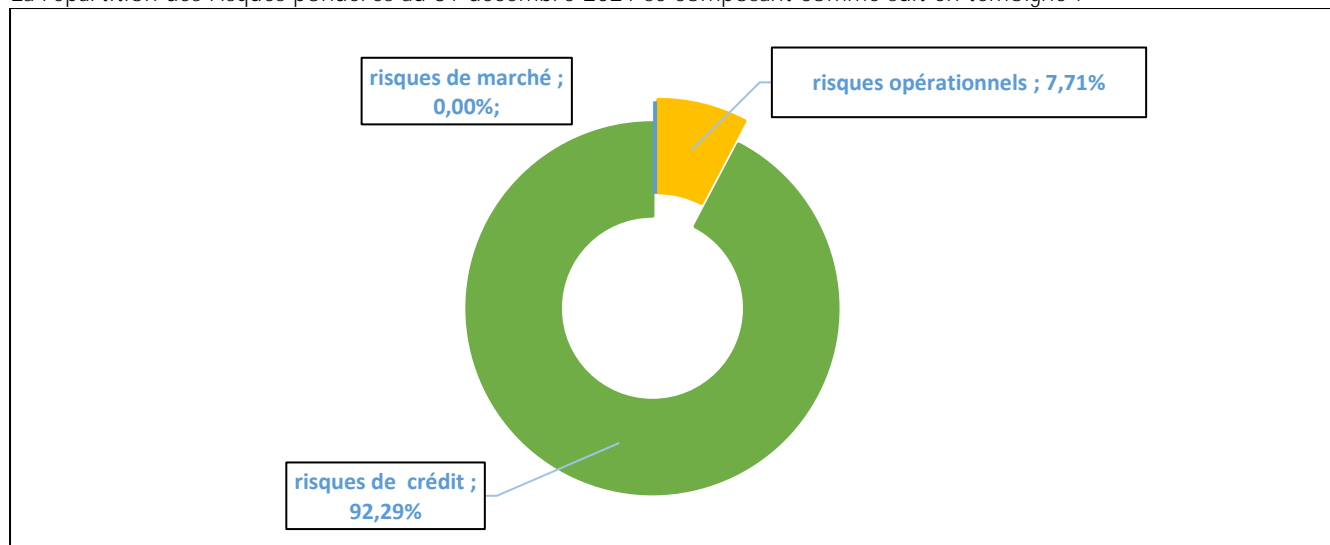
**Il se réunit deux fois dans l'année. Il décide de la mise en œuvre de la politique de maîtrise des risques, et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques opérationnels. Il suit le niveau des risques, valide et suit les plans d'actions de réduction de leur exposition. Il examine les incidents répertoriés et contrôle le suivi des actions correctrices décidées. Il examine la contribution de la filière risques au plan de contrôles permanents.**

Outre leur président, les comités et réunions sont composés des responsables opérationnels concernés, en fonction de la nature du comité, ainsi que des responsables des fonctions de contrôle interne concernés.

### **2.7.1.3 Principaux risques de l'année 2021**

**Le profil global de risque de la Banque Populaire Rives de Paris correspond à celui d'une banque de réseau. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit afin de soutenir et de financer l'économie régionale.**

La répartition des risques pondérés au 31 décembre 2021 se composant comme suit en témoigne :



En terme de coût du risque crédit, la crise sanitaire débutée en 2020 s'étant poursuivie sur 2021, la Banque Populaire Rives de Paris a de nouveau, constitué des provisions ex ante ; malgré ces dotations, le coût du risque 2021 reste stable par rapport à 2020.

#### 2.7.1.4 Culture Risques et Conformité

Pour mener à bien leurs différents travaux, les établissements du Groupe BPCE s'appuient notamment sur la charte du Contrôle interne et la charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents du Groupe. Cette dernière précise notamment que l'Organe de Surveillance et les Dirigeants Effectifs de chaque établissement promeuvent la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux de leur organisation et que les fonctions de gestion des risques et de conformité coordonnent la diffusion de la culture risque et conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières ou fonctions de la Banque Populaire Rives de Paris.

D'une manière globale, la Direction Risques et Conformité

- ▶ participe à des journées d'animation des fonctions de gestion risques, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques risques, de présentation des travaux menés par les différentes fonctions, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements qui se déclinent également par domaines : crédits, financiers, opérationnels, non-conformité associant tous les établissements du Groupe. Des groupes de travail dédiés viennent compléter ce dispositif ;
- ▶ enrichit, son expertise réglementaire, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques ;
- ▶ effectue des interventions régulières dans les différentes filières de l'établissement (fonctions commerciales, fonctions supports...) pour promouvoir la culture du risque et de la conformité ;
- ▶ est représentée par son Directeur des Risques et de la Conformité à des audioconférences avec l'organe central ou des réunions régionales réunissant les Directeurs des Risques et de la Conformité des réseaux et des filiales du Groupe BPCE autour de sujets d'actualité ;
- ▶ contribue, via ses dirigeants ou son directeur des risques et de la conformité, aux décisions prises dans les comités dédiés à la fonction de gestion des risques au niveau Groupe BPCE ;
- ▶ bénéficie, pour le compte de ses collaborateurs, d'un programme de formation annuel diffusé par BPCE et complété par des formations internes ; notre établissement a mis à disposition les modules de e-formation RISK ACADEMY, RISK PURSUIT et CLIMATE RISK PURSUIT à l'ensemble des collaborateurs de la filière du contrôle interne.
- ▶ réalise la macro-cartographie des risques de l'établissement, évaluant ainsi son profil de risque et identifiant ses principaux risques prioritaires ;
- ▶ effectue le recensement des modèles internes propres à l'établissement dans le cadre du dispositif du Groupe dédié à la gestion du risque de modèle ;
- ▶ pilote la revue annuelle des indicateurs d'appétit au risque de l'établissement dans le cadre du dispositif mis en place par le Groupe ;
- ▶ met en œuvre les dispositifs prévus dans le cadre de la gestion des risques climatiques
- ▶ s'attache à la diffusion de la culture risque et conformité et à la mise en commun des meilleures pratiques avec les autres établissements du Groupe BPCE.

- ▶ **mesure le niveau de culture risque et conformité, à partir d'une auto-évaluation sur la base d'un questionnaire** de 138 questions sur la culture risque et conformité, fondé sur les recommandations du FSB 2014, AFA 2017 et les guidelines EBA 2018.

Plus spécifiquement, pour coordonner les chantiers transverses, la Direction des Risques et de la Conformité de notre établissement s'appuie sur la Direction des Risques de BPCE et le Secrétariat Général en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe BPCE qui contribuent à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de certification de la conformité et pilotent la surveillance globale des risques y compris ceux inhérents à la conformité au sein du Groupe.

### Macro-cartographie des risques établissement

La macro-cartographie des risques la Banque Populaire Rives de Paris répond à la réglementation, en particulier à l'arrêté du 3 novembre 2014 dédié au contrôle interne qui indique dans ses articles 100, 101 et 102 (reprenant des dispositions contenues dans le CRBF 97-02) la nécessité de disposer d'une «cartographie des risques qui identifie et évalue les risques encourus au regard de facteurs internes et externes » ainsi qu'aux guidelines de l'EBA « orientations sur la gouvernance interne » publiés le 1er juillet 2018. la Banque Populaire Rives de Paris répond à cette obligation avec le dispositif de la « macro-cartographie des risques » qui a été développé par le Groupe BPCE.

Cette macro-cartographie a pour objectif de sécuriser les activités des établissements, de conforter leur rentabilité financière et leur développement dans la durée. Cette approche par les risques via une cotation du dispositif de maîtrise des risques permet la mise en œuvre et le suivi de plans d'action ciblés.

La macro-cartographie des risques a un rôle central dans le dispositif global de gestion des risques d'un établissement : grâce à l'identification et à la cotation de ses risques, via notamment l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques, chaque établissement du groupe dispose de son profil de risque et de ses risques prioritaires. Cette approche par les risques sert à actualiser chaque année l'appétit au risque et les plans de contrôle permanent et périodique des établissements.

L'intégration de la macro-cartographie des risques dans l'outil de gestion des contrôles permanents Priscop, permet d'automatiser les liens risques – contrôles dans le dispositif de maîtrise des risques.

Des plans d'action ciblés sur les risques prioritaires sont mis en place dans un but de réduction et/ou contrôle des risques.

Les résultats de la macro-cartographie des risques contribuent à l'exercice du SREP (Supervisory Review and Evaluation Process) du groupe, en identifiant les principaux risques en approche gestion des risques et prudentielle et alimentent notamment le rapport annuel de contrôle interne, le rapport ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) ainsi que le document d'enregistrement universel pour le chapitre facteurs de risques.

En 2021, une consolidation des macro-cartographies a été effectuée pour chacun des réseaux. Chaque établissement dispose de la comparaison de sa macro-cartographie avec celle de son réseau. Une consolidation des plans d'action mis en place par les établissements sur leurs risques prioritaires a également été produite.

### 2.7.1.5 Appétit au risque

#### Rappel du contexte

L'appétit au risque du Groupe BPCE correspond au niveau de risque qu'il est prêt à accepter dans le but d'accroître sa rentabilité tout en préservant sa solvabilité. Celui-ci doit être cohérent avec l'environnement opérationnel de l'établissement, sa stratégie et son modèle d'affaires, tout en privilégiant les intérêts de ses clients. L'appétit au risque du Groupe est déterminé en évitant des poches de concentration majeures et en allouant de manière optimisée les fonds propres.

Le dispositif s'articule autour

- ▶ de la définition du profil de risque du Groupe (ou *Risk Appetit Statement*) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques ;
- ▶ d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement ;
- ▶ d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement du Groupe ;
- ▶ d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière.

## **Profil d'appétit au risque**

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres à notre Groupe BPCE :

- ▶ son ADN ;
- ▶ son modèle de coûts et de revenus ;
- ▶ son profil de risque ;
- ▶ sa capacité **d'absorption des pertes** ;
- ▶ et son dispositif de gestion des risques.

## **L'ADN du Groupe BPCE et de la Banque Populaire Rives de Paris**

### **◆ L'ADN du Groupe BPCE**

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement localement dans ses établissements régionaux et d'un refinancement de marché centralisé optimisant les ressources apportées aux entités. De par sa nature mutualiste, le Groupe BPCE a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, dans la durée, tout en dégagant un résultat pérenne.

Le Groupe BPCE :

- ▶ doit préserver la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacune des entités du Groupe, mission dont l'organe central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, une politique des risques et des outils communs ;
- ▶ est constitué d'entités et de banques régionales, détenant la propriété du Groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités du groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;
- ▶ se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de banque universelle avec une composante prépondérante en banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service de l'ensemble des clientèles ;
- ▶ diversifie ses expositions en développant certaines activités en ligne avec son plan stratégique :
  - développement de la bancassurance et de la gestion d'actifs,
  - développement international (majoritairement Banque de Grande Clientèle et gestion d'actifs et de manière plus ciblée sur la Banque de Détail).

En termes de profil de risques, le Groupe assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de banque de détail et à ses activités de banque de grande clientèle.

### **◆ L'ADN de la Banque Populaire Rives de Paris**

La Banque Populaire Rives de Paris est une banque coopérative régionale. Elle est l'une des maisons mères du Groupe BPCE.

Sa vocation s'exprime à travers les fondamentaux suivants :

- ▶ de rechercher la pleine satisfaction des besoins de ses sociétaires et clients, dans la durée ;
- ▶ de collecter les ressources et de les prêter dans sa région, en accompagnant les porteurs de projets, particuliers, professionnels ou entreprises, et ceux qui, plus généralement, contribuent au développement économique et social du territoire ;
- ▶ de veiller à sa solidité, gage de sa pérennité et de sa capacité à se développer.

La Banque Populaire Rives de Paris est un établissement coopératif dans lequel les sociétaires également clients cœurs de la banque sont les détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à maintenir une réputation de banque responsable auprès de nos clients.

Proche et engagée sur son territoire, la Banque Populaire Rives de Paris est un établissement bancaire universel c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurances dédiés à des clientèles essentiellement de détail et PME locales.

Le refinancement de marché de la Banque Populaire Rives de Paris est effectué principalement de manière centralisée au niveau du Groupe BPCE. De ce fait, la qualité de la signature BPCE, la relation avec les investisseurs du Groupe BPCE et leur perception de notre profil de risque sont des priorités.

## **Modèle d'affaires**

Le Groupe BPCE se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de bancassureur avec une composante prépondérante en Banque de Détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service des clients du Groupe.

Il est fondamentalement une banque universelle, disposant d'une forte composante de Banque de Détail en France, sur l'ensemble des segments et marchés et présent sur tout le territoire à travers deux réseaux concurrents dont les entités régionales ont une compétence territoriale définie par leur région d'activité. Afin de renforcer cette franchise et d'offrir une palette complète de services à ses clients, le Groupe BPCE développe une activité de financement de l'économie, essentiellement à destination des PME, des professionnels et des particuliers.

Certaines activités (notamment services financiers spécialisés, Banque de Grande Clientèle, gestion d'actifs, assurance) sont logées dans des filiales spécialisées.

Enfin, compte tenu du contexte d'évolution des taux dans lequel le Groupe BPCE évolue d'une part, et de l'engagement de dégager un résultat résilient et récurrent d'autre part, le Groupe maintient un équilibre entre la recherche de rentabilité et les risques liés à ses activités.

Le modèle d'affaires est présenté de façon plus détaillée dans le chapitre 2.2 Déclaration de performance extra-financière.

La Banque Populaire Rives de Paris se focalise sur les risques structurants du modèle d'affaires de bancassureur en étant essentiellement une banque commerciale, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires à l'ensemble des clients qu'elle entend servir au mieux

### Profil de risque

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque du Groupe BPCE et se décline dans les politiques de gestion des risques du Groupe.

Notre établissement assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de Banque de Détail.

**Du fait de notre modèle d'affaires, nous assumons les risques suivants :**

- ▶ le risque de crédit et de contrepartie induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises est encadré via des politiques de risques Groupe, reprises dans notre politique de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégué adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance ;
- ▶ le risque de taux structurel est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de notre Banque.
- ▶ le risque de liquidité est piloté au niveau du Groupe qui alloue à notre Banque la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. La Banque Populaire Rives de Paris est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe ;
- ▶ Les risques non financiers sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), les risques juridiques ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :
  - un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau,
  - un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par notre Banque,
  - des plans d'actions sur des risques spécifiques et d'un suivi renforcé des risques naissants.

Enfin, l'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédit impose une aversion très forte au risque de réputation.

Nous concentrons sur des périmètres spécifiques les risques suivants :

- ▶ risque de marché ;
- ▶ risque lié aux activités d'assurance ;
- ▶ risque de titrisation.

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de risque et à la rentabilité élevés sont strictement encadrées.

Quelles que soient les activités, entités ou géographies, nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique, de conduite et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

La gestion des risques est encadrée par :

- ▶ une gouvernance avec des comités dédiés permettant de suivre l'ensemble des risques ;
- ▶ des documents cadre (référentiels, politiques, normes, ...) et des chartes ;
- ▶ un dispositif de contrôle permanent.



### Capacité d'absorption des pertes

Le Groupe BPCE possède un niveau élevé de liquidité et de solvabilité traduisant, le cas échéant, sa capacité à absorber la manifestation d'un risque au niveau des entités ou du Groupe.

En termes de solvabilité le Groupe est en capacité d'absorber durablement le risque via sa structure en capital.

**Au niveau de la liquidité, le Groupe dispose d'une réserve significative composée de cash et de titres permettant de faire face aux besoins réglementaires, de satisfaire les exercices de stress tests et également d'accéder aux dispositifs non-conventionnels de financement auprès des banques centrales. Il dispose également d'actifs de bonne qualité éligibles aux dispositifs de refinancement de marché et à ceux proposés par la BCE.**

Le Groupe assure la robustesse de ce dispositif par la mise en œuvre de stress tests globaux réalisés régulièrement. Ils sont destinés à vérifier la capacité de résistance du Groupe notamment en cas de crise grave.

### Dispositif de gestion des risques

La mise en œuvre de l'appétit au risque s'articule autour de quatre composantes essentielles :

- ▶ (i) la définition de référentiels communs ;
- ▶ (ii) l'existence d'un jeu de limites en adéquation avec celles définies par la réglementation ;
- ▶ (iii) la répartition des expertises et responsabilités entre local et central ;
- ▶ (iv) le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du dispositif d'appétit au risque.

Notre établissement :

- ▶ est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) ;
- ▶ **décline la gestion des composantes de l'appétit au risque via un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne conçus au niveau Groupe ;**

Enfin, notre Banque a adopté un ensemble de limites applicables aux différents risques et déclinées au niveau du Groupe.

**Le dispositif d'appétit au risque du Groupe ainsi que celui de notre établissement sont mis à jour régulièrement. Tout dépassement de limites quantitatives définies dans le dispositif d'appétit au risque fait l'objet d'une alerte et d'un plan de remédiation approprié pouvant être arrêté par le comité exécutif et communiqué en conseil d'Administration en cas de besoin.**

## 2.7.2 FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risque présentés ci-dessous concernent le Groupe BPCE dans son ensemble, y compris la Banque Populaire Rives de Paris, et sont complètement décrits dans le rapport annuel du Groupe BPCE.

**L'environnement bancaire et financier dans lequel la Banque Populaire Rives de Paris et plus largement le Groupe BPCE, évolue l'expose à de nombreux risques et le contraint à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse.**

Certains des risques auxquels la Banque Populaire Rives de Paris est confrontée sont identifiés ci-dessous. **Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques de la Banque Populaire Rives de Paris ni de ceux du Groupe BPCE** (se reporter au Document de Référence annuel) pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement.

Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par le Groupe BPCE, pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

### **Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème**

#### ***La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du groupe***

L'apparition fin 2019 du Covid-19 et la propagation rapide de la pandémie à l'ensemble de la planète entraînent une **dégradation de la situation économique de nombreux secteurs d'activité, une dégradation financière des agents économiques, une forte perturbation des marchés financiers**, les pays touchés étant par ailleurs conduits à prendre des mesures sanitaires pour y répondre (**fermetures de frontières, mesures de confinement, restrictions concernant l'exercice de certaines activités économiques ...**). En particulier, la récession brutale subie par les pays affectés et la réduction des échanges commerciaux mondiaux **ont eu et continueront d'avoir des effets négatifs sur la conjoncture économique mondiale, tant que la production mondiale, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et les dépenses de consommation seront affectés, impactant ainsi l'activité du groupe et celle de ses clients et contreparties.**

La persistance de la pandémie de Covid-19 et l'apparition de nouvelles souches du virus ont conduit à de nouvelles restrictions, même si celles-ci n'ont pas été aussi drastiques qu'en 2020 (notamment, un nouveau re confinement en France et dans un certain nombre de pays européens, des mesures de couvre-feux locaux et nationaux, des fermetures de frontières **ou de fortes restrictions de circulation**) et, après un rebond, **l'environnement économique pourrait encore se détériorer**. Malgré le développement favorable de la vaccination, la pandémie de Covid-19 demeure toujours le maître du temps de la reprise économique, la diffusion de nouveaux variants comme le variant « Delta » au second semestre 2021 ou le variant "Omicron" **décelé fin novembre 2021 menaçant le rythme d'expansion économique**. L'épidémie continue ainsi de bouleverser profondément la dynamique économique internationale et française. Sa durée ne cesse pas de surprendre, **entretenant tant l'incertitude que la lassitude face à la permanence des restrictions sanitaires**. Cette situation pourrait durer plusieurs mois, et ainsi affecter négativement l'activité, la performance financière et les résultats du Groupe

Des mesures massives de politique budgétaire et de **politique monétaire de soutien à l'activité ont été mises en place depuis 2020, notamment par le gouvernement français (dispositif de prêts garantis par l'Etat à destination des entreprises et des professionnels, pour les particuliers, mesures de chômage partiel ainsi que de nombreuses autres mesures d'ordre fiscal, social et paiement de factures)** et par la Banque Centrale Européenne (accès plus abondant et moins cher à des enveloppes de refinancement très importantes). Dans ce cadre, le Groupe BPCE, dont La Banque Populaire Rives de Paris', a participé **activement au programme de prêts garantis par l'Etat français et a pris des dispositions particulières pour accompagner financièrement ses clients et les aider à surmonter les effets de cette crise sur leurs activités et leurs revenus (par exemple, report automatique d'échéances de prêt de 6 mois pour certains professionnels et micro-entreprises / PME)**. Rien ne permet toutefois de garantir que de telles mesures suffiront à compenser les effets négatifs de la pandémie sur l'économie ou à stabiliser les marchés financiers, pleinement et durablement.

Les mesures de confinement ou de restrictions prises au début de cette crise notamment en France, où le Groupe exerce principalement ses activités ont **réduit significativement l'activité de nombre d'acteurs économiques**. En 2021, l'économie mondiale a vivement rebondi, mais la crise sanitaire a continué de toucher spécifiquement les services de proximité, du fait du maintien relatif des restrictions sanitaires. Les résultats et la situation financière du groupe sont impactés par de telles mesures, en raison de la baisse des revenus et de la dégradation de la qualité des actifs de manière générale et dans certains secteurs spécifiques, particulièrement affectés. Au sein des portefeuilles Entreprises et Professionnels, les secteurs les plus **susceptibles d'être impactés à ce jour sont notamment les secteurs Commerce de gros et de détail, Tourisme-Hôtellerie-Restauration, Biens de consommation hors cosmétiques et soins personnels et Professionnels de l'immobilier hors exposition résidentielle**.



Les résultats et la situation financière du groupe pourraient également être affectés par les évolutions défavorables des marchés financiers (volatilités extrêmes, forte baisse des marchés actions et indices, tensions sur les spreads, baisse brutale et inattendue des dividendes, etc.). Ce fut le cas au premier semestre 2020, la valorisation de certains produits ayant été affectée par l'illiquidité des marchés, en particulier les activités de la Banque de Grande Clientèle de Natixis qui ont été exposées à des effets de remarquage significatifs de certains paramètres de valorisation comme par exemple la composante « dividende ».

Une dégradation de l'environnement économique et ses impacts sur le groupe pourraient accroître le risque de voir ses notations externes dégradées. Par ailleurs, les notations de l'Etat français pourraient également faire l'objet d'une dégradation, du fait notamment d'une augmentation de son endettement et des déficits publics. Ces éléments pourraient avoir un impact négatif sur le coût de refinancement du groupe sur les marchés financiers.

Plus généralement, l'épidémie de la Covid-19 fait porter un risque au Groupe BPCE, dans la mesure où (i) elle occasionne des changements organisationnels (travail à distance par exemple) qui peuvent occasionner un risque opérationnel ; (ii) elle induit un ralentissement des échanges sur les marchés monétaires et pourrait avoir un impact sur l'approvisionnement en liquidité ; (iii) elle augmente les besoins en liquidité des clients et partant les montants prêtés à ces clients afin de leur permettre de supporter la crise ; (iv) elle pourrait occasionner une hausse des défaillances d'entreprises, notamment parmi les entreprises les plus fragiles ou dans les secteurs les plus exposés ; et (v) elle occasionne des mouvements brutaux de valorisation des actifs de marché, ce qui pourrait avoir un impact sur les activités de marché ou sur les investissements des établissements.

L'évolution de la situation liée à la Covid-19 (incertitude quant à la durée, l'ampleur et la trajectoire à venir de la pandémie, la mise en place de nouvelles mesures de confinement ou de restrictions dans le cas de vagues épidémiques supplémentaires liées à l'apparition de nouvelles souches de virus, la vitesse de déploiement de la vaccination ou l'efficacité des vaccins contre les variants ou de traitements de cette maladie) est une source importante d'incertitude et rend difficile la prévision de l'impact global sur les principaux marchés du groupe et plus généralement sur l'économie mondiale ; à la date de dépôt (publication) du présent document, l'impact de cette situation, en prenant en compte les mesures de soutien mentionnées ci-dessus, sur les métiers du Groupe BPCE (Banque de proximité, Assurance, Gestion d'actifs, Banque de Grande Clientèle), ses résultats (produit net bancaire et coût du risque notamment) et sa situation financière (liquidité et solvabilité) reste difficile à quantifier en ampleur attendue.

### ***Le Groupe BPCE pourrait ne pas atteindre les objectifs de son plan stratégique.***

Le 8 juillet 2021, le Groupe BPCE a annoncé son plan stratégique BPCE 2024. Il s'articule autour des trois priorités stratégiques suivantes : (i) être conquérant avec 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans cinq domaines prioritaires, (ii) les clients, en leur proposant la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté, et (iii) le climat, grâce à des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire Net zéro. Le plan stratégique BPCE 2024 s'appuie sur les trois lignes de force suivantes : (i) être simple : parce que le Groupe BPCE recherche l'efficacité et la satisfaction de ses clients, il vise davantage de simplicité ; (ii) être innovant : parce que le Groupe BPCE est animé d'un esprit entrepreneurial et est conscient de la réalité des mutations en cours, il renforce sa capacité d'innovation ; et (iii) être sûr, parce que le Groupe BPCE s'inscrit sur un temps long, il privilégie au regard de ses ambitions la sécurité de son modèle de développement. Ces objectifs stratégiques ont été établis dans le contexte de la crise de la Covid-19, qui a agi comme un révélateur et un accélérateur de tendances profondes (notamment, digitalisation, travail hybride, transition énergétique) et marque la volonté du Groupe BPCE d'accélérer son développement en accompagnant ses clients dans la relance économique et leurs projets en sortie de crise sanitaire. Le succès du plan stratégique BPCE 2024 repose sur un très grand nombre d'initiatives devant être déployées au sein des différents métiers du Groupe BPCE. Bien qu'un très grand nombre de ces objectifs puisse être atteint, il est possible qu'ils ne le soient pas tous, ni de prédire, parmi ces objectifs, lesquels ne seront pas atteints. Le plan stratégique BPCE 2024 prévoit également des investissements importants, mais si les objectifs du plan ne sont pas atteints, le rendement de ces investissements pourra être inférieur aux prévisions. Si le Groupe BPCE ne réalise pas les objectifs définis dans son plan stratégique BPCE 2024, sa situation financière et ses résultats pourraient être affectés de manière plus ou moins significative.

### ***Les risques climatiques dans leur composante physique et de transition et leurs conséquences sur les acteurs économiques pourraient affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du groupe BPCE***

Les risques associés au changement climatique constituent des facteurs aggravant des risques existants, notamment du risque de crédit, du risque opérationnel et du risque de marché. BPCE est notamment exposé au risque climatique physique et au risque climatique de transition. Ils sont potentiellement porteurs de risque d'image et / ou de réputation.

Le risque physique a pour conséquence une augmentation des coûts économiques et des pertes financières résultants de la gravité et de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique (comme les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies et les tempêtes) ainsi que des

modifications progressives à long terme du climat (comme les modifications des précipitations, la variabilité météorologique extrême ainsi que la hausse du niveau des mers et des températures moyennes). Il peut avoir un impact d'une étendue et d'une ampleur considérables, susceptibles d'affecter une grande variété de zones géographiques et de secteurs économiques concernant le Groupe BPCE.

Le risque de transition est lié au processus d'ajustement vers une économie à faible émission de carbone. Le processus de réduction des émissions est susceptible d'avoir un impact significatif sur tous les secteurs de l'économie en affectant la valeur des actifs financiers et la rentabilité des entreprises. L'augmentation des coûts liés à cette transition énergétique pour les acteurs économiques, entreprises comme particuliers, pourraient entraîner un accroissement des défaillances et ainsi accroître les pertes du Groupe BPCE de façon significative.

***Un environnement économique caractérisé par des taux d'intérêt durablement bas pourrait avoir un effet défavorable sur la rentabilité et à la situation financière du Groupe BPCE.***

***Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités.***

Un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique de ces pays ou régions pourrait entraîner des charges supplémentaires ou réduire les bénéfices réalisés par le Groupe BPCE.

Notamment, une perturbation économique grave, telle que la crise financière de 2008 ou la crise de la dette souveraine en Europe en 2011 ou encore le développement d'une véritable épidémie comme le Coronavirus (dont on ignore encore l'ampleur et la durée finale), pourrait avoir un impact significatif négatif sur toutes les activités du Groupe BPCE, en particulier si la perturbation est caractérisée par une absence de liquidité du marché rendant difficile le financement du Groupe BPCE. En particulier, certains risques ne relèvent pas du cycle spontané en raison de leur caractère exogène, qu'il s'agisse à très court terme des conséquences du Brexit, de la dégradation de la qualité de la dette corporate dans le monde (cas du marché des « leveraged loans ») ou de la menace d'une amplification encore plus forte de l'épidémie, voire à plus long terme, de l'obstacle climatique. Ainsi, durant les deux dernières crises financières de 2008 et de 2011, les marchés financiers ont alors été soumis à une forte volatilité en réaction à divers événements, dont, entre autres, la chute des prix du pétrole et des matières premières, le ralentissement et des turbulences sur les marchés économiques et financiers, qui ont impacté directement ou indirectement plusieurs activités du Groupe BPCE, notamment les opérations sur titres ainsi que les prestations de services financiers.

De par son activité, la Banque Populaire Rives de Paris est particulièrement sensible à l'environnement économique national et de son territoire constitué d'une partie de la région Ile de France et du département de l'Oise.

***La concurrence intense, tant en France, son principal marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du Groupe BPCE.***

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation, que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances et de coopération, renforce cette concurrence. La consolidation a créé un certain nombre d'entreprises, qui, à l'image du Groupe BPCE, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, qui vont de l'assurance, aux prêts et aux dépôts en passant par le courtage, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Le Groupe BPCE, dont la Banque Populaire Rives de Paris, est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant l'exécution des produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités.

Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie mondiale ou des économies dans lesquelles se situent les principaux marchés du Groupe BPCE est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité du Groupe BPCE et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels. Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux établissements autres que des institutions dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur Internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer des pressions à la baisse sur les prix des produits et services du Groupe BPCE ou affecter la part de marché du Groupe BPCE. Les avancées technologiques pourraient entraîner des changements rapides et imprévus sur les marchés sur lesquels le Groupe BPCE est présent. La position concurrentielle, les résultats nets et la rentabilité du

Groupe BPCE pourraient en pâtir s'il ne parvenait pas à adapter ses activités ou sa stratégie de manière adéquate pour répondre à ces évolutions.

La capacité du Groupe BPCE dont la Banque Populaire Rives de Paris à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter sa performance.

#### Risques de crédit et de contrepartie

***Le Groupe BPCE est exposé à des risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière et ses résultats.***

Le Groupe BPCE est exposé de manière importante au risque de crédit et de contrepartie du fait de ses activités de financement ou de marché. Le groupe pourrait ainsi subir des pertes en cas de défaillance d'une ou plusieurs contreparties, notamment si le groupe rencontrait des difficultés juridiques ou autres pour exercer ses sûretés ou si la valeur des sûretés ne permettait pas de couvrir intégralement l'exposition en cas de défaut. Malgré la vigilance mise en œuvre par le groupe, visant à limiter les effets de concentration de son portefeuille de crédit, il est possible que des défaillances de contreparties soient amplifiées au sein d'un même secteur économique ou d'une région du monde par des effets d'interdépendance de ces contreparties. Ainsi, le défaut d'une ou plusieurs contreparties importantes pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le coût du risque, les résultats et la situation financière du groupe.

***Une augmentation substantielle des dépréciations ou des provisions pour pertes de crédit attendues comptabilisées au titre du portefeuille de prêts et de créances du Groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats et sa situation financière.***

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BPCE, dont la Banque Populaire Rives de Paris, passe régulièrement des charges pour dépréciations d'actifs pour refléter, si nécessaire, les pertes réelles ou potentielles au titre de son portefeuille de prêts et de créances, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste « coût du risque ». Le niveau global des charges pour dépréciations d'actifs du Groupe BPCE repose sur l'évaluation par le groupe de l'historique de pertes sur prêts, les volumes et les types de prêts accordés, les normes du secteur, les crédits en arriérés, la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au degré de recouvrement des divers types de prêts.

Bien que les entités du Groupe BPCE, dont la Banque Populaire Rives de Paris, s'efforcent de constituer un niveau suffisant de charges pour dépréciations d'actifs, leurs activités de prêt pourraient les conduire à augmenter leurs charges pour pertes sur prêts en raison d'une augmentation des actifs non performants ou d'autres raisons, comme la détérioration des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays. Toute augmentation substantielle des charges pour pertes sur prêts, ou évolution significative de l'estimation par le Groupe BPCE du risque de perte inhérent à son portefeuille de prêts, ou toute perte sur prêts supérieure aux charges passées à cet égard, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

***Une dégradation de la solidité financière et de la performance d'autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE.***

La capacité du Groupe BPCE à effectuer ses opérations pourrait être affectée par une dégradation de la solidité financière d'autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un acteur du secteur, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, peuvent conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et entraîner par la suite des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BPCE est exposé à diverses contreparties financières, de manière directe ou indirecte, telles que des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des chambres de compensation et des contreparties centrales, des fonds communs de placement, des fonds spéculatifs (hedge funds), ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquelles il conclut de manière habituelle des transactions, dont la défaillance ou le manquement à l'un quelconque de ses engagements auraient un effet défavorable sur la situation financière du Groupe BPCE. De plus, le Groupe BPCE pourrait être exposé au risque lié à l'implication croissante dans son secteur d'activité d'acteurs peu ou non réglementés et à l'apparition de nouveaux produits peu ou non réglementés (notamment, les plateformes de financement participatifs ou de négociation). Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BPCE ne pouvaient pas être cédés, ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BPCE au titre des prêts ou produits dérivés en défaut, ou dans le cadre d'une défaillance d'un acteur de marché significatif telle une contrepartie centrale.

## Risques financiers

***Le Groupe BPCE est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidité, lesquels peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.***

***D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le produit net bancaire et nuire à la rentabilité du Groupe BPCE.***

Le montant des produits d'intérêts nets encaissés par la Banque Populaire Rives de Paris, au cours d'une période donnée influe de manière significative sur le produit net bancaire et la rentabilité de cette période. En outre, des changements significatifs dans les spreads de crédit peuvent influencer sur les résultats du Groupe BPCE. Les taux d'intérêt sont très sensibles à de nombreux facteurs pouvant échapper au contrôle du Groupe BPCE. Durant la dernière décennie, les taux d'intérêts ont été généralement bas, mais ceux-ci pourraient remonter et le Groupe BPCE pourrait ne pas être capable de répercuter immédiatement cette évolution. Les variations des taux d'intérêt du marché peuvent affecter les taux d'intérêt pratiqués sur les actifs productifs d'intérêts différemment des taux d'intérêt payés sur les passifs portant intérêt. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait entraîner une baisse des produits d'intérêts nets provenant des activités de prêt et de refinancements associés, et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur le produit net bancaire et nuire à la rentabilité de la Banque Populaire Rives de Paris.

Toute période d'inflation pourrait affecter les revenus de « la Banque Populaire Rives de Paris nom de l'Etablissement » et du Groupe BPCE si elle se traduisait par une hausse des taux de l'épargne réglementée sans répercussion sur le coût du crédit, affectant ainsi la marge nette d'intérêts et le résultat.

***Les revenus tirés par le Groupe BPCE du courtage et autres activités liées à des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés.***

***L'évolution à la baisse des notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le coût de refinancement, la rentabilité et la poursuite des activités de BPCE.***

L'évolution à la baisse de ces notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le refinancement de BPCE et de ses sociétés affiliées qui interviennent sur les marchés financiers, dont la Banque Populaire Rives de Paris. Un abaissement des notations pourrait affecter la liquidité et la position concurrentielle du Groupe BPCE, augmenter leurs coûts d'emprunt, limiter l'accès aux marchés financiers et déclencher des obligations dans certains contrats bilatéraux sur des opérations de trading, de dérivés et de contrats de financement collatéralisés, et par conséquent avoir un impact négatif sur sa rentabilité et la poursuite de ses activités.

***Les variations des taux de change pourraient impacter défavorablement le produit net bancaire ou le résultat net du Groupe BPCE.***

## Risques non financiers

En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BPCE pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction – judiciaire, administrative ou disciplinaire – mais aussi de perte financière, ou d'atteinte à la réputation, résultant du non-respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes et usages professionnels et déontologiques, propres aux activités de banque et d'assurance, qu'elles soient de nature nationales ou internationales.

Les secteurs bancaire et assurantiel font l'objet d'une surveillance réglementaire accrue, tant en France qu'à l'international. Les dernières années ont vu une augmentation particulièrement substantielle du volume de nouvelles réglementations ayant introduit des changements significatifs affectant aussi bien les marchés financiers que les relations entre prestataires de services d'investissement et clients ou investisseurs (par exemple MIFID II, PRIIPS, directive sur la Distribution d'Assurances, règlement Abus de Marché, quatrième directive Anti-Blanchiment et Financement du Terrorisme, règlement sur la Protection des Données Personnelles, règlement sur les Indices de Référence, etc.). Ces nouvelles réglementations ont des incidences majeures sur les processus opérationnels de la société.

La réalisation du risque de non-conformité pourrait se traduire, par exemple, par l'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser les produits et services de la banque, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, la divulgation d'informations confidentielles ou privilégiées, le non-respect des diligences d'entrée en relation avec les fournisseurs et la clientèle notamment en matière de sécurité financière (notamment lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, respect des embargos, lutte contre la fraude ou la corruption).



La Banque Populaire Rives de Paris met en œuvre un dispositif de prévention et de maîtrise des risques de non-conformité. Malgré ce dispositif, il reste exposé à des risques d'amendes ou autres sanctions significatives de la part des autorités de régulation et de supervision, ainsi qu'à des procédures judiciaires civiles ou pénales qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation.

***Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.***

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BPCE dépend fortement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, le Groupe BPCE connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, les entités affectées seraient incapables de répondre aux besoins de leurs clients dans les délais et pourraient ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire une baisse de ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un volume croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités et entraîner des pertes, notamment commerciales, et pourrait par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque d'une défaillance ou d'une interruption opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers. Dans la mesure où l'interconnectivité avec ses clients augmente, le Groupe BPCE peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information du Groupe BPCE et ceux de ses clients, prestataires de services et contreparties peuvent également faire l'objet de dysfonctionnements ou d'interruptions résultant d'actes cybercriminels ou cyberterroristes. Le Groupe BPCE ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux d'autres parties ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

***Les risques de réputation et juridique pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives d'activité du Groupe BPCE.***

La réputation du Groupe BPCE est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes éthiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des exigences de sanctions économiques, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, pourraient entacher la réputation du Groupe BPCE. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié du Groupe BPCE, ou toute fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels le Groupe BPCE est exposé ou toute décision de justice ou action réglementaire à l'issue potentiellement défavorable. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable sur sa rentabilité et ses perspectives d'activité.

Une gestion inadéquate de ces aspects pourrait également accroître le risque juridique du Groupe BPCE, le nombre d'actions judiciaires et le montant des dommages réclamés au Groupe BPCE, ou encore l'exposer à des sanctions des autorités réglementaires.

***Des événements imprévus pourraient provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE et entraîner des pertes ainsi que des coûts supplémentaires.***

***L'échec ou l'inadéquation des politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes imprévues.***

Les politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, voire être inopérantes pour certains risques que le Groupe BPCE n'aurait pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le Groupe BPCE peuvent ne pas non plus limiter efficacement son exposition au risque et ne garantissent pas un abaissement effectif du niveau de risque global.

**Les valeurs finalement constatées pourraient être différentes des estimations comptables retenues pour établir les états financiers du Groupe BPCE, ce qui pourrait l'exposer à des pertes non anticipées.**

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe BPCE, dont la Banque Populaire Rives de Paris, doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances non performants, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs, etc. Si les valeurs retenues pour ces estimations par le Groupe BPCE s'avéraient significativement inexactes, notamment en cas de tendances de marché, importantes et/ou imprévues, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE pourrait s'exposer, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

#### Risques liés à la réglementation

**Le Groupe BPCE est soumis à une importante réglementation en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et sur les résultats du Groupe BPCE.**

L'activité et les résultats des entités du Groupe BPCE pourraient être sensiblement touchés par les politiques et les mesures prises par les autorités de réglementation françaises, d'autres États de l'Union européenne, des États-Unis, de gouvernements étrangers et des organisations internationales.

Ces contraintes pourraient limiter la capacité des entités du Groupe BPCE, dont la Banque Populaire Rives de Paris, à développer leurs activités ou à exercer certaines d'entre elles. La nature et l'impact de l'évolution future de ces politiques et de ces mesures réglementaires sont imprévisibles et hors du contrôle du Groupe BPCE. Par ailleurs, l'environnement politique général a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par des pressions supplémentaires contraignant les organes législatifs et réglementaires à adopter des mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent pénaliser le crédit et d'autres activités financières, ainsi que l'économie. Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il est impossible de prédire leur impact sur le Groupe BPCE, mais celui-ci pourrait être significativement défavorable.

Ces changements pourraient inclure, mais sans s'y limiter, les aspects suivants :

- ▶ les politiques monétaires, de taux d'intérêt et d'autres mesures des banques centrales et des autorités de réglementation ;
- ▶ une évolution générale des politiques gouvernementales ou des autorités de réglementation susceptibles d'influencer sensiblement les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où le Groupe BPCE opère ;
- ▶ une évolution générale des exigences réglementaires, notamment des règles prudentielles relatives au cadre d'adéquation des fonds propres ;
- ▶ une évolution des règles et procédures relatives au contrôle interne ;
- ▶ une évolution de l'environnement concurrentiel et des prix ;
- ▶ une évolution des règles de reporting financier ;
- ▶ l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et une évolution de la législation sur les droits relatifs aux participations étrangères ;
- ▶ et toute évolution négative de la situation politique, militaire ou diplomatique engendrant une instabilité sociale ou un contexte juridique incertain, susceptible d'affecter la demande de produits et services proposés par le Groupe BPCE.

**Les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes si BPCE devait faire l'objet de procédures de résolution.**

Une procédure de résolution peut être initiée à l'encontre du Groupe BPCE si

- ▶ la défaillance du groupe est avérée ou prévisible,
- ▶ (ii) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable et
- ▶ (iii) une mesure de résolution est requise pour atteindre les objectifs de la résolution :
  - (a) garantir la continuité des fonctions critiques,
  - (b) éviter les effets négatifs importants sur la stabilité financière,
  - (c) protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours aux soutiens financiers publics exceptionnels et
  - (d) protéger les fonds et actifs des clients, notamment ceux des déposants.

Un établissement est considéré **défaillant lorsqu'il ne respecte pas les conditions de son agrément, qu'il est dans l'incapacité de payer ses dettes ou autres engagements à leur échéance, qu'il sollicite un soutien financier public exceptionnel (sous réserve d'exceptions limitées) ou que la valeur de son passif est supérieure à celle de son actif.**

Outre le pouvoir de renflouement interne, les autorités de résolution sont dotées de pouvoirs élargis afin de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution eu égard aux établissements défaillants ou, dans certaines circonstances, à leurs groupes, pouvant inclure, entre autres : la vente intégrale ou partielle de l'activité de l'établissement à une tierce partie ou à un établissement-relais, la séparation des actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur des instruments de dette, les modifications des modalités des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension provisoire des paiements), la suspension de l'admission à la négociation ou à la cote officielle des instruments financiers, le renvoi des dirigeants ou la nomination d'un administrateur provisoire (administrateur spécial) et l'émission de capital ou de fonds propres.

L'exercice des pouvoirs décrits ci-dessus par les autorités de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion intégrale ou partielle des instruments de fonds propres et des créances émises par BPCE ou est susceptible d'affecter significativement les ressources dont dispose BPCE pour effectuer le paiement de tels instruments et par conséquent, les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes.

***La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le Groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE.***

En tant que groupe bancaire multinational menant des opérations internationales complexes et importantes, le Groupe BPCE (et particulièrement Natixis) est soumis aux législations fiscales d'un grand nombre de pays à travers le monde, et structure son activité en se conformant aux règles fiscales applicables. La modification des régimes fiscaux par les autorités compétentes dans ces pays pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE. Le Groupe BPCE gère ses activités dans l'optique de créer de la valeur à partir des synergies et des capacités commerciales de ses différentes entités. Il s'efforce également de structurer les produits financiers vendus à ses clients de manière fiscalement efficiente. Les structures des opérations intra-groupe et des produits financiers vendus par les entités du Groupe BPCE sont fondées sur ses propres interprétations des lois et réglementations fiscales applicables, généralement sur la base d'avis rendus par des conseillers fiscaux indépendants, et, en tant que de besoin, de décisions ou d'interprétations spécifiques des autorités fiscales compétentes. Il ne peut être exclu que les autorités fiscales, à l'avenir, remettent en cause certaines de ces interprétations, à la suite de quoi les positions fiscales des entités du Groupe BPCE pourraient être contestées par les autorités fiscales, ce qui pourraient donner lieu à des redressements fiscaux, et en conséquence, pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE.

## 2.7.3 RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

### 2.7.3.1 Définition

**Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de débiteurs ou de contreparties considérés comme un même groupe de clients liés conformément à la réglementation ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.**

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

### 2.7.3.2 Organisation de la gestion des risques de crédit

La fonction de gestion des risques de crédit de l'établissement dans le cadre de son dispositif d'appétit au risque :

- ▶ propose aux Dirigeants Effectifs des systèmes délégataires d'engagement des opérations, prenant en compte des niveaux de risque ainsi que les compétences et expériences des équipes ;
- ▶ participe à la fixation des normes de tarification de l'établissement en veillant à la prise en compte du niveau de risque, dans le respect de la norme Groupe ;
- ▶ effectue des analyses contradictoires sur les dossiers de crédit hors délégation pour décision du comité ;
- ▶ analyse les risques de concentration, les risques sectoriels et les risques géographiques ;
- ▶ contrôle périodiquement les notes et s'assure du respect des limites ;
- ▶ alerte les Dirigeants Effectifs et notifie aux responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ;
- ▶ inscrit en Watchlist les dossiers de qualité préoccupante et dégradée, selon les normes Groupe ;
- ▶ contrôle la mise en œuvre des plans de réduction des risques et participe à la définition des niveaux de provisionnement nécessaires si besoin ;
- ▶ met en œuvre le dispositif de contrôle permanent de 2<sup>nd</sup> niveau dédié aux risques de crédit via l'outil Groupe PRISCOP ;
- ▶ contribue aux travaux du Groupe.

Le Comité des risques de crédit de notre établissement, en lien avec la définition de son appétit au risque, valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

#### Plafonds et limites

Au niveau de l'Organe Central, la Direction des Risques et le Secrétariat Général en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe réalise pour le Comité Risques et Conformité Groupe la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires. Le dispositif de plafonds internes des établissements, qui se situe à un niveau inférieur aux plafonds réglementaires, est appliqué pour l'ensemble des entités du Groupe. Un dispositif de limites Groupe est également mis en place sur les principales classes d'actifs et sur les principaux groupes de contrepartie dans chaque classe d'actif.

Les dispositifs de plafonds internes et de limites groupe font l'objet de reportings réguliers aux instances.

Enfin une déclinaison sectorielle de la surveillance des risques est organisée, au travers de dispositifs qui se traduisent en préconisations pour les établissements du Groupe, sur certains secteurs sensibles. Plusieurs politiques sectorielles sont en place (agro-alimentaire, automobile, BTP, communication et médias, énergies renouvelables, etc...). Ces politiques tiennent compte des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

#### Politique de notation

La mesure des risques de crédit et de contrepartie repose sur des systèmes de notations adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opérations, dont la Direction des Risques assure le contrôle de performance.

La notation est un élément fondamental de l'appréciation du risque.

Dans le cadre du contrôle permanent, la Direction des Risques de BPCE a, notamment, mis en œuvre un monitoring central dont l'objectif est de contrôler la qualité des données et la bonne application des normes Groupe en termes de segmentations, de notations, de garanties, de défauts et de pertes.

### 2.7.3.3 Suivi et surveillance des risques de crédit et contrepartie

La fonction de gestion des risques est indépendante des filières opérationnelles, en particulier elle ne dispose pas de délégation d'octroi de crédit et n'assure pas l'analyse métier des demandes d'engagement.

Elle met en application le Référentiel Risques de Crédit mis à jour et diffusé régulièrement par la Direction des Risques de BPCE. Ce Référentiel Risques de Crédit rassemble les normes et bonnes pratiques à décliner dans chacun des établissements du Groupe BPCE et les normes de gestion et de reporting fixées par le Conseil de Surveillance ou le Directoire de BPCE sur proposition du Comité des Risques et Conformité Groupe. Il est un outil de travail pour les intervenants de la fonction de gestion des risques au sein du Groupe et constitue un élément du dispositif de contrôle permanent des établissements du Groupe.

La Direction des Risques et de la Conformité de la Banque Populaire Rives de Paris est en lien fonctionnel fort avec la Direction des Risques de BPCE qui est en charge de :

- ▶ la définition des normes risque de la clientèle ;
- ▶ l'évaluation des risques (définition des concepts) ;
- ▶ l'élaboration des méthodologies, modèles et systèmes de notation du risque (scoring ou systèmes experts) ;



- ▶ la conception et le déploiement des dispositifs de monitoring, des normes et de la qualité des données ;
- ▶ la réalisation des tests de performance des systèmes de notation (back-testing) ;
- ▶ la réalisation des scénarii de stress de risque de crédit (ceux-ci sont éventuellement complétés de scénarii complémentaires définis en local) ;
- ▶ **la validation des normes d'évaluation, de contrôle permanent et de reporting.**

Par ailleurs, BPCE centralise le suivi des contrôles de la fonction de gestion des risques.

La surveillance des risques de la Banque Populaire Rives de Paris porte sur la qualité des données et la qualité des expositions. **Elle est pilotée au travers d'indicateurs, pour chaque classe d'actif.**

Le Groupe BPCE applique la norme IFRS 9 « Instruments financiers » qui définit les nouvelles règles de classement et **d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers** ainsi que le traitement des opérations de couverture.

**La fonction de gestion des risques de la Banque Populaire Rives de Paris s'assure que toute opération est conforme aux référentiels Groupe et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées.** Elle propose au comité compétent les inscriptions en WatchList des dossiers de qualité préoccupante ou dégradée, selon les normes Groupe. Cette mission est du ressort de la fonction de gestion des risques de notre établissement sur son propre périmètre et du ressort de la Direction des Risques de BPCE au niveau consolidé.

#### Appréciation de la qualité des encours et politique de dépréciation

##### Gouvernance du dispositif

D'un point de vue réglementaire, l'article 118 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne précise que « les entreprises assujetties doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements ». Cet examen doit notamment permettre de déterminer, pour les opérations dont **l'importance est significative, les reclassements éventuellement nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation** du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

La mise en WatchList (WL) au sein du Groupe BPCE, que ce soit au niveau WL locale ou WL Groupe, consiste à exercer une surveillance renforcée (WL sain) ou à prendre des décisions de provisionnement sur certaines contreparties (WL défaut). Les provisions statistiques sur encours sains, calculées au niveau Groupe pour les réseaux selon les exigences de la norme IFRS 9, sont évaluées selon une méthodologie validée par la comitologie modèle du Groupe (revue par une direction indépendante et validée en comité modèles risk management et en comité normes et méthodes RCCP). Ces provisions intègrent des scénarios **d'évolution de la conjoncture économique déterminés annuellement par la recherche économique du Groupe, associés à des probabilités d'occurrence revues trimestriellement par le comité WatchList et provisions Groupe.**

Le provisionnement affecté est calculé en prenant en compte la valeur actuelle des garanties dans une approche prudente.

Toute exposition en défaut qui ne serait pas provisionnée doit faire l'objet d'une justification renforcée pour expliquer l'absence de provisionnement.

##### Compensation d'opérations au bilan et hors bilan

Le Groupe BPCE n'est pas amené à pratiquer, pour des opérations de crédit, d'opérations de compensation au bilan et au hors bilan.

#### Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS 9

##### Méthodes de provisionnement

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales font  **systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (Expected Credit Losses ou ECL).**

Les dépréciations sont constatées, **pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.**

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

1. Statut 1 (stage 1 ou S1)	2. Statut 2 (stage 2 ou S2)	3. Statut 3 (stage 3 ou S3)
Encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an	encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;	Encours dépréciés (ou impaired) au sens de la norme IFRS 9 pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré (par exemple non-remboursement d'un prêt à son échéance normale, procédure collective, impayés subis par le client, impossibilité de financer un investissement de renouvellement, ...) et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Une politique de provisionnement sur la clientèle entreprises du Groupe est mise en œuvre. Elle décrit les fondements du calcul de la dépréciation des créances et la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert. Elle définit également les notions (mesure du risque de crédit, principes comptables de dépréciation des créances clients en IFRS et en normes françaises) et les données devant être contenues dans un dossier douteux et dans un dossier contentieux, ainsi que les éléments indispensables à présenter dans une fiche de provisionnement.

Une politique de provisionnement corporate des expositions Groupe inférieures à 15M€ a été définie et déployée.

Dans la partie dédiée à la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert, elle définit des approches de dépréciation *going concern*, *gone concern*, approche mixte.

Le Groupe BPCE applique le principe de contagion : l'application de ce principe se réalise notamment dans le cadre de l'identification des groupes de contreparties clients, au travers des liens de grappages dans ces groupes.

Une méthodologie concernant la pratique des *hair cut* sur la valeur des garanties, afin de prendre les inévitables aléas, a été définie et mise en place.

#### Dépréciations sous IFRS 9

La dépréciation pour risque de crédit est égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe a mis en œuvre un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités du groupe :

- ▶ sur les portefeuilles de particuliers, professionnels et petites et moyennes entreprises, le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à 12 mois depuis l'octroi (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle) ;
- ▶ sur les portefeuilles de grandes entreprises, banques et financements spécialisés, il s'appuie sur la variation de la notation depuis l'octroi ;
- ▶ ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, dont la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de forbearance ou l'inscription du dossier en *watch list* ;
- ▶ les expositions notées par le moteur dédié aux grandes entreprises, banques et financements spécialisés sont également dégradées en statut 2 en fonction du rating sectoriel et du niveau de risque pays.

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des actifs dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut. Le traitement des restructurations pour difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en statut 1 ou en statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- ▶ flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;

- ▶ taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;
- ▶ probabilités de **défaut (PD)**, **sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en statut 2.**

Pour définir ces paramètres, le Groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.

Les paramètres IFRS 9 :

- ▶ visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- ▶ **doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;**
- ▶ **doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking),** tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. **Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.**

La définition de ces scénarii suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique. À des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – **sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité Watch List et Provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou qu'elles soient traitées en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le Groupe).**

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du Groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en Comité modèle Groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

#### Forbearance, Performing et Non Performing Exposures

L'existence d'une forbearance résulte de la combinaison d'une concession et de difficultés financières et peut concerner des contrats sains (performing) ou dépréciés (non performing). Une situation de restructuration forcée, une situation de procédure de surendettement ou toute situation de défaut au sens de la norme Groupe impliquant une mesure de forbearance, telle que définie précédemment, constituent une forbearance non performing.

Le recensement de ces situations s'appuie sur un guide de qualification à dire d'expert des situations de forbearance, notamment sur les financements à court, moyen et long termes des contreparties hors retail.

## Répartition des expositions brutes par catégories (risques de crédit dont risques de contrepartie)

En millions d'euros		31/12/2021		31/12/2020		Variation	
		Expositio n brute	RWA	Expositio n brute	RWA	Expositio n brute	RWA
Total	Administrations, Banques Centrales et Etablissements de crédit	8 391	110	7 543	109	848	1
	Entreprises	2 704	2 481	2 634	2 209	70	272
	Clientèle, autres éléments	1 238	4	1 392	7	-154	-3
	Actions	391	146			391	146
	Titrisation					0	0
	<b>Total Standard</b>	<b>12 724</b>	<b>2 741</b>	<b>11 568</b>	<b>2 326</b>	<b>1 156</b>	<b>415</b>
	Administrations, Banques Centrales et Etablissements de crédit	3 105	19	3 452	26	-347	-7
	Entreprises	6 394	4 620	5 431	4 111	963	509
	Clientèle, autres éléments	17 527	1 975	15 913	1 782	1 614	193
	Actions	1 034	1 536	1 025	1 420	9	116
	Titrisation	0		0		0	0
	<b>Total IRB</b>	<b>28 060</b>	<b>8 150</b>	<b>25 821</b>	<b>7 339</b>	<b>2 239</b>	<b>811</b>
	Administrations, Banques Centrales	0	0	0	0	0	0
	et Etablissements de crédit	11 496	129	10 995	135	501	-6
	Entreprises	9 098	7 101	8 064	6 321	1 034	780
	Clientèle, autres éléments	18 765	1 979	17 305	1 789	1 460	190
	Actions	1 425	1 682	1 025	1 420	400	262
	Titrisation	0	0	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>40 784</b>	<b>10 891</b>	<b>37 389</b>	<b>9 664</b>	<b>3 395</b>	<b>1 226</b>

### Suivi du risque de concentration par contrepartie

Le suivi des taux de concentration est réalisé à partir des encours bilan et hors bilan.

	<b>Risques bruts</b> <b>(en K€)</b>	<b>Dont PGE</b> <b>(en K€)</b>
Contrepartie 1	93 995	39 771
Contrepartie 2	78 143	0
Contrepartie 3	67 633	5 603
Contrepartie 4	66 831	0
Contrepartie 5	62 708	0
Contrepartie 6	61 212	0
Contrepartie 7	60 445	0
Contrepartie 8	60 025	0
Contrepartie 9	57 550	0
Contrepartie 10	57 118	451
Contrepartie 11	57 000	0
Contrepartie 12	56 001	0
Contrepartie 13	52 000	0
Contrepartie 14	49 004	0
Contrepartie 15	48 580	12 857
Contrepartie 16	47 181	0
Contrepartie 17	47 034	0
Contrepartie 18	45 877	0
Contrepartie 19	45 001	0
Contrepartie 20	44 566	0

### Suivi du risque géographique

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la zone européenne (99,84 %) et plus particulièrement sur la France : 99,10 % au 31 décembre 2021.

### Simulation de crise relative aux risques de crédit

La Direction des Risques de BPCE réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du Groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont la Banque Populaire Rives de Paris. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Epargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- ▶ le stress-test EBA, produit tous les 2 ans, vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux (le stress test EBA de 2020 a exceptionnellement été repoussé en 2021 en raison de la crise sanitaire);
- ▶ le stress-test interne annuel au Groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et **inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections** ;
- ▶ des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

**Le stress test de l'EBA confirme la solidité financière et la qualité de la politique de risques du Groupe BPCE.**

Par ailleurs, dans le cadre de la macro-cartographie des risques annuelle, les établissements réalisent des stress-tests sur chaque risque de crédit identifiés dans la macro-cartographie et dans leur appétit au risque.

### Techniques de réduction des risques

Les techniques de réduction du risque de crédit sont couramment utilisées au sein du Groupe et se distinguent entre sûretés réelles et sûretés personnelles.

La distinction est faite entre les garanties ayant effectivement un effet sur le recouvrement en cas de difficultés et celles étant par ailleurs reconnues par le superviseur dans la pondération des expositions permettant de réduire la consommation de **fonds propres**. **À titre d'exemple, une caution personnelle et solidaire d'un dirigeant d'entreprise cliente en bonne et due forme et recueillie dans les règles de l'art pourra se révéler efficace sans toutefois être éligible en tant que facteur de réduction de risque statistique.**

**Dans certains cas, les établissements du Groupe choisissent d'adjoindre à leur utilisation de techniques de réduction des risques des opportunités de cession de portefeuilles contentieux, notamment lorsque les techniques utilisées sont moins performantes ou absentes.**

Une utilisation des dérivés de crédit est également réalisée comme technique de réduction du risque et concerne quasi **exclusivement la classe d'actif « entreprises » et principalement Natixis.**

### Définition des sûretés

La sûreté réelle est une garantie portant sur un ou plusieurs biens meubles ou immeubles, dont la valeur a été appréciée solidement, appartenant au débiteur ou à un tiers consistant à conférer un droit réel au créancier sur ce bien (hypothèque immobilière, gage immobilier, gages sur titres cotés et liquides, gage sur marchandises cotées et liquides avec ou sans dessaisissement, nantissement, caution hypothécaire).

Cette sûreté a pour effet de :

- ▶ réduire le risque de crédit encouru sur une **exposition compte tenu du droit de l'établissement assujetti en cas de défaut ou en cas d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie** ;
- ▶ obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle est une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, **compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou en cas d'autres événements spécifiques.**

### Modalités de prise en compte selon l'approche standard ou IRB

Sur le périmètre standard :	Sur le périmètre traité en IRB :	Sur le périmètre clientèle de détail traité en IRBA :
Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée sur la part garantie de l'exposition. Les sûretés réelles de type cash ou collatéral liquide viennent en diminution de l'exposition brute.	Hors clientèle de détail, les sûretés réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions. Les sûretés personnelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une substitution de PD du tiers par celle du garant	Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions concernées.



### Conditions à remplir pour prise en compte des sûretés

Les articles 207 à 210 du règlement no 575/2013 du *Capital Requirements Regulation* (CRR) précisent les conditions nécessaires pour la prise en compte des sûretés, notamment :

La qualité de crédit du débiteur et la valeur de l'instrument ne sont pas corrélées positivement de manière significative. Les titres de créance émis par le débiteur ne sont pas éligibles ;

La sûreté est dûment documentée en termes de description et de valorisation et elle est assortie d'une procédure rigoureuse autorisant un recouvrement rapide ;

La banque dispose de procédures, dûment documentées, adaptées aux différents types et montants d'instruments utilisés ;

La banque détermine la valeur de marché de l'instrument et la réévalue en conséquence, notamment en période de détérioration significative de cette valeur de marché.

**La division des risques constitue une technique d'atténuation du risque de crédit. Elle se traduit dans les dispositifs de plafonds et de limites individuelles ou thématiques et permet de réduire la sensibilité des établissements face à des risques unitairement ou sectoriellement jugés trop importants à porter en cas de survenance d'incidents majeurs.**

Les activités de surveillance des risques peuvent amener une réduction des expositions au risque si celui-ci est considéré trop élevé et sont ainsi contributrices à une bonne division du risque.

#### ◆ Fournisseurs de protection

La prise en compte des garanties (ou techniques de réduction de risque) constitue un des facteurs importants de réduction de l'exigence en fonds propres.

Le réseau Banque Populaire a, pour sa part, historiquement recours pour ses crédits aux professionnels aux sociétés de caution mutuelle notamment les SOCAMA (prêts aux artisans), en dehors des sûretés réelles utilisées.

Il sollicite également pour les prêts aux particuliers la CASDEN Banque Populaire, notamment au travers de sa structure **Parnasse garanties, pour garantir les prêts consentis à l'ensemble des fonctionnaires, le Crédit Logement, et, de manière croissante, la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions (CEGC, filiale de BPCE SA).**

**Le Fonds de garantie à l'accession sociale permet d'apporter une garantie de l'État français aux prêts conventionnés. La pondération est de 0 % concernant les crédits pour lesquels la couverture a été signée avant le 31 décembre 2006 et 15 % pour ceux octroyés postérieurement à cette date.**

**Crédit Logement bénéficie en 2021 d'une note long terme Aa3 par Moody's, perspective stable.**

**Pour leurs prêts à l'habitat, les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne sollicitent par ailleurs plusieurs mutuelles telles que la MGEN, la Mutuelle de la Gendarmerie, etc.**

**Pour les professionnels et les entreprises, le recours à la Banque Publique d'Investissement par l'ensemble du Groupe se poursuit et le Fonds Européen d'Investissement ou la Banque Européenne d'Investissement sont sollicités sur des enveloppes de garanties permettant de réduire très sensiblement le risque de crédit.**

**Dans certains cas, les organismes de type Auxiga permettent d'organiser la dépossession du stock et son transfert de propriété à la banque en garantie d'engagements consentis en cas de difficultés.**

Enfin, ponctuellement, Natixis recourt pour certaines opérations et dans certaines circonstances à des achats de protections de type assurance-crédit, à des agences de réassurance privées (SCOR) ou publiques (Coface, Hermes, autres agences souveraines) et recourt aussi à l'utilisation de Credit Default Swaps (CDS).

**Dans le cadre de la crise du Covid, l'Etat français a permis d'utiliser sa garantie sur le périmètre des PGE octroyés. Le Groupe BPCE a utilisé cette possibilité.**

Les opérations dérivées de crédit de type couverture de devise ou de taux sont confiées aux chambres de compensation agréées en Europe ou aux USA pour les activités de Natixis dans ce pays.



## ◆ Hiérarchisation des enjeux en termes de concentration de volumes de garanties

<b>Par type de garant :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les expositions de crédit immobilier, les garanties utilisées sont concentrées sur les hypothèques (risque divisé par définition et renforcé par l'approche en matière d'octroi fondée sur la capacité de remboursement du client), des organismes de cautions en logique assurancielle de type CEGC (organisme capif Groupe BPCE sur lequel des stress tests sont régulièrement réalisés), Crédit logement (organisme de place interbancaire soumis aux mêmes contraintes), FGAS (organisme contrôlé par l'état Français assimilable à un risque souverain). La garantie Casden, octroyée aux personnels de la fonction publique, présente à ce jour une bonne capacité de résilience selon un modèle basé sur la capacité de remboursement forte de cette clientèle.</li> <li>- Sur les expositions de type professionnels, les garanties les plus utilisées sont les cautions de type Banque Publique d'investissement (BPI), soumises à un respect de forme strict, et les hypothèques. Les cautions d'organisme de type Socama, dont la solvabilité relève des établissements de crédit du Groupe BPCE, sont également utilisées.</li> <li>- Concernant la clientèle corporate, les principales garanties utilisées sont les hypothèques et les cautions de la Banque Publique d'investissement.</li> </ul>
<b>Par fournisseurs de dérivés de crédit :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La réglementation impose l'utilisation des chambres de compensation pour le risque de taux sur le nouveau flux. Cet adossement ne couvre toutefois pas le risque de défaillance de la contrepartie, qui est un risque granulaire. La concentration sur les chambres de compensation, qui va s'accroître progressivement, constitue un risque régulé et surveillé.</li> <li>- Le risque lié aux devises est couvert au niveau de chaque contrat avec la mise en place d'appels de marge à fréquence adaptée au risque. L'adossement sur ces opérations est réalisé sur des contreparties interbancaires spécialisées sur ce type d'opérations, dans le cadre de limites individuelles autorisées en comité de crédit et contreparties groupe.</li> </ul>
<b>Par secteur d'activité de crédit :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dispositifs sectoriels en place au sein du groupe permettant d'orienter la politique de garantie en fonction des secteurs d'activité. Des préconisations sont émises auprès des établissements dans ce cadre.</li> </ul>
<b>Par zone géographique :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Groupe BPCE est principalement exposé en France et de façon moins importante, via Natixis, à l'étranger. De fait, les garanties sont donc principalement localisées en France.</li> </ul>

## ◆ Valorisation et gestion des instruments constitutifs de sûretés réelles

Le Groupe BPCE dispose d'un outil de revalorisation automatique des garanties immobilières pour l'ensemble des réseaux.

Au sein du réseau Banque Populaire, les garanties réelles prises en compte dans le moteur de revalorisation sont, outre les garanties immobilières, les gages sur véhicules, les nantissements de matériels et outillages, les hypothèques maritimes de bateaux de plaisance et les nantissements de fonds de commerce.

Au sein du Groupe, les cautions des organismes de cautionnement reconnues comme fournisseurs de sûretés d'effet équivalent à une garantie hypothécaire par le superviseur sont traitées sur la base d'une évaluation de type assurancielle.

Un processus Groupe d'évaluation renforcé a été mis en place pour l'évaluation des garanties immobilières supérieures à certains montants. La certification obtenue par BPCE Solutions Immobilières, filiale de BPCE depuis la décision de mise en gestion extinctive du CFF permet de renforcer les synergies du Groupe.

Pour les garanties autres que celles citées ci-dessus, la base utilisée pour apprécier et valider ces sûretés est une évaluation systématique de ces garanties soit selon une valeur de marché lorsque ces sûretés sont cotées sur des marchés liquides (par exemple des titres cotés), soit sur la base d'une expertise permettant de démontrer la valeur de la garantie utilisée en couverture des risques (par exemple la valeur de transactions récentes sur des aéronefs ou des navires selon leurs caractéristiques, la valeur d'un stock de matière première, la valeur d'un gage sur marchandise donnée ou encore la valeur d'un fonds de commerce selon son emplacement, etc.).

Le dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de leur valorisation relève de la responsabilité de notre Etablissement. L'enregistrement des garanties suit les procédures en vigueur, communes à notre réseau. Nous assurons la conservation et l'archivage de nos garanties, conformément aux procédures en vigueur.

Les services en charge de la prise des garanties sont responsables des contrôles de 1er niveau. Le back-office crédit effectuent des contrôles permanents de premier niveau et la Direction des Risques et/ou de la Conformité des contrôles permanents de second niveau sur la validité et l'enregistrement des garanties.

## ◆ Effet des techniques de réduction du risque de crédit

En 2021, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

#### 2.7.3.4 Travaux réalisés en 2021

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire et de ses conséquences économiques, la Direction des risques a poursuivi en 2021 les actions spécifiques démarrées en 2020 **afin de renforcer la surveillance du portefeuille crédit et d'accompagner** le Groupe BPCE dans le déploiement des dispositifs mis en place par le gouvernement.

**La mise en place de prêts garantis par l'Etat (PGE) a été prorogée jusqu'au 30 Juin 2022. Le dispositif de soutien à l'économie et aux entreprises françaises a été complété en mai 2021 par le Prêt Participatif de Relance (PPR) dont l'objectif est de permettre aux PME et ETI de renforcer leur structure financière et de continuer à investir.**

Les mesures de soutien économique gouvernementales, si elles permettent de soutenir les acteurs économiques, peuvent également masquer l'apparition de difficultés financières de fond pour les entreprises. **Afin de tenir compte de ces effets sur les indicateurs de risques « classiques », le Groupe BPCE a lancé un plan de renforcement de la surveillance des risques de crédit en s'appuyant notamment sur les mesures suivantes :**

- ▶ **Déploiement de l'Indicateur Synthétique de Risque (ISR) fin 2020.** Il a vocation à capter, via un faisceau d'indicateurs, les événements susceptibles de traduire les difficultés de nos clients et à prioriser les clients à revoir afin de qualifier le niveau de risque. Cet indicateur est probant sur les professionnels et PME principalement ;
- ▶ Qualification du niveau de risque des clients professionnels et entreprises avec une formalisation dans les SI **afin d'assurer une remontée de l'information en central ;**
- ▶ Développement du dashboard mensuel de crise avec des reportings spécifiques afin de suivre la reprise des impayés suite à l'arrêt des moratoires, les PGE et l'évolution des clients ayant un ratio de levier défavorable ;
- ▶ **Renforcement de la veille sectorielle afin d'identifier mois après mois l'évolution de l'intensité des difficultés rencontrées par les clients sous l'effet de la crise, en fonction des secteurs d'activité ;**
- ▶ Renforcement de la détection et de la qualification de la forbearance ainsi que de la détection des situations Unlikelihood to pay (situation de probable absence de paiement conduisant à la mise en défaut du client dans nos livres). Mise en place de grilles d'aide à la qualification afin de constituer un socle homogène au sein du Groupe ;
- ▶ **Poursuite de l'analyse de la forbearance à dire d'expert sur les clients les plus sensibles à qui un PGE ou/et un report d'échéances des crédits moyen long terme avaient été accordés ;**
- ▶ Revues de politiques LBO, Habitat, et mise en place d'une politique Secteur Public et Territorial (SPT) ;
- ▶ Les différentes revues menées sur nos contreparties ont permis de circonscrire nos engagements en risques « forts », ce qui a donné lieu au calcul de provisions ex-ante **pour 22,6 M€.** Dans la continuité de l'exercice 2020, nous avons conservé et mis à niveau notre provision sectorielle sur nos engagements Tourisme / Hôtellerie / Restauration (THR) et Distribution / Commerce.

**Enfin, le dispositif d'encadrement des pratiques d'octroi a été revu et complété sur les thématiques suivantes :**

- ▶ **Accompagnement des changements d'organisation dans les établissements** pour identifier les situations de forbearance au plus près de la prise de décision ;
- ▶ Déploiement de l'outil Suricate pour le suivi des expositions consolidées par groupe de contreparties et le suivi des limites ;
- ▶ **Revue de l'encadrement sur les financements ENergies Renouvelables-ENR et Leverage Finance-LF (politique d'octroi, limites, ...) ainsi que les politiques de risque Tourisme Hôtels Restaurants-THR et Crédit à l'habitat en lien avec décision Haut Conseil de Stabilité Financière-HCSF ;**
- ▶ Enrichissement du socle commun des contrôles permanents : PPR, forbearance, Nouveaux Défauts - New Definition of Default (NDOD).

Les tableaux figurent en note 2.7.13

## 2.7.4 RISQUES DE MARCHE

### 2.7.4.1 Définition

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché comprennent trois composantes principales :

- ▶ **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- ▶ le risque de change : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- ▶ le risque de variation de cours : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

### 2.7.4.2 Organisation du suivi des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie, ainsi que les opérations de placements à moyen ou à long terme sur des produits générant des risques de marché, quel que soit leur classement comptable.

Depuis le 31/12/2014 et en respect des exigences réglementaires de la loi bancaire française de séparation et de régulation des activités bancaires, le Groupe BPCE a clôturé les portefeuilles de négociation des Etablissements du Réseau des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires (hors BRED).

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marché de l'établissement assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents Groupe :

- ▶ l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;
- ▶ la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- ▶ l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;
- ▶ le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- ▶ l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- ▶ le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques de BPCE. Cette dernière prend notamment en charge :

- ▶ la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- ▶ l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- ▶ la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- ▶ l'instruction des sujets portés en Comité des Risques et Conformité Groupe.

### 2.7.4.3 Loi de séparation et de régulation des activités bancaires

La cartographie des activités de marché du Groupe BPCE est régulièrement actualisée. Elle a nécessité la mise en œuvre d'unités internes faisant l'objet d'une exemption au sens de la loi no 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires.

De manière conjointe aux travaux relatifs à cette loi, un programme de conformité issu de la Volcker Rule (Section 619 de la loi américaine Dodd-Frank Act) a été adopté et mis en œuvre à partir de juillet 2015 sur le périmètre de BPCE SA et de ses filiales. Dans une approche plus large que la loi française, ce programme vise à cartographier l'ensemble des activités du Groupe BPCE, financières et commerciales, afin de s'assurer notamment que celles-ci respectent les deux interdictions majeures portées par la réglementation Volcker que sont l'interdiction des activités de proprietary trading et l'interdiction de certaines transactions en lien avec les Covered Funds au sens de la loi américaine. La Volcker Rule a été amendée en 2020, donnant naissance à de nouvelles dispositions Volcker 2.0 et 2.1 qui viennent alléger le dispositif existant.

Comme chaque année depuis juillet 2015, le groupe a certifié sa conformité au dispositif Volcker. Pour mémoire, depuis **début 2017, le Groupe BPCE s'est doté d'un SRAB-Volcker Office** devant garantir, coordonner et sécuriser les dispositifs mis en place en matière de séparation des activités.

La cartographie des unités internes, de documentation et de contrôle des mandats a été réalisée en 2021 au sein de chacun des établissements. **Au 31/12/2021, la cartographie des activités pour compte propre de l'établissement fait apparaître 4 unités internes faisant l'objet d'une exception au sens de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires.** Ces unités internes sont encadrées par un mandat qui retrace les caractéristiques d'une gestion saine et prudente.

#### 2.7.4.4 Mesure et surveillance des risques de marché

Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par les **Dirigeants Effectifs et, le cas échéant, par l'Organe de Surveillance en tenant compte des fonds propres de l'entreprise et, si besoin, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du Groupe adaptée aux risques encourus.**

La Direction des Risques et de la Conformité, par le biais du responsable des risques financiers, réalise les contrôles de niveau 2 prévus par le référentiel Groupe BPCE des risques de **marché. La Banque Populaire Rives de Paris s'est dotée de limites internes mesurées essentiellement en volumétrie.** En cas de dépassement, un plan de réduction des risques documenté doit être présenté en comité de gestion actif-passif par la direction financière et communiqué à la direction des risques et de la conformité. Le suivi des actions arrêtées en découlant doit être également porté à la connaissance de la direction financière et de la direction des risques du Groupe BPCE. A noter que ce dispositif **n'a jamais eu à être mis en œuvre.**

**La Banque Populaire Rives de Paris a mis en place des systèmes et procédures permettant d'appréhender globalement les risques de marché. Elle veille à intégrer à ses systèmes et procédures l'ensemble des risques de marché associés à ses activités.**

Le dispositif de suivi des risques de marché est fondé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs. La fréquence de suivi de ces indicateurs varie en fonction du produit financier contrôlé.

Les indicateurs qualitatifs sont composés notamment de la liste des produits autorisés et de la WatchList. Le terme **WatchList est utilisé pour dénommer la liste des contreparties, fonds, titres ... sous surveillance.**

Pour compléter cette surveillance qualitative, le suivi du **risque de marché est réalisé au travers du calcul d'indicateurs quantitatifs complémentaires.**

#### 2.7.4.5 Simulation de crise relative aux risques de marché

Le stress test consiste à simuler sur le portefeuille de fortes variations des paramètres de marché afin de percevoir la perte, **en cas d'occurrence de telles situations.**

Depuis 2009, la Direction des Risques de BPCE s'est attachée à définir et à mettre en œuvre des stress scenarii, en collaboration avec les entités du Groupe.

Les stress tests sont calibrés selon les niveaux de sévérité et d'occurrence cohérents avec les intentions de gestion des portefeuilles :

Les stress tests appliqués sur le trading book sont calibrés sur un horizon 10 jours et une probabilité d'occurrence 10 ans. Ils sont basés sur :

- des scénarios historiques reproduisant les variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, leurs impacts sur les positions actuelles et les pertes et profits. Ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus. Douze stress historiques sont déployés sur le trading book ;
- des scénarios hypothétiques consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de diffusion d'un choc initial. Ces chocs sont déterminés par des scénarii définis en fonction de critères économiques (crise de l'immobilier, crise économique...), de considérations géopolitiques (attaques terroristes en Europe, renversement d'un régime au Moyen-Orient...) ou autres (grippe aviaire...). Le groupe compte sept stress tests hypothétiques depuis 2010.

Des stress tests appliqués au banking book calibrés sur des horizons plus long en cohérence avec les horizons de gestion du banking book :

- stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur les souverains européens (similaire à la crise 2011) ;
- stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur le corporate (similaire à la crise 2008) ;
- stress test action calibré sur la période historique de 2011 appliqués aux investissements actions dans le cadre de la réserve de liquidité ;
- stress test private equity et immobiliers, calibrés sur la période historique de 2008, appliqués aux portefeuilles de private equity et immobiliers.

Ces stress sont définis et appliqués de façon commune à l'ensemble du Groupe afin que la Direction des Risques de BPCE puisse en réaliser un suivi consolidé.

De plus, des stress scénarii spécifiques complètent ce dispositif. Soit au niveau du Groupe, soit par entité afin de refléter au mieux le profil de risque spécifique de chacun des portefeuilles (private equity essentiellement).

#### 2.7.4.6 Travaux réalisés en 2021

La fonction Risques Financiers couvre l'ensemble du périmètre de contrôle des risques de marché préconisé par le Groupe BPCE.

En particulier, la fonction Risques Financiers réalise un contrôle et un suivi régulier de l'activité de capital investissement et du portefeuille obligataire LCR (en particulier les impacts des stress test). Ces deux types d'investissement font d'ailleurs l'objet de présentations en comité de gestion actif-passif.

Enfin, des contrôles réguliers des dispositions EMIR (European Market and Infrastructure Regulation) ainsi que du dispositif SRAB (Loi de Séparation et de Régulation des Activités Bancaires) sont réalisés.

La fonction gestion des risques réalise des contrôles spécifiques, répondant notamment aux bonnes pratiques du rapport Lagarde. Le suivi des points recommandés dans ce rapport est présenté trimestriellement au Comité des Risques de Marché Groupe après travaux de consolidation et de suivi des plans d'action par la Direction des Risques de BPCE.

## 2.7.5 RISQUES STRUCTURELS DE BILAN

### 2.7.5.1 Définition

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiat ou futur, lié aux variations des paramètres commerciaux ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan ont trois composantes principales :

- ▶ **le risque de liquidité est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.** (Arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne) ;
  - Le risque de liquidité est également **associé à l'incapacité de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides.**
  - **La liquidité de la Banque Populaire Rives de Paris est gérée en lien fort avec l'organe central du Groupe BPCE, qui assure notamment la gestion centralisée du refinancement.**
- ▶ **le risque de taux d'intérêt global** est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne) ;
- ▶ le risque de change est le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises, il est dû aux variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale

### 2.7.5.2 Organisation du suivi des risques de gestion de bilan

La fonction risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan.

A ce titre, elle est notamment en charge des missions suivantes :

- ▶ **l'instruction des demandes de limites ALM internes**, en respectant les limites définies au niveau du Groupe ;
- ▶ la définition des stress scenarii complémentaires aux stress scenarii Groupe le cas échéant ;
- ▶ le contrôle des indicateurs calculés aux normes du Référentiel GAP Groupe ;
- ▶ **le contrôle du respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites ;**
- ▶ **le contrôle de la mise en œuvre de plans d'action de retour dans les limites le cas échéant.**

Notre établissement formalise ses contrôles dans un reporting de contrôles des risques de second niveau. Il comprend des données qualitatives sur le dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi du retour dans les limites, si nécessaire, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques de BPCE, qui est avec la Direction Finance Groupe, en charge de la revue critique ou de la validation :

- ▶ **des conventions d'ALM soumises au comité de gestion de bilan (lois d'écoulement, séparation trading / banking books, définition des instruments admis en couverture des risques de bilan) ;**
- ▶ des indicateurs de suivi, des règles et périodicités de reporting au comité de gestion de bilan ;
- ▶ des conventions et processus de remontées d'informations ;
- ▶ des normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, sur le suivi des plans d'action de retour dans les limites ;
- ▶ du choix du modèle retenu pour **l'évaluation des besoins de fonds propres économiques du Groupe concernant les risques structurels de bilan – le cas échéant.**

### 2.7.5.3 Suivi et mesure des risques de liquidité et de taux

Notre établissement est autonome dans sa gestion de bilan, dans le cadre normalisé du Référentiel Gestion Actif Passif (GAP) Groupe, défini par le Comité GAP Groupe opérationnel et validé par un Comité des Risques et Conformité Groupe ou par le Comité GAP Groupe Stratégique.

Les établissements du Groupe BPCE partagent les mêmes indicateurs de gestion, les mêmes modélisations de risques intégrant la spécificité de leurs activités et les mêmes règles de limites permettant une consolidation de leurs risques.

Ainsi, les limites suivies par notre établissement sont conformes à celles qui figurent dans le Référentiel Gestion Actif-Passif Groupe.

**L'élaboration de scenarii est nécessaire à la bonne évaluation des risques de taux et de liquidité encourus par l'établissement considéré individuellement, et par le Groupe dans son ensemble.**



Afin de permettre la consolidation des informations sur des bases homogènes, il a été convenu de développer des scénarii « Groupe » appliqués par tous les établissements.

#### Au niveau de notre Etablissement

Le Comité de Gestion Actif-Passif (GAP), auquel participent le Directeur Général, le Secrétaire Général, le Directeur Financier, le Responsable de la trésorerie, le Directeur des Risques et de la Conformité et différents acteurs opérationnels **de la banque est tenu trimestriellement. C'est dans le cadre de ce comité que la politique de gestion actif-passif de l'année est présentée. La politique est validée par le comité exécutif et est présentée au conseil d'administration. Ce Comité propose les limites globales et opérationnelles. Il statue sur les plafonds internes et les limites en risque ALM et de marché, examine les expositions importantes et les indicateurs de risques. Il suit les positions de gestion de bilan et arrête des plans d'actions** en cas de dépassement. Il suit également les positions de trésorerie et pour compte propre. La déclinaison opérationnelle du Comité GAP se fait via la réunion de trésorerie mensuelle. Elle est composée de membres de la Direction Financière, du Département des Risques et de différentes filières opérationnelles de **l'établissement. Cette instance a pour vocation la mise en œuvre de la politique définie par le Comité GAP. Les décisions sont ensuite mises en œuvre par le Service Trésorerie ALM**, puis contrôlées en premier niveau et enregistrées par le Service back-office International. Un contrôle de second niveau est réalisé par la filière risques financiers (opérations de couverture, refinancement, portefeuilles).

La Direction des Risques et de la Conformité par le biais du responsable de la filière risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan. Elle émet un avis sur la politique de couverture des risques de bilan. Elle instruit le dispositif de limites en vérifiant la pertinence de leur calibrage et peut proposer la mise en place de limites dans le cadre de nouveaux produits et nouvelles activités.

La fonction risques financiers peut exercer un droit de veto, à savoir une analyse contradictoire motivée, formalisée pour **arbitrage du Directeur Général. Ce droit n'a pas été utilisé** en 2021.

Le risque de liquidité est suivi quotidiennement par la Direction Financière, un contrôle de second niveau est effectué par la Direction des Risques et de la Conformité selon une fréquence adaptée en fonction des indicateurs.

La Banque Populaire Rives de Paris formalise ses contrôles par un reporting de contrôle des risques de second niveau dans lequel figure la qualité du dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi (si nécessaire) du retour dans les limites, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

**Notre Etablissement dispose de plusieurs sources de refinancement de l'activité clientèle (crédits) :**

- ▶ **L'épargne de nos clients sur les livrets bancaires non centralisés, les plans et comptes d'épargne ainsi que les comptes à terme ;**
- ▶ Les comptes de dépôts de nos clients ;
- ▶ Les émissions de neu cp et neu mtn ;
- ▶ Les emprunts émis par BPCE ;
- ▶ Les refinancements de marché centralisés au niveau Groupe optimisant les ressources apportées à notre établissement.



Coefficient emplois ressources clientèle :

Rubriques CERC	30/09/2021	31/12/2020
Crédits immobiliers	14 350	13 448
Crédits équipement	6 207	5 944
Crédits trésorerie	3 234	3 329
Impayés, contentieux nets des provisions sur crédits	87	69
Centralisation	1 332	1 236
Remontée CASDEN (spécifique BP)	0	0
Colle sur la vente des emprunts réseau	0	0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>25 209</b>	<b>24 026</b>
Ressources à terme	1 742	2 111
Livrets yc centralisation	4 845	4 546
Plan préférentiels	0	0
PEP	60	62
PEL	1 330	1 367
DAV hors SLE	14 726	13 501
Remontée CASDEN (spécifique BP)	209	79
Emprunts réseau	60	81
Ressources affectées à un emploi clientèle	29	30
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>23 002</b>	<b>21 778</b>
Impasse CERC	-2 207	-2 248
<b>CERC</b>	<b>110%</b>	<b>110%</b>

Tableau : Etat des emplois et ressources clientèles à fin septembre 2021 Source : service Pilotage Financier 30 septembre 2021

Les ressources clientèles représentent en moyenne à septembre 2021 un montant global de 23.0 milliards d'euros à comparer à un montant global d'emploi clientèle à 25.2 milliards d'euros.

Enfin, à fin décembre 2021, le capital, détenu par nos sociétaires, s'élève à 1 064 238 000 € (soit une augmentation de 23 752 850 € (+2.3 %) par rapport à décembre 2020).

#### Suivi du risque de liquidité

Le risque de liquidité en statique est mesuré par le gap de liquidité ou impasse qui a pour objectif la mesure des besoins ou des excédents de liquidité aux dates futures.

L'observation de cette impasse d'une période à une autre permet d'apprécier la déformation (en liquidité) du bilan d'un établissement.

L'encadrement de l'impasse de liquidité au niveau établissement se réalise via la déclinaison des limites fixées au niveau Groupe. Pour rappel, les principes de calibrage des limites sur la partie court terme visent à assurer la capacité du Groupe à évoluer dans différents contextes :

- ▶ En situation de stress fort à 2 mois, avec défense d'un niveau cible minimum de LCR ;
- ▶ En situation de stress modéré à 5 mois ;
- ▶ En situation normale à 11 mois.

En complément des limites sur le CT, un seuil à 5 ans vise à encadrer le risque de transformation en liquidité à MLT.

Au cours de l'exercice écoulé, notre établissement a respecté ses limites.

Le risque de liquidité en dynamique est mesuré par exercice de stress de liquidité. Celui-ci a pour objectif de mesurer la résilience du Groupe à 2 intensités de stress (fort/catastrophe) sur un horizon de 3 mois, en rapportant le besoin de liquidité résultant de cette crise de liquidité au montant de collatéral disponible.

Dans le stress Groupe, sont modélisés :

- ▶ le non-renouvellement d'une partie des tombées de marché
- ▶ une fuite de la collecte
- ▶ des tirages additionnels de hors bilan
- ▶ des impacts de marché (appels de marge, rating triggers, repos...).

L'organisation du Groupe BPCE, au travers de la centralisation de l'accès au marché et des collatéraux, implique qu'un stress de liquidité n'a de sens qu'en vision consolidée, du fait du mécanisme de solidarité et en tenant compte du rôle de BPCE SA de prêteur en dernier ressort.

Les indicateurs réglementaires de stress que sont le Liquidity Coverage Ratio-LCR et le Net Stable Funding Ratio-NSFR sont suivis et communiqués de manière permanente dans le cadre de la gouvernance interne.

#### Suivi du risque de taux

Notre établissement calcule :

- ▶ Un indicateur interne de sensibilité de la valeur économique des fonds propres

Le calibrage de la limite sur cet indicateur repose sur le double constat suivant : le modèle de Banque de Détail ne peut pas conduire à une position structurelle de détransformation (risque majeur sur le remplacement des dépôts à vue (DAV)), ni à afficher une position directionnelle générant des gains en cas de baisse de 200 bps des taux d'intérêt. Le système de limites se doit d'être indépendant des anticipations de taux d'intérêt de manière à permettre à la banque d'être résiliente en cas de choc de taux inattendu et de forte ampleur, ce qui constitue une réflexion distincte de celle des couvertures à mettre en place.

La limite de sensibilité de la valeur économique des capitaux propres en approche interne s'applique à 6 scénarios.

- ▶ Un indicateur réglementaire soumis à limite : l'indicateur S.O.T (supervisory outlier test)

Il est utilisé pour la communication financière (benchmark de place). Cet indicateur n'a pas été retenu comme un indicateur de gestion même si la limite réglementaire de 20% le concernant doit être respectée.

- ▶ Deux indicateurs de gestion du risque de taux soumis à limites :
  - Limites des impasses statiques de taux fixé.

La position de transformation de l'établissement est mesurée et bornée. En premier lieu, l'analyse porte sur les opérations de bilan et de hors bilan en vie à la date d'arrêté, dans le cadre d'une approche statique ;

- En dynamique, la sensibilité de la marge d'intérêt (MI) est mesurée sur les quatre prochaines années glissantes.

Sur un horizon de gestion, en quatre années glissantes, nous mesurons la sensibilité de nos résultats aux aléas de taux, de prévisions d'activité (activité nouvelle et évolution des comportements de la clientèle) et de marge commerciale.

L'indicateur de suivi de la transformation/détransformation du Gap de taux statique a été respectés au cours de l'exercice 2021. Un dépassement a été constaté sur l'indicateur SOT au 30 juin (indicateur à 20.4% pour une limite à 20%) sur le scénario forward +200bp. A noter que dès le 30 septembre l'indicateur SOT est repassé sous le seuil des 20% (17.1%).

L'ensemble des indicateurs de taux « dynamique » soumis à limite ont été respectés au cours de l'exercice 2021.

#### 2.7.5.4 Travaux réalisés en 2021

La fonction Risques Financiers couvre l'ensemble du périmètre de contrôle des risques de gestion de bilan préconisé par le Groupe BPCE. Outre le contrôle des indicateurs ALM trimestriels classiques (Taux, Liquidité), les différents indicateurs de liquidité (JJ\_semaine, enveloppe de liquidité, LCR) sont suivis selon la fréquence adaptée à chaque indicateur.

La fonction Risques Financiers couvre l'ensemble du périmètre de contrôle des risques de gestion de bilan préconisé par le Groupe BPCE. Outre le contrôle des indicateurs ALM trimestriels classiques (Taux, Liquidité), les différents indicateurs de liquidité (JJ\_semaine, enveloppe de liquidité, LCR, NSFR) sont suivis selon la fréquence adaptée à chaque indicateur.

En complément de ces contrôles usuels, les Risques Financiers réalisent via un outil (au format power bi et à disposition des réseaux) le suivi et d'analyse de l'écoulement et des tombées à venir des comptes à terme de notre clientèle.

## 2.7.6 RISQUES OPERATIONNELS

### 2.7.6.1 Définition

La définition du risque opérationnel est, selon la réglementation, le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation, et les risques liés au modèle.

### 2.7.6.2 Organisation du suivi des risques opérationnels

Le Dispositif de gestion des risques opérationnels s'inscrit dans les dispositifs *Risk Assessment Statement* (RAS) et *Risk Assessment Framework* (RAF) définis par le Groupe. Ces dispositifs et indicateurs sont déclinés aux bornes de chaque établissement et filiale du Groupe.

La filière risques opérationnels intervient :

- ▶ a) sur l'ensemble des structures consolidées ou contrôlées par l'établissement ou la filiale (bancaires, financières, assurances, ...) ;
- ▶ b) sur l'ensemble des activités comportant des risques opérationnels, y compris les activités externalisées au sens de l'article 10 q et de l'article 10 r de l'arrêté du 3/11/2014, modifié le 25 février 2021, « activités externalisées et prestations de services ou autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes ».

Le service Risques Opérationnels et Sécurités de notre établissement s'appuie sur un dispositif centralisé de correspondants et/ou de managers « métiers » déployés au sein de l'Etablissement. Ils lui sont rattachés fonctionnellement. Le service Risques Opérationnels et Sécurités anime et forme ses correspondants risques opérationnels.

Le service Risques Opérationnels et Sécurités assure le contrôle permanent de second niveau de la fonction de gestion des risques opérationnels. Ce contrôle est piloté par la Direction des risques opérationnels Groupe (BPCE).

Les correspondants ont pour rôle de relayer les informations utiles et nécessaires auprès de leurs unités opérationnelles, afin de permettre au Responsable des Risques Opérationnels de :

- ▶ assurer le déploiement, auprès des utilisateurs, des méthodologies et outils du Groupe ;
- ▶ garantir la qualité des données enregistrées dans l'outil risques opérationnels (R.O) ;
- ▶ veiller à l'exhaustivité des données collectées, notamment en effectuant les rapprochements périodiques entre les incidents de la base R.O, et notamment :
  - les déclarations de sinistres aux assurances,
  - les pertes et provisions de litiges RH, litiges juridiques, fraudes et incidents fiscaux.
- ▶ effectuer une revue périodique, à partir de l'outil de gestion des risques opérationnels, du statut des incidents, de l'état d'avancement des actions correctives, de leur enregistrement dans l'outil RO ;
- ▶ contrôler les différents métiers et fonctions, la mise en œuvre des actions correctives, la formalisation de procédures et contrôles correspondants ;
- ▶ s'assurer de la mise à jour régulière des indicateurs de risques et suivre leur évolution afin, le cas échéant, de déclencher les actions nécessaires en cas de dégradation ;
- ▶ mettre à jour périodiquement la cartographie des risques pour présentation au Comité ;
- ▶ produire les reportings (tableaux bords internes, reportings disponibles dans l'outil R.O. ou en provenance du DRO Groupe) ;
- ▶ animer le Comité en charge des Risques Opérationnels ;
- ▶ participer, selon les cas, à des comités associant d'autres fonctions transverses ou métiers (qualité, monétique...).

La fonction de gestion des risques opérationnels de l'établissement, par son action et son organisation contribue à la performance financière et à la réduction des pertes, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace au sein de l'établissement.

Au sein de la Banque Populaire Rives de Paris, les lignes directrices et règles de gouvernance ont été déclinées de la manière suivante :

- ▶ les collaborateurs et leurs lignes hiérarchiques assurent l'identification des incidents, la collecte des pertes, leur transmission à la Direction des Risques et de la Conformité, et participent à la cotation du dispositif de maîtrise des risques, réalisent les contrôles de premier niveau sur leurs domaines ;
- ▶ les contrôleurs rattachés au Département Conformité et Contrôle Permanent réalisent des contrôles de second niveau des unités opérationnelles, participent à la vérification et à l'affectation comptable des pertes

issues du réseau et des services centraux. Participent à la mise à jour de la cotation des risques. Ils sont les interlocuteurs privilégiés des correspondants métiers ;

- ▶ **le Responsable des Risques Opérationnels a en charge l'animation des correspondants et des contrôleurs permanents en charge du risque opérationnel, la collecte, la validation des saisies et l'affectation des pertes au sein de la cartographie des risques opérationnels, la coordination et le pilotage des actions de réduction des risques, la restitution et le suivi des résultats aux opérationnels et aux organes délibérants. Le responsable des risques opérationnels est lui-même soumis à un autocontrôle et un contrôle de second niveau réalisé par la Direction des Risques Opérationnels Groupe BPCE ;**
- ▶ **Le Comité des Risques Opérationnels et de Non-Conformité (CRONC) assure le pilotage de la filière risques opérationnels. Il se réunit deux fois dans l'année sous l'égide du Directeur Général. Il décide de la mise en œuvre de la politique de maîtrise des risques, et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques opérationnels.**

L'établissement utilise aujourd'hui l'outil OSIRISK afin d'appliquer les méthodologies diffusées par la Direction des Risques de BPCE et de collecter les informations nécessaires à la bonne gestion des risques opérationnels.

Cet outil permet :

- ▶ **l'identification et l'évaluation au fil de l'eau des risques opérationnels, permettant de définir le profil de risque de Banque Populaire Rives de Paris ;**
- ▶ **la collecte et la gestion au quotidien des incidents générant ou susceptibles de générer une perte ;**
- ▶ **la mise à jour des cotations des risques dans la cartographie et le suivi des plans d'action.**

Banque Populaire Rives de Paris dispose également d'éléments de reporting, issus du datamart alimenté par cet outil, et d'un tableau de bord risques opérationnels mensuel.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences en fonds propres, le Groupe BPCE applique la méthode standard Bâle II. A ce titre, les reportings réglementaires COREP (COMmonREporting) sont produits.

**Au 31/12/2021, l'exigence en fonds propres à allouer au titre de la couverture du risque opérationnel est de 95.8 Millions d'€uros.**

Les missions du service Risques Opérationnels et Sécurités de notre établissement sont menées en lien avec la Direction des Risques de BPCE qui veille à **l'efficacité des dispositifs déployés au sein du Groupe et analyse les principaux risques avérés et potentiels identifiés dans les établissements, notamment lors du Comité des Risques Non Financiers Groupe.**

### 2.7.6.3 Système de mesure des risques opérationnels

Conformément à la Charte Risques, Conformité et Contrôle permanent Groupe, la fonction de gestion « risques opérationnels » de la Banque Populaire Rives de Paris est responsable de :

- ▶ **l'élaboration de dispositifs permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel ;**
- ▶ **la définition des politiques et des procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel ;**
- ▶ **la conception et la mise en œuvre du dispositif d'évaluation du risque opérationnel ;**
- ▶ **la conception et la mise en œuvre du système de reporting des risques opérationnels.**

Les missions de la fonction risques opérationnels de notre établissement sont :

- ▶ **l'identification des risques opérationnels ;**
- ▶ **l'élaboration d'une cartographie de ces risques par processus et sa mise à jour, en collaboration avec les métiers concernés dont la conformité ;**
- ▶ **la collecte et la consolidation des incidents opérationnels et l'évaluation de leurs impacts, en coordination avec les métiers, en lien avec la cartographie utilisée par les filières de contrôle permanent et périodique ;**
- ▶ **la mise en œuvre des procédures d'alerte, et notamment l'information des responsables opérationnels en fonction des plans d'actions mis en place ;**
- ▶ **le suivi des plans d'action correcteurs définis et mis en œuvre par les unités opérationnelles concernées en cas d'incident notable ou significatif.**

**Un incident de risque opérationnel est considéré grave lorsque l'impact financier potentiel au moment de la détection est supérieur à 300 000 €uros. Est également considéré comme grave tout incident de risque opérationnel qui aurait un impact fort sur l'image et la réputation du Groupe ou de ses filiales.**

Cette procédure est complétée par celle dédiée aux incidents de risques opérationnels significatifs au **sens de l'article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014**, modifié le 25 février 2021, dont le seuil de dépassement minimum est fixé à 0,5 % des fonds propres de base de catégorie 1.

#### 2.7.6.4 Coût du risque de l'établissement sur les risques opérationnels

Sur l'année 2021, le montant annuel comptabilisé des pertes nettes opérationnelles et frontière crédits s'élève à 6,04 M€.

#### 2.7.6.5 Travaux réalisés en 2020

L'exercice de cartographie conduit en 2021 a permis d'estimer notre exposition aux risques opérationnels pour l'exercice qui s'établit à 8,9 M€ en pertes moyennes attendues. Ces travaux ont également permis de reconduire 5 plans d'actions de limitation des impacts, soit une couverture de 60% de nos risques opérationnels :

- ▶ 3 plans d'action, sont dédiés à limiter notre exposition à la fraude externe des moyens de paiement sur les instruments chèques, espèces et virements des clients professionnels ;
- ▶ 1 plan d'action est dédié au risque de cyber attaque majeur (compromission et attaque informatique de grande envergure) ;
- ▶ 1 plan d'action est dédié à s'assurer que les garanties adossées aux engagements aux professionnels sont bien enregistrées.

Afin de simplifier la collecte des incidents de risques opérationnels par les réseaux et les unités opérationnelles, l'outil dédié a été perfectionné pour une dématérialisation complète du processus.

### 2.7.7 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Banque Populaire Rives de Paris a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la BP et/ou du groupe.

### 2.7.8 RISQUES DE NON-CONFORMITE

#### 2.7.8.1 Définition

Le risque de non-conformité est défini à l'article 10-p de l'arrêté du 3 novembre 2014 comme étant le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.

#### 2.7.8.2 Organisation de la fonction conformité au sein du Groupe BPCE

Au sein de l'organe central, la fonction conformité est exercée par la Direction Conformité du Secrétariat Général Groupe BPCE. Cette dernière exerce ses responsabilités dans le cadre d'un fonctionnement en filière métier.

Elle comprend les pôles :

- ▶ Conformité Bancassurance ;
- ▶ Conformité Epargne Financière Déontologie ;
- ▶ Sécurité Financière ayant à charge la LCB/FT (Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) avec notamment les correspondants Tracfin de BPCE, la lutte contre la corruption, le respect des mesures de sanctions embargo et la fraude interne ;
- ▶ Pilotage et coordination transversale des fonctions de conformité ;
- ▶ Conformité et contrôle permanent Eurotitres ;
- ▶ Conformité et risques opérationnels BPCE SA et coordination des filiales.

Elle joue un rôle d'orientation et d'impulsion auprès des responsables des différentes Directions de la Conformité des établissements. Les responsables de la conformité nommés dans les différents affiliés, dont ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne et les filiales directes soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

Elle conduit toute action de nature à renforcer la conformité des produits, services et processus de commercialisation, la protection de la clientèle, le respect des règles de déontologie, la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, la lutte contre les abus de marché, la surveillance des opérations et le respect des mesures de sanctions et embargo.

Elle s'assure du suivi des risques de non-conformité dans l'ensemble du groupe.

Dans ce cadre, elle construit et révisé les normes proposées à la gouvernance du Groupe BPCE, partage les bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants de la filière.



La diffusion de la culture de la maîtrise du risque et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs des établissements.

En conséquence, le Département Conformité de BPCE :

- ▶ Collabore et valide le contenu des supports des formations destinées notamment à la filière conformité en lien avec la Direction des Ressources Humaines Groupe et le Département Gouvernance des Risques de la Direction des Risques de BPCE qui coordonne le plan annuel des filières risques et conformité ;
- ▶ Contribue à la formation des acteurs des filières, notamment par des séminaires annuels spécialisés (sécurité financière, conformité, déontologie, pilotage du contrôle permanent de conformité, ...) ;
- ▶ Coordonne la formation des directeurs/responsables de la Conformité par un dispositif dédié en lien avec le pôle Culture Risques et Coordination des comités de la Direction des Risques de BPCE ;
- ▶ Anime et contrôle la filière Conformité des établissements notamment grâce à des journées nationales et un dispositif de contrôles permanents coordonné au niveau Groupe ;
- ▶ S'appuie sur la filière conformité des établissements via des groupes de travail thématiques, en particulier pour la construction et déclinaison des normes de conformité.

### 2.7.8.3 Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés en :

- ▶ disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- ▶ S'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du Groupe BPCE s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveau 1 et 2 obligatoires et communs à l'ensemble des établissements en banque de détail du Groupe.

#### Gouvernance et surveillance des produits

Tous les nouveaux produits ou services quel que soit leur canal de distribution ainsi que tous les supports commerciaux, **relevant de l'expertise de la fonction conformité, sont examinés en amont par celle-ci. Cette dernière s'assure ainsi que les exigences réglementaires applicables sont respectées et veille à la clarté et à la loyauté de l'information délivrée à la clientèle visée et, plus largement, au public.** Une attention particulière est également portée à la surveillance des produits tout au long de leur cycle de vie.

Par ailleurs, la fonction conformité coordonne la **validation des défis commerciaux nationaux, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte.**

La fonction conformité veille tout particulièrement à ce que les procédures et parcours de vente, ainsi que les politiques commerciales, garantissent à tout moment et pour tous les segments de clientèle, le respect des règles de conformité et déontologiques, notamment que le conseil fourni au client est adapté à ses besoins

#### Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés la Banque Populaire Rives de Paris et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du Groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité **place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.**

À cette fin, les collaborateurs du Groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle **afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service.** Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale. Une **formation à la déontologie a été mise en place pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe** intitulé « Les incontournables de l'éthique professionnelle ». Par ailleurs, BPCE a mis en place un Code de bonne conduite et d'éthique, déployé auprès de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE.

Les nouvelles réglementations relatives aux marchés des instruments financiers (MIF2) et PRIIPS (*packaged retail investment and insurance-based products*) **pour uniformiser l'information précontractuelle des produits financiers packagés), renforcent la protection des investisseurs et la transparence des marchés.** Elles impactent le Groupe dans sa dimension de distributeur d'instruments financiers, en renforçant la qualité des parcours clients dédiés à l'épargne financière et à l'assurance :



- ▶ Adaptation des recueils de données client et de la connaissance du client (profil client, caractéristiques des projets du client en termes d'objectifs, de risques et d'horizon de placement), actualisation du questionnaire de connaissance et d'expérience en matière d'investissements financiers et du questionnaire de risques sur l'appétence et la capacité à subir des pertes par le client permettant l'adéquation en matière de conseil ;
- ▶ Adaptation des offres liées aux services et produits financiers commercialisés ;
- ▶ Formalisation du conseil au client (déclaration d'adéquation) et de son acceptation du conseil (le cas échéant émission des alertes informant le client) ;
- ▶ Organisation des relations entre les producteurs et les distributeurs du Groupe ;
- ▶ Prise en compte des dispositions relatives à la transparence des frais et des charges selon la granularité exigée ;
- ▶ **Elaboration de reportings périodiques d'adéquation et à valeur ajoutée aux clients et sur l'enregistrement des échanges** dans le cadre de la relation et des conseils apportés aux clients ;
- ▶ Déclarations des reportings des transactions aux régulateurs et vis-à-vis du marché, obligations de best exécution et de best sélection ;
- ▶ Participation aux travaux de développement des formations des collaborateurs et à la conduite du changement liée à ces nouveaux dispositifs.

### Sécurité financière

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes au sein du Groupe BPCE repose sur :

- ▶ Une culture d'entreprise

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, a pour socle :

- Des principes de relations avec la clientèle visant à prévenir les risques, qui sont formalisés et font l'objet d'une information régulière du personnel ;
- Un dispositif harmonisé de formation des collaborateurs du Groupe, avec une périodicité bisannuelle, et des formations spécifiques à la filière sécurité financière.
- **En 2021 mise en ligne d'un livret d'éthique professionnelle à destination de l'ensemble des collaborateurs de la banque.**

- ▶ Une organisation

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les établissements disposent tous d'un pôle ou d'une unité dédiée à la sécurité financière. La banque Populaire Rives de Paris dispose d'un département dédié à la sécurité financière.

Au sein de l'organe central de BPCE, un pôle dédié anime la filière relative à la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, définit la politique en matière de sécurité financière pour l'ensemble du Groupe, élabore les différentes normes et référentiels et garantit la cohérence d'ensemble des décisions prises au niveau de chaque projet. Ce pôle assure également une veille réglementaire sur les typologies d'opérations concernées, et s'assure de la prise en compte des risques de blanchiment et de financement du terrorisme lors de la procédure d'agrément des nouveaux produits et services commerciaux par BPCE.

- ▶ Des traitements adaptés

Conformément à la réglementation, les établissements disposent de moyens de détection des opérations atypiques adaptés à leur classification des risques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès du service Tracfin (Traitement et action contre les circuits financiers clandestins) dans les délais les plus brefs. La classification des risques du Groupe intègre la problématique des pays « à risques » que ce soit au plan du blanchiment, du terrorisme, de la fraude fiscale ou de la corruption. Le dispositif du Groupe a par ailleurs été renforcé avec la mise en place d'un référentiel et de scénarios automatisés adaptés aux spécificités du financement du terrorisme. S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, les établissements du Groupe sont dotés d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

À la Banque Populaire Rives de Paris, le département sécurité financière couvre la prévention et la surveillance de la délinquance financière, notamment la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT), le respect des embargos, le respect des mesures de gel des avoirs, et la fraude interne. A ce titre, la Banque Populaire Rives de Paris dispose d'outils et de procédures permettant de détecter et de traiter d'éventuelles opérations atypiques définies d'une part selon le Code monétaire et financier et d'autre part via une approche par les risques décrite dans le référentiel Groupe BPCE. Le département sécurité financière assure le suivi des listes « terroristes », flux embargos et PPE (personnes politiquement exposées). Le département sécurité financière adresse les déclarations de soupçons au Traitement du Renseignement et Action Contre les Circuits Financiers et clandestins (TRACFIN) et prend en charge les réponses aux « droits de communication ». Le département sécurité financière pilote le suivi et le contrôle des dossiers réglementaires clients ainsi que la mise à jour des bénéficiaires effectifs. Tous les nouveaux embauchés reçoivent une formation spécifique conformité LAB/FT, et la sécurité financière dispense régulièrement des formations/informations auprès des collaborateurs

de la banque. Le département sécurité financière assure la communication externe relative au respect par la Banque Populaire Rives de Paris des dispositions LCB-FT notamment via la publication sur son site du questionnaire AML (anti-money laundering). BPRI est signataire du Patriot Act.

▶ **Une supervision de l'activité**

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes donne lieu à un reporting interne à destination des dirigeants et des organes délibérants **et à destination de l'organe central**.

La lutte contre la corruption

Le Groupe BPCE condamne la corruption sous toutes ses formes et en toutes circonstances. Dans ce cadre, il est membre participant du **Global Compact (pacte mondial des Nations Unies) dont le dixième principe concerne l'action « contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin »**.

La prévention de la corruption s'effectue de plusieurs façons :

- ▶ **Au moyen de la cartographie d'exposition aux risques de corruption des entités du Groupe, dont la méthodologie a été revue en 2021 ;**
- ▶ **Grâce au respect par les collaborateurs des règles de déontologie et d'éthique professionnelles figurant dans le Code de Conduite et d'Éthique (prévention des conflits d'intérêts, politiques de cadeaux, avantages et invitations, principes de confidentialité et de secret professionnel). Des sanctions disciplinaires sont prévues pour manquement au respect des règles professionnelles régissant les activités des entreprises du Groupe ;**
- ▶ **Par l'encadrement des relations avec les tiers : contrats standardisés dans le Groupe et conventions de comptes comportant des clauses anticorruption, évaluation des fournisseurs de plus de 50 K€ au regard du risque de corruption, dispositif relatif aux relations avec des « personnes politiquement exposées » ;**
- ▶ **Grâce à une formation réglementaire relative aux règles de l'éthique professionnelle et de lutte contre la corruption sous forme d'e-learning.**

**Un dispositif de recueil et de traitement d'alertes professionnelles sur les faits graves, dont les délits de corruption et de trafic d'influence, est mis à la disposition des collaborateurs (y compris les prestataires externes et les collaborateurs occasionnels). Il a été actualisé en 2021 afin de renforcer la protection des lanceurs d'alertes.**

**Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif.** En 2021, les éléments de ce dispositif ont été explicitement fléchés vers les risques de corruption identifiés par les métiers dans la nouvelle cartographie des risques.

BPCE dispose également de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de **contrôle interne Groupe relatif à l'information comptable vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit au sens l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne.** En 2020, un référentiel Groupe de contrôles participant à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence a été formalisé. Dans ce cadre, une vigilance est notamment apportée aux dons, sponsoring et mécénat.

Plus globalement, ces dispositifs sont formalisés et détaillés dans la **Charte faîtière relative à l'organisation du contrôle interne Groupe** et la **Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents du Groupe**.

#### 2.7.8.4 Travaux réalisés en 2021

Des travaux ont été réalisés afin de renforcer le dispositif d'évaluation des Risques de non-Conformité-RNC, avec la mise en place d'un pilotage à l'échelle du Groupe intégrant les évolutions réglementaires.

Dans ce cadre, l'arrimage de la cartographie des risques de corruption a donné lieu au référencement d'un nouveau risque de non-conformité agrégé.

La Conformité Epargne Financière a revu et complété son dispositif de contrôle permanent.

De même, la Sécurité Financière Groupe a complété son dispositif de contrôle portant sur la vigilance renforcée, sur les bénéficiaires effectifs et les sanction embargos.

**Un indicateur permettant de mesurer le risque de réputation dans le cadre du dispositif de l'appétit aux risques Groupe a été mis en place. Cet indicateur permet l'évaluation de ce risque en considérant les facteurs, à la fois internes et externes, pouvant entraîner un impact sur l'image du Groupe (positif ou négatif).**

Le dispositif Groupe en matière de déontologie a été revu de façon complète.

Un nouveau guide de conformité a été élaboré sur les comptes et coffres-forts inactifs et plusieurs autres guides actualisés (Crédit immobilier, Epargne bancaire, Campagnes électorales, Loi Alur, Document de référence Tarification et Traitement des réclamations).

Au niveau de la Conformité Bancassurance, deux chantiers structurants ont été poursuivis en 2021 :

- ▶ le premier concerne la connaissance client réglementaire avec la poursuite du programme mis en place en 2019 destiné à renforcer la complétude et la conformité des dossiers de connaissance client réglementaire.
- ▶ le second porte sur le renforcement du dispositif d'accompagnement des clientèles fragiles financièrement conformément aux nouvelles dispositions du décret du 20 juillet 2020 et en lien avec les missions des superviseurs au sein du Groupe.

#### 2.7.9 CONTINUITE D'ACTIVITE

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est abordée dans sa dimension transversale, avec l'analyse des principales lignes métiers critiques, notamment la liquidité, les moyens de paiement, les titres, les crédits aux particuliers et aux entreprises, ainsi que le fiduciaire.

##### 2.7.9.1 Organisation et pilotage de la continuité d'activité

La gestion du PUPA du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la continuité d'activité Groupe, au sein du Département Sécurité Groupe du Secrétariat Général Groupe.

Le Responsable de la Continuité d'activité (RCA-G) Groupe, a pour mission de :

- ▶ piloter la continuité d'activité Groupe et animer la filière au sein du Groupe ;
- ▶ coordonner la gestion de crise Groupe ;
- ▶ piloter la réalisation et le maintien en condition opérationnelle des plans d'urgence et de poursuite d'activité Groupe ;
- ▶ veiller au respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité ;
- ▶ participer aux instances internes et externes au Groupe.

Les RPUPA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPUPA lui sont notifiées.

Le cadre de référence de Banque Populaire Rives de Paris a été décliné et puis validé par le Comité de Coordination des Fonctions de Contrôles (3CI) du 29 mars 2017. Il a été complété par une politique de continuité et validé par le 3CI du 24 novembre 2020.

**Le Cadre Continuité d'Activité Groupe définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :**

- ▶ les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- ▶ le Comité filière de continuité d'activité, instance de coordination opérationnelle ;
- ▶ la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil des attentes.

Le cadre de référence, CCA-G a été décliné et validé au sein de notre établissement par le Comité de Coordination des Fonctions de Contrôles (3CI) du 16 Novembre 2018.

La Continuité d'Activité Groupe définit, met en œuvre et fait évoluer autant que de besoin la politique de continuité d'activité Groupe.

### **Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité des activités**

Afin de préserver ses enjeux majeurs en cas de crise ou de sinistre majeur, la Banque Populaire Rives de Paris maintient un plan d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA, anciennement appelé PCA) pour sauvegarder :

- ▶ ses activités essentielles ;
- ▶ les intérêts de ses clients, partenaires, sociétaires et de son personnel ;
- ▶ la réputation et la responsabilité de la Banque Populaire Rives de Paris et des dirigeants.

Le PUPA de la Banque Populaire Rives de Paris est organisé et animé par l'équipe Risques Opérationnels et Sécurités, sous la responsabilité du RPCA, avec le concours des correspondants désignés dans les filières métiers et supports.

Le PUPA est constitué d'une organisation de crise et de plans de secours permettant de faire face aux trois sinistres génériques :

- ▶ perte du système d'information ;
- ▶ perte des bâtiments ;
- ▶ perte des compétences humaines ;

auxquels s'ajoutent progressivement les scénarii de robustesse de Place (grève générale des transports, crue centennale, risque sanitaire de pandémie, attentats terroristes, cybercriminalité, panne générale d'électricité, ...).

La reprise d'activité et les ressources nécessaires sont déterminées à partir des besoins métiers consolidés par le RPCA.

L'organisation de crise est constituée d'une Cellule de Crise Décisionnelle permanente (CCD) et de plusieurs Cellules de Crise Opérationnelles (CCO). En dehors des cas de sinistres, ces cellules sont réunies régulièrement avec, notamment, pour objectif de valider les stratégies, les moyens et les dispositions mis en œuvre.

Outre les solutions de travail à domicile généralisée à la quasi-totalité des collaborateurs, la banque dispose d'un site de repli propre pour le secours du siège, activable en permanence avec une montée en charge progressive sur 5 jours. En fonction des besoins, la mobilisation d'autres locaux de la banque (salles de formation, agences) complètent le dispositif de secours.

Des tests sont menés régulièrement, dont des exercices semestriels de repli avec un panel représentatif des services du siège. La CCD et une partie des membres des CCO sont impliquées dans au moins un test par an.

Les sous-traitants de la banque, et notamment les usines informatiques filiales du Groupe BPCE, conçoivent et testent régulièrement leurs dispositifs d'alerte et de continuité pour les activités qu'ils opèrent pour la banque.

Le PUPA est intégré à la formation des nouveaux entrants et une sensibilisation permanente des collaborateurs est maintenue par une communication régulière liée aux différents événements et à la participation aux exercices.

Le suivi du dispositif PUPA est assuré par le RPCA, rattaché à la direction des Risques et de la Conformité. Ce suivi intègre une révision annuelle des plans par les métiers, et un contrôle permanent intégré aux outils du groupe. Le pilotage est assuré par la CCD.

### **2.7.9.2 Travaux réalisés en 2021**

La crise pandémique Covid-19 est entrée dans une phase « normalisée », avec la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le prolongement de celles engagées en 2020.

Les équipes PCA ont poursuivi leurs activités dans l'objectif d'améliorer la résilience des dispositifs :

- ▶ Les analyses de risque, à partir d'un outil de cartographie (ArcGIS), dans le but de vérifier la cohérence des dispositifs avec un niveau de risque acceptable ;
- ▶ Le déploiement de l'outil Groupe de gestion des PCA (Drive) avec intégration du Travail A Domicile (TAD) au sein des plans ;
- ▶ La poursuite de la qualification de la criticité des prestations externalisées dans le cadre du référentiel des contrats ;
- ▶ La réalisation d'exercices de gestion de crise Cyber afin de se préparer et de mieux se coordonner dans ce type de sinistre.

## 2.7.10 SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Cette partie est traitée en chapitre 'Protection des données et cybersécurité' en 2.2.4.

## 2.7.11 RISQUES CLIMATIQUES

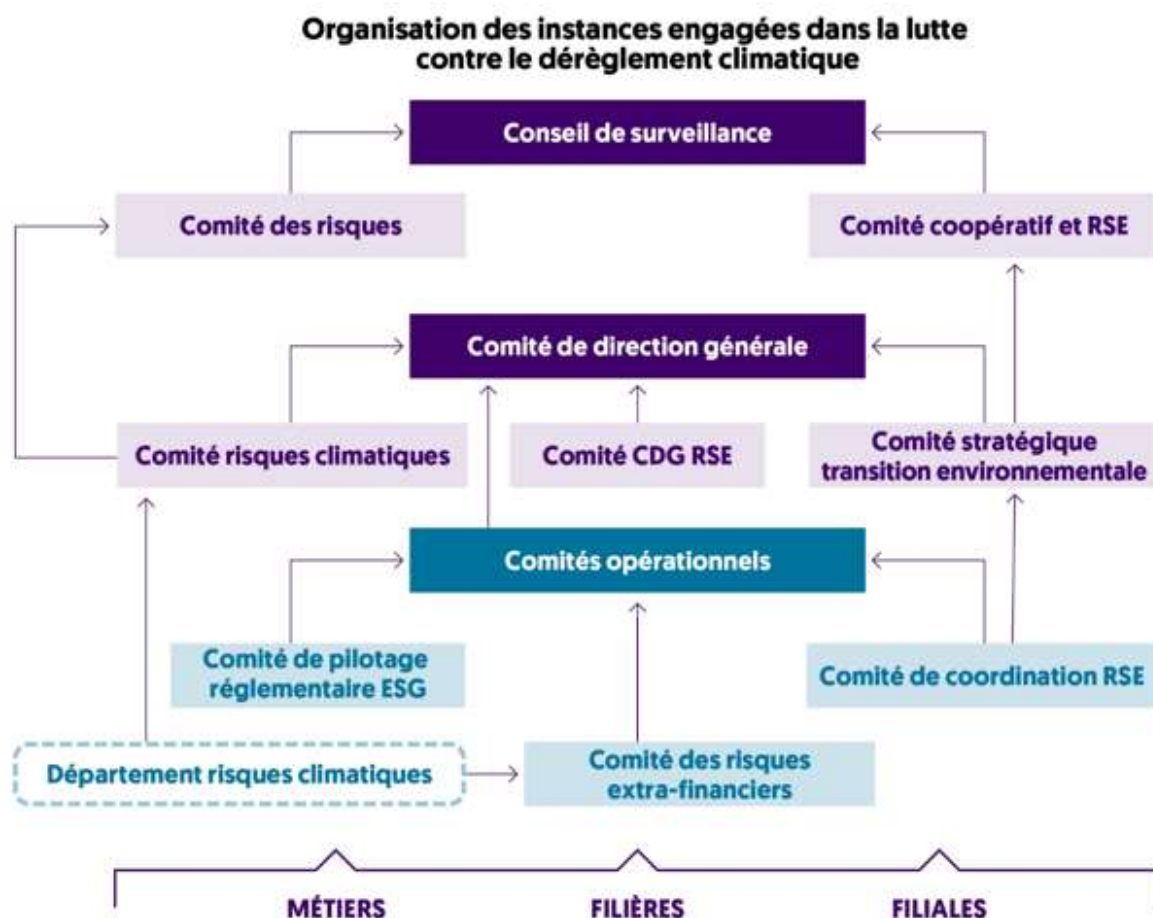
### 2.7.11.1 Organisation et Gouvernance

BPCE gère la stratégie des risques climatiques à 3 niveaux :

- ▶ Une direction RSE, rattachée à la Direction Générale, pilote l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie relative au climat et constitue la 1ère ligne de défense dédiée aux risques environnementaux notamment.
- ▶ Un département des risques climatiques, rattaché à la Direction des Risques a été créé au 1er septembre 2021. Il assure la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques liés au changement climatique pour l'ensemble du Groupe, en lien avec les correspondants risques climatiques dans les Directions des Risques des établissements et des filiales. Ce département constitue la 2ème ligne de défense.
- ▶ Un Comité des Risques Climatiques, présidé par le Président du Directoire du Groupe BPCE, contrôle la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle en matière de gestion des risques climatiques et environnementaux du Groupe BPCE et prépare les sujets à l'attention du Comité des Risques du Conseil de Surveillance.

Le Département des risques climatiques s'appuie sur un réseau de plus de 50 correspondants climatiques mis en place dès 2020, au sein des Directions des Risques des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, ainsi que dans les filiales du Groupe. Ils ont pour mission principale de suivre l'actualité des travaux du département risques climatiques et des évolutions réglementaires afin d'être en mesure de les rapporter auprès de l'exécutif de leur établissement et éventuellement de ses instances dirigeantes dans l'objectif de les mettre en place opérationnellement.

Comme préconisé par l'ACPR dans son document « Gouvernance et gestion des risques climatiques », le Groupe BPCE a aussi mis en place des référents climatiques au sein de chaque réseau qui reviennent trimestriellement avec le Département Risques climatiques l'état des lieux des projets développés, leur déploiement et la priorisation des projets à venir.





## 2.7.11.2 Accélération de l'intégration d'un volet dédié aux risques climatiques et aux critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)

### Identification et évaluation des risques climatiques

L'identification des risques climatiques, leur encadrement et leur pilotage sont des étapes fondamentales à la définition d'une stratégie climatique tournée vers la transition environnementale.

Pour le Groupe BPCE, les risques climatiques correspondent à la vulnérabilité de ses activités au changement climatique. On peut distinguer le risque climatique physique, lié directement au changement climatique, du risque climatique de **transition**, lié à l'**adaptation** nécessaire de nos activités et de celles de nos clients pour lutter contre le changement climatique.

La matérialité des risques associés aux changements climatiques est appréciée par référence aux grandes classes de risques usuels que sont, par exemple, le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. Le Groupe BPCE a donc **mis en place un dispositif robuste permettant l'identification des facteurs de risques climatiques pouvant impacter les risques traditionnels du Groupe accompagné d'un pilotage précis.**

### Matrice de matérialité des risques du Groupe BPCE

Dans le cadre de la publication en octobre 2021 du premier rapport TCFD du Groupe BPCE, la direction des Risques a défini une matrice de matérialité des risques climatiques :

Catégorie de risques	Risques physiques				Risques de transition	
	Horizon du plan stratégique 2024		Horizon de temps : long terme (> 4 ans)		Horizon du plan stratégique 2024	Horizon de temps : long terme (> 4 ans)
	Aigus	Chroniques	Aigus	Chroniques		
<b>Risque de crédit et de contrepartie</b> : défaut client, dépréciation du collatéral	Faible		Moyen		Moyen	Fort
<b>Risque de marché et de valorisation des actifs</b> : changement de valorisation des actions, des taux, des matières premières, etc.	Faible		Moyen		Faible	Moyen
<b>Liquidité et structure du bilan</b> : risque de crise de liquidité à court terme, risque de refinancement	Faible		Moyen	Faible	Faible	Moyen
<b>Déclaration de sinistre</b>	Faible		Moyen	Faible	Faible	Faible
<b>Risque d'investissement propre</b>	Faible		Moyen		Faible	Faible
<b>Risque au sein des portefeuilles clients</b> (assurance et gestion d'actifs)	Faible		Moyen		Faible	Moyen
<b>Risque opérationnel</b>	Faible		Moyen		Faible	Moyen
<b>Risque de réputation</b>	Faible		Faible		Moyen	Fort
<b>Risque stratégique</b>	Faible		Moyen		Moyen	Fort
<b>Risque juridique, de conformité et réglementaire</b>	Faible		Faible		Moyen	Fort

### Macro-Cartographie des risques

Depuis 2019, la macro-cartographie des risques intègre les risques climatiques dans la catégorie « risques stratégiques, d'activité et d'écosystème ». Des premiers indicateurs ont été définis, mesurés et sont suivis pour chaque établissement afin d'en apprécier la pertinence :

- ▶ Les montants globaux de l'exposition en VaR 99,9% des événements « catastrophe naturelle » et « conditions météorologiques extrêmes »,
- ▶ La **somme des encours « bruns »** selon la définition de l'ACPR datant de 2017 (basée exclusivement sur les codes NACE- Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne),
- ▶ Celle des **encours d'énergies renouvelables**,
- ▶ Les provisions sectorielles climatiques.

En 2021, 3 indicateurs ont été ajoutés sur les données au 31 décembre 2020 :

- ▶ Part des obligations « vertes », rassemblant les {green bond, social bond, sustainable bond, sustainability-linked bond} dans la réserve de liquidité,
- ▶ Part des titres obligataires de la réserve de liquidité détenus sur des émetteurs notés C- ou inférieur par ISS ESG<sup>8</sup>,
- ▶ **Part des collaborateurs ayant réalisé au moins une fois le « Climate Risk Pursuit », outil d'acculturation aux risques climatiques.**

Ces indicateurs, pouvant être amenés à évoluer, permettent une première identification des encours au niveau du Groupe et aux bornes de chacun des établissements ainsi que la sensibilisation des collaborateurs aux risques climatiques physiques et de transition.

**Les risques climatiques, à l'instar des travaux de cartographie des risques des superviseurs ACPR et BCE, sont identifiés dans l'analyse prospective des risques.**

#### Risk Appetite Framework

**Les risques liés au climat sont directement intégrés dans les principaux processus transverses permettant l'identification et le suivi des risques du Groupe BPCE.** Les catégories des risques environnementaux incluant la dimension risques climatiques dans sa composante « risque de transition » et « risque physique » ont été ajoutées au référentiel des risques de BPCE dès 2019. À ce stade, la matérialité de ces catégories **de risque a été évaluée à dire d'expert et appuyée par les travaux de cartographie** présentés ci-dessus. Le risque de transition a été jugé matériel, y compris à court-terme compte-tenu des potentiels impacts en matière de réputation, des risques liés aux évolutions du cadre réglementaire et juridique, et du risque stratégique lié aux évolutions de marché en réponse à la transition environnementale.

**À l'échelle du Groupe BPCE, des indicateurs sur le risque climatique de transition sont sous observation.** Sur le périmètre de la Banque de Grande Clientèle, la part des actifs classés « brun foncé » selon la méthode Green Weighting Factor, constituant les actifs les plus exposés au risque de transition, est suivie dans le Risk Appetite Framework de Natixis. Des travaux sont actuellement en cours pour renforcer ce dispositif en définissant notamment une limite.

#### Les Risques de Crédit

##### ◆ **Politiques sectorielles ESG**

La politique des risques globale du Groupe, déclinée dans les politiques sectorielles, intègre des critères climatiques et environnementaux. Ces critères sont mis à jour, depuis 2019, à chaque revue des politiques sectorielles du Groupe et validé lors du Comité de Veille Sectorielle piloté par le Département Risques de Crédit.

Ces critères climatiques et environnementaux sont établis par le CoREFI (Comité des Risques Extra-Financiers, composés des équipes des Risques climatiques et de la RSE) mensuel et chaque secteur sera revu, à minima, tous les deux ans et à un rythme plus rapproché en fonction des besoins **et de l'actualité.**

Le CoREFI a élaboré une notation sectorielle issue des critères climatiques et environnementaux, en application de la méthodologie précisée ci-dessous. **Cette notation et méthodologie d'analyse ont été validées par le Comité des Normes et Méthodes** le 12 juin 2020. La notation du CoREFI a permis une classification sectorielle validée par le Comité de Veille Sectorielle, puis transmis aux établissements et aux filiales. Enfin, cette notation permet de classer les encours sectoriels selon leurs risques climatiques physiques ou de transition.

##### ◆ **Questionnaire de Transition Environnementale**

**Afin d'accroître l'intégration des critères climatiques et environnementaux, un questionnaire dédié à la prise en compte des enjeux ESG a été créé en 2019 et revu en 2021 pour étoffer les éléments environnementaux.** Ce questionnaire a vocation à être utilisé par les chargés de clientèle afin de récolter des informations concernant la connaissance, les actions et **l'engagement des clients sur les sujets climatiques** et environnementaux. Cet outil devrait être disponible courant 2022. Il sera alors déployé sur certaines typologies de la clientèle.

##### ◆ **Loan Origination**

L'Autorité Bancaire Européenne a publié en mai 2020 les orientations sur l'octroi et le suivi des prêts (EBA/GL/2020/06). L'objectif est d'avoir une vue complète du processus d'octroi et de favoriser un suivi de crédit pour une gestion des risques

---

<sup>8</sup> ISS ESG, détenu majoritairement par la Deutsche Börse, est l'un des principaux fournisseurs de solutions en matière de gouvernance d'entreprise et de solutions d'investissements responsable pour les investisseurs institutionnels et les entreprises, dans le monde. Les solutions ESG couvrent la recherche et les notations ESG pour les entreprises et les pays, permettant ainsi d'identifier les risques et opportunités sociaux et environnementaux importants.



optimale. Parmi les nouveautés marquantes pour les établissements assujettis, figure l'intégration des facteurs ESG au sein de la gouvernance interne pour les pratiques d'octroi et la valorisation des garanties.

#### Les Risques Financiers

##### ◆ **Analyse ESG de la réserve de liquidité**

Le Groupe BPCE se refinance sur les marchés et est attentif à la performance ESG des liquidités acquises sur les marchés. **A titre d'illustration, chaque établissement Banques Populaires et Caisses d'Epargne dispose de la notation environnementale de sa réserve de liquidité depuis fin 2020 à travers un outil dédié aux titres obligataires. Une norme est en cours pour limiter tout investissement dans les titres en dessous d'un grade de notation environnementale.**

Ces analyses extra-financières de la réserve de liquidité sont effectuées depuis décembre 2019 et ont été généralisées à **l'ensemble des établissements** en 2021. Ces informations permettent aux établissements du Groupe BPCE de mieux piloter leurs portefeuilles et de pouvoir communiquer sur leur intégration des critères ESG.

##### ◆ **Provisions Climatiques**

Au premier semestre 2021, un groupe de travail avec 9 établissements du Groupe BPCE a été mené afin de recenser les différentes méthodologies existantes de constitution des provisions climatiques. Ce recueil de bonnes pratiques a été validé en Comité Risques, Conformité et Contrôle Permanent (CRCCP) établissements en juin 2021. **Devant l'augmentation de la fréquence et de la sévérité des aléas climatiques et des contraintes sur les actifs carbonés, ce recueil a vocation à accompagner les établissements du Groupe dans leur volonté de mieux prévenir l'impact financier des risques physiques et de transition.**

#### 2.7.11.3 Sensibilisation et formation

##### Sensibilisation / formation

##### ◆ **Déploiement d'une version thématique du Risk Pursuit sur les risques climatiques**

Le Climate Risk Pursuit est un outil de formation interactif qui a été développé par la Direction des Risques. Cet outil vise à sensibiliser et former les collaborateurs du Groupe aux risques climatiques, à leurs impacts et aux enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance.

##### ◆ **Formation à distance sous forme de MOOC**

Le Département des Risques climatiques de BPCE développe une formation en ligne sur les risques climatiques et leurs enjeux pour le banquier et l'assureur sur une plateforme adaptée disponible pour le groupe.

#### 2.7.11.4 Environnement réglementaire

##### ◆ **Rédaction du rapport Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)**

La TCFD, groupe de travail mis en place par le comité de stabilité financière du G20 a pour objectif de mettre en avant la transparence financière liée au climat. Le groupe publie son premier rapport TCFD le 21 octobre 2021, dont la gestion des risques climatiques constitue la partie centrale du rapport. Ce dernier est accessible en cliquant sur le lien ci-après : Rapport TCFD 2021.

##### ◆ **Les exercices pilotes de l'ACPR et de l'ABE ainsi que les stress-tests de la BCE**

**Au cours du premier semestre 2021, les résultats des exercices pilotes de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution – ACPR - et de l'Autorité Bancaire Européenne –ABE–, auxquels le Groupe BPCE a volontairement participé, ont été publiés.**

Au niveau européen, les résultats ont montré que plus de la moitié des expositions des banques (58% des expositions totales des entreprises évaluées) sont allouées à des secteurs qui pourraient être sensibles au risque de transition. Selon une première approche, le ratio d'actif verts agrégé au sein de l'Union européenne est seulement de 7,9%.

Cet exercice est une première étape et a vocation à être approfondi afin de développer des outils d'évaluation du risque climatique cohérents et comparables entre les différentes banques européennes. Dans un second temps, l'ABE continue à travailler à la conception d'un cadre de test de résistance au risque climatique.

Au niveau national, l'exercice pilote révèle une exposition globalement modérée des banques et des assurances françaises aux risques liés au changement climatique. L'exposition des institutions françaises aux secteurs les plus impactés par le risque de transition (industries extractives, cokéfaction et raffinage, pétrole, agriculture, etc.) est relativement faible. Néanmoins, le superviseur précise que les risques physiques sont loin d'être négligeables et que des efforts doivent être mis en place

dans l'analyse d'impact financier de ces derniers. Il est également important pour le superviseur de favoriser une meilleure allocation des ressources et d'assurer le financement de la transition. Cet exercice a vocation à être reproduit régulièrement. Le prochain exercice devrait se tenir en 2023/2024.

Le Groupe BPCE poursuit ainsi les travaux internes d'analyse des risques climatiques et environnementaux, en particulier dans l'intégration de la taxonomie européenne dans les classifications internes. Le groupe a également suivi les premiers échanges dirigés par la BCE pour construire le cadre des futurs stress tests climatiques qui seront à fournir début 2022.

#### ◆ Guide BCE (Banque Centrale Européenne)

La BCE a rappelé dans son guide relatif aux risques liés au climat et à l'environnement, de novembre 2020, que « les risques physiques et de transition constituent des facteurs déterminants des risques existants ».

A la suite de la publication de son guide, la BCE a sollicité les banques européennes afin de conduire une auto-évaluation de leur gestion des risques climatiques, exercice effectué par le Groupe et livré à la BCE en février 2021 ainsi qu'un plan d'action détaillé en mai 2021 qui fait l'objet d'un suivi afin de livrer les diverses actions de remédiation dans les délais.

#### ◆ Taxonomie

Le Groupe BPCE poursuit les travaux d'analyse des risques climatiques et environnementaux, en particulier dans l'intégration de la taxonomie européenne dans les classifications internes. Ainsi, chaque analyse sectorielle validée en COREFI intègre une section dédiée à l'éligibilité du secteur à la taxonomie européenne.

En 2022, selon l'article 8 du règlement taxonomie, les acteurs financiers publieront un GAR (Green Asset Ratio) éligible. Il s'agit de la part d'exposition aux activités retenues dans la taxonomie européenne.

### 2.7.12 RISQUES EMERGENTS

Le Groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement. A ce titre, une analyse prospective identifiant les risques pouvant impacter le Groupe est réalisée chaque semestre et présentée en Comité Risques et Conformité Groupe, puis en Comité des Risques du Conseil de Surveillance.

Après une année 2020 marquée par la contraction brutale de l'économie mondiale liée à la pandémie de Covid-19, la révision à la hausse en juin 2021 des prévisions de croissance, notamment en France, témoigne d'une sortie de crise plus vigoureuse qu'anticipée. Cette crise, a profondément modifié l'environnement dans lequel s'exercent les activités du Groupe. Elle a en effet largement aggravé l'intensité des chocs causés par les différentes typologies de risques affectant nos métiers. Si la couverture du risque pandémique par une campagne massive de vaccination a été largement réalisée, en France notamment, une certaine incertitude demeure sur l'environnement économique, en particulier sur l'évolution de certaines données macro-économiques (ralentissement marqué de la croissance chinoise, hausse de l'inflation, etc.).

Le risque de dégradation future des portefeuilles de crédit du Groupe apparaît comme un point d'attention prioritaire. L'ampleur du soutien des pouvoirs publics à l'économie, ainsi que la vigueur de la reprise observée en 2021 permettent toutefois d'envisager une résilience plus forte qu'attendu.

Le contexte de taux bas voire négatifs continue de peser sur la rentabilité des activités de banque commerciale, en lien avec la part significative des prêts habitat à taux fixe et les activités d'assurance vie.

L'environnement géopolitique international reste une zone d'attention sous vigilance, les différentes tensions géopolitiques continuant de peser sur le contexte économique global et alimentant les incertitudes.

La poursuite de la digitalisation de l'économie et des services financiers s'accompagne d'une vigilance constante des banques face aux cyber risques. La sophistication des attaques et les éventuelles vulnérabilités des systèmes IT des banques sont deux enjeux majeurs pour le Groupe BPCE, en lien avec les attentes du régulateur.

Le Groupe est très attentif à l'évolution de l'environnement réglementaire et aux demandes du superviseur, notamment sur les nouvelles normes de provisionnement, les guidelines sur les prêts non performants et en particulier la nouvelle définition du défaut et la finalisation de Bâle III.

Enfin, les risques opérationnels font l'objet d'une attention soutenue avec notamment l'application des dispositifs de gestion de crise quand nécessaire.

## 2.7.13 GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

### 2.7.13.1 Cadre réglementaire

La surveillance réglementaire des fonds propres des établissements de crédit s'appuie sur les règles définies par le comité de Bâle.

Ces règles ont été renforcées suite à la mise en œuvre de Bâle III, avec un rehaussement du niveau des fonds propres réglementaires requis et l'introduction de nouvelles catégories de risques.

Les recommandations Bâle III ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (Capital Requirements Directive – CRD IV) et le règlement no 575/2013 (Capital Requirements Regulation – CRR) du Parlement européen et du Conseil **amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2")**. **Tous les établissements de crédit de l'Union européenne sont soumis** au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes, depuis le 1er janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont ainsi tenus de respecter en permanence :

- ▶ un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio de CET1) ;
- ▶ un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio de Tier 1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- ▶ un ratio de fonds propres globaux (ratio de solvabilité global), correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) ;
- ▶ **auxquels viennent s'ajouter, à compter du 1er janvier 2016, les coussins de capital qui pourront être mobilisés pour absorber les pertes en cas de tensions.**

Ces coussins comprennent :

- ▶ un coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 qui vise à absorber les pertes dans une **situation d'intense stress économique** ;
- ▶ un coussin contra cyclique qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Cette surcharge en fonds **propres de base de catégorie 1 a vocation à s'ajuster dans le temps afin d'augmenter les exigences en fonds propres en période d'accélération du crédit au-delà de sa tendance et les desserrer dans les phases de ralentissement** ;
- ▶ un coussin pour le risque systémique à la main de chaque État membre, qui vise à prévenir et atténuer les risques systémiques qui ne sont pas couverts par le règlement (faible pour le Groupe BPCE eu égard aux pays d'implantation du groupe) ;
- ▶ **les différents coussins pour les établissements d'importance systémique qui visent à réduire le risque de faillite des grands établissements. Ils sont spécifiques à l'établissement. Le Groupe BPCE figure sur la liste des autres établissements d'importance systémique (A-EIS) et fait partie des établissements d'importance systémique mondiale (EISm). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et le coussin le plus élevé s'applique donc.**

Les ratios de fonds propres sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- ▶ du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- ▶ des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

**Jusqu'au 31 décembre 2019, ces ratios ont fait l'objet d'un calcul transitoire, dans le but de gérer progressivement le passage de Bâle 2,5 à Bâle III.**

En 2021, le Groupe BPCE est tenu de respecter un ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 de 4,5 % au titre du Pilier I, un ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 de 6 % et enfin, un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

En complément des exigences minimales de fonds propres au titre du Pilier I, le Groupe BPCE est soumis à des obligations de fonds propres de base de catégorie 1 supplémentaires :

- ▶ le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est égal, depuis le 1er janvier 2019, à 2,5 % du montant total des expositions au risque ;
- ▶ le coussin contra-cyclique du Groupe BPCE est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au **risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation du groupe**. Le coussin contra-cyclique maximum applicable au Groupe BPCE à partir du 1er janvier 2019 est de 2,5 %. La majorité des expositions du Groupe BPCE étant localisée dans des pays dont le coussin contra-cyclique a été fixé à zéro, le groupe considère que ce taux sera très proche de 0 % ;
- ▶ le coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale est fixé à 1 % pour le groupe ;
- ▶ le coussin pour le risque systémique s'applique à toutes les expositions situées dans l'état membre qui fixe ce coussin et/ou aux expositions sectorielles situées dans ce même état membre. La majorité des expositions du Groupe BPCE étant localisée dans des pays dont le coussin pour le risque systémique a été fixé à zéro, le groupe considère que ce taux sera très proche de 0 %.

Les instruments de dette hybride éligibles aux fonds propres en Bâle II font, quant à eux, toujours l'objet d'une mesure transitoire en 2021. Cette mesure concerne les instruments qui ne sont plus éligibles du fait de la nouvelle réglementation, pouvant sous certaines conditions être éligibles à la clause du maintien des acquis. Conformément à cette dernière, ils sont progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. Depuis le 1er janvier 2021, 10 % du stock global déclaré au 31 décembre 2013 est encore reconnu, pour ne plus l'être en 2022. La partie non reconnue peut être admise dans la catégorie inférieure de fonds propres si elle remplit les critères correspondants.

Dans ce cadre, les établissements de crédit doivent respecter les exigences prudentielles qui s'appuient sur trois piliers qui forment un tout indissociable :

#### ◆ Pilier I

Le Pilier I définit les exigences minimales de fonds propres. Il vise à assurer une couverture minimale, par des fonds propres, des risques de crédit, de marché et opérationnel. Pour calculer l'exigence en fonds propres, l'établissement financier a la possibilité d'effectuer cette mesure par des méthodes standardisées ou avancées.

#### ◆ Pilier II

Il régit un processus de surveillance prudentielle qui complète et renforce le Pilier I.

Il comporte :

- ▶ l'analyse par la banque de l'ensemble de ses risques y compris ceux déjà couverts par le Pilier I ;
- ▶ l'estimation par la banque de ses besoins de fonds propres pour couvrir ses risques ;
- ▶ la confrontation par le superviseur bancaire de sa propre analyse du profil de risque de la banque avec celle conduite par cette dernière, en vue d'adapter, le cas échéant, son action prudentielle par des fonds propres supérieurs aux exigences minimales ou toute autre technique appropriée.

Pour l'année 2021, le taux en vigueur pour le Pilier II réglementaire (P2R) du Groupe BPCE est de 9,75 % de ratio global, auquel s'ajoute le coussin de conservation du capital de 2,50 % et le coussin systémique mondial de 1 %.

#### ◆ Pilier III

Le Pilier III a pour objectif d'instaurer une discipline de marché par un ensemble d'obligations déclaratives. Ces obligations, aussi bien qualitatives que quantitatives, permettent une amélioration de la transparence financière dans l'évaluation des expositions aux risques, les procédures d'évaluation des risques et l'adéquation des fonds propres.

### 2.7.13.2 Champ d'application

#### Périmètre prudentiel

Le Groupe BPCE est soumis à une obligation de reporting réglementaire consolidé auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE), l'autorité de supervision des banques de la zone euro. À cet effet, le Pilier III est établi sur base consolidée.

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur la base du périmètre de consolidation statutaire. La principale différence entre ces deux périmètres porte sur la méthode de consolidation des sociétés d'assurance qui sont consolidées par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel, quelle que soit la méthode de consolidation statutaire.

**Les sociétés d'assurance mises en équivalence dans le cadre du périmètre de consolidation prudentiel sont les suivantes :**

- ▶ Surassur ;
- ▶ Muracef ;
- ▶ Natixis Assurances ;
- ▶ Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions ;
- ▶ Prépar-Vie ;
- ▶ Prépar-IARD ;
- ▶ Oney Insurance ;
- ▶ Oney Life.

**Les sociétés d'assurance suivantes sont mises en équivalence à la fois dans le périmètre de consolidation statutaire et dans le cadre du périmètre de consolidation prudentiel :**

- ▶ CNP Assurances ;
- ▶ Caisse de Garantie Immobilière du Bâtiment ;
- ▶ Parnasse Garanties.

Par ailleurs, depuis le deuxième trimestre 2020, l'entité Versailles est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette évolution, qui ne concerne que le périmètre prudentiel, puisque l'entité est toujours considérée comme étant sous contrôle au sens des normes comptables IFRS, fait suite à une analyse détaillée des textes prudentiels. Ces derniers précisent que les entités non financières qui ne constituent pas des services auxiliaires au sens de la norme sont mises en équivalence pour les besoins des déclaratifs ratios. Cette décision, validée par les instances du groupe, permet un alignement des périmètres retenus pour le calcul de la liquidité et de la solvabilité.

## Tableau – Passage du bilan comptable consolidé au bilan prudentiel

Le tableau ci-dessous présente le passage du bilan comptable au bilan prudentiel de la Banque Populaire Rives de Paris au 31 décembre 2021.

Les différences entre les données du périmètre statutaire et celles du périmètre prudentiel font suite au retraitement des filiales exclues du périmètre prudentiel (cf. description du périmètre prudentiel infra) et à la réintégration des opérations intra-groupe liées à ces filiales.

Bilan consolidé IFRS - Actif - 31/12/2021 en millions d'euros	Périmètre statutaire BPCE	Retraitements prudentiels	Périmètre prudentiel BPCE
Caisses, banques centrales	106	-	106
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	216	-	216
- Dont instruments de dettes	120	-	120
- Dont instruments de capitaux propres	33	-	33
- Dont portefeuille de prêts	52	-	52
- Dont opérations de pensions	0	-	0
- Dont instruments financiers dérivés	11	-	11
- Dont Dépôts de garantie versés	0	-	0
Instruments dérivés de couverture - JV positive	92	-	92
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 619	-	1 619
Titres de dette au coût amorti	1 313	-	1 313
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 762	-	5 762
Prêts et créances sur la clientèle	24 400	-	24 400
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	-	8
Placements des activités d'assurance	0	-	0
Actifs d'impôts courants	0	-	0
Actifs d'impôts différés	38	-	38
Comptes de régularisation et actifs divers	290	-	290
Actifs non courants destinés à être cédés	0	-	0
Participation aux bénéfices différée	0	-	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	-	0
Immeubles de placement	0	-	0
Immobilisations corporelles	303	-	303
Immobilisations incorporelles	0	-	0
Ecarts d'acquisition	0	-	0
<b>TOTAL</b>	<b>34 148</b>	<b>0</b>	<b>34 148</b>

<b>Bilan consolidé IFRS - Passif - 31/12/2021 en millions d'euros</b>	<b>Périmètre statutaire BPCE</b>	<b>Retraitements prudentiels</b>	<b>Périmètre prudentiel BPCE</b>
Banques centrales	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	12	-	12
- Dont Titres vendus à découverts	-	-	-
- Dont autres passifs détenus à des fins de transaction	-	-	-
- Dont Instruments financiers dérivés	12	-	12
- Dont dépôt de garantie reçus	-	-	-
- Dont portefeuille évalué en valeur de marché sur option	-	-	-
Instruments dérivés de couverture - JV négative	82	-	82
Dettes représentées par un titre	1 272	-	1 272
Dettes envers les établissements de crédit	6 369	-	6 369
Dettes envers la clientèle	22 903	-	22 903
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Passifs d'impôts courants	13	-	13
Passifs d'impôts différés	5	-	5
Comptes de régularisation et passifs divers	373	-	373
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurances	-	-	-
Provisions	94	-	94
Dettes subordonnées	10	-	10
<b>Capitaux propres part du groupe BPCE</b>	<b>3 014</b>	<b>0</b>	<b>3 014</b>
Capital et primes liées	1 066	0	1 066
Réserves consolidées	1 666	0	1 666
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat	131	0	131
Résultat de la période	150	0	150
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>34 148</b>	<b>0</b>	<b>34 148</b>

### 2.7.13.3 Composition des fonds propres prudentiels

#### Fonds propres prudentiels

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement n° 575/2013 du Parlement européen du 26 juin 2013 relatif aux fonds propres.

Ils sont ordonnancés en trois catégories : fonds propres de base de catégorie 1, fonds propres additionnels de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2, dans lesquelles sont effectuées des déductions.

Les critères de ventilation dans les catégories sont définis par le degré décroissant de solidité et de stabilité, la durée et le degré de subordination.



Tableau – Fonds propres prudentiels phasés

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2021 Bâle III Phasé <sup>(1)</sup>	31/12/2020 Bâle III Phasé (1)
Capital et primes liées	1 066	1 042
Réserves consolidées	1 666	1 564
Résultat	131	112
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	150	-52
<b>Capitaux propres consolidés part du groupe</b>	<b>3 014</b>	<b>2 666</b>
TSSDI classés en capitaux propres	0	0
<b>Capitaux propres consolidés part du groupe hors TSSDI classés en capitaux propres</b>	<b>3 014</b>	<b>2 666</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0
- Dont filtres prudentiels	0	0
Déductions	0	0
- Dont écarts d'acquisition <sup>(2)</sup>	0	0
- Dont immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>	0	0
- Dont autres déductions	0	0
<b>Retraitements prudentiels</b>	<b>-786</b>	<b>-566</b>
- Dont déficit de provisions par rapport aux pertes attendues	-39	-62
- Dont Prudent Valuation	-5	-3
- Dont autres retraitements prudentiels	-772	-501
- Dont couverture insuffisante pour les expositions non performantes - Pilier II	0	-
- Dont déductions additionnelles des Fonds propres de base de catégorie 1 au titre de l'article 3 de la CRR	29	-
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 <sup>(3)</sup></b>	<b>2 167</b>	<b>2 099</b>
Fonds propres additionnels de catégorie 1	0	0
<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>2 167</b>	<b>2 099</b>
Fonds propres de catégorie 2	16	9
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES PRUDENTIELS</b>	<b>2 183</b>	<b>2 108</b>

<sup>(1)</sup> Phasé : après prise en compte des dispositions transitoires

<sup>(2)</sup> Y compris ceux des actifs non courants et entités destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente

<sup>(3)</sup> Les fonds propres de base de catégorie 1 incluent 24 940 millions d'euros de parts sociales (après prise en compte des franchises) au 30 juin 2019 et 24 128 millions d'euros en 2018

Le détail de la composition des fonds propres prudentiels par catégories tel que requis par le règlement d'exécution n° 1423/2013 est publié à l'adresse suivante : <https://groupebpce.com/investisseurs/resultats-et-publications/pilier-iii>.

Le détail des instruments de dettes reconnus en fonds propres additionnels de catégorie 1 et 2, des autres instruments éligibles à la TLAC, ainsi que leurs caractéristiques, telles que requises par le règlement d'exécution no 1423/2013 sont publiés à l'adresse suivante : <https://groupebpce.com/investisseurs/resultats-et-publications/pilier-iii>.

## Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)

### ◆ **Noyau dur et déductions**

Les fonds propres principaux sont composés comme suit :

- ▶ capital ;
- ▶ primes d'émission ou de fusion ;
- ▶ réserves, y compris les écarts de réévaluation, les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- ▶ report à nouveau ;
- ▶ résultat net part du groupe ;
- ▶ participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales bancaires ou assimilées pour la quote-part après écrêtage éligible en CET1.

Les déductions sont les suivantes :

- ▶ les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable ;
- ▶ les actifs incorporels (sauf le montant des logiciels prudemment évalués, exemptés de déduction) y compris les **frais d'établissement et les écarts d'acquisition** ;
- ▶ les impôts différés dépendant de bénéfices futurs ;
- ▶ les filtres prudentiels résultant des articles 32, 33, 34 et 35 du règlement CRR : les gains ou pertes sur **couvertures de flux de trésorerie, les gains résultant d'opérations sur actifs titrisés, le risque de crédit propre** ;
- ▶ les **montants négatifs résultant d'un déficit de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut** ;
- ▶ les **participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire** ;
- ▶ les **corrections de valeur découlant de l'évaluation prudente des actifs et passifs mesurés à la juste valeur selon une méthode prudentielle en déduisant éventuellement des corrections de valeur (prudent valuation)** ;
- ▶ la couverture insuffisante des expositions non performantes au titre du Pilier I et au titre du Pilier II ;
- ▶ la couverture insuffisante des expositions non performantes ;

Ces déductions sont complétées par des éléments de fonds propres qui ne sont pas couverts par le CRR2.

Tableau – Variation des fonds propres CET

<i>en millions d'euros</i>	<b>Fonds propres CET1</b>
<b>31/12/2020</b>	<b>2 099</b>
Emissions de parts sociales	24
Résultat net de distribution prévisionnelle	136
Autres éléments	-91
<b>31/12/2021</b>	<b>2 168</b>

Tableau – Détail des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

<i>en millions d'euros</i>	<b>Intérêts minoritaires</b>
<b>Montant comptable (périmètre prudentiel) - 31/12/2021</b>	<b>0</b>
TSSDI classés en intérêts minoritaires	
Minoritaires non éligibles	
Distribution prévisionnelle	
Ecrêtage sur minoritaires éligibles	
Autres éléments	0
<b>Montant prudentiel - 31/12/2021</b>	<b>0</b>

### Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 sont les suivants :

- ▶ les instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 52 du règlement CRR ;
- ▶ les primes d'émission relatives à ces instruments.

Les déductions portent sur les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises.

Tableau – Variation des fonds propres AT1

<i>en millions d'euros</i>	<b>Fonds propres AT1</b>
<b>31/12/2020</b>	<b>0</b>
Remboursements	0
Emissions	0
Effet change	0
Ajustements transitoires	0
<b>31/12/2021</b>	<b>0</b>

### Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres de catégorie 2 sont les suivants :

- ▶ les instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité suivant l'article 63 du règlement CRR ;
- ▶ les primes d'émission relatives aux éléments du Tier 2 ;
- ▶ le montant résultant d'un excédent de provision par rapport aux pertes attendues, calculé en distinguant les encours sains et les encours en défaut.

Les déductions portent sur les participations sur les institutions bancaires, financières et d'assurance éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises.

Tableau – Variation des fonds propres Tier 2

<i>en millions d'euros</i>	<b>Fonds propres Tier 2</b>
<b>31/12/2020</b>	<b>9</b>
Remboursement titres subordonnés	0
Décote prudentielle	8
Nouvelles émissions de titres subordonnés	1
Déductions et ajustements transitoires	-2
Effet change	0
<b>31/12/2021</b>	<b>16</b>

### 2.7.13.4 Exigences en fonds propres et risques pondérés

Conformément au règlement no 575/2013 (CRR) du Parlement européen amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2", les expositions au risque de crédit peuvent être mesurées selon deux approches :

- ▶ l'approche « Standard » qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'expositions bâloises ;
- ▶ l'approche « Notations internes » (IRB – Internal Ratings Based) fondée sur le système de notations internes de l'établissement financier se décline en deux catégories :
- ▶ IRBF « Notations Internes Fondation » pour laquelle les établissements utilisent uniquement leurs estimations des probabilités de défaut,
- ▶ IRBA « Notations Internes Avancées » selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions en défaut, maturité.

La méthodologie utilisée pour les approches en notations internes est développée dans la section 5 « Risque de crédit ».

En complément de l'exigence requise au titre du risque de contrepartie sur opérations de marché, le règlement du 26 juin 2013 prévoit le calcul d'une charge supplémentaire en couverture du risque de perte lié à la qualité de crédit de la contrepartie. Le calcul de l'exigence en fonds propres au titre de la CVA (Credit value adjustment) est déterminé en appliquant l'approche « Standard ».

#### Tableau – Synthèse des risques pondérés

Le tableau ci-dessous est conforme au format CRR, avec une présentation des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit et de contrepartie, hors CVA et après application des techniques de réduction du risque.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021
	Risques pondérés	Risques pondérés	Exigences minimales de fonds propres
<b>Risques de crédit (hors risque de contrepartie)</b>	<b>11 301</b>	<b>9 892</b>	<b>904</b>
- dont approche standard (AS)	2 740	2 216	219
- dont approche NI simple (F-IRB)	5 049	4 475	404
- dont approche par approche de référencement	-	-	-
- dont Actions traitées en méthode de pondération simple	1 536	1 420	123
- dont approche NI avancé (A-IRB)	1 975	1 782	158
<b>Risque de contrepartie</b>	<b>19</b>	<b>16</b>	<b>1</b>
- dont méthode standard	13	-	1
- dont méthode du modèle interne (IMM)	-	-	-
- dont méthode de l'évaluation au prix de marché	-	16	-
- dont expositions sur une CCP	-	-	-
- dont ajustement sur l'évaluation de crédit - CVA	0	0	0
- dont autres CCR	6	-	0
<b>Risque de règlement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Dont approche SEC-IRBA	-	-	-
- Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	-	-	-
- Dont approche SEC-SA	-	-	-
- Dont 1250% / déduction	-	-	-
<b>Risque de marché</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- dont approche standard (AS)	-	-	-
- dont approches fondées sur la méthode des modèles internes (MMI)	-	-	-
<b>Risque opérationnel</b>	<b>946</b>	<b>913</b>	<b>76</b>
- dont approche élémentaire	-	-	-
- dont approche standard	946	913	76
- dont approche de mesure avancée	-	-	-
<b>Montants inférieurs aux seuils de déduction (avant pondération des risques de 250 %)</b>	<b>84</b>	<b>108</b>	<b>7</b>
Ajustement du plancher	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 266</b>	<b>10 929</b>	<b>988</b>

Note : Les risques pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie sont présentés selon le modèle préconisé par l'EBA dans son rapport final du 14 décembre 2016 (risque de contrepartie à part et y compris CVA et risque lié à la contribution au fonds de défaillance).

### 2.7.13.5 Gestion de la solvabilité de la Banque Populaire Rives de Paris

Les approches retenues par le Groupe BPCE pour le calcul des risques pondérés sont détaillées au paragraphe 4.4 « Exigences en fonds propres et risques pondérés ».

#### Fonds propres prudentiels et ratios

#### Tableau – Fonds propres prudentiels et ratios de solvabilité Bâle III phasé

##### Fonds propres prudentiels et ratios de solvabilité Bâle III phasé

<i>en millions d'euros</i>	<b>31/12/2021 Bâle III phasé</b>	<b>31/12/2020 Bâle III phasé</b>
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 168	2 099
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0	0
<b>TOTAL FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (T1)</b>	<b>2 168</b>	<b>2 099</b>
Fonds propres de catégorie 2 (T2)	16	9
<b>TOTAL FONDS PROPRES PRUDENTIELS</b>	<b>2 183</b>	<b>2 108</b>
Expositions en risque au titre du risque de crédit	11 319	10 016
Expositions en risque au titre du risque du règlement livraison	0	0
Expositions en risque au titre d'ajustement de l'évaluation de crédit (CVA)	0	0
Expositions en risque au titre du risque de marché	0	0
Expositions en risque au titre du risque opérationnel	946	913
<b>TOTAL DES EXPOSITIONS EN RISQUE</b>	<b>12 266</b>	<b>10 929</b>
<b>Ratios de solvabilité</b>		
Ratio de Common Equity Tier 1	17,7%	19,2%
Ratio de Tier 1	17,7%	19,2%
Ratio de solvabilité global	17,8%	19,3%

#### Évolution de la solvabilité de la Banque Populaire Rives de paris en 2021

Le ratio de Common Equity Tier 1 s'élève à 17,7% au 31 décembre 2021 à comparer à 19,2% au 31 décembre 2020.

L'évolution du ratio de Common Equity Tier 1 sur l'année 2021 s'explique par :

- ▶ la croissance des fonds propres Common Equity Tier 1, portée notamment par les résultats mis en réserve (+42 millions d'euros) et la collecte de parts sociales (+24 millions d'euros) ;
- ▶ l'augmentation des risques pondérés (+1 336 millions d'euros), avec notamment les impacts liés à la mise en œuvre anticipée de CRR2 permettant une moindre pondération des expositions PME (-65 millions d'euros), et l'impact de TRIM Corporate au niveau de Natixis.

Au 31 décembre 2021, le ratio de Tier 1 s'élève à 17,7% et le ratio global à 17,8%, à comparer respectivement à 19,2 et 19,3% au 31 décembre 2020.

#### Ratio de levier

L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé CRR2, fait du ratio de Levier une exigence contraignante applicable à compter du 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3%.

Ce règlement autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions concernant l'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignation pour la totalité de l'encours centralisé et les expositions Banques Centrales pour une durée limitée (en vertu de la décision BCE 2021/27 du 18 juin 2021).

Cette dernière **exemption permet de ne pas subir l'impact de l'augmentation des actifs banques centrales qui a débuté au moment de la crise de la Covid-19**. La date de référence pour le calcul de cette exigence ajustée a été fixée au 31 décembre 2019. **L'exigence ajustée du groupe s'élève à 3,23 %**.

**Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan**. Le ratio de levier est projeté et piloté en même temps que la trajectoire de solvabilité du Groupe BPCE. Le risque de levier excessif est également mesuré dans le stress-test interne via la projection du ratio de levier réglementaire.

**Le ratio de levier de la Banque Populaire Rives de Paris calculé selon les règles de l'acte délégué, publié par la Commission européenne le 10 octobre 2014, s'élève à 8.10% au 31 décembre 2021, sur la base des fonds propres de catégorie I phasés et avec l'application du règlement CCR2 permettant l'exclusion des expositions sur la banque centrale.**

Tableau – Passage du bilan statutaire à l'exposition de levier

en millions d'euros	Montant applicable	
	31/12/2021	31/12/2020
<b>Total de l'actif selon les états financiers publiés</b>	<b>34 148</b>	<b>31 135</b>
Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	0	0
(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	0	0
(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	-106	0
(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	0	0
Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	0	0
Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	0	0
Ajustement pour instruments financiers dérivés	-62	-115
Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	1 666	1 362
Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	1 431	1 400
(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-5	0
(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	-8 161	0
(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-1 341	0
Autres ajustements	-793	-552
<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>26 775</b>	<b>33 230</b>



Sans l'application des mesures transitoires (notamment l'exclusion des banques centrales) et sans tenir en compte des émissions subordonnées non éligibles au niveau des fonds propres additionnels de catégorie 1, le ratio de levier du Groupe BPCE s'élève à 8,1 % au 31 décembre 2021.

#### 2.7.13.6 Informations quantitatives détaillées

Les informations quantitatives détaillées relatives à la gestion du capital et exigences de fonds propres dans les tableaux qui suivent viennent enrichir, au titre du Pilier III, les informations de la section précédente.

##### Tableau – Composition des fonds propres prudentiels par catégorie

Le tableau suivant est présenté au format de l'Annexe VI, règlement d'exécution (UE) no 1423/2013 de la commission du 20 décembre 2013. Par simplification, les libellés présentés ci-dessous sont ceux de l'Annexe VI, soit les libellés phasés.

N° ligne	Libellé agrégat	(A) Montant à la date de publication	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
----------	-----------------	--	---

**Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves**

1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1 066	3
	dont : actions ordinaires		
	dont : instruments de type 2		
	dont : instruments de type 3		
2	Bénéfices non distribués (1)	4	3
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	1 793	3
3a	Fonds pour risques bancaires généraux	0	
4	Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 3, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des CET1	0	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	0	4
5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	137	3
6	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>3 001</b>	

**Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires**

7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	-5	
8	Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	0	1
9	Sans objet		
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	0	
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	-5	
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	-39	
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	0	
14	Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de rétablissement	0	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	0	
16	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	0	
17	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec rétablissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	0	
18	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-652	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0	
20	Sans objet		
20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250 %, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	0	
20b	dont: participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)	0	
20c	dont: positions de titrisation (montant négatif)	0	
20d	dont: positions de négociation non dénouées (montant négatif)	0	

21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	0	
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65 % (montant négatif)	0	
23	dont: détentions directes, indirectes et synthétiques, par rétablissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important	0	
24	Sans objet		
25	dont: actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles	0	
25a	Pertes de l'exercice en cours (montant négatif)	-	
25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	0	
26	Sans objet		
27	Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de rétablissement (montant négatif)	-103	
27a	Autres ajustements réglementaires	-29	
28	<b>Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>-832</b>	
29	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>2 168</b>	

#### Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments

30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	0	
31	dont: classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable	0	
32	dont: classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable	0	
33	Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1	0	
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	0	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	0	
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	0	
35	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	0	
36	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>0</b>	

#### Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires

37	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	0	
38	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec rétablissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de rétablissement (montant négatif)	0	
39	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-103	
40	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0	
41	Sans objet	0	
42	Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de rétablissement (montant négatif)	0	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	0	
43	<b>Total des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>-103</b>	
44	<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>0</b>	
45	<b>Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)</b>	<b>2 168</b>	

#### Fonds propres de catégorie 2 : instruments et provisions

46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1	2
47	Montant des éléments éligibles visés à l'article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'article 486, paragraphe 4, du CRR	2	
EU-47a	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	0	
EU-47b	Montant des éléments éligibles visés à l'article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	0	2
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	0	
49	dont: instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	0	
50	Ajustements pour risque de crédit	13	
51	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires</b>	<b>16</b>	

**Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires**

52	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	0	
53	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	0	
54	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0	
54a	Sans objet		
55	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	0	
56	Sans objet		
56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	0	
56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	0	
57	<b>Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>0</b>	
58	<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>16</b>	
59	<b>Total des fonds propres (TC = T1 + T2)</b>	<b>2 183</b>	
60	<b>Total des actifs pondérés</b>	<b>12 266</b>	

**Ratios de fonds propres et coussins**

61	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	17,7%	
62	Fonds propres de catégorie 1	17,7%	
63	Total des fonds propres	17,8%	
64	Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	7,0%	
65	dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,5%	
66	dont: exigence de coussin de fonds propres contracyclique	0,0%	
67	dont: exigence de coussin pour le risque systémique	0,0%	
EU-67a	dont: exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISM) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre BS)	0,0%	
EU-67b	dont: exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,0%	
68	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant d'exposition au risque) disponibles après le respect des exigences minimales de fonds propres</b>	<b>13,2%</b>	

**Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)**

72	Détentions directes et indirectes de fonds propres et d'engagements éligibles d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles)	948	
73	Détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des positions courtes éligibles)	0	
74	Sans objet		
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies)	34	

**Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2**

76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	0	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	34	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	13	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	40	

**Instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive**

(applicable entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2022 uniquement)

80	Plafond actuel applicable aux instruments des CET1 soumis à exclusion progressive	0	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	0	
82	Plafond actuel applicable aux instruments des AT1 soumis à exclusion progressive	0	
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	0	
84	Plafond actuel applicable aux instruments des T2 soumis à exclusion progressive	2	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	7	

Tableau – Fonds propres additionnels de catégorie 1

en millions d'euros	31/12/2021 Bâle III phase 3	31/12/2020 Bâle III phase 3
Instruments de fonds propres AT1 non éligibles mais bénéficiant d'une clause d'antériorité <sup>1</sup>	0	0
Détentions d'instruments AT1 d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%	0	0
Ajustements transitoires applicables aux fonds propres AT1	0	0
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 (AT1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Tableau – Fonds propres de catégorie 2

en millions d'euros	31/12/2021 Bâle III phase 3	31/12/2020 Bâle III phase 3
Instruments de fonds propres Tier 2 éligibles	1	0
Propres instruments de Tier 2	0	0
Instruments de fonds propres Tier 2 non éligibles mais bénéficiant d'une clause d'antériorité*	2	4
Détentions d'instruments Tier 2 d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %	0	0
Ajustements transitoires applicables aux fonds propres de catégorie 2	0	0
Excédent de provision par rapport aux pertes attendues	13	5
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 (TIER 2)</b>	<b>16</b>	<b>9</b>

\* Montant après application des dispositions transitoires : correspond à 10 % de l'encours des titres subordonnés à durée indéterminée au 31/12/2021 et 20 % au 31/12/2020.

Tableau – expositions et risques pondérés utilisés dans le calcul du coussin de fonds propres contracyclique

		31/12/2021												
		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres			Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)	
		Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes - risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes - positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation				Total
En millions d'euros														
010	Ventilation par pays :													
	Bulgarie	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0,00%	0	0,00%	0,50%
	République Tchèque	-	1	-	-	-	0	-	-	0	0,00%	0	0,00%	0,50%
	Hong-Kong	-	2	-	-	-	0	-	-	0	0,00%	0	0,00%	1,00%
	Luxembourg	-	15	-	-	-	0	-	-	0	0,00%	2	0,02%	0,50%
	Norvège	-	0	-	-	-	0	-	-	0	0,00%	0	0,00%	1,00%
	Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	-	0,00%	1,00%
	Autres pays pondérés à 0%	2 540	23 397	-	-	-	895	-	-	895	0,10%	11 188	99,98%	0,00%
020	Total	2 540	23 414	-	-	-	895	-	-	895	99,98%	11 190	100,00%	0,00%



## Ratio de levier

Le ratio de levier rapporte les fonds propres Tier 1 à une exposition calculée trimestriellement à partir du bilan et du hors bilan évalués selon une approche prudentielle. Les instruments dérivés et les opérations de pension font l'objet de retraitements spécifiques. Les engagements donnés se voient affecter d'un facteur de conversion conformément à l'article 429 paragraphe 10, du CRR2.

en millions d'euros		Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR	
		31/12/2021	31/12/2020
<b>Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	34 000	30 936
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	-
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	- 6	- 2
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	- 798	- 552
7	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>	<b>33 196</b>	<b>30 382</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>			
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	8	15
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	38	26
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-	-
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	-	-
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	-	-
13	<b>Expositions totales sur dérivés</b>	<b>46</b>	<b>41</b>
<b>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</b>			
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	45	45
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	- 29	-
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	1 695	1 362
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-	-
18	<b>Expositions totales sur opérations de financement sur titres</b>	<b>1 711</b>	<b>1 407</b>

Autres expositions de hors bilan			
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	2 776	2 614
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	- 1 345	- 1 214
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-	
22	<b>Expositions de hors bilan</b>	<b>1 431</b>	<b>1 400</b>
Expositions exclues			
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point c), du CRR)	- 8 161	
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	- 1 341	
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	- 106	
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-	
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-	
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	-	
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-	
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point o), du CRR)	-	
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 <i>bis</i> , paragraphe 1, point p), du CRR)	-	
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-	
EU-22k	(Total des expositions exemptées)	- 9 608	-
Fonds propres et mesure de l'exposition totale			
23	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>2 168</b>	<b>2 099</b>
24	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>26 776</b>	<b>33 230</b>
Ratio de levier			
25	Ratio de levier (%)	8,10%	6,32%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	8,10%	6,32%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	8,10%	0
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,02%	
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%	
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,02%	
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes			
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres		
Publication des valeurs moyennes			
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	16	45
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	16	45
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	26 776	33 230
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	26 882	33 230
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	8,10%	6,32%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	8,06%	6,32%



## 2.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET PERSPECTIVES

### 2.8.1 LES EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Fin février 2022, la Fédération de Russie a lancé une action militaire d'envergure en Ukraine.

Alors que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, la réaction occidentale a été forte. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de banques russes de SWIFT, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie.

Même si le sujet essentiel de l'énergie et du gaz naturel demeure pour l'instant hors champ des mesures prises de part et d'autre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont annoncé leur intention d'interdire l'importation de pétrole et de gaz russe. Par ailleurs, de nouvelles mesures et sanctions économiques pourraient être adoptées, notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, et des mesures et sanctions économiques en représailles pourraient être adoptées par la Fédération de Russie. Ce conflit pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie russe mais aussi pour les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale. Le risque de défaut de paiement sur la dette russe, la montée de l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour la population en Russie sont conséquents. Une remise en cause des perspectives de croissance et une pression inflationniste accrue ne peuvent être écartées tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Par ailleurs, un risque lié à des mesures d'expropriation que pourraient prendre les autorités russes vis-à-vis des sociétés étrangères, en représailles des sanctions occidentales, est évoqué.

Au 31 décembre 2021, la Banque Populaire Rives de Paris ne détient aucune exposition directe sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

Nous vous informons par ailleurs qu'aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice n'est intervenu depuis la clôture des comptes.

### 2.8.2 LES PERSPECTIVES ET EVOLUTIONS PREVISIBLES

Perspectives pour le Groupe BPCE

#### ◆ Prévisions 2022 : Un retour contraint à la tendance d'avant Covid-19

Les tensions inflationnistes et la réapparition des incertitudes sanitaires, avec l'émergence d'une sixième vague de pandémie (Omicron) et le risque récurrent de mutation du virus, menacent d'autant plus le chemin des perspectives économiques des pays développés que la conjoncture mondiale semble avoir dépassé un pic. En outre, le potentiel de rattrapage issu des confinements antérieurs apparaît de moindre ampleur, sans parler des craintes de regain des tensions protectionnistes sino-américaines, voire éventuellement de crises géopolitiques. Une nouvelle phase du cycle économique se dessine désormais, du fait de la résurgence de freins fondamentaux à la fois internes et externes, freins auxquels s'ajoutent les problèmes doubles d'approvisionnement et de recrutement, les goulets d'étranglement, les hausses induites de prix et le retrait graduel des soutiens budgétaires européens et américains. Plus particulièrement, la dérive mécanique des prix, plus forte et peut-être moins temporaire qu'initialement prévu, provoque un prélèvement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les marges des entreprises. Cela devrait entraîner un ralentissement de la dépense en 2022, que les mécanismes de restauration de la situation des bilans privés et publics sont susceptibles d'accentuer. Par ailleurs, le risque d'emballement des prix rend plus complexe la mission des banques centrales, tiraillées entre la nécessité d'endiguer l'inflation et la volonté de ne pas briser l'élan économique, d'ores et déjà en phase de tassement, aussi bien en Chine, qu'aux Etats-Unis et dans la zone euro. Tout ceci conduirait l'activité à retrouver naturellement sa tendance d'avant Covid-19, surtout à partir du second semestre, même si les moyennes annuelles prévues en 2022 portent largement la trace des effets d'acquis considérables des trimestres précédents et des politiques monétaires et budgétaires expansives antérieures.

Le risque inflationniste, qui est plus prégnant aux Etats-Unis, en Angleterre et dans certains pays émergents que dans la zone euro et au Japon, oriente la vitesse anticipée de normalisation des politiques monétaires. Outre-Atlantique, une boucle prix-salaires semble s'amorcer en raison de vives difficultés de recrutement (0,7 chômeur par poste disponible). La Fed pourrait opérer trois hausses successives mais modestes de ses taux directeurs dès mars 2022, tout en accélérant la réduction de son programme d'achats nets de titres publics, pour l'arrêter en mars au lieu de juin. En Europe, la forte hausse des prix à la production commence à se diffuser indéniablement aux prix à la consommation hors énergie. Elle ne débouche pas encore sur un processus d'accélération des salaires, tout en reflétant des effets de base importants et réversibles, comme la hausse des prix des carburants, puis l'explosion des prix des marchés européens du gaz et de l'électricité. La BCE, loin d'adopter la même approche que la Fed, laisserait inchangés ses taux directeurs en 2022, même si elle a décidé d'achever en mars ses achats nets d'obligations via son programme d'urgence (PEPP). Elle compenserait cependant l'effet négatif de l'arrêt du PEPP

par un relèvement temporaire du programme classique d'achats nets d'actifs (APP). Ces choix découlent aussi probablement de la volonté de maintenir la soutenabilité des finances publiques italiennes et espagnoles. Cette divergence transatlantique des politiques monétaires se refléterait directement dans l'évolution comparée des taux longs, tout en continuant vraisemblablement de peser sur l'euro face au dollar en 2022. Les pressions inflationnistes s'atténueraient au second semestre, du fait du ralentissement économique, celui-ci réduisant à la fois les tensions exceptionnellement vives sur l'offre et sur les prix des produits énergétiques. Les prix du pétrole se situeraient autour d'un cours moyen de 75 dollars par baril (Brent), en raison d'une demande durablement incertaine et de la poursuite de la remontée graduelle de la production d'or noir. L'absence d'emballement sur les prix et le déversement antérieur de liquidités limiteraient alors la remontée des taux souverains, le taux des bons du Trésor américain à dix ans atteignant 1,9 % en moyenne annuelle, contre 0,4 % pour l'OAT 10 ans en 2022. Les taux réels demeureraient ainsi toujours très négatifs.

La croissance française s'approcherait de 4 % en 2022, grâce aussi à la stimulation du plan de relance. Elle se normaliserait cependant dès le second semestre 2022 vers sa vitesse tendancielle pré-pandémie de 1 % l'an, ce qui réduirait les tensions sur les prix. L'inflation atteindrait pourtant au moins 2,4 % en moyenne annuelle. Cette décélération économique serait d'autant plus logique que le déficit public soutiendrait nettement moins l'économie qu'en 2021. De plus, le choc de prix actuel exercerait un prélèvement de pouvoir d'achat pour l'ensemble de l'économie. Cette ponction serait plus marquée pour les entreprises, incapables à ce stade du cycle de répercuter l'intégralité de la hausse des coûts dans leurs propres prix. En outre, les résultats des entreprises pourraient se tasser, du fait d'une accélération relative des salaires face aux difficultés de recrutement, ce qui refroidirait leur volonté d'investissement.

En l'absence de mise en place de mesures sanitaires trop contraignantes, la conjoncture française serait tirée par plusieurs facteurs, malgré l'atténuation du rythme de croissance mondiale : la préservation antérieure du tissu productif et des revenus des particuliers, en dépit du tassement du pouvoir d'achat lié à la remontée de l'inflation ; la combinaison d'un assouplissement encore illimité de la BCE et de plans exceptionnels de relance budgétaire monétisée, maintenant durablement les taux d'intérêt à des niveaux extrêmement bas, en dépit de leur tendance à la hausse ; le recul potentiel du taux d'épargne des ménages, sans que celui-ci ne retrouve obligatoirement et rapidement son niveau d'avant crise ; la résilience de l'investissement productif et surtout du marché du travail.

#### ◆ Perspective du groupe et de ses métiers

Le Groupe BPCE a dévoilé le 8 juillet 2021 son nouveau plan stratégique BPCE 2024. (Document complet disponible sur le site <https://groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique>).

Après 12 ans de transformation, le Groupe BPCE, très solide financièrement avec des positions fortes dans chacun de ses métiers, est en pleine capacité d'accélérer son développement en accompagnant ses clients dans la relance économique pour leurs besoins d'investissement.

La crise de la Covid a agi en effet comme un révélateur de tendances à commencer par la digitalisation, le travail hybride ou l'accélération de la transition énergétique, mais a également créé des attentes profondes en termes de proximité, d'accompagnement et de confiance, attentes pour lesquelles le modèle coopératif multimarque du Groupe BPCE s'inscrit en totale adéquation.

Le Groupe BPCE entend saisir pleinement ce momentum, et déployer tout le potentiel de son modèle coopératif multimarque et entrepreneurial afin d'être un leader de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs au service de tous.

Le plan BPCE 2024 a pour signature *“Plus Unis, Plus Utiles, Plus Forts”* :

Plus Unis, car le Groupe BPCE, coopératif, multimarque et entrepreneurial renforce sa capacité à agir collectivement, par plus de simplicité, plus d'initiatives communes et plus d'investissements partagés ;

Plus Utiles, car le Groupe BPCE, grâce à son modèle coopératif singulier, apporte des réponses concrètes aux sujets majeurs de société qui préoccupent ses sociétaires, ses clients, ses collaborateurs et ses partenaires ;

Plus Forts, car le Groupe BPCE, est prêt à saisir toutes les opportunités de croissance en s'appuyant sur l'ensemble des expertises de son modèle multi-entreprises et multimarque, notamment sur des thématiques ciblées.

Ce plan de développement s'articule autour de 3 priorités stratégiques :

- Conquérant : 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans 5 domaines prioritaires : la transition environnementale, la santé, les ETI, l'assurance non-vie et la prévoyance et le crédit à la consommation. Le Groupe vise également l'accélération de son développement international à travers ses métiers globaux, Gestion d'actifs et Banque de Grande Clientèle, et certains métiers de financements spécialisés.

- Client : la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté, une approche pragmatique et locale du maillage d'agences, et des objectifs de NPS pour tous les métiers et entreprises du Groupe.

- Climat : **des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire « net zéro », soutenus par des outils de mesure dédiés, et l'accompagnement de tous les clients dans leur transition environnementale.**

**Il s'appuie sur 3 lignes de forces :**

- Simple : une organisation plus simple, plus lisible et plus efficace, avec la simplification de son organisation au travers du **retrait de la cote de Natixis, et celle de ses systèmes d'information, et l'accélération de la transformation de ses services bancaires**

- Innovant : **en changeant d'échelle sur la data, avec des usages au service du business et de toutes les fonctions de la banque ; en accélérant dans les paiements pour accompagner la digitalisation du commerce ; en dessinant le futur du travail à travers le travail hybride, les programmes de formation et les parcours internes.**

- Sûr : une amélioration de sa performance économique ; une maîtrise des risques, avec un objectif du coût du risque inférieur à 25 points de base en 2024 ; une confirmation de sa fonction de tiers de confiance à travers son modèle relationnel, **l'éthique sur l'utilisation de la data et une sécurisation technologique renforcée.**

Pour les métiers de Banque de Proximité et Assurance, le Groupe ambitionne de déployer une stratégie de développement ambitieuse et rentable sur tous ses marchés, avec une stratégie centrée sur la relation avec des conseillers incarnant le lien **de confiance, s'appuyant sur la densité territoriale, la technologie digitale et l'utilisation éthique** des données au service des clients et des collaborateurs.

Pour les deux métiers globaux de Global Financial Services, Gestion d'actifs et de fortune et Banque de Grande Clientèle, le Groupe a une ambition commune autour de trois axes : nous diversifier, au bénéfice de nos clients et de notre développement ; nous engager, pour la transition énergétique et une finance responsable ; nous transformer, et investir pour créer une valeur durable.

A horizon 2024, le Groupe BPCE ambitionne de réaliser un PNB d'environ 25,5 milliards d'euros avec une croissance de ses revenus d'environ 3,5 % par an, un coefficient d'exploitation en 2024 inférieur à 65 % et un résultat net part du groupe supérieur à 5 milliards d'euros.

Pour 2022, les perspectives économiques restent globalement positives, tant pour la consommation que pour l'investissement. Toutefois, l'environnement reste marqué par la pandémie Covid-19, les difficultés d'approvisionnement de certains secteurs, une hausse des prix des produits manufacturés et une envolée des prix de l'énergie. Ce retour de l'inflation entraîne une hausse des taux de l'épargne réglementée le 1er février 2022, le taux du Livret A et celui du Livret de Développement Durable et Solidaire passant de 0,5% à 1% et le taux du Livret d'Epargne Populaire passant de 1% à 2,2%. Bien qu'ayant revu ses prévisions d'inflation à la hausse, la Banque Centrale Européenne ne prévoit pas de relever ses taux directeurs dans l'immédiat, contrairement à la FED et à la Banque d'Angleterre.

#### ◆ Perspectives pour la Banque Populaire Rives de Paris

En 2022, le chemin de la reprise économique semble se confirmer, avec des niveaux d'activité d'avant crise retrouvés, même si certains secteurs pourraient rester plus durablement touchés. Le contexte inflationniste devrait se traduire mécaniquement par des hausses de taux.

Dans ce contexte, la Banque Populaire Rives de Paris poursuivra l'accompagnement de toutes ses clientèles et restera totalement engagée auprès de tous les acteurs économiques de sa région.

L'année 2022 marque également le lancement du nouveau projet d'entreprise 2022-2025 de Banque Populaire Rives de Paris. Sa vocation de banque « résolument coopérative, responsable et innovante, qui accompagne le développement économique et social de son territoire, en recherchant une relation durable et de pleine confiance avec ses clients » sera pleinement réaffirmée ainsi que ses deux valeurs de banque proche (entreprise à taille humaine) et engagée (relations de confiance inscrites dans la durée). La Banque Populaire Rives de Paris restera très attentive à la satisfaction de ses clients et à leur proposer un accompagnement adapté.

## 2.9 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

### 2.9.1 INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS, LISTE DES FILIALES IMPORTANTES, LISTE DES SUCCURSALES

La Banque Populaire Rives de Paris n'a, ni pris de participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France, ni pris le contrôle de telles sociétés sur l'année 2021.

Au 31 décembre 2021, les principales filiales sont Rives Croissance, Société Equinoxe consolidées par intégration globale ainsi que les deux sociétés de cautionnement mutuel : Socama Rives de Paris et Habitat Rives de Paris (entités consolidantes). La Banque Populaire Rives de Paris consolide également le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans, FCT BPCE Master Home Loans Demut, BPCE Consumer Loans FCT 2016\_5 BPCE Consumer Loans FCT 2016\_5 Demut, BPCE Home Loans FCT 2017\_5, BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut, BPCE Home Loans FCT 2018\_10 et BPCE Home Loans FCT 2018\_10 Demut, BPCE Home Loans FCT 2019\_10, BPCE Home Loans FCT 2019\_10 Demut, BPCE Home Loans FCT 2020\_10 et BPCE Home Loans FCT 2020\_10 Demut, BPCE Home Loans FCT 2021\_10 et BPCE Home Loans FCT 2021\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre des opérations de « Titrisation » interne au Groupe BPCE réalisées par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 mai 2014 (prêts immobiliers), le 27 mai 2016 (prêts personnels), le 22 mai 2017 (prêts immobiliers), le 29 octobre 2018 (prêts immobiliers), le 29 octobre 2019 (prêts immobiliers), le 28 octobre 2020 (prêts immobiliers) et le 26 octobre 2021 (prêts immobiliers). La principale participation est BPCE S.A., organe central du Groupe (détail figurant en note 4.4 de l'annexe aux comptes individuels annuels).

### 2.9.2 ACTIVITES ET RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES

La Banque Populaire Rives de Paris compte à elle seule pour près de 92 % du bilan consolidé. L'activité et les résultats des principales filiales consolidées ne sont pas significatifs.

## 2.9.3 TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

### PUBLICATION 2021

Résultats financiers des cinq derniers exercices de la Banque Populaire Rives de Paris

NATURE DES INDICATIONS	2017	2018	2019	2020	2021
<b>I. – Situation financière en fin d'exercice (en millions d'euros)</b>					
a) Capital social	967,6	1 016,4	1 019,9	1 040,5	<b>1 064,2</b>
b) Nombre de parts sociales émises (en millions) <sup>(1)</sup>	19,4	20,3	20,4	20,8	<b>21,3</b>
<b>II. – Résultat global des opérations effectives (en millions d'euros)</b>					
a) Produit net bancaire	527,5	531,5	521,4	522,3	<b>594,9</b>
b) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	140,7	140,6	125,1	105,2	<b>154,0</b>
c) Impôts sur les bénéfices	36,0	44,2	34,1	33,3	<b>51,9</b>
d) Résultat après impôts, amortissements et provisions	88,4	80,9	76,1	57,2	<b>87,2</b>
e) Résultat distribué <sup>(2)</sup>	13,1	14,6	13,1	12,2	<b>14,6</b>
<b>III. – Résultat des opérations réduit à une seule part sociale (en euros) <sup>(1)</sup></b>					
a) Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	5,41	4,74	4,46	3,45	<b>4,80</b>
b) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	7,27	6,92	6,13	5,05	<b>7,24</b>
c) Résultat après impôts, amortissements et provisions	4,57	3,98	3,73	2,75	<b>4,10</b>
d) Intérêts versés à chaque part sociale	0,75	0,75	0,65	0,60	<b>0,70</b>
<b>IV. – Personnel</b>					
a) Nombre de salariés <sup>(3)</sup>	2 492	2 430	2 408	2 393	<b>2 379</b>
b) Montant de la masse salariale <sup>(4)</sup>	105,1	105,8	106,6	107,7	<b>110,9</b>
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux <sup>(5)</sup>	23,3	22,7	22,5	22,7	<b>22,9</b>

(1) Pour rappel, le montant unitaire de la part sociale est de 50 €.

(2) Résultat distribué aux parts sociales.

(3) Effectif équivalent temps plein moyen CDI + CDD (hors alternance et auxiliaires vacances)

(4) Masse salariale annuelle globale (en millions d'euros)

(5) Montant global avantages sociaux (en millions d'euros)

## 2.9.4 DELAIS DE REGLEMENT DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS

L'article L. 441-14 du Code du Commerce stipule que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport de gestion des informations sur les délais de paiement à l'égard de leurs clients et de leurs fournisseurs suivant les modalités de l'article D.441-4 du Code de Commerce.

Le périmètre d'application retenu par la Banque Populaire Rives de Paris pour ces dispositions ne concerne que les opérations extra-bancaires et n'inclut donc pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

En euros	Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées						114						
Montant total des factures concernées T.T.C		374	34	0	87	495						
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice		0,18%	0,02%	NS	0,04%	0,24%						
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10 ou article L. 441-11 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délai légal : 30 jours fin de mois						NC					

## 2.9.5 INFORMATIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ET AUX PRATIQUES DE REMUNERATION (ARTICLE L.511-102 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)

Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier – Exercice 2021

### Description de la politique de rémunération en vigueur dans l'entreprise

La politique de rémunération de la Banque Populaire Rives de Paris s'attache à respecter 3 équilibres fondamentaux :

- ▶ Un équilibre économique : maîtrise des frais généraux et rentabilité de l'entreprise
- ▶ Un équilibre interne : emploi et contribution de chacun, équité et motivation
- ▶ Un équilibre externe : compétitivité des rémunérations sur le marché local

En ligne avec ces équilibres fondamentaux, trois types de rémunération existent à la Banque Populaire Rives de Paris :

- ▶ Les collaborateurs perçoivent une rémunération fixe préalablement définie au regard de minima par classification fixés par les accords collectifs de branche et d'entreprise. Elles sont ensuite adaptées au regard du niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise de chaque collaborateur et des niveaux de rémunération proposés par le marché local de la banque.
- ▶ Les collaborateurs de la Banque Populaire Rives de Paris du réseau d'agences, ainsi que certains collaborateurs du siège, peuvent bénéficier d'un dispositif de rémunération variable individuelle en fonction de l'atteinte d'objectifs fixés. Elle a représenté en moyenne 8% de leur rémunération brute. Pour les commerciaux, les primes rémunèrent la qualité du développement du fonds de commerce dans la durée, le commissionnement à l'acte étant exclu.



- ▶ Par ailleurs, les collaborateurs peuvent bénéficier, en fonction des résultats de la Banque Populaire Rives de Paris, d'un niveau d'intéressement et de participation dont le montant maximum cumulé est plafonné par accord d'entreprise à 20% de la masse salariale.

#### Processus décisionnel

Le Comité des rémunérations est composé de 5 membres :

- ▶ Président du comité : M. Bruno BOREL
- ▶ Membres : Mme Marie PIC-PÂRIS ALLAVENA, M. Christian ST ETIENNE, M. Nicolas SIMMENAUER, M. Fabrice-Gabriel BARREAU.

Le Comité des rémunérations est composé exclusivement de membres indépendants. En outre, ils sont membres de l'organe de surveillance mais n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'entreprise.

Le Comité s'est réuni 3 fois au cours de 2021.

Il procède à un examen annuel :

- ▶ des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
- ▶ des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- ▶ de la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques et du responsable de la conformité.

Le Comité des rémunérations exprime son avis sur les propositions de la direction générale concernant la population des preneurs de risques et propose au Conseil d'Administration les principes de la politique de rémunération pour la population des preneurs de risques.

Le Comité des rémunérations s'assure également de la conformité de la politique de rémunération avec les réglementations SRAB et la Volcker Rule.

Le Comité des rémunérations prend connaissance chaque année du rapport répertoriant la liste des infractions recensées et des décisions finales prises au titre du 1er alinéa de l'article L. 51 I-84 relatives aux attributions des rémunérations variables des preneurs de risques.

Le conseil d'administration adopte les principes de la politique de rémunération sur avis du Comité des rémunérations et examine les infractions recensées et les décisions finales prises au titre du 1er alinéa de l'article L. 51 I-84 relatives aux rémunérations variables des preneurs de risques

#### Description de la politique de rémunération

##### ◆ Composition de la population des preneurs de risques

Pour l'année 2021, la population des preneurs de risques, est composée des personnes suivantes :

- ▶ Les membres du Conseil d'Administration ;
- ▶ Les dirigeants mandataires sociaux ;
- ▶ Les membres du Comité Exécutif ;
- ▶ Les responsables des risques, conformité et audit, ainsi que leurs principaux adjoints ;
- ▶ Certains responsables des fonctions commerciales (réseau entreprises, réseau Banque privée, financements immobiliers, ingénieries financières, syndication) et supports (finances, développement, crédits, juridique, achat, comptabilité) ;
- ▶ Les collaborateurs dont la rémunération se situe parmi les plus élevées de la banque.

Ces collaborateurs ont été identifiés par application des critères prévus par la directive CRD 5 et le règlement Délégué du 25 mars 2021, qui précisent les critères qualitatifs et quantitatifs appropriés permettant de recenser les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque. Ainsi, la revue annuelle, en présence de la Direction des risques et de la conformité et de la Direction des ressources humaines s'est tenue le 20 octobre 2021, suite à la mise à jour de la norme relative aux preneurs de risques.

## Principes généraux de la politique de rémunération

Les principales caractéristiques de cette politique peuvent être exposées comme suit :

### ◆ Responsables des fonctions de contrôle et d'audit

Le système de rémunération des collaborateurs du contrôle des risques et de la conformité est fondé sur des objectifs **propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.**

La rémunération des collaborateurs du contrôle des risques et de la conformité et, plus généralement, des collaborateurs des unités chargées de la validation des opérations est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés.

Elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux **professionnels dont ils contrôlent l'activité. Leur rémunération prend également en compte les performances globales de l'entreprise.**

**Le niveau de rémunération fixe est lié au niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise et est suffisant pour disposer de responsables des fonctions de contrôle qualifiés et expérimentés.**

La rémunération variable est fondée sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des **professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée (respect du plan annuel d'audit, suivi des recommandations ACPR, refonte du contrôle permanent, mise en place de tableaux de bord risques).**

## Organe exécutif

Les principales caractéristiques de la politique de rémunération sont les suivantes :

### ◆ Présidente

**La Présidente perçoit une rémunération fixe qui se situe dans une fourchette préconisée par l'organe central, BPCE SA. Elle ne perçoit pas de rémunération variable.**

### ◆ Directeur Général

**La rémunération fixe du Directeur Général fait l'objet de préconisations de l'organe central BPCE SA. Ces préconisations sont soumises au comité des rémunérations de la Banque pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'administration de la Banque.**

La rémunération fixe annuelle du dirigeant exécutif peut être **complétée d'une rémunération variable et aléatoire plafonnée à 80% de la rémunération fixe annuelle** quand le taux de performance de 100% est atteint, sans pouvoir dépasser 100% de la rémunération fixe annuelle si les objectifs sont dépassés.

La rémunération variable du Directeur Général prend en compte des critères Groupe et des critères spécifiques à la banque. **Ils sont répartis d'une part en critères nationaux, fixés par BPCE, et d'autre part, locaux et management durable à hauteur de 50% chacun (détaillés en annexe).**

## Politique en matière de paiement des rémunérations variables de la population des preneurs de risques

En conformité avec les articles L.511-71 à L.511-85 du Code monétaire et financier, la politique en matière de paiement des rémunérations variables (étalement, pourcentage en titres, malus) est la suivante :

### ◆ Principes généraux

Au titre du premier alinéa de l'article L511-77, il est nécessaire que :

- ▶ parmi les critères de détermination de la part variable des preneurs de risques, figure a minima un critère lié à **la conformité, qui peut, par exemple consister en le respect absolu des délais concernant la mise en œuvre des recommandations suite aux missions d'inspection ;**
- ▶ **l'attribution d'une part variable à un preneur de risques s'effectue dans le cadre d'un processus transparent, incluant des objectifs annuels définis ex-ante et l'attribution systématique de niveaux d'atteinte de ces objectifs, attribution basée sur une fiche d'évaluation annuelle.**

En application du **dernier alinéa de l'article L51 I-77**, un seuil minimum de fonds propres est fixé au début de l'exercice par le **Conseil de Surveillance de BPCE**, pour l'attribution des parts variables des preneurs de risques du Groupe. Le Comité des rémunérations de BPRI est informé du seuil retenu chaque année. En cas de non atteinte du seuil, le **Conseil d'Administration** peut appliquer un taux de réfaction de la part variable attribuée au titre de l'exercice et des fractions différées non encore échues.

Ce seuil est établi par référence à l'exigence minimum au titre du pilier 2, définie par l'autorité de contrôle, pour le ratio CET1.

Pour l'année 2021, cette référence correspond à un ratio CET1 qui doit être supérieur au seuil exigé par la BCE. Cette condition étant remplie, l'attribution des parts variables au titre de l'année 2021 est donc possible.

**Afin de tenir compte de la situation financière de l'entreprise, le Conseil d'Administration a déterminé que le versement de la part variable attribuée au titre de l'exercice et des fractions différées non encore échues ne serait effectif que si la banque est en capacité de rémunérer l'intégralité des intérêts aux parts sociales, tels que décidés par l'Assemblée Générale.**

Chaque année, une revue annuelle réunit des représentants de la direction des ressources humaines, de la direction des risques et de la conformité, et permet de définir, à partir du cadre général fourni par BPCE, les grilles de malus de risques et de conformité (pourcentage de réduction en fonction de certains incidents).

Le dispositif de malus de comportement applicable est le suivant :

- ▶ **en cas d'infraction importante à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite de délégation ou de mandant ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part de la Direction des Ressources Humaines ou de la Direction des Risques et de la conformité et ayant pour impact potentiel ou avéré de 300 000€ ou plus, le pourcentage de réduction peut atteindre -40%.**
- ▶ **en cas d'infraction significative à une règle de conformité ou de risque, y compris en matière de limite de délégation ou de mandant ayant donné lieu à un rappel à l'ordre individuel par écrit de la part de la Direction des Ressources Humaines ou de la Direction des Risques et de la conformité et ayant pour impact potentiel ou avéré supérieur à 0,5% des fonds propres, le pourcentage de réduction peut atteindre -100%.**
- ▶ **en cas de non-participation aux formations réglementaires obligatoires : le pourcentage de réduction peut atteindre -20%.**

Lors de la revue annuelle (début N+1 pour l'exercice N) sont examinés les incidents de risques et de conformité dont la responsabilité est imputable à des preneurs de risques.

Pour chaque preneur de risques concerné, en cas de malus de comportement constaté, il est proposé à la direction des ressources humaines une réduction de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N et des fractions différées non échues des parts variables antérieures, réduction qui est fonction de la nature et de l'importance du (ou des) incident(s) constaté(s), de la grille de malus et de l'appréciation des faits (avis motivé du manager, niveau de responsabilité du preneur de risques, caractère avéré, éventuellement caractère répétitif, etc.).

La direction des ressources humaines met en œuvre la réduction du variable du preneur de risques et des fractions différées non échues des parts variables antérieures, dans le respect du droit du travail et des engagements contractuels, en partant de la proposition de part variable effectuée par la hiérarchie ; pour cela, il est tenu compte d'une éventuelle réduction déjà incluse dans la proposition.

Aucune réduction n'a été appliquée sur les rémunérations variables perçues en 2021.

#### ◆ **Principe de proportionnalité**

Les règles de régulation des rémunérations variables ne s'appliquent que lorsque le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal à un seuil fixé actuellement à 50 000€.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est strictement inférieur au seuil, la totalité de la rémunération variable est versée dès qu'elle est attribuée.

Dans le cas où le montant de la rémunération variable attribuée au titre d'un exercice est supérieur ou égal au seuil, les règles de régulation de la rémunération variable, décrites ci-après, s'appliquent à la totalité de la rémunération variable.

#### ◆ **Versement différé et conditionnel d'une fraction de la rémunération variable**

Conformément au principe de proportionnalité, cet article est appliqué aux rémunérations variables des preneurs de risques, dès lors que le montant de la rémunération variable attribuée au titre de l'année N est supérieur à 50.000 € ou excède le tiers de la rémunération.

Pour les dirigeants effectifs :

- ▶ **La partie différée de la rémunération variable est étalée sur les cinq exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable, avec un rythme de versement par cinquième.**
- ▶ **Le versement des fractions différées intervient au plus tôt le 1er octobre de chacune des 5 années d'échéance, soit les années N+2 à N+6 pour la rémunération variable attribuée au titre de l'année N.**

En conséquence, et afin de vérifier que 50% de la rémunération variable attribuée est indexée en application de l'article L511-81 du code monétaire et financier, les échéanciers de paiement des rémunérations variables sont les suivants :

- ▶ **Lorsque la rémunération variable attribuée à un dirigeant effectif au titre de l'exercice N est supérieure à 50.000 euros et inférieure à 500.000 euros ou lorsque la rémunération variable est inférieure au seuil de 50.000 euros et représente plus d'un tiers de la rémunération totale :**
  - 50% du montant est acquis et versé dès l'attribution (en N+1)
  - 10% du montant est acquis et est versé l'année suivante (en N+2) après application du coefficient d'indexation.
  - 40% du montant est différé et est versé par cinquième au plus tôt le 1er octobre des années N+2, N+3, N+4, N+5 et N+6, soit 8% pour chacune des 5 années, après application du coefficient d'indexation et condition de performance.

Pour les autres preneurs de risques, non dirigeants effectifs :

- ▶ **La partie différée de la rémunération variable est étalée sur les quatre exercices postérieurs à celui de l'attribution de la rémunération variable, avec un rythme de versement par quart.**
- ▶ **Le versement des fractions différées intervient au plus tôt le 1er octobre de chacune des 4 années d'échéance, soit les années N+2 à N+5 pour la rémunération variable attribuée au titre de l'année N.**

En conséquence, et afin de vérifier que 50% de la rémunération variable attribuée est indexée en application de l'article L511-81 du code monétaire et financier, les échéanciers de paiement des rémunérations variables sont les suivants :

- ▶ **Lorsque la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N à un preneur de risques non dirigeant effectif et non membre du comité de direction générale de BPCE est supérieure à 50.000 euros et inférieure à 500.000 euros ou lorsque la rémunération variable est inférieure au seuil de 50.000 euros et représente plus d'un tiers de la rémunération totale :**
  - 50% du montant est acquis et versé dès l'attribution (en N+1)
  - 10% du montant est acquis et est versé l'année suivante (en N+2) après application du coefficient d'indexation.
  - 40% du montant est différé et est versé par quart au plus tôt le 1er octobre des années N+2, N+3, N+4 et N+5, soit 10% pour chacune des 4 années, après application du coefficient d'indexation et condition de performance.

#### ◆ Versement en titres ou instruments équivalents

Les fractions différées de la rémunération variable prennent la forme de cash indexé sur la base d'un indicateur représentatif de l'évolution de la valeur du Groupe BPCE pour 50% et de l'évolution de la valeur de la Banque Populaire Rives de Paris pour 50%.

L'indicateur retenu pour la valeur du Groupe BPCE est le résultat net part du Groupe BPCE (RNPG), calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction différée issue de la part variable.

L'indicateur retenu pour la valeur de l'établissement est le résultat net part du groupe de l'établissement, calculé en moyenne glissante sur les trois derniers exercices civils précédant l'année d'attribution de la part variable et l'année de versement de chaque fraction différée issue de la part variable.

Les coefficients sont communiqués chaque année par BPCE.

#### ◆ Dispositif de contrôle

Chaque année, une revue annuelle réunit des représentants de la direction des ressources humaines, de la direction des risques et de la conformité pour examiner les incidents de risques et de conformité dont la responsabilité est imputable à des preneurs de risques.

Pour chaque preneur de risques concerné, il est proposé à la direction des ressources humaines une réduction de la rémunération variable attribuée au titre de l'exercice N et des fractions différées non échues des parts variables antérieures, réduction qui est fonction de la nature et de l'importance du (ou des) incident(s) constaté(s), de la grille de malus et de

l'appréciation des faits (avis motivé du manager, niveau de responsabilité du preneur de risques, caractère avéré, éventuellement caractère répétitif, etc.).

La **direction des ressources humaines met en œuvre la réduction du variable du preneur de risques et des fractions différées** non échues des parts variables antérieures, dans le respect du droit du travail et des engagements contractuels, en partant de la proposition de part variable effectuée par la hiérarchie ; **pour cela, il est tenu compte d'une éventuelle réduction déjà** incluse dans la proposition.

**Une mission d'audit interne est menée annuellement afin de s'assurer du respect de la politique et des procédures** en matière de rémunérations. Les conclusions de cet audit sont communiquées au Comité des rémunérations et au Conseil d'Administration.

**Informations quantitatives agrégées sur les  
rémunérations, ventilées par domaine d'activité**

Attribution au titre de l'exercice 2021 hors charges patronales en €	Organe de direction - Exécutiv e	Organe de direction - Surveilla nce *	Ensemble de l'organe de direction	Banque d'investiss ement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions transvers ales	Fonction indépenda nte de contrôle	Autres
<b>Nombre de membres du personnel identifiés</b>									
<i>dont membres de l'organe de direction</i>	5	15	20						
<i>dont autres membres de la direction générale</i>				0	0	0	0	0	0
<i>dont autres membres du personnel identifiés</i>				0	9	3	11	9	0
<b>Rémunération totale</b>	<b>1 449 777 €</b>	<b>304 251 €</b>	<b>1 754 028 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 103 583 €</b>	<b>237 608 €</b>	<b>1 004 746 €</b>	<b>800 942 €</b>	<b>0 €</b>
<i>dont rémunération variable</i>	439 009 €	0 €	<b>439 009 €</b>	0 €	254 000 €	20 500 €	146 700 €	179 570 €	0 €
<i>dont rémunération fixe</i>	1 010 768 €	304 251 €	<b>1 315 019 €</b>	0 €	849 583 €	217 108 €	858 046 €	621 372 €	0 €

\* sont reportées les rémunérations octroyées en 2021 au titre  
du seul mandat social



Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées pour le personnel de direction et les membres du personnel dont les activités ont un impact significatif sur le profil de risque de l'établissement "MRT groupe 1"

Attribution au titre de l'exercice 2021 - hors charges patronales – en €		Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés	Total
Rémunération fixe	Nombre de membres du personnel identifiés	15	2	6	29	52
	Rémunération fixe totale	304 251 €	620 000 €	678 042 €	2 258 835 €	3 861 128 €
	<i>dont numéraire</i>	304 251 €	620 000 €	678 042 €	2 258 835 €	3 861 128 €
	<i>dont actions et droits de propriété équivalents</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont instruments liés</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont autres instruments</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont autres formes</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable	Nombre de membres du personnel identifiés	0	2	6	27	35
	Rémunération variable totale	0 €	314 009 €	195 000 €	530 770 €	1 039 779 €
	<i>dont numéraire</i>	0 €	314 009 €	195 000 €	530 770 €	1 039 779 €
	<i>dont différé</i>	0 €	122 005 €	0 €	0 €	122 005 €
	<i>dont actions et droits de propriété équivalents</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont différé</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont instruments liés</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont différé</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont autres instruments</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont différé</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont autres formes</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont différé</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	<i>dont autres formes</i>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

	Rémunération totale	304 251 €	934 009 €	873 042 €	2 789 605 €	4 900 907 €
--	---------------------	-----------	-----------	-----------	-------------	-------------

# Autres éléments de rémunération concernant les preneurs de risques "MRT groupe 1"

Montants en € - hors charges patronales -		Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction Fonction de gestion	Autres membres de la direction générale	Autres membres du personnel identifiés	Total
Rémunérations différées	Montant des rémunérations variables différées attribuées au titre des exercices antérieurs à 2021 ( <u>avant réductions éventuelles</u> )	0 €	369 860 €	0 €	0 €	369 860 €
	dont montant des rémunérations variables différées attribuées au titre des exercices antérieurs à 2021 <b>non acquises</b> (devenant acquises au cours des exercices suivants)	0 €	243 222 €	0 €	0 €	243 222 €
	dont montant des rémunérations variables différées attribuées au titre des exercices antérieurs à 2021 <b>acquises en 2021</b> (en valeur d'attribution)	0 €	126 638 €	0 €	0 €	126 638 €
	Montant des réductions explicites effectuées en 2021 sur les rémunérations variables différées qui devaient devenir acquises en 2021	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Montant des réductions explicites effectuées en 2021 sur les rémunérations variables différées qui devaient devenir acquises au cours des exercices suivants	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Montant total des ajustements ex post implicites : différence entre les valeurs de paiement et d'attribution des montants des rémunérations variables différées attribuées au titre des exercices antérieurs à 2021 acquises et versées en 2021	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Montant des rémunérations variables différées attribuées au titre des exercices antérieurs à 2021 <b>acquises et versées en 2021 (après réductions éventuelles)</b> en valeur d'acquisition	0 €	119 476 €	0 €	0 €	119 476 €
Versements spéciaux	Nombre de collaborateurs ayant bénéficié du versement en 2021 d'indemnités de rupture octroyées sur des exercices antérieurs à 2021	0	0	0	0	0
	Montant des indemnités de rupture octroyées avant 2021 et versées en 2021	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'indemnités de rupture octroyées en 2021	0	0	0	0	0

<b>Montant des Indemnités de rupture octroyées en 2021</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
dont montant versé en 2021	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
dont montant différé	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
dont indemnités de départ versées en 2021 qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
dont montant le plus élevé octroyé à une seule personne	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
<b>Nombre de collaborateurs preneurs de risques ayant bénéficié d'une rémunération variable garantie octroyée en 2021 à l'occasion de leur recrutement</b>	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Montant des rémunérations variables garanties octroyées en 2021 à l'occasion d'un recrutement d'un preneur de risques</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>
dont rémunérations variables garanties qui ont été versées en 2021 et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>

## Annexe - Détail des critères locaux de la rémunération variable du Directeur **Général** :

### Variable 2021 - Détermination des critères locaux

Proposition : Aligner les critères locaux du variable du Directeur Général sur les enjeux portés par COLiBRI.

#### ◆ DEVELOPPEMENT

Conserver l'indicateur d'évolution des clients actifs qui reste une des 3 ambitions de COLiBRI. L'ambition banque en 2021 est calée à +2,5% de clients actifs.

DEVELOPPEMENT	
Evolution des clients actifs	
inf. à 1,75 %	0,00%
de 1,75 à 2 %	3,30%
de 2 à 2,25 %	6,70%
sup. ou égal à 2,25 %	10,00%

#### ◆ PREFERENCE CLIENT

Caler cet indicateur avec les objectifs de la banque dans le cadre de COLiBRI. Utiliser l'indicateur de référence pour ce type de mesure : le NPS ( Net Promoteur Score) et mesurer les performances de l'entreprise comparées aux banques présentes sur notre territoire

Objectif 2020 : podium régional des banques généralistes en termes de recommandation client. (\*)

PREFERENCE CLIENT (NPS)	
Résultat enquête NPS sur l'IDF	
< 5ième place	0,00%
5ième place	3,30%
4ième place	6,70%
3ième place ou mieux	10,00%

#### ◆ ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PNB

Suivre la réalisation des ambitions 2021 en termes de PNB (Budget 2021) dans un contexte de crise sanitaire qui tarde à se terminer.

ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PNB	
Atteinte des ambitions 2021 de PNB	
PNB 3% et plus en dessous du budget	0,00%
PNB 2% en dessous du budget	3,30%
PNB 1% en dessous du budget	6,70%
Budget respecté ou dépassé	10,00%

(\*) Le panel des Banques est composé par les réponses des clients qui indiquent lors de la première question les banques avec lesquelles ils travaillent. Panel obtenu lors de la dernière enquête : BRED, CE, BNP, CIC, CM, CA, LCL, SG, Banque Postale.

### Variable 2021 - Détermination des critères de management durable

Critères de management durable comptant pour 20% du variable

Appréciation par le Comité des Rémunérations de la qualité de la conduite générale de l'entreprise et de la mise en œuvre de certains projets phare COLiBRI

#### ◆ Propositions pour 2021 :

- Gestion Crise COVID-19 et redémarrage post COVID-19
- Réussite du changement de management et du repositionnement de l'activité financements immobiliers dans un marché en évolution
- Bonne contribution aux évolutions stratégiques des années 2021 et 2022
- Existence formelle du RAF, surveillance des limites et du respect des procédures d'alerte et/ou décision en cas de dépassement des seuils, absence de dépassement du seuil de résilience.

## 2.9.6 INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES INACTIFS (ARTICLES L 312-19, L 312-20 ET R 312-21 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)

	Au 31 décembre 2021
Nombre de comptes inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	16 708
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	26 377 754,75 €
Nombre de comptes dont les avoirs sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations *	663
Montant total des fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations *	721 314 €

\* Transmis au cours de l'année

# 3 ETATS FINANCIERS

## 3.1 COMPTES CONSOLIDES IFRS AU 31 DECEMBRE 2021

### 3.1.1 COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021 (AVEC COMPARATIF AU 31 DECEMBRE 2020)

#### 3.1.1.1 Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2021	Exercice 2020
Intérêts et produits assimilés	4.1	490 405	468 307
Intérêts et charges assimilés	4.1	-185 646	-197 396
Commissions (produits)	4.2	327 191	299 793
Commissions (charges)	4.2	-56 623	-58 909
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	27 970	6 979
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	35 585	42 468
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	0	3
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0	0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		0	0
Produit net des activités d'assurance		0	0
Produits des autres activités	4.6	18 434	23 034
Charges des autres activités	4.6	-27 070	-24 877
<b>Produit net bancaire</b>		<b>630 246</b>	<b>559 402</b>
Charges générales d'exploitation	4.7	-329 114	-320 081
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-35 887	-35 159
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>265 245</b>	<b>204 162</b>
Coût du risque de crédit	7.1.1	-64 934	-62 648
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>200 311</b>	<b>141 514</b>
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		0	0
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	184	-825
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>200 495</b>	<b>140 689</b>
Impôts sur le résultat	11.1	-50 043	-29 100
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0	0
<b>Résultat net</b>		<b>150 452</b>	<b>111 589</b>



### 3.1.1.2 Résultat global

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
<b>Résultat net</b>	<b>150 452</b>	<b>111 589</b>
<b>Eléments recyclables en résultat net</b>	<b>-4 911</b>	<b>4 595</b>
Ecart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 379	2 386
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-9 000	3 818
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables		
Impôts liés	1 710	-1 609
<b>Eléments non recyclables en résultat net</b>	<b>188 346</b>	<b>-175 136</b>
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	14 321	-2 111
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	183 496	-179 015
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables		
Impôts liés	-9 471	5 990
<i>Ecart de réévaluation sur passif social en OCI - impôts différés ( part mino et groupe)</i>		
<i>Ecart de réévaluation dettes fin spread de credit propre - impôts différés ( part mino et groupe)</i>		
<i>Autres - impôts différés ( part mino et groupe)</i>		
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>183 435</b>	<b>-170 541</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>333 887</b>	<b>-58 952</b>
Part du groupe	333 887	-58 952
Participations ne donnant pas le contrôle		
Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables	<b>7 054</b>	<b>7 054</b>

### 3.1.1.3 Bilan

#### ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Caisse, banques centrales	5.1	106 454	145 654
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	215 652	184 567
Instruments dérivés de couverture	5.3	92 180	146 150
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	1 619 320	1 366 305
Titres au coût amorti	5.5.1	1 313 470	871 275
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	5 761 640	4 962 405
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	24 400 242	22 928 921
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		7 665	46 287
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôts courants	11.1		5 859
Actifs d'impôts différés	11.2	37 544	42 363
Comptes de régularisation et actifs divers	5.7	289 740	133 235
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.9	303 535	302 168
Immobilisations incorporelles	5.13	193	93
Ecarts d'acquisition	5.14		
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>34 147 635</b>	<b>31 135 282</b>

## PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	11 687	10 557
Instruments dérivés de couverture	5.3	82 496	121 738
Dettes représentées par un titre	5.10	1 272 349	509 062
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.11.1	6 368 539	5 247 324
Dettes envers la clientèle	5.11.2	22 903 073	21 972 012
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Passifs d'impôts courants		13 289	2 010
Passifs d'impôts différés	11.2	5 374	3 093
Comptes de régularisation et passifs divers	5.12	373 156	484 453
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		0	0
Provisions	5.13	93 880	108 506
Dettes subordonnées	5.14	9 688	10 430
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 014 104</b>	<b>2 666 097</b>
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>3 014 104</b>	<b>2 666 097</b>
Capital et primes liées		1 166 237	1 142 513
Réserves consolidées		1 565 961	1 463 975
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		131 453	(51 982)
Résultat de la période		150 452	111 589
Participations ne donnant pas le contrôle	5.16	0	0
<b>TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>34 147 635</b>	<b>31 135 282</b>

#### 3.1.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres	Capital et primes liées			Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global					Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Recyclables		Non Recyclables					
				Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Variation de JV des instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestation définies				
								Résultat net part du groupe			
en milliers d'euros											
Capitaux propres au 1er janvier 2020	1 021 880	100 162	1 477 108	1 228	8 391	123 869	-14 929	0	2 717 708		2 717 708
Distribution			-13 133						-13 133		-13 133
Augmentation de capital	20 471								20 471		20 471
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	20 471	0	-13 133	0	0	0	0	0	7 339	0	7 339
Remboursement de TSSDI											
Rémunération TSSDI											
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				1 763	2 832	-173 470	-1 666		-170 539		-170 539
Résultat de la période								111 589	111 589		111 589
Résultat global	0	0	0	1 763	2 832	-173 470	-1 666	111 589	-58 950	0	-58 950
Autres variations									0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2020	1 042 351	100 162	1 463 975	2 991	11 223	-49 601	-16 595	111 589	2 666 097	0	2 666 097
Affectation du résultat de l'exercice			111 589					-111 589	0		0
Effets de changements de méthodes comptables			2 243						2 243		2 243
Capitaux propres au 1er janvier 2021	1 042 351	100 162	1 577 808	2 991	11 223	-49 601	-16 595	0	2 668 340		2 668 340
Distribution			-12 186						-12 186		-12 186
Augmentation de capital	167 839								167 839		167 839
Réduction de capital	-144 115								-144 115		-144 115
Transfert entre les composantes de capitaux propres									0		0
Emission de TSSDI									0		0
Remboursement de TSSDI									0		0
Rémunération TSSDI									0		0
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle									0		0
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	23 724		-12 186						11 538		11 538
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				1 765	-6 676	177 749	10 597		183 435		183 435
Résultat net								150 452	150 452		150 452
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				1 765	-6 676	177 749	10 597	150 452	333 887		333 887
Autres variations			339						339		339
Capitaux propres au 31 décembre 2021	1 066 075	100 162	1 565 961	4 756	4 547	128 148	-5 998	150 452	3 014 104		3 014 104

- Le 27 juillet 2020, la Banque Centrale Européenne a émis une nouvelle recommandation n° BCE/2020/35, réitérant sa position exprimée le 27 mars 2020, demandant aux établissements de crédit de s'abstenir de verser un dividende en numéraire, et ce jusqu'au 1er janvier 2021. Au 30 septembre 2020, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont procédé à une distribution d'intérêt sur parts sociales pour un montant de 13 133 047 millions d'Euros. Cette distribution a été effectué par la remise de parts sociales nouvelles en remplacement d'un paiement intégral en numéraire.
- Le 15 décembre 2020, la Banque Centrale Européenne a émis une recommandation (BCE/2020/62) dans laquelle elle demande aux établissements de veiller à ce que leur distribution à verser en 2021 n'excède ni un impact de 20 points de base sur leur ratio CET1, ni 15 % des profits accumulés au titre de 2019 et 2020. Dans ce cadre, le montant de distribution à verser en 2021 a été soumis, pour chaque établissement, à la validation préalable de la BCE. Cette recommandation a expiré au 30 septembre 2021.

### 3.1.1.5 Tableau des flux de trésorerie

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE (en milliers d'euros)	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultat avant impôts	200 495	140 689
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	35 834	33 547
- Dépréciation des écarts d'acquisition		
+/- Dotations nettes aux provisions	39 165	43 242
+/- Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-53 168	-57 494
+/- (produits)/ charges des activités de financement		
+/- Autres mouvements (ou flux sans décaissement de trésorerie)	-367 527	65 930
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	-345 696	85 225
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-39 734	1 565 228
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-555 696	-505 194
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	869 571	-149 382
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	37 126	7 479
Impôts versés	-33 823	-36 916
Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	277 444	881 215
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE (A) - ACTIVITÉS POURSUIVIES	132 243	1 107 129
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-594 812	137 540
+/- Flux liés aux immeubles de placement	972	39
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-36 209	-13 844
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B) - ACTIVITÉS POURSUIVIES	-630 049	123 735
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	11 538	7 402
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-742	0
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C) - ACTIVITÉS POURSUIVIES	10 796	7 402
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE (D) ACTIVITÉS POURSUIVIES		
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS (E)		
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D+E)	-487 010	1 238 266
Caisse et banques centrales (actif)	145 654	187 386
Banques centrales (passif)		
Opérations à vue avec les établissements de crédit	3 046 199	1 850 460
Comptes ordinaires débiteurs	3 069 418	1 882 842
Comptes et prêts à vue		
Comptes créditeurs à vue	-23 219	-32 382
Opérations de pension à vue		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 191 853	2 037 846
Caisse et banques centrales (actif)	106 454	145 654
Banques centrales (passif)		
Opérations à vue avec les établissements de crédit	2 598 389	3 046 061
Comptes ordinaires débiteurs	2 615 498	3 066 594
Comptes et prêts à vue		
Comptes créditeurs à vue	-17 109	-20 533
Opérations de pension à vue		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 704 843	3 191 715
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-486 872	1 153 869

(1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires

(2) Les flux de trésorerie provenant des activités de financement

(3) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

### 3.1.2 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

<b>NOTE 1 CADRE GENERAL</b>	<b>224</b>
1.1 LE GROUPE BPCE	224
1.2 MECANISME DE GARANTIE	224
1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS	225
1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	225
<b>NOTE 2 NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE</b>	<b>226</b>
2.1 CADRE REGLEMENTAIRE	226
2.2 REFERENTIEL	226
2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS	228
2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE	229
2.5 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'EVALUATION	229
<b>NOTE 3 CONSOLIDATION</b>	<b>233</b>
3.1 ENTITE CONSOLIDANTE	233
3.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION	233
3.3 REGLES DE CONSOLIDATION	235
3.4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2021	236
<b>NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>237</b>
4.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	238
4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	239
4.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	241
4.4 PROFITS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	242
4.5 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI	242
4.6 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	243
4.7 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	244
4.8 GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS	245
<b>NOTE 5 NOTES RELATIVES AU BILAN</b>	<b>245</b>
5.1 CAISSES, BANQUES CENTRALES	245
5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	245
5.3 INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	250
5.4 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	259
5.5 ACTIFS AU COUT AMORTI	261
5.6 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS	265
5.7 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	266
5.8 IMMEUBLES DE PLACEMENT	266
5.9 IMMOBILISATIONS	267
5.10 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	268
5.11 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE	269
5.12 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	270
5.13 PROVISIONS	271
5.14 DETTES SUBORDONNÉES	273
5.15 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS	274
5.16 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	275
5.17 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	275
5.18 COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS	275



5.19 ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES, AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER	277
5.20 INSTRUMENTS FINANCIERS SOUMIS A LA REFORME DES INDICES DE REFERENCE	280
<b>NOTE 6 ENGAGEMENTS</b>	<b>283</b>
6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	283
6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE	283
<b>NOTE 7 : EXPOSITION AUX RISQUES</b>	<b>284</b>
7.1 RISQUE DE CREDIT ET RISQUE DE CONTREPARTIE	284
7.2 RISQUE DE MARCHE	297
7.3 RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE	297
7.4 RISQUE DE LIQUIDITE	297
<b>NOTE 8 : AVANTAGES DU PERSONNEL ET ASSIMILES</b>	<b>298</b>
8.1 CHARGES DE PERSONNEL	299
8.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX	299
<b>NOTE 9 : ACTIVITE D'ASSURANCE</b>	<b>303</b>
<b>NOTE 10 : JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>304</b>
10.1 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	308
10.2 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	312
<b>NOTE 11 : IMPOTS</b>	<b>313</b>
11.1 IMPOTS SUR LE RESULTAT	313
11.2 IMPOTS DIFFERES	314
<b>NOTE 12 : AUTRES INFORMATIONS</b>	<b>315</b>
12.1 INFORMATION SECTORIELLE	315
12.2 INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS DE LOCATION	316
12.3 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	320
12.4 PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIES	321
12.5 INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES	321
12.6 IMPLANTATION PAR PAYS	324
12.7 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	324
<b>NOTE 13 : MODALITES D'ELABORATION DES DONNEES COMPARATIVES</b>	<b>325</b>
<b>NOTE 14 : DETAIL DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION</b>	<b>326</b>
14.1 OPERATIONS DE TITRISATION	326
14.2 AUTRES INTERETS DANS LES FILIALES ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES	326
14.3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2021	326
14.4 ENTREPRISES NON CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2021	328

## Note 1 Cadre général

---

### 1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

#### **Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne**

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi no 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- ▶ la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Paiements et Assurance de Natixis et les Autres Réseaux (essentiellement Banque Palatine et Oney) ;
- ▶ Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking).

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

### 1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 172 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité financier en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

### 1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

#### Opération de titrisation interne au Groupe BPCE :

Au 31 décembre 2021, une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 octobre 2021 s'est traduite pour la banque par une cession de prêts immobiliers (92 125 milliers d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2021 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisés pour un total de (92 125 milliers d'euros).

Ainsi, au moment de la mise en place de l'opération, les plus-values de cession des créances titrisés sont enregistrés dans le poste d'intérêts, produits et charges assimilés. Par la suite, la diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » liée à la diminution du stock de créance est compensée par l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » liée au versement par le FCT d'un produit d'intérêts sur parts résiduelles basé sur les flux d'intérêts des créances titrisés.

### 1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice n'est intervenu depuis la clôture des comptes.

## Note 2 Normes comptables applicables et comparabilité

### 2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Les comptes consolidés de la Banque Populaire Rives de Paris ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

### 2.2 REFERENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2018 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations **dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021**.

**Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.**

Par ailleurs, le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers, applicable depuis le 1er janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1er janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

- ▶ De ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- ▶ D'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- ▶ D'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Lors de sa réunion du 17 mars 2020, l'IASB a décidé de reporter de deux ans son application, des clarifications restant à apporter sur des points structurants de la norme. Il a également été décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9 pour les assureurs afin de coïncider avec l'application d'IFRS 17 au 1er janvier 2023. Un amendement a été publié le 25 juin 2020. Cet amendement apporte des améliorations pour la mise en application d'IFRS 17.

Le Groupe BPCE étant un conglomérat financier a choisi d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeurent en conséquence suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, Natixis Assurances, BPCE Vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, BPCE Prévoyance, BPCE Assurances, BPCE IARD, Surassur, Oney Insurance, Oney Life, Prépar Vie et Prépar IARD.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour interdire tout transfert d'instruments financiers entre son secteur d'assurance et le reste du groupe qui aurait un effet décomptabilisant pour l'entité cédante, cette restriction n'étant toutefois pas requise pour les transferts d'instruments financiers évalués en juste valeur par résultat par les deux secteurs impliqués.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

#### Amendement à IAS 39 et IFRS 9 : réforme des taux de référence [phase 2]

L'IASB a publié le 27 août 2020 des amendements traitant des sujets liés au remplacement des taux de référence par leur taux alternatif (phase 2). Ces amendements modifient les normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur les modifications des actifs financiers et passifs financiers (y compris les dettes liées aux contrats de location) en lien ou non avec la mise en force de clauses contractuelles existantes (ie clauses de « fallback »), la comptabilité de couverture et les informations à publier. Ces amendements ont été adoptés par la Commission européenne le 13 janvier 2021. Sa date d'application a été fixée au 1er janvier 2021 avec application anticipée possible. Le Groupe BPCE a choisi d'opter pour une application anticipée au 31 décembre 2020.

Les incertitudes liées à la réforme des taux de référence et l'organisation mise en place dans le groupe BPCE sont présentés en note 5.21.

### **Décision de l'IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) relative à la norme IAS 19 « Avantages du personnel »**

L'IFRS IC a été saisi du sujet de la prise en compte des conditions d'acquisition sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (avantages retraite et assimilés provisionnés au passif du bilan) dès lors que l'avantage consenti au salarié dépend à la fois :

- ▶ de sa présence dans l'entreprise lors du départ en retraite ;
- ▶ de la durée de service du salarié (ancienneté) ;
- ▶ d'un plafond déterminé en nombre d'années de service.

La position définitive de l'IFRS IC rendue lors de sa réunion du 20 avril 2021, indique qu'en application de la norme IAS 19, la période d'acquisition des droits devait être la période précédant immédiatement l'âge de départ à la retraite, à compter de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits conformément aux conditions applicables au régime.

Ainsi, il n'est plus possible, à l'instar de la méthode précédemment appliquée par le Groupe BPCE, de retenir comme période d'acquisition des droits la durée totale de service lorsque celle-ci est supérieure au plafond retenu pour le calcul de la prestation.

Cette position ne modifie pas l'évaluation des engagements mais leur rythme de reconnaissance dans le temps au compte de résultat.

Le Groupe BPCE a mis en œuvre cette position au 31 décembre 2021. Cette décision concerne principalement les Indemnités de Fin de carrière (IFC), avec pour effets jugés non significatifs une baisse du montant de provision reconnu à ce titre au 31 décembre 2021 de 3 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres (réserves consolidées). L'impact IFRS IC est présenté en « Autres variations » dans le tableau de variation des capitaux propres pour un montant net d'impôts différés de 2,2 millions d'euros.

Les informations comparatives présentées au titre de l'exercice 2020 n'ont pas été retraitées de ces effets mais font l'objet d'une information spécifique en bas de tableaux de la note 8.2.

### **Décision de l'IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) relative à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles »**

L'IFRS IC a été saisi du sujet de la comptabilisation, chez le client, des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel obtenu auprès d'un fournisseur dans le cadre d'un contrat de type SaaS (Software as a Service).

La position définitive de l'IFRS IC rendue lors de sa réunion du 16 mars 2021, indique qu'en application des normes IAS 38, IAS 8 et IFRS 15, les contrats SaaS ne sont généralement pas reconnus à l'actif et sont comptabilisés chez le client comme une prestation de services. Les coûts de configuration et de personnalisation encourus sur ces contrats ne peuvent être reconnus en tant qu'immobilisations incorporelles que dans certaines situations, lorsque le contrat pourrait donner lieu à la création de nouvelles lignes de code par exemple, dont les avantages économiques futures bénéficieraient au client seul. A défaut, le client comptabilise ces coûts en charges au moment où il reçoit les services de configuration et de personnalisation du fournisseur (et non pas au moment où le client utilise ces services).

Cette décision n'a pas d'effet sur les états financiers du Groupe BPCE au 31 décembre 2021.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

### **Nouvelles normes publiées et non encore applicables**

#### **◆ Norme IFRS 17**

La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » a été publiée par l'IASB le 18 mai 2017 et remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Initialement applicable au 1er janvier 2021 avec un comparatif au 1er janvier 2020, cette norme ne devrait entrer en vigueur qu'à compter du 1er janvier 2023. En effet, lors de sa réunion du 17 mars 2020, l'IASB a décidé de reporter de deux ans son application, des clarifications restant à apporter sur des points structurants de la norme. Il a également été décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9 pour les assureurs afin de coïncider avec l'application d'IFRS 17 au 1er janvier 2023. Un amendement a été publié le 25 juin 2020. Cet amendement apporte des améliorations pour la mise en application d'IFRS 17. Le règlement de l'UE 2020/2097 du 15 décembre 2020 adopte les amendements à IFRS 4 relatifs à l'extension de la période d'exemption de l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des entreprises d'assurance. Le règlement de l'UE 2021/2036 du 19 novembre 2021 adopte la norme IFRS 17 et prévoit la possibilité d'exempter les contrats mutualisés intergénérationnels et avec compensation des flux de trésorerie de l'exigence de cohorte annuelle imposée par la norme. Les contrats d'épargne/retraite du Groupe BPCE devraient entrer pleinement

dans le champ d'application de cette exemption européenne. L'IASB a publié le 9 décembre un amendement à IFRS 17 permettant, sur option, de présenter selon IFRS 9 tous les actifs financiers détenus par les assureurs au 1er janvier 2022 dans les états comparatifs lors de l'application conjointe d'IFRS 17 et IFRS 9 en 2023. Le Groupe BPCE prévoit d'appliquer cette option et également d'appliquer les règles de dépréciations d'IFRS 9 au titre du risque de crédit aux actifs financiers éligibles pour ses états comparatifs 2022.

La norme IFRS 17 pose les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire dans le champ d'application de la norme.

Aujourd'hui valorisées au coût historique, les obligations aux contrats devront être comptabilisées à la valeur actuelle, en application de la norme IFRS 17. Pour cela, les contrats d'assurance seront valorisés en fonction des flux de trésorerie qu'ils vont générer dans le futur, en incluant une marge de risque afin de prendre en compte l'incertitude relative à ces flux. D'autre part, la norme IFRS 17 introduit la notion de marge de service contractuelle. Celle-ci représente le bénéfice non acquis par l'assureur et sera libérée au fil du temps, en fonction du service rendu par l'assureur à l'assuré. La norme demande un niveau de granularité des calculs plus détaillé puisqu'elle requiert des estimations par groupe de contrats (sans classer dans un même groupe des contrats émis à plus d'un an d'intervalle- cohortes annuelles). Cependant, la Commission européenne a introduit un carve-out optionnel permettant de ne pas appliquer l'exigence de cohorte annuelle aux groupes de contrats d'assurance avec éléments de participation directe et aux groupes de contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire qui bénéficient d'une mutualisation des rendements des actifs sous-jacents entre les différentes générations d'assurés (contrats avec mutualisation intergénérationnelle).

Ces changements comptables pourraient modifier le profil du résultat de l'assurance (en particulier celui de l'assurance vie) et introduire également plus de volatilité dans le résultat.

Au 31 décembre 2021, les entités d'assurance du Groupe BPCE se sont dotées de structures projet à la hauteur des changements induits par la norme et poursuivent les travaux de préparation : instruction et documentation des choix normatifs, modélisation, adaptation des systèmes et des organisations, production des comptes et stratégie de bascule, communication financière et conduite du changement.

## 2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2021, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- ▶ La juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 10) ;
- ▶ Le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- ▶ le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture (note 5.3) ;
- ▶ Les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.13) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 9) ;
- ▶ Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- ▶ Les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 11) ;
- ▶ Les impôts différés (note 11) ;
- ▶ Les incertitudes liées à l'application de certaines dispositions du règlement relatif aux indices de référence (note 5.20) ;
- ▶ La durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 12.2.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.2).

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du Groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. La gouvernance et les engagements pris sur ces risques sont présentés dans le chapitre 2 – Déclaration de performance extra-financière. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le chapitre 6 « Gestion des risques – Risques



climatiques ». Le traitement comptable des principaux instruments financiers verts est présenté dans les notes 2.5, 5.5, 5.11, 5.12.2.

## 2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2021. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 21 février 2022. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 28 avril 2022.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

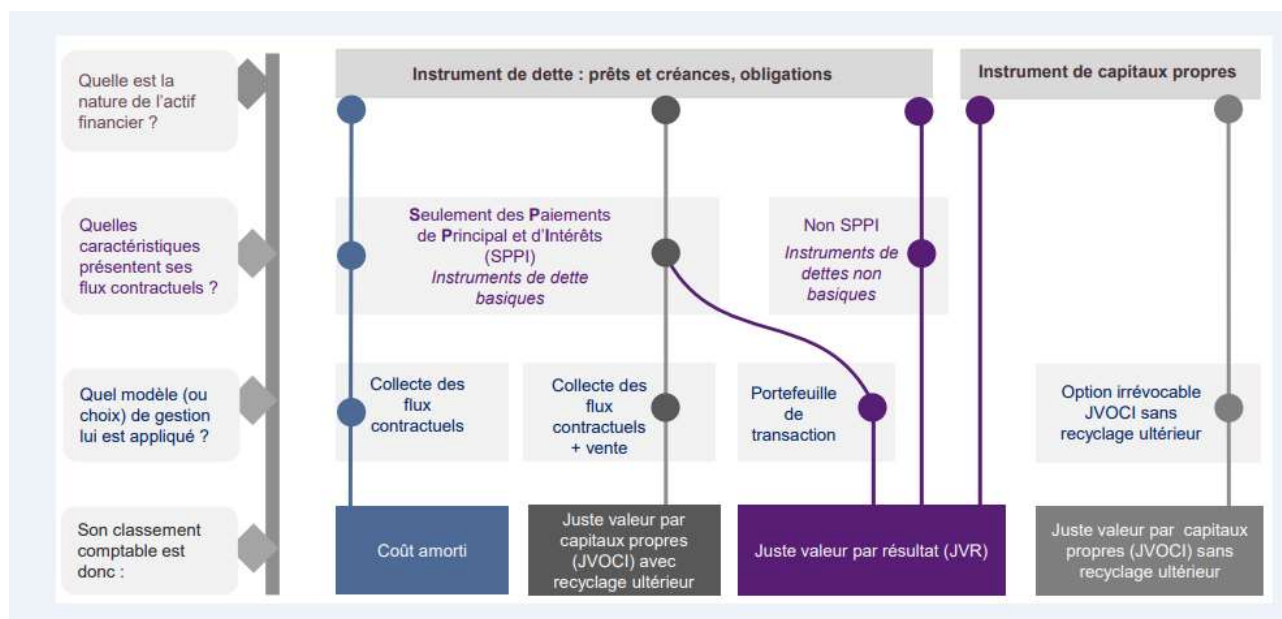
## 2.5 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'EVALUATION

Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

### 2.5.1 Classement et évaluation des actifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE hors filiales d'assurance qui appliquent toujours IAS 39.

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou business model).



Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie.

L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- ▶ La façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- ▶ Les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- ▶ La façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- ▶ La fréquence, le volume et le motif de ventes.



Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- ▶ Un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
  - les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
  - les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
  - les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Solutions et Expertises Financières :

- ▶ Un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).

Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte :

- ▶ Un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

**Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.**

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- ▶ Les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique ;

- ▶ Les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts).

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

- ▶ Les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type **financement d'infrastructures**) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garanti, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

#### Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- ▶ L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels ; et
- ▶ Les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- ▶ L'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers ; et
- ▶ Les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride doit être désormais enregistré en juste valeur par résultat lorsqu'il n'a pas la nature de dette basique.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans **modification dans la norme IFRS 9. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash-flow d'origine et les cash-flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.**

### 2.5.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

**À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :**

- ▶ **Seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;**
- ▶ **Les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».**

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou **la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».**

## Note 3 Consolidation

---

### 3.1 ENTITE CONSOLIDANTE

L'entité consolidante est constituée de la Banque Populaire Rives de Paris et de ses deux Sociétés de Caution Mutuelle, Socama Rives de Paris et Habitat Rives de Paris.

### 3.2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET METHODES DE CONSOLIDATION ET DE VALORISATION

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les **comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable**.

Le périmètre des entités consolidées par le groupe Banque Populaire Rives de Paris figure en note 14 – Détail du périmètre de consolidation.

#### 3.2.1 Entités contrôlées par le groupe

Les filiales contrôlées par le groupe Banque Populaire Rives de Paris sont consolidées par intégration globale.

##### Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

##### Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- ▶ (a) des activités bien circonscrites ;
- ▶ (b) un objectif précis et bien défini, par exemple, mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- ▶ (c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- ▶ (d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

##### Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

#### Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 14.4.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

### 3.2.2 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

#### Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

#### Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

### Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire **elle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence.** En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.2.3 Participations dans des activités conjointes

#### Définition

**Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.**

#### Mode de comptabilisation des activités conjointes

**Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit.** Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé **et de l'état du résultat net** et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

## 3.3 REGLES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. **Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.**

### 3.3.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- ▶ De valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- ▶ De conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

### 3.3.2 Elimination des opérations réciproques

**L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés est éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés.** Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

### 3.3.3 Regroupements d'entreprises

En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- ▶ Les regroupements entre entités mutuelles sont désormais inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- ▶ Les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés dans le résultat de la période ;
- ▶ Les contreparties éventuelles à payer sont désormais intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel.

Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :

- ▶ Des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement ;
- ▶ Ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;

**En date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :**

- ▶ Soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
- ▶ Soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- ▶ En date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- ▶ Lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

#### 3.3.4 Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale

Non concerné

#### 3.3.5 Date de clôture de l'exercice des entités consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation ont leur exercice comptable qui se clôt au 31 décembre.

### 3.4 ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Le périmètre de consolidation a évolué au cours de l'exercice 2021, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») mentionnées au paragraphe 14.1 : BPCE Home Loans FCT 2021 et BPCE Home Loans FCT 2021 Demut.

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, la Banque Populaire Rives de Paris contrôle et, en conséquence, consolide une portion de chacune de ces deux entités correspondantes à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.



### L'essentiel

Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- ▶ **les produits et charges d'intérêts ;**
- ▶ les commissions ;
- ▶ les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- ▶ les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- ▶ **les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti ;**
- ▶ **le produit net des activités d'assurance ;**
- ▶ les produits et charges des autres activités.

## 4.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

### Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- ▶ un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- ▶ un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

en milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit <sup>(1)</sup>	51 719	-46 234	5 485	34 419	-37 058	-2 639
Prêts / emprunts sur la clientèle <sup>(2)</sup>	370 384	-106 412	263 972	363 922	-129 564	234 358
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	10 660	-546	10 114	8 204	-3 159	5 045
Dettes subordonnées	0	0	0	0	-2	-2
Passifs locatifs	0	-129	-129	0	-156	-156
<b>Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)</b>	<b>432 763</b>	<b>-153 321</b>	<b>279 442</b>	<b>406 545</b>	<b>-169 939</b>	<b>236 606</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	<b>15 959</b>	<b>0</b>	<b>15 959</b>	<b>15 777</b>	<b>0</b>	<b>15 777</b>
Titres de dettes	6 046	0	6 046	5 851	0	5 851
Autres	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>6 046</b>	<b>0</b>	<b>6 046</b>	<b>5 851</b>	<b>0</b>	<b>5 851</b>
<b>Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la Jv par capitaux propres <sup>(1)</sup></b>	<b>454 768</b>	<b>-153 321</b>	<b>301 447</b>	<b>428 173</b>	<b>-169 939</b>	<b>258 234</b>
<b>Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction</b>	<b>1 710</b>	<b>0</b>	<b>1 710</b>	<b>1 163</b>	<b>0</b>	<b>1 163</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>32 040</b>	<b>-30 369</b>	<b>1 671</b>	<b>33 305</b>	<b>-24 779</b>	<b>8 526</b>
<b>Instruments dérivés pour couverture économique</b>	<b>1 887</b>	<b>-1 956</b>	<b>-69</b>	<b>5 666</b>	<b>-2 678</b>	<b>2 988</b>
<b>Total des produits et charges d'intérêt</b>	<b>490 405</b>	<b>-185 646</b>	<b>304 759</b>	<b>468 307</b>	<b>-197 396</b>	<b>270 911</b>

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 10 070 milliers d'euros (9 896 milliers d'euros au titre de l'exercice 2020) au titre de la rémunération des fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des dépôts et consignations ainsi que les LEP

(2) Dont 3 millions d'euros concernant l'impact non comptabilisé de la prorogation des PGE ("catch up" : réestimation des flux de trésorerie futurs)

Les charges et produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent une dotation de 1 635 milliers d'euros au titre de la charge nette sur la provision épargne logement.

## 4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

### Principes comptables

En application de norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant **correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :**

- ▶ identification des contrats avec les clients ;
- ▶ identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- ▶ détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- ▶ allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- ▶ comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

**Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.**

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- ▶ les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits **ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière**
- ▶ les produits des autres activités, (cf note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur **incidents de paiements, etc.**), **l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie** et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

**En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.**

Commissions sur prestations de service

**Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :**

- ▶ les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- ▶ les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- ▶ **les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.**

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.



<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	142	-1	141	142	0	142
Opérations avec la clientèle	144 325	-1 812	142 513	133 877	-2 096	131 781
Prestation de services financiers	7 086	-2 898	4 188	6 843	-2 311	4 532
Vente de produits d'assurance vie	53 957	0	53 957	47 745	0	47 745
Moyens de paiement	89 015	-46 613	42 402	80 547	-43 517	37 030
Opérations sur titres	5 157	-4 460	697	5 632	-4 859	773
Activités de fiducie	7 580	0	7 580	6 280	0	6 280
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	17 211	-829	16 382	16 172	-6 120	10 052
Autres commissions	2 718	-10	2 708	2 555	-6	2 549
<b>TOTAL DES COMMISSIONS</b>	<b>327 191</b>	<b>-56 623</b>	<b>270 568</b>	<b>299 793</b>	<b>-58 909</b>	<b>240 884</b>

#### 4.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

##### Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique **de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert** et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2021	Exercice 2020
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat <sup>(1)</sup>	27 342	6 589
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
- Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
- Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Résultats sur opérations de couverture	88	74
- Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	0	0
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	88	74
<i>Variation de la couverture de juste valeur</i>	-21 955	27 187
<i>Variation de l'élément couvert</i>	22 043	-27 113
Résultats sur opérations de change	540	316
<b>Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>27 970</b>	<b>6 979</b>

(1) Y compris couverture économique de change

#### 4.4 PROFITS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

##### Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- ▶ les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat ;
- ▶ les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les profits et pertes des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables reprennent :

- ▶ les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts ;
- ▶ les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres ;
- ▶ les dépréciations comptabilisées en coût du risque ;
- ▶ les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	-9	-28
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	35 594	42 496
<b>Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>35 585</b>	<b>42 468</b>

#### 4.5 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI

##### Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti d'actifs financiers (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>			<b>Exercice 2020</b>		
	<b>Gains</b>	<b>Pertes</b>	<b>Net</b>	<b>Gains</b>	<b>Pertes</b>	<b>Net</b>
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	3	0	3
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0
<b>Gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
<b>Gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>

## 4.6 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

### Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- ▶ les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- ▶ les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- ▶ les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Produits et charges sur activités immobilières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produits et charges sur opérations de location</b>	<b>10 047</b>	<b>-8 668</b>	<b>1 379</b>	<b>12 181</b>	<b>-9 962</b>	<b>2 219</b>
<b>Produits et charges sur immeubles de placement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-39</b>	<b>-39</b>
<i>Quote-part réalisée sur opérations faites en commun</i>	2 062	-3 147	-1 085	2 995	-2 882	113
<i>Charges refacturées et produits rétrocédés</i>	0	0	0	126	0	126
<i>Autres produits et charges divers d'exploitation</i>	6 325	-12 464	-6 139	7 732	-14 124	-6 392
<i>Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation</i>	0	-2 791	-2 791	0	2 130	2 130
<b>Autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>8 387</b>	<b>-18 402</b>	<b>-10 015</b>	<b>10 853</b>	<b>-14 876</b>	<b>-4 023</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>18 434</b>	<b>-27 070</b>	<b>-8 636</b>	<b>23 034</b>	<b>-24 877</b>	<b>-1 843</b>

Un produit de 3.3 millions d'euros comptabilisé au sein du poste « Produits des autres activités » au titre de l'amende Echange Image-Chèque (« EIC ») suite à la décision favorable rendue par la Cour d'Appel de renvoi le 2 décembre 2021. Compte tenu de l'incertitude et de l'historique sur le dossier (cf. Risques juridiques dans la partie du Gestion des risques), une provision d'un montant équivalent a été comptabilisée en contrepartie du poste « Charges des autres activités ».



## 4.7 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

#### Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 5 951 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 712 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 32 475 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2021. Le montant des contributions versées par le groupe représente pour l'exercice 8 438 milliers d'euros dont 7 712 milliers d'euros comptabilisés en charge et 1 266 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 5 440 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
<b>Charges de personnel (2)</b>	<b>-209 818</b>	<b>-197 826</b>
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-17 892	-19 157
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation (3)	-101 404	-103 098
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-119 296</b>	<b>-122 255</b>
<b>TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-329 114</b>	<b>-320 081</b>

- (1) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 7 172 milliers d'euros (contre 5 598 milliers d'euros en 2020) et la taxe de soutien aux collectivités territoriales pour un montant annuel de 512 milliers d'euros (contre 505 milliers d'euros en 2020) ;
- (2) L'application de la décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel a été mise en œuvre sur 2021. Pour l'exercice 2020, sa mise en œuvre aurait donné lieu à la comptabilisation d'un montant 3 024 milliers d'euros sur la ligne « Charges de personnel » au 31/12/2020 ;
- (3) La variation des « Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation » inclut une diminution de 2 142 milliers d'euros en 2021 en raison du reclassement des coûts du recouvrement sur des dossiers douteux (S3) au sein du poste « Charges générales d'exploitation » vers le poste « coût du risque de crédit » dès lors qu'il s'agit de coûts marginaux et directement attribuables au recouvrement des flux de trésorerie contractuels. Le montant était de 2 135 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

La décomposition des charges de personnel est présentée en note 8.1.

## 4.8 GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS

### Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles **d'exploitation et les plus ou moins-values** de cession des titres de participation consolidés.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	184	-825
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0	0
<b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>	<b>184</b>	<b>-825</b>

## Note 5 Notes relatives au bilan

### 5.1 CAISSES, BANQUES CENTRALES

#### Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Caisse	106 314	109 613
Banques centrales	140	36 041
<b>TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES</b>	<b>106 454</b>	<b>145 654</b>

### 5.2 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

#### Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date **de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9** et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

#### **Date d'enregistrement des titres**

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », **l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.**

**En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.**

### 5.2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- ▶ les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- ▶ les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- ▶ les instruments de dettes non basiques ;
- ▶ les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit

L'exposition au risque de crédit peut représenter une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est présentée.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

	31/12/2021				31/12/2020			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat				Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat			
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers <sup>(3)</sup>	Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option <sup>(1)</sup>	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers <sup>(3)</sup>	Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	Total
<i>en milliers d'euros</i>								
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres de dettes	0	119 680	0	119 680	0	101 369	0	101 369
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Titres de dettes</b>	<b>0</b>	<b>119 680</b>	<b>0</b>	<b>119 680</b>	<b>0</b>	<b>101 369</b>	<b>0</b>	<b>101 369</b>
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension	0	51 934	0	51 934	0	51 972	0	51 972
Prêts à la clientèle hors opérations de pension	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations de pension <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Prêts</b>	<b>0</b>	<b>51 934</b>	<b>0</b>	<b>51 934</b>	<b>0</b>	<b>51 972</b>	<b>0</b>	<b>51 972</b>
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>33 429</b>	<b>0</b>	<b>33 429</b>	<b>0</b>	<b>23 214</b>	<b>0</b>	<b>23 214</b>
Dérivés de transaction <sup>(1)</sup>	10 609	0	0	10 609	8 012	0	0	8 012
Dépôts de garantie versés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>10 609</b>	<b>205 043</b>	<b>0</b>	<b>215 652</b>	<b>8 012</b>	<b>176 555</b>	<b>0</b>	<b>184 567</b>

(1) (1) Uniquement dans le cas d'une « non concordance comptable »

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.18).

(3) inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts de fonds et les actions non désignées en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

### 5.2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou **classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9**. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

**Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.**

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », **à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat** sur option qui sont enregistrées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisée, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

**Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.**

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

#### **Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable**

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

**L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.**

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

**Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.**

**L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.**

**Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.**

	31/12/2021			31/12/2020		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
<i>en milliers d'euros</i>						
Ventes à découvert						
Dérivés de transaction	11 687		11 687	10 557		10 557
Comptes à terme et emprunts interbancaires						
Comptes à terme et emprunts à la clientèle						
Dettes représentées par un titre non subordonnées						
Dettes subordonnées						
Opérations de pension <sup>(1)</sup>						
Dépôts de garantie reçus						
Autres						
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>11 687</b>		<b>11 687</b>	<b>10 557</b>		<b>10 557</b>

(1) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.18).

### 5.2.3 Instruments dérivés de transaction

#### Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- ▶ sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- ▶ il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- ▶ il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

Changement du mode de comptabilisation et de présentation des swaps de devises

Jusqu'au 31 décembre 2021, la comptabilisation au bilan de la valorisation des swaps de devises de la jambe terme était enregistrée (i) pour la partie composante taux dans le poste « Instruments dérivés hors couverture » et (ii) pour la partie composante change dans le poste « comptes de régularisation ».

A compter du 31 décembre 2021, le principe de comptabilisation pour la partie valorisation des swaps de devises a été revu. Ainsi les deux composantes taux et change de la jambe terme sont incluses dans la valorisation des dérivés au niveau des postes d'Actifs/Passifs financiers à la juste valeur par résultat (« Instruments dérivés hors couverture »). Cette modification n'a pas eu d'incidence sur le compte de résultat.

en milliers d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	284 723	7 463	8 225	233 214	6 458	8 943
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	105 263	12	9	202 542	134	131
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>389 986</b>	<b>7 475</b>	<b>8 234</b>	<b>435 756</b>	<b>6 592</b>	<b>9 074</b>
Instruments de taux	1 735 162	3 134	3 453	1 963 696	1 421	1 484
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	9 853	-1	-1
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>1 735 162</b>	<b>3 134</b>	<b>3 453</b>	<b>1 973 549</b>	<b>1 420</b>	<b>1 483</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION</b>	<b>2 125 148</b>	<b>10 609</b>	<b>11 687</b>	<b>2 409 305</b>	<b>8 012</b>	<b>10 557</b>
dont marchés organisés	2 125 148	10 609	11 687	2 409 305	8 012	10 557
dont opérations de gré à gré	0	0	0			

### 5.3 INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE



## Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- ▶ sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- ▶ il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- ▶ il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

### Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture)

Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- ▶ des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- ▶ des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite carve-out).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le carve-out de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- ▶ un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- ▶ un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts observés et modélisés.

### Couverture d'un investissement net libellé en devises

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- ▶ les portefeuilles de prêts à taux fixe
- ▶ les dépôts à vue
- ▶ les dépôts liés au PEL
- ▶ la composante inflation du Livret A

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

- ▶ un passif à taux fixe
- ▶ les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- ▶ la couverture de passif à taux variable
- ▶ la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette
- ▶ la macro couverture d'actifs à taux variable

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- ▶ l'inefficacité « bi-courbes » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à €STER) est basée sur la courbe d'actualisation €STER, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation Euribor
- ▶ la valeur temps des couvertures optionnelles
- ▶ la surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévus)
- ▶ les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (Credit Value adjustment et Debit Value adjustment)
- ▶ des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

## Dérivés de couverture en FVH et CFH ( fair value hedge et cash-flow hedge)

en milliers d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	4 338 350	85 813	82 496	3 383 450	130 701	121 738
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 338 350</b>	<b>85 813</b>	<b>82 496</b>	<b>3 383 450</b>	<b>130 701</b>	<b>121 738</b>
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>4 338 350</b>	<b>85 813</b>	<b>82 496</b>	<b>3 383 450</b>	<b>130 701</b>	<b>121 738</b>
Instruments de taux	200 000	6 367	0	200 000	15 449	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations fermes</b>	<b>200 000</b>	<b>6 367</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>15 449</b>	<b>0</b>
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>200 000</b>	<b>6 367</b>	<b>0</b>	<b>200 000</b>	<b>15 449</b>	<b>0</b>
<b>Dérivés de crédit</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE</b>	<b>4 538 350</b>	<b>92 180</b>	<b>82 496</b>	<b>3 583 450</b>	<b>146 150</b>	<b>121 738</b>

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés principalement présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

# Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2021

en milliers d'euros	inf à 1 an	de 1 à 5 ans	de 6 à 10 ans	sup à 5 ans
<b>Couverture de taux d'intérêts</b>	<b>228 050</b>	<b>2 380 550</b>	<b>1 508 250</b>	<b>421 500</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	200 000	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	228 050	2 180 550	1 508 250	421 500
<b>Couverture du risque de change</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
<b>Couverture des autres risques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	0	0	0	0
<b>Couverture d'investissements nets en devises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>228 050</b>	<b>2 380 550</b>	<b>1 508 250</b>	<b>421 500</b>

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés principalement présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

## Eléments couverts

Couverture de juste valeur de dérivés en FVH (Fair Value Hedge)

en milliers d'euros	Couverture de juste valeur 31/12/2021								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
<b>Actifs</b>									
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>404 050</b>	<b>2 259</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	404 050	2 259	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>1 005 000</b>	<b>37 590</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts ou créances sur les établissements de crédit		1	-1	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	795 000	24 475	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	210 000	13 114	1	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs</b>									
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	<b>2 929 300</b>	<b>69 477</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 929 300	69 477	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre			0	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-1 520 250</b>	<b>-29 628</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Intérêts courus exclus

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture



L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note 4.4 « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Couverture de juste valeur									
Au 31 décembre 2020									
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risques (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
<i>en milliers d'euros</i>									
<b>Actifs</b>									
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	478 948	13 698	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les états	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	478 948	13 698	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres instruments	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	329 679	13 360	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur les états	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts ou créances sur la clientèle	0	92 574	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	329 679	13 267	0	0	0	0	0	0	0
<b>Passifs</b>									
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>	1 459 421	123 449	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements	1 323 028	117 182	0	0	0	0	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	136 393	6 267	0	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>-650 794</b>	<b>-96 391</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Intérêts courus exclus

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture

#### Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues (2)	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (1)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	6 367	6 367	0	0	-6 131
Couverture de risque de change	0	0	0	0	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0	0
<b>Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises</b>	<b>6 367</b>	<b>6 367</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-6 131</b>

(1) Déqualification, fin de la relation de couverture

(2) Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.



Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

En milliers d'euros	31/12/2020				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues (2)	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (1)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	15 449	15 449	0	0	-15 131
Couverture de risque de change	0	0	0	0	0
Couverture des autres risques	0	0	0	0	0
<b>Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises</b>	<b>15 449</b>	<b>15 449</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-15 131</b>

(1) Déqualification, fin de la relation de couverture

(2) Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert

**Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres**

Cadrage des OCI	01/01/2021	Variation de la part efficace	Redassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Elément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2021
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	15 131	-9 000	0			6 131
dont couverture de taux						
dont couverture de change						
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
<b>Total</b>	<b>15 131</b>	<b>-9 000</b>	<b>0</b>			<b>6 131</b>

## 5.4 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

### Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

**En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur** (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

**Ces instruments sont soumis aux exigences de IFRS 9 en matière de dépréciation.** Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

**Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).** Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

**En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes** comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

**La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction.** Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres.

**Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.** Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ». (note 4.4).

en milliers d'euros	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
Prêts ou créances sur les établissements de crédit						
Prêts ou créances sur la clientèle						
Titres de dettes	464 355		464 355	546 715		546 715
Titres de participation						
Actions et autres titres de capitaux propres (1)		1 154 965	1 154 965		819 590	819 590
<b>Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>464 355</b>	<b>1 154 965</b>	<b>1 619 320</b>	<b>546 715</b>	<b>819 590</b>	<b>1 366 305</b>
dont dépréciations pour pertes de crédit attendues						
dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt)	6 291	132 344	138 635	3 974	-51 152	-47 178

(1) Le détail est donné dans la note 5.6



Au 31 décembre 2021, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement des gains et pertes sur les titres BPCE pour 108 600 **milliers d'euros**.

#### Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

##### Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- ▶ des titres de participations ;
- ▶ des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables). Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

	31/12/2021				31/12/2020				
en milliers d'euros	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession	
	Titres de participations	994 152	33 048			774 941	40 823	0	0
	Actions et autres titres de capitaux propres	160 813	2 546			44 649	1 673	0	0
TOTAL	1 154 965	35 594	0	0	819 590	42 496	0	0	

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de **participation n'ayant pas vocation à être cédés**, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

#### 5.5 ACTIFS AU COUT AMORTI

## Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits **directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.**

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, **une décote correspondant à l'écart** entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux **d'intérêt effectif (TIE).**

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et **coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt.** Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

### Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un événement de crédit

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6% du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte-tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (Purchased or Originated Credit Impaired).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

#### Renégociations et restructuration

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

Sous IFRS9, le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste semblable à celui qui prévalait sous IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, viennent modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière desdites entreprises.

#### Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers tel que les commissions aux apporteurs d'affaires. Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

#### Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

#### 5.5.1 Titres au coût amorti

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Effets publics et valeurs assimilées	1 270 340	821 577
Obligations et autres titres de dettes	43 132	49 698
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-2	0
<b>TOTAL DES TITRES AU COUT AMORTI</b>	<b>1 313 470</b>	<b>871 275</b>

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

#### 5.5.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Comptes ordinaires débiteurs	2 615 498	3 069 418
Opérations de pension	45 091	45 122
Comptes et prêts <sup>(1)</sup>	3 095 141	1 845 875
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	0	0
Dépôts de garantie versés	5 910	1 990
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 761 640</b>	<b>4 962 405</b>

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et des LEP centralisés à la Caisse des Dépôts, présentés sur la ligne « Comptes et prêts », s'élèvent à 1 340 714 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (contre 1 242 371 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 2 353 408 millions d'euros au 31 décembre 2021 (2 981 302 millions d'euros au 31 décembre 2020).

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.



### 5.5.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

#### Décomposition des prêts et créances sur la clientèle

en milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>218 066</b>	<b>199 958</b>
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>24 567 345</b>	<b>23 077 762</b>
-Prêts à la clientèle financière		
-Crédits de trésorerie (1)	2 903 601	3 086 311
-Crédits à l'équipement	5 532 157	5 302 523
-Crédits au logement (2)	14 795 573	13 455 020
-Crédits à l'exportation	680	633
-Opérations de pension		
-Opérations de location-financement	853 630	839 905
-Prêts subordonnés		
-Autres crédits	481 704	393 370
<b>Autres prêts ou créances sur la clientèle</b>	<b>3 759</b>	<b>3 505</b>
<b>Dépôts de garantie versés</b>		
<b>Prêts et créances bruts sur la clientèle</b>	<b>24 789 170</b>	<b>23 281 225</b>
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-388 928	-352 304
<b>TOTAL</b>	<b>24 400 242</b>	<b>22 928 921</b>

(1) Les prêts garantis par l'Etat (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 1 972 052 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 212 798 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

(2) La variation des crédits au logement est liée notamment à une modification de la présentation des prêts à taux zéro (PTZ) – cf. Changement de présentation au bilan des Prêts à Taux Zéro en note 5.5.3.

#### Changement de présentation au bilan des Prêts à Taux Zéro (PTZ) :

Depuis le 30 juin 2021, BPCE a modifié la présentation au bilan des prêts à taux zéro afin de mieux refléter la valeur de l'exposition. Le reclassement lié à cette modification de présentation entraîne une diminution à l'actif du montant des crédits au logement présentés au sein des « Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti » en contrepartie du compte de produits constatés d'avance (PCA), auparavant comptabilisé au passif et qui désormais vient en diminution de la valeur nominale du prêt.

A l'actif, le montant des prêts à taux zéro en prêts et créances sur la clientèle au coût amorti est de 70 702 K€ d'euros au 31 décembre 2021 contre 0 au 31 décembre 2020 ;

Au passif, le montant des prêts à taux zéro en autres comptes de régularisation créditeurs est de 0 d'euros au 31 décembre 2021 contre 70 767 K€ au 31 décembre 2020.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 10.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

## 5.6 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS

### Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont plus limités que sous IAS 39. Il n'est plus possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

### ◆ Portefeuille d'actifs financiers reclassés

La Banque Populaire Rives de Paris n'a pas opéré un reclassement d'actif au cours de l'année 2021.

## 5.7 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Comptes d'encaissement	2 838	3 380
Charges constatées d'avance	4 472	3 941
Produits à recevoir	24 783	27 208
Autres comptes de régularisation	155 923	21 683
<b>Comptes de régularisation - actif</b>	<b>188 016</b>	<b>56 212</b>
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	0	0
Dépôts de garantie versés		
Débiteurs divers	101 724	77 023
<b>Actifs divers</b>	<b>101 724</b>	<b>77 023</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>289 740</b>	<b>133 235</b>

## 5.8 IMMEUBLES DE PLACEMENT

### Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

Aucun immeuble de placement n'est comptabilisé dans les comptes de Banque Populaire Rives de Paris.

## 5.9 IMMOBILISATIONS

### Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- ▶ il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- ▶ le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour les Banques Populaires

- ▶ façades/couverture/étanchéité : 20 à 40 ans ;
- ▶ fondations/ossatures : 30 à 60 ans ;
- ▶ ravalements : 10 à 20 ans ;
- ▶ équipements techniques : 10 à 20 ans ;
- ▶ aménagements intérieurs : 8 à 15 ans.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- ▶ constructions : 20 à 60 ans ;
- ▶ aménagements : 5 à 20 ans ;
- ▶ mobiliers et matériels spécialisés : 4 à 10 ans ;
- ▶ matériels informatiques : 3 à 5 ans ;
- ▶ logiciels : maximum 5 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

	31/12/2021			31/12/2020		
	Cumul des amortissements et pertes de valeur			Cumul des amortissements et pertes de valeur		
<i>en milliers d'euros</i>	Valeur brute		Valeur nette	Valeur brute		Valeur nette
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>492 937</b>	<b>- 211 997</b>	<b>280 940</b>	<b>472 094</b>	<b>- 208 821</b>	<b>263 273</b>
Biens immobiliers	256 929	-44 750	212 179	233 254	-42 078	191 176
Biens mobiliers	236 008	-167 247	68 761	238 840	-166 743	72 097
<b>Immobilisations corporelles données en location simple</b>	<b>91</b>	<b>0</b>	<b>91</b>	<b>1 591</b>	<b>- 528</b>	<b>1 063</b>
Biens mobiliers	91	0	91	1 591	-528	1 063
<b>Droits d'utilisation au titre de contrats de location</b>	<b>69 270</b>	<b>-46 766</b>	<b>22 504</b>	<b>93 204</b>	<b>-55 372</b>	<b>37 832</b>
Biens immobiliers	69 270	-46 766	22 504	93 204	-55 372	37 832
dont contractés sur la période	717	-61	656	874	-88	786
Biens mobiliers	0	0	0	0	0	0
dont contractés sur la période	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>562 298</b>	<b>- 258 763</b>	<b>303 535</b>	<b>566 889</b>	<b>- 264 721</b>	<b>302 168</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 846</b>	<b>- 5 653</b>	<b>193</b>	<b>5 661</b>	<b>- 5 568</b>	<b>93</b>
Droit au bail	24	0	24	24	0	24
Logiciels	5 822	-5 653	169	5 637	-5 568	69
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 846</b>	<b>- 5 653</b>	<b>193</b>	<b>5 661</b>	<b>- 5 568</b>	<b>93</b>

## 5.10 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

### Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre **sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés** classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

**En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.**

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires	186 958	127 526
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	1 083 173	378 934
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	0	0
Dettes non préférées	0	0
<b>Total</b>	<b>1 270 131</b>	<b>506 460</b>
Dettes rattachées	2 218	2 602
<b>TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>	<b>1 272 349</b>	<b>509 062</b>

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 10.

## 5.11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

### Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « dettes envers la clientèle ».

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.11).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

#### 5.11.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Comptes à vue	17 109	23 219
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	0	0
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>17 109</b>	<b>23 219</b>
Emprunts et comptes à terme	6 309 116	5 161 425
Opérations de pension	45 000	51 264
Dettes rattachées	-17 186	-4 784
<b>Dettes à termes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>6 336 930</b>	<b>5 207 905</b>
Dépôts de garantie reçus	<b>14 500</b>	<b>16 200</b>
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	<b>6 368 539</b>	<b>5 247 324</b>

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 6 042 614 milliers d'euros au 31 décembre 2021 (5 121 495 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2021 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

### 5.11.2 Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>14 707 339</b>	<b>13 480 244</b>
Livret A	1 524 985	1 407 253
Plans et comptes épargne-logement	1 461 840	1 480 238
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 312 639	3 087 929
Dettes rattachées	0	0
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>6 299 464</b>	<b>5 975 420</b>
Comptes et emprunts à vue	18 312	11 332
Comptes et emprunts à terme	1 561 326	2 078 969
Dettes rattachées	314 046	426 047
<b>Autres comptes de la clientèle</b>	<b>1 893 684</b>	<b>2 516 348</b>
A vue	0	0
A terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
<b>Opérations de pension</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres dettes envers la clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépôts de garantie reçus	2 586	0
<b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE</b>	<b>22 903 073</b>	<b>21 972 012</b>

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 10.

### 5.12 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>en millions d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Comptes d'encaissement	3 180	3 920
Produits constatés d'avance	84 310	85 455
Charges à payer	62 585	47 975
Autres comptes de régularisation créditeurs	(16 507)	150 670
<b>Comptes de régularisation - passif</b>	<b>133 568</b>	<b>288 020</b>
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	72 564	70 147
Créditeurs divers	142 795	86 832
Passifs locatifs	24 229	39 454
<b>Passifs divers</b>	<b>239 588</b>	<b>196 433</b>
<b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>	<b>373 156</b>	<b>484 453</b>

La variation des crédits au logement est liée notamment à une modification de la présentation des prêts à taux zéro (PTZ)  
– cf. Changement de présentation au bilan des prêts à taux zéro en note 5.5.3.



## 5.13 PROVISIONS

### Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

### Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- ▶ l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- ▶ l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- ▶ l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- ▶ l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous, à l'exception des provisions pour pertes de crédit attendues sur les engagements de financement et de garantie qui sont détaillées à la note 7.



<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2021	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	31/12/2021
Provisions pour engagements sociaux (2)	69 089	1 335	0	-3 475	-17 345	49 604
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Risques légaux et fiscaux	1 770	3 869	0	-826	0	4 813
Engagements de prêts et garanties (3)	10 421	413	0	-2 508	441	8 767
Provisions pour activité d'épargne-logement	13 483	1 634	0	0	0	15 117
Autres provisions d'exploitation	13 743	8 273	-200	-6 237	0	15 579
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>108 506</b>	<b>15 524</b>	<b>-200</b>	<b>-13 046</b>	<b>-16 904</b>	<b>93 880</b>

(1) Les autres mouvements comprennent dans leur intégralité l'écart de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre.

(2) La mise en œuvre de la décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel sur 2021 a pour effet une baisse des provisions de 3 024 milliers d'euros en contrepartie des réserves consolidées.

(3) Les provisions sur engagements de prêts et de garanties sont estimées selon la méthodologie d'IFRS 9 depuis le 1er janvier 2018

### 5.13.1 Encours collectés au titre de l'épargne logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
<b>Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)</b>		
- ancienneté de moins de 4 ans	61 202	73 758
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	790 620	769 890
- ancienneté de plus de 10 ans	478 562	500 692
<b>Encours collectés au titre des plans épargne-logement</b>	<b>1 330 384</b>	<b>1 344 340</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne-logement</b>	<b>114 489</b>	<b>111 462</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS COLLECTES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 444 873</b>	<b>1 455 802</b>

### 5.13.2 Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	157	230
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	865	1 297
<b>TOTAL DES ENCOURS DE CREDITS OCTROYES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 022</b>	<b>1 528</b>

### 5.13.3 Provisions constituées au titre de l'épargne logement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
<b>Provisions constituées au titre des PEL</b>		
- ancienneté de moins de 4 ans	816	1 088
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 233	2 975
- ancienneté de plus de 10 ans	9 731	8 563
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>13 780</b>	<b>12 626</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 347</b>	<b>869</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-2	-2
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-8	-10
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-10</b>	<b>-13</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT</b>	<b>15 117</b>	<b>13 482</b>

## 5.14 DETTES SUBORDONNEES

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2020
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0
<b>DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	567	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	9 121	10 430
<b>Dettes subordonnées et assimilés</b>	<b>9 688</b>	<b>10 430</b>
Dettes rattachées	0	0
Réévaluation de la composante couverte	0	0
<b>DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI</b>	<b>9 688</b>	<b>10 430</b>
<b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES</b>	<b>9 688</b>	<b>10 430</b>

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 10.

Les dettes subordonnées à durée déterminée comprennent pour l'essentiel des dépôts de garantie à caractère mutuel pour 9 121 milliers d'euros en lien avec les sociétés de caution Habitat et Socama.

### Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2021	Emission	Remboursement	Autres mouvements	31/12/2021
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0	0	0	0	0
<b>DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	567	0	0	567
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Actions de préférence	0	0	0	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	10 430	313	-1 622	0	9 121
<b>DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI</b>	<b>10 430</b>	<b>880</b>	<b>-1 622</b>	<b>0</b>	<b>9 688</b>
<b>DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS</b>	<b>10 430</b>	<b>880</b>	<b>-1 622</b>	<b>0</b>	<b>9 688</b>

## 5.15 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

### Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- ▶ Sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- ▶ l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- ▶ si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

### Parts sociales

#### Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

en milliers d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
<b>Parts sociales</b>						
Valeur à l'ouverture	20 809 706	50	1 040 485	20 398 997	50	1 019 950
Augmentation de capital	475 073	50	23 754	410 709	50	20 535
Réduction de capital						
Autres variations						
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>21 284 779</b>	<b>50</b>	<b>1 064 239</b>	<b>20 809 706</b>	<b>50</b>	<b>1 040 485</b>

## 5.16 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Non concerné.

## 5.17 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

### Principes comptables :

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en millions d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 379	-614	1 765	2 386	-623	1 763
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	-9 000	2 324	-6 676	3 818	-986	2 832
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-6 621</b>	<b>1 710</b>	<b>-4 911</b>	<b>6 204</b>	<b>-1 609</b>	<b>4 595</b>
Réévaluation des immobilisations						
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	14 321	-3 724	10 597	-2 111	445	-1 666
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	183 496	-5 747	177 749	-179 015	5 545	-173 470
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	0	0	0	0	0	0
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>197 817</b>	<b>-9 471</b>	<b>188 346</b>	<b>-181 126</b>	<b>5 990</b>	<b>-175 136</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>191 196</b>	<b>-7 761</b>	<b>183 435</b>	<b>-174 922</b>	<b>4 381</b>	<b>-170 541</b>
Part du groupe	191 196	-7 761	183 435	-174 922	4 381	-170 541
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0

## 5.18 COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Banque Populaire Rives de Paris n'opère pas de compensation d'actifs et de passifs financiers au bilan en application des règles de compensation d'IAS 32.

Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

### 5.18.1 Actifs financiers

#### Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021				31/12/2020			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	102 789	88 298	14 500	-9	154 162	137 200	16 200	762
Opérations de pension	45 091	45 091	0	0	45 122	45 122	0	0
Autres actifs	0	0	0	0	0			0
<b>TOTAL</b>	<b>147 880</b>	<b>133 389</b>	<b>14 500</b>	<b>-9</b>	<b>199 284</b>	<b>137 200</b>	<b>16 200</b>	<b>762</b>

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent aux critères de compensation restrictifs de la normes IAS 32.

### 5.18.2 Passifs financiers

#### Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021				31/12/2020			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	94 183	88 056	5 910	217	132 295	129 614	1 990	691
Opérations de pension	45 000	45 000	0	0	51 264	45 122	0	6 142
Autres passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>139 183</b>	<b>133 056</b>	<b>5 910</b>	<b>217</b>	<b>183 559</b>	<b>174 736</b>	<b>1 990</b>	<b>6 833</b>

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent aux critères de compensation restrictifs de la normes IAS 32.

## 5.19 ACTIFS FINANCIERS TRANSFERES, AUTRES ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE DONT L'ENTITE PEUT DISPOSER

### Principes comptables

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

#### Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

#### Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

#### Opérations entraînant une modification **substantielle d'actifs financiers**

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- ▶ les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- ▶ des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

## Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash flow d'origine et les cash flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

## Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie

en milliers d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2021
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	0	45 091	6 606 424	2 182 167	8 833 682
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE</b>	<b>0</b>	<b>45 091</b>	<b>6 606 424</b>	<b>2 182 167</b>	<b>8 833 682</b>
<b>dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</b>	<b>0</b>	<b>45 091</b>	<b>4 668 324</b>	<b>2 182 167</b>	<b>6 895 582</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	0	45 000	2 772	189 506	237 278
<b>TOTAL DES PASSIFS ASSOCIÉS A DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE</b>	<b>0</b>	<b>45 000</b>	<b>2 772</b>	<b>189 506</b>	<b>237 278</b>

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 45 millions d'euros au 31 décembre 2021 (51 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Le montant des actifs données en garantie dans le cadre d'opérations de titrisation non déconsolidantes est de 2 182 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.



en milliers d'euros	Valeur nette comptable				31/12/2020
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Passifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Actifs financiers au coût amorti	0	45 122	5 876 851	2 174 191	8 096 164
<b>TOTAL DES Actifs FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE</b>	<b>0</b>	<b>45 122</b>	<b>5 876 851</b>	<b>2 174 191</b>	<b>8 096 164</b>
<b>dont Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</b>	<b>0</b>	<b>45 122</b>	<b>3 913 451</b>	<b>2 174 191</b>	<b>6 132 764</b>
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	0	0	0	0
Passifs financiers au coût amorti	0	51 265	30 158	127 525	208 948
<b>TOTAL DES PASSIFS ASSOCIES A DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE</b>	<b>0</b>	<b>51 265</b>	<b>30 158</b>	<b>127 525</b>	<b>208 948</b>

#### 5.19.1.1 Commentaires sur les actifs financiers transférés

##### Mises en pension et prêts de titres

La Banque Populaire Rives de Paris réalise des opérations de mise en pension d'un montant de 45 millions. Aucune opération de prêts de titres secs n'a été réalisée sur 2021.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

##### Cessions de créances

Le Groupe Banque Populaire Rives de Paris cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

##### Titrisations consolidées

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

#### 5.19.1.2 Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Non concerné

## 5.20 INSTRUMENTS FINANCIERS SOUMIS A LA REFORME DES INDICES DE REFERENCE

### Principes comptables

Conformément aux amendements à IFRS 9 et IAS 39 relatifs à la réforme des taux de référence (phase 1), jusqu'à la disparition des incertitudes liées à la réforme, il est considéré que :

- ▶ les transactions désignées comme éléments couverts en couverture de flux de trésorerie sont « hautement probables », les flux couverts n'étant pas considérés comme altérés par la réforme
- ▶ les tests d'efficacité prospectifs de couverture de juste valeur et de couverture de flux de trésorerie ne sont pas remis en cause par les effets de la réforme, en particulier la comptabilité de couverture peut être maintenue si les tests rétrospectifs sortent des bornes 80-125% pendant cette période transitoire, l'inefficacité des relations de couverture continuant toutefois à devoir être reconnue au compte de résultat
- ▶ la composante de risque couvert, lorsqu'elle est désignée sur la base d'un taux de référence, est considérée comme identifiable séparément.

Le Groupe BPCE considère que tous ses contrats de couverture, qui ont une composante BOR ou EONIA, sont concernés par la réforme et peuvent ainsi bénéficier de ces amendements tant qu'il existe une incertitude sur les modifications contractuelles à effectuer du fait de la réglementation ou sur l'indice de substitution à utiliser ou sur la durée de la période d'application de taux provisoires. Le Groupe BPCE est principalement exposé sur ses contrats de dérivés et ses contrats de prêts et emprunts au taux EURIBOR, au taux EONIA et au taux LIBOR US. Les opérations de couverture sont présentées dans la note 5.3.

Les amendements de la phase 2, post implémentation des taux alternatifs, introduisent un expédient pratique, qui consiste à modifier le taux d'intérêt effectif de manière prospective sans impact en résultat net dans le cas où les changements de flux des instruments financiers sont exclusivement liés à la réforme et permettent de conserver une équivalence économique entre les anciens flux et les nouveaux.

Ils introduisent également, si ces conditions sont remplies, des assouplissements sur les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture afin de pouvoir maintenir les relations de couverture concernées par la réforme. Ces dispositions concernent notamment les impacts liés à la redocumentation de couverture, à la couverture de portefeuille, au traitement de la réserve OCI pour les couverture CFH, à l'identification d'une composante de risque identifiable, aux tests d'efficacité rétrospectifs.

Ces amendements ont été appliqués par le Groupe BPCE, par anticipation, dans les comptes du 31 décembre 2020 et continueront à s'appliquer principalement sur l'EURIBOR et le LIBOR USD qui n'ont pas encore été remédiés.

Pour rappel, le règlement européen (UE) n°2016/1011 du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indice de référence (« le Règlement *Benchmark* » ou « BMR ») instaure un cadre commun visant à garantir l'exactitude et l'intégrité des indices utilisés comme indice de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers, ou comme mesure de la performance de fonds d'investissements dans l'Union européenne.

Le Règlement *Benchmark* a pour objet de réguler la fourniture d'indices de référence, la fourniture de données sous-jacentes pour un indice de référence et l'utilisation d'indices de référence au sein de l'Union Européenne. Il prévoit une période transitoire dont bénéficient les administrateurs qui ont jusqu'au 1er janvier 2022 pour être agréés ou enregistrés. A compter de cette date, l'utilisation par des entités supervisées par l'Union Européenne d'indices de référence d'administrateurs non agréés ou non enregistrés (ou, s'ils ne sont pas situés dans l'Union, qui ne sont pas soumis à un régime équivalent ou autrement reconnus ou avalisés) sera interdite.

Dans le cadre du règlement BMR, les indices de référence de taux d'intérêt EURIBOR, LIBOR et EONIA ont été déclarés comme étant des indices de référence d'importance critique.

La réforme des indices de référence a été accélérée par les annonces, à compter du mois de mars 2021, de la Financial Conduct Authority (FCA), le régulateur britannique superviseur de l'ICE Benchmark Administration (administrateur des LIBORs) :

- ▶ Confirmant la cessation, après le 31 décembre 2021, de la publication des LIBORs EUR, CHF, JPY et GBP, la publication du LIBOR USD étant, quant à elle, prolongée jusqu'au 30 juin 2023 (sauf pour les tenors 1 semaine et 2 mois qui cesseront après le 31 décembre 2021) ;
- ▶ Autorisant, pour une durée limitée, pour les contrats existants (à l'exception des dérivés clearés) indexés sur le LIBOR YEN et GBP (tenors 1 mois, 3 mois et 6 mois), à compter du 1er janvier 2022, l'utilisation d'indices LIBOR synthétiques basés les taux sans risque. Ces indices seront publiés par l'ICE Benchmark Administration à compter du 04/01/2022 ;

- ▶ Visant à limiter l'utilisation, pour les nouveaux contrats, à compter de la fin de l'année 2021, du LIBOR USD, une annonce similaire ayant été faite au mois de novembre 2021 par les autorités américaines.

De son côté, l'Union européenne a publié le 22 octobre 2021, deux règlements prévoyant comme taux de remplacement légal :

- ▶ pour le LIBOR CHF (Règlement d'Exécution (UE) 2021/1847), le taux SARON composé, majoré de l'ajustement d'écart avec le LIBOR CHF déterminé par l'ISDA, le 5 mars 2021 (ajustement déterminé suite à l'annonce de la FCA portant sur la cessation de l'indice),
- ▶ pour l'EONIA (Règlement d'Exécution (UE) 2021/1848), le taux €ster (taux successeur de l'EONIA recommandé par le groupe de travail sur les taux de la zone euro) plus la marge de 8,5 point de base calculée par la Banque Centrale Européenne.

Ces taux de remplacement seront appliqués suite à la fin de publication du LIBOR CHF (1<sup>er</sup> janvier 2022) et de l'EONIA (3 janvier 2022), à tous contrats et instruments financiers pour lesquels une transition vers les taux de références alternatifs ou l'intégration de clause robuste de fallback (disposition contractuelle prévoyant les modalités de remplacement de l'indice initialement convenu entre les parties), n'aura pas été opérée.

S'agissant de l'EURIBOR, la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de calcul, reconnue par le régulateur belge conforme aux exigences prévues par le règlement Benchmark, visant à passer à un EURIBOR dit « Hybride », a été finalisée au mois de novembre 2019. A ce stade, une incertitude modérée, existe sur la pérennité de l'EURIBOR, celle-ci résultant du nombre limité de banques contribuant à la détermination de l'indice et sur la capacité à maintenir ou non la méthode hybride sur tous les tenors.

Dans le contexte de cette réforme, dès le premier semestre 2018, le Groupe BPCE s'est doté d'une structure projet chargée d'anticiper les impacts associés à la réforme des indices de référence, d'un point de vue juridique, commercial, financier, risque, système et comptable.

Au cours de l'année 2019, les travaux se sont concentrés sur la réforme de l'Euribor, la transition de l'Eonia vers l'€STR et le renforcement des clauses contractuelles quant à la cessation d'indices.

Depuis 2020, s'est ouverte une phase, plus opérationnelle autour de la transition et la réduction des expositions aux taux de référence susceptibles de disparaître. Elle inclut les travaux préparatoires à l'utilisation des nouveaux indices et à la mise en place de nouveaux produits indexés sur ces indices, l'identification et la mise en place de plans de remédiation du stock ainsi qu'une communication active avec les clients de la banque.

A ce titre :

- ▶ Concernant les produits dérivés, le processus de remédiation des contrats des dérivés, s'est vu accéléré avec l'entrée en vigueur, le 25 janvier 2021, du Supplement 70 aux 2006 ISDA Definitions (appelé « ISDA IBOR Fallbacks Supplement ») et de nouvelles définitions de taux FBF visant à prévoir explicitement – pour les transactions futures – des taux de repli à la suite de la disparition annoncée des LIBORS. L'entrée en vigueur à cette même date de l'ISDA 2020 IBOR Fallbacks Protocol, auquel Natixis SA et BPCE SA ont adhéré, le 21 décembre 2020, permet par ailleurs d'appliquer les mêmes clauses de repli au stock d'opérations en cours avec les autres adhérents à ce protocole. Les chambres de compensation ont, de plus, opéré au mois de décembre 2021, une bascule des produits clearés vers les RFRs (hors LIBOR USD), la transition aux taux €STER et SOFR ayant été opérée sur 2020 concernant la rémunération des dérivés collatéralisés. Le Groupe BPCE de manière pro active a sollicité ses clients et contreparties afin de remédier les transactions dans les mêmes conditions que les chambres de compensation. Après le 31 décembre 2021, pour un nombre très limité de contrats, dans l'attente d'une transition vers les RFRs, le LIBOR synthétique YEN ou GBP sera appliqué ;
- ▶ S'agissant des prêts clientèle de la banque de détail, les Banques Populaires et Caisses d'Epargne disposaient d'opérations indexées sur l'Eonia, lesquelles sont en voie de finalisation de remédiation, à l'appui du Règlement d'exécution de la Commission Européenne et information de nos clients. S'agissant des opérations commerciales indexées sur le Libor, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne sont majoritairement exposées en Libor CHF, avec des prêts habitat à des particuliers consentis par 6 établissements frontaliers de la Suisse. La remédiation de ces opérations est majoritairement automatique, après information de nos clients, à l'appui du Règlement d'exécution de la Commission Européenne. Des opérations internationales essentiellement en Libor USD / GBP à des Professionnels et Entreprises viennent compléter le stock des Banques Populaires et Caisses d'Epargne à date. Ces opérations ont été remédiées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021. Enfin, la clientèle du Marché du Secteur Public a souscrit auprès des Caisses d'Epargne des prêts avec une composante Libor CHF qui ont été remédiés en 2021 ; ceux avec une composante Libor USD seront remédiés ultérieurement, les tenors disparaissant en juin 2023.

L'information relative aux encours d'actifs financiers hors dérivés, passifs financiers hors dérivés, et dérivés devant faire l'objet d'une transition est présentée dans le Chapitre 6 « Gestion des risques - Risque de taux et liquidité ». La matérialité, au 31 décembre 2021, des expositions aux LIBORs, est à mettre en lien avec l'existence, à cette date, d'opérations dont la période d'intérêt utilise un dernier fixing référencé au LIBOR, combinée, pour les dérivés, à l'application des *fallbacks*, au 3 janvier 2022.

La transition aux taux de référence expose le Groupe BPCE à divers risques, en particulier :

- ▶ **Le risque associé à la conduite du changement qui, pourrait, en cas d'asymétrie d'information et de traitement** des clients de Natixis du pôle GPS, entraîner des litiges avec ces derniers. Pour se prémunir de tels risques, des actions de formation des collaborateurs aux enjeux de la transition des indices ont été engagées au sein du rôle GPS ainsi que des campagnes de communication auprès des clients et la **mise en place d'un plan de contrôle**
- ▶ **Le risque de documentation juridique sur le stock de transactions pour lequel, les clients n'adopteraient pas** les actions correctives de mise en place de clauses de repli proposées par le marché et/ou le groupe, ce risque pouvant également mener à des litiges clients. Les équipes du pôle GPS suivent activement les initiatives législatives au sein des différentes juridictions visant à recommander des taux successeurs.
- ▶ **Les risques opérationnels liés à la capacité d'exécution des nouvelles transactions référençant les nouveaux taux et à la remédiation du stock des transactions. Les équipes projet s'assurent du respect des plannings d'implémentation pour les systèmes impactés**, des actions de renégociation anticipées sont menées pour étaler dans le temps la charge de remédiation.
- ▶ Le risque financier potentiel qui trouverait sa traduction au travers une perte financière résultant de la remédiation du stock de produits indexés sur le LIBOR. Des simulations de pertes en revenu liées à des **remédiations opérées sans prise en compte d'un ajustement en spread appliqué aux taux de référence alternatifs**, sont suivies directement par la Direction Générale pour sensibiliser les métiers lors des **renégociations avec les clients. L'application de cet ajustement (ou « credit adjustment spread ») vise à assurer l'équivalence économique des flux de trésorerie des contrats avant et après le remplacement de l'indice de référence par un taux RFRs** ;
- ▶ Les risques de valorisation liés à la volatilité des prix et du risque de base résultant du passage aux taux de référence alternatifs. Les travaux de mises à jour nécessaires concernant à la fois les méthodologies de gestion du risque et de modèles de valorisation sont opérées.

L'information relative aux encours d'actifs financiers hors dérivés, passifs financiers hors dérivés, et dérivés devant faire l'objet d'une transition est présentée dans le chapitre 6 « Gestion des risques - Risque de taux et liquidité »

L'information relative aux encours d'actifs financiers hors dérivés, passifs financiers hors dérivés, et dérivés devant faire l'objet d'une transition est présentée dans le chapitre 6 « Gestion des risques - Risque de taux et liquidité »

## Note 6 Engagements

### Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- ▶ engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- ▶ engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

### 6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

<i>en millions d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Engagements de financement donnés en faveur :</b>	0	0
des établissements de crédit	236	2 291
de la clientèle	2 122 900	2 102 034
- Ouvertures de crédit confirmées	2 099 145	2 095 590
- Autres engagements	23 755	6 444
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>2 123 136</b>	<b>2 104 325</b>
<b>Engagements de financement reçus :</b>	0	0
d'établissements de crédit	2 714	0
de la clientèle	0	393
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS</b>	<b>2 714</b>	<b>393</b>

### 6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

<i>en millions d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Engagements de garantie donnés :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
d'ordre des établissements de crédit	568	673
d'ordre de la clientèle <sup>(1)</sup>	398 490	407 484
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>399 058</b>	<b>408 157</b>
<b>Engagements de garantie reçus :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
d'établissements de crédit	2 087 872	2 189 095
de la clientèle <sup>(2)</sup>	10 221 417	8 884 874
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS</b>	<b>12 309 289</b>	<b>11 073 969</b>

Les engagements de garantie donnés incluent les engagements par signature ainsi que les instruments financiers donnés en garantie. Les instruments financiers donnés en garantie incluent notamment les créances affectées en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement.

Les « valeurs affectées en garanties » figurent en 5.19 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».



## Note 7 : Exposition aux risques

Les expositions aux risques abordés ci-après sont représentés par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative au capital et à sa gestion ainsi qu'aux ratios réglementaires est présentée dans la partie Gestion des risques.

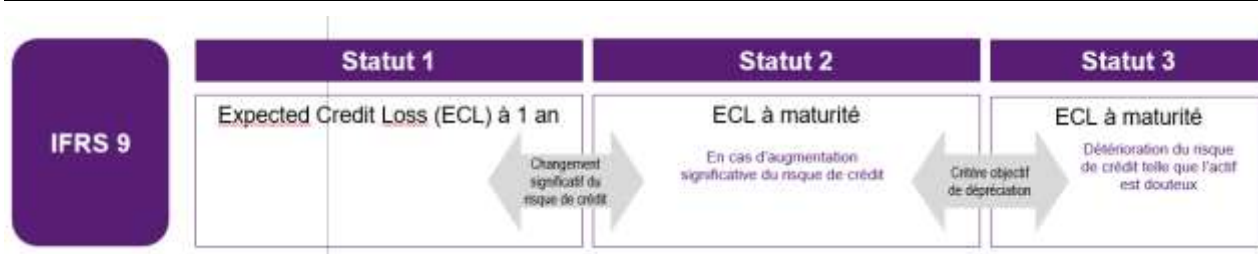
L'information relative aux réaménagements en présence de difficultés financières est désormais présentée dans la partie Gestion des risques.

Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit sont présentées dans le chapitre 6 « Gestion des risques – Risques climatiques ».

### 7.1 RISQUE DE CREDIT ET RISQUE DE CONTREPARTIE

#### L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- ▶ la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- ▶ la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- ▶ la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- ▶ la qualité de crédit des expositions renégociées (CQ1) ;
- ▶ les expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1) ;
- ▶ la qualité des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3) ;
- ▶ la qualité des expositions par zone géographique (CQ4) ;
- ▶ la qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité (CQ5) ;
- ▶ la répartition des garanties reçues par nature sur les instruments financiers (CR3) ;
- ▶ les expositions au risque de crédit par portefeuille et par fourchette de probabilité de défaut (CR6).

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

### 7.1.1 Coût du risque de crédit de la période

#### Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

**Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.**

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

#### Coût du risque de crédit de la période

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-60 386	-59 475
Récupérations sur créances amorties	733	351
<i>Dont placements des activités d'assurance</i>		
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations (1)	-5 281	-3 524
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT</b>	<b>-64 934</b>	<b>-62 648</b>

(1) La variation des « créances irrécouvrables » inclut une augmentation de 2 134 milliers d'euros en 2021 en raison du reclassement des coûts de recouvrement sur des dossiers douteux (S3) *au sein du poste* du poste « Charges générales d'exploitation » vers le poste « Coût du risque de crédit dès lors qu'il s'agit de coûts marginaux et directement attribuables au recouvrement des flux de trésorerie contractuels. Le montant était de 2 134 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

#### Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Opérations interbancaires	0	0
Opérations avec la clientèle	-69 199	-64 259
Autres actifs financiers	4 265	1 611
<b>TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT</b>	<b>-64 934</b>	<b>-62 648</b>



## 7.1.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

### Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historique de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

#### Statut 1 (stage 1 ou S1)

- ▶ il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
- ▶ la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- ▶ les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

#### Statut 2 (stage 2 ou S2)

- ▶ les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- ▶ la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- ▶ les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

#### Statut 3 (stage 3 ou S3)

- ▶ il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit, avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- ▶ la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- ▶ les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- ▶ les actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (*purchased originated credit impaired* ou *POCI*), relèvent aussi du statut 3. Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 5.5.15.

## Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe – correspondant à un volume d'expositions limité – peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours sur la contrepartie considérée) est possible notamment au regard du critère qualitatif Watch List.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

En particulier, les moratoires accordés en soutien aux entreprises traversant des difficultés de trésorerie généralisées, ainsi que l'octroi de prêts garantis par l'état (PGE), ne conduisent pas à eux seuls à considérer l'existence de difficultés financières remettant en cause la capacité de la contrepartie à honorer ses accords contractuels à maturité. En conséquence, les principes mentionnés trouvent pleinement à s'appliquer suivant la situation spécifique de la contrepartie.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se basant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Plus précisément, l'évaluation de la variation du risque de crédit s'effectue sur la base des critères suivants :

- ▶ sur les portefeuilles de Particuliers, Professionnels, Petites et Moyennes Entreprises, Secteur Public et Logement Social : la mesure de la dégradation du risque de crédit repose sur une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs. Le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à un an (en moyenne de cycle) depuis la comptabilisation initiale. Les critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (la présomption d'impayés de 30 jours n'est donc pas réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en défaut ne sont pas remplis
- ▶ La dégradation significative du risque de crédit est calculée sur la base de la condition suivante :
  - $PD_{t_{calcul}}^{12\text{ mois}} > \Delta + \mu \times PD_{t_{octroi}}^{12\text{ mois}}$
- ▶ Les critères multiplicatif ( $\mu$ ) et additif ( $\Delta$ ) pour les différents portefeuilles sont détaillés ci-dessous
  - (passage en S2 si  $PD_{\text{à date}} > \mu \times PD_{\text{à l'octroi}} + \Delta$ )
- ▶ sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs que sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution de la notation sectorielle et du niveau de risque pays ;
- ▶ Les seuils de dégradation sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques sont les suivants :

PORTEFEUILLE	Mu	Delta
Particulier Réseau Banque Populaire	1	4,20%
Professionnel Réseau Banque Populaire	1	7,00%
PME	2	0,50%
Secteur Public	2	0,50%
Logement Social	2	0,50%

Pour les Souverains, les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1 à 7 (AAA à A-)	3 crans
8 à 10 (BBB+ à BBB-)	2 crans
11 à 21 (BB+ à C)	1 cran



Pour les Souverains, les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

- Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante **sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises** ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3. La qualification « investment grade » correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (basculé de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Mesures de pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;
- Probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

**La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de *stress tests*. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.**

- ▶ Les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- ▶ **Les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an.** Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- ▶ **Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking),** tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties.

**Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre** pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Les données macroéconomiques prospectives (forward looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- ▶ **au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du forward looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;**
- ▶ au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Prise en compte des informations de nature prospective

**Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.**

**Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.** Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des projections de variables macroéconomiques optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives probables, ces projections de variables macroéconomiques étant dénommées scénarios dans la suite de cette note.

**S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.**

**S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques** qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

Méthodologie de calcul de pertes attendues

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- ▶ le scénario central a été mis à jour à partir des scénarios déterminés par les économistes du groupe en juin 2021 et validé par le Comité de Direction Générale ;
- ▶ un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central ;
- ▶ un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle de leur pertinence depuis la crise de la Covid-19 pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la

recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les projections à quatre ans (incluant le décalage de 12 mois) des principales variables macroéconomiques pour chacune des bornes sont présentées ci-après :

	Baseline				Optimiste				Pessimiste		
	PIB	Chôm.	Tx. 10A		PIB	Chôm.	Tx. 10A		PIB	Chôm.	Tx. 10A
<b>2021</b>	5,5%	8,9%	0,34%	<b>2021</b>	7,0%	8,0%	1,23%	<b>2021</b>	3,0%	9,8%	-0,41%
<b>2022</b>	4,0%	9,3%	0,53%	<b>2022</b>	5,5%	8,4%	1,27%	<b>2022</b>	1,0%	10,2%	-0,37%
<b>2023</b>	2,0%	9,0%	0,70%	<b>2023</b>	3,5%	8,1%	1,43%	<b>2023</b>	0,5%	9,9%	-0,21%
<b>2024</b>	1,6%	8,7%	0,88%	<b>2024</b>	3,1%	7,8%	1,61%	<b>2024</b>	0,1%	9,6%	-0,03%

Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à 3 ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus Forecast) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées, sur le marché français principalement, au travers des principales variables macroéconomiques : le PIB, le taux de chômage et les taux d'intérêts français sur la dette souveraine française.

Pour la banque de proximité, afin de prendre en compte les incertitudes liées aux projections macroéconomiques et les mesures de soutien à l'économie (PGE, chômage partiel, mesures fiscales), les scénarios économiques ont été adaptés. Ces adaptations ont pour conséquence :

- ▶ d'atténuer la soudaineté de la crise en 2020 et du rebond mécanique à partir de 2021 avec une modération de 60 % du choc de la crise sur le PIB. À titre d'exemple, pour le scénario central, la valeur du PIB retenue est une moyenne pondérée de la valeur initiale du scénario (PIB 2020 -9% pondéré à 40%) et de la croissance long terme en France (+1,4% pondérée à 60%). Cette adaptation est cohérente avec les communiqués de la BCE sur la prise en compte de la crise de la Covid-19 dans le cadre d'IFRS 9 et avec les lignes directrices de l'EBA sur les moratoires ;
- ▶ et de diffuser les effets de la crise sur une période plus longue avec un décalage du scénario de 12 mois, ce qui signifie que la dégradation du PIB et des autres variables impactera les probabilités de défaut 12 mois plus tard.
- ▶ Ces ajustements post-modèle reflètent l'impact positif des différentes mesures de soutien de l'Etat sur le tissu économique et notamment la réduction de l'occurrence de défauts et leur décalage dans le temps.

Dans le contexte de crise sanitaire et la difficulté à apprécier au plus juste la situation de risque des contreparties, des ajustements post-modèle conduisent à comptabiliser des ECL pour un montant de 6.8 M€ sur les portefeuilles de crédit des Professionnels et Petites Entreprises, notés automatiquement, et pour lesquels les drivers de la notation améliorés par les mesures de soutien de l'Etat (impact positif des moratoires et des PGE sur la situation de trésorerie de ces contreparties) ont été neutralisés.

Pondération des scénarios au 31 décembre 2021

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacun des scénarios un coefficient de pondération déterminé en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacun des scénarios central, pessimiste et optimiste, sur les variables croissance du PIB, chômage et les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française.

Au quatrième trimestre 2021, une légère dégradation des prévisions sur 2022 du PIB français a été observée ainsi qu'une amélioration des prévisions de taux de chômage en France ; les prévisions de taux OAT 10 ans restent quant à elles stables. Dans le même temps, l'émergence du variant Omicron, occasionnant une nouvelle vague de la Covid-19 particulièrement virulente, a conduit le gouvernement à mettre en place de nouvelles mesures restrictives. À ce titre, un ajustement post-modèle de 3.2 M€ a été retenu conduisant à surpondérer le scénario pessimiste à 85% (au lieu de 20% avant ajustement) et à sous-pondérer les scénarii central à 10% (65% avant ajustement) et optimiste à 5% (au lieu de 15% avant ajustement). Ainsi, les pondérations retenues, après ajustement, sont les suivantes :

- scénario central : 10% au 31 décembre 2021 contre 60% au 31 décembre 2020 ;



- ▶ scénario pessimiste : 85% au 31 décembre 2021 contre 35% au 31 décembre 2020 ;
- ▶ scénario optimiste : 5% inchangé par rapport au 31 décembre 2020.

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions calculées localement, ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Au 31 décembre 2021, ces **provisions s'élèvent à 34.7 millions d'euros. Ces provisions concernent à titre principal, les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce-distribution spécialisé, de l'agro-alimentaire, du BTP, des professionnels de l'immobilier..**

Dans ce contexte, le groupe a développé et a considérablement renforcé le suivi des secteurs impactés. L'approche de suivi sectoriel permet une classification des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE et mise à jour régulièrement.

Depuis le début de l'année, le groupe a entrepris d'harmoniser la méthodologie de calcul des provisions sectorielles avec le déploiement et l'utilisation d'un outil dédié en application de la méthodologie retenue par le groupe. Ce nouvel outil permet la prise en compte de la dégradation de la note des contrats selon le secteur d'activité sur les portefeuilles de crédit des Professionnels et des Corporate. Une gouvernance associée a été mise en place en central et au niveau des établissements du groupe.

Des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées par certains établissements pour un montant de 0 M€. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique physique. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut suite à une cessation ou diminution de l'activité.

Le total des pertes de crédit attendues S1/S2 au 31 décembre 2021 s'élève à 147 millions d'euros et se répartit de la manière suivante :

en millions d'euros	31/12/2021
Modèles central	99,23
Ajustements post-modèle	6,76
Compléments au modèle central	40,95
Total Pertes de crédit attendues S1/S2	146,94

### Analyse de la sensibilité des montants d'ECL

La sensibilité des pertes de crédit attendues pour la banque de proximité BPRI liée à une probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100% entraînerait la constatation d'une dotation de 0.8 millions d'euros.

### Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- ▶ il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :
- ▶ la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100€ pour une exposition retail sinon 500€) et au seuil relatif de 1% des expositions de la contrepartie ;
- ▶ ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1% de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;

- ▶ ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (*incurred credit losses*), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (*expected credit losses*) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».



### 7.1.3 Variation des pertes de crédit attendues sur actifs financiers et des engagements

A compter du 31 décembre 2020, les POCI sont présentés par segmentation S2 POCI et S3 POCI.

#### 7.1.3.1 Variation des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	546 774	-59	0	0	0	0	0	0	0	0	546 774	-59
Nouveaux contrats originés ou acquis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	-10 238	-65	0	0	0	0	0	0	0	0	-10 238	-65
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-72 860	3	0	0	0	0	0	0	0	0	-72 860	3
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Solde au 31/12/2021</b>	464 476	-121	0	0	0	0	0	0	0	0	464 476	-121

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

#### 7.1.3.2 Variation des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	871 275	0	0	0	0	0	0	0	0	0	871 275	0
Nouveaux contrats originés ou acquis	572 099	0	0	0	0	0	0	0	0	0	572 099	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	-11 469	-2	0	0	0	0	0	0	0	0	-11 469	-2
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-118 434	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-118 434	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Solde au 31/12/2021</b>	1 313 472	-2	0	0	0	0	0	0	0	0	1 313 472	-2

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

#### 7.1.3.3 Variation des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

## Prêts et créances aux établissements de crédit

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	<b>4 962 404</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 962 405</b>	<b>0</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	1 759 127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 759 127	0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	-352 481	0	-1	0	41	0	0	0	0	0	-352 441	0
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-607 410	0	0	0	-41	0	0	0	0	0	-607 451	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Solde au 31/12/2021</b>	<b>5 761 640</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 761 640</b>	<b>0</b>

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 1 340 714 milliers d'euros au 31 décembre 2021, (contre 1 242 371 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

### 7.1.3.4 Variation de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

#### Prêts et créances à la clientèle

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou *stage*) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêté.

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	<b>21 471 900</b>	<b>-40 087</b>	<b>1 180 792</b>	<b>-76 540</b>	<b>608 018</b>	<b>-233 864</b>	<b>3 071</b>	<b>0</b>	<b>17 443</b>	<b>-1 814</b>	<b>23 281 224</b>	<b>-352 305</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	3 633 100	-14 601	4 808	-222	0	0	0	0	5 936	0	3 643 844	-14 823
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	263 712	-33 548	103 236	26 220	-15 081	-7 229	410	-31	-250	-286	352 026	-14 873
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-2 120 482	296	-207 349	235	-60 831	787	-98	0	0	0	-2 188 760	1 318
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	-28 441	23 180	0	0	0	0	-28 441	23 180
Transferts d'actifs financiers	-1 181 806	46 692	1 079 910	-48 931	101 911	-27 627	3 591	-2	-3 591	13	15	-29 885
Transferts vers S1	382 577	-1 253	-366 955	5 394	-15 622	230	0	0	0	0	0	4 372
Transferts vers S2	-1 409 787	32 914	1 505 861	-60 036	-96 059	843	0	0	-3 977	0	-3 963	-26 280
Transferts vers S3	-154 595	15 031	-58 996	5 711	213 592	-28 700	-387	12	0	0	-386	-7 946
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	-70 705	0	-1	0	-32	-1 550	0	0	0	0	-70 738	-1 551
<b>Solde au 31/12/2021</b>	<b>21 995 720</b>	<b>-41 248</b>	<b>2 161 395</b>	<b>-99 239</b>	<b>605 543</b>	<b>-246 323</b>	<b>6 973</b>	<b>-32</b>	<b>19 538</b>	<b>-2 087</b>	<b>24 789 170</b>	<b>-388 929</b>

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

### 7.1.3.5 Variation des pertes de crédit sur engagements des financements donnés

#### Engagements de financement donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	<b>2 034 928</b>	<b>3 895</b>	<b>64 553</b>	<b>2 112</b>	<b>4 844</b>	<b>3 467</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 104 325</b>	<b>9 474</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	1 260 887	2 748	6	0	0	0	0	0	0	0	1 260 893	2 748
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	-368 469	-2 003	-6 533	-1 671	4 524	-1 170	0	0	45	0	-370 433	-4 844
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-831 056	-52	-37 397	-1	-3 195	-6	0	0	0	0	-871 648	-59
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	-42 523	-616	40 890	1 187	1 632	143	0	0	0	0	-1	754
Transferts vers S1	10 378	25	-10 291	-45	-87	-1	0	0	0	0	0	-21
Transferts vers S2	-51 072	-641	51 283	1 232	-211	-13	0	0	0	0	0	578
Transferts vers S3	-1 829	0	-102	0	1 930	157	0	0	0	0	-1	157
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Solde au 31/12/2021</b>	<b>2 053 767</b>	<b>3 972</b>	<b>61 519</b>	<b>1 627</b>	<b>7 805</b>	<b>2 434</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45</b>	<b>0</b>	<b>2 123 136</b>	<b>8 033</b>

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre (y compris IFRS 5).

### 7.1.3.6 Variation des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

#### Engagements de garantie donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<b>Solde au 31/12/2020</b>	<b>364 293</b>	<b>458</b>	<b>20 479</b>	<b>434</b>	<b>23 385</b>	<b>55</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>408 157</b>	<b>947</b>
Nouveaux contrats originés ou acquis	79 978	123	0	0	0	0	0	0	0	0	79 978	123
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations liées à l'évolution des paramètres du risque de crédit (hors transferts)	-22 149	-129	2 481	-285	370	-5	0	0	0	0	-19 298	-429
Contrats intégralement remboursés ou cédés au cours de la période	-63 646	-4	-5 644	0	-5 589	0	0	0	0	0	-74 879	-4
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	-16 632	-106	15 150	234	1 482	-11	0	0	0	0	0	97
Transferts vers S1	5 669	12	-5 180	-25	-489	-3	0	0	0	0	0	-16
Transferts vers S2	-20 444	-94	21 226	239	-782	-8	0	0	0	0	0	137
Transferts vers S3	-1 857	-24	-896	0	2 753	0	0	0	0	0	0	-24
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	-94	0	0	0	0	0	-94	0
<b>Solde au 31/12/2021</b>	<b>341 844</b>	<b>332</b>	<b>32 466</b>	<b>363</b>	<b>19 564</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>393 874</b>	<b>734</b>

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

### 7.1.4 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

### 7.1.5 Garanties reçues sur des instruments dépréciés pour IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de la Banque Populaire Rives de Paris au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

	Exposition maximale au risque (2)	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation (3)	Garanties
<i>En millions d'euros</i>				
Titres de dettes au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	625 082	-248 410	376 672	276 304
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit - JVOCI R	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle - JVOCI R	0	0	0	0
Engagements de financement	7 850	-2 434	5 416	0
Engagements de garantie	19 564	-39	19 525	0
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DEPRECIES (S3) (1)</b>	<b>652 496</b>	<b>-250 883</b>	<b>401 613</b>	<b>276 304</b>

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

(2) Valeur brute comptable

(3) Valeur comptable au bilan

### 7.1.6 Encours restructurés

Réaménagements en présence de difficultés financières

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021			31/12/2020		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	264 220	0	264 220	98 999	0	98 999
Encours restructurés sains	175 138	0	175 138	70 673	0	70 673
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>439 358</b>	<b>0</b>	<b>439 358</b>	<b>169 672</b>	<b>0</b>	<b>169 672</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-42 347</b>	<b>0</b>	<b>-42 347</b>	<b>-31 795</b>	<b>0</b>	<b>-31 795</b>
<b>Garanties reçues</b>	<b>104 999</b>	<b>0</b>	<b>104 999</b>	<b>37 340</b>	<b>0</b>	<b>37 340</b>

Analyse des encours bruts

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021			31/12/2020		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	417 274	0	417 274	152 883	0	152 883
Réaménagement : refinancement	22 084	0	22 084	16 789	0	16 789
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>439 358</b>	<b>0</b>	<b>439 358</b>	<b>169 672</b>	<b>0</b>	<b>169 672</b>

Zone géographique de la contrepartie

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021			31/12/2020		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	439 358	0	439 358	169 672	0	169 672
Autres pays	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS</b>	<b>439 358</b>	<b>0</b>	<b>439 358</b>	<b>169 672</b>	<b>0</b>	<b>169 672</b>

## 7.2 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- ▶ **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- ▶ Les cours de change ;
- ▶ Les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- ▶ Et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles ;
- ▶ Les systèmes de mesures et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7, est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

## 7.3 RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêts. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

## 7.4 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques.

Le tableau ci-dessous présente les montants par date d'échéance contractuelle.

en milliers d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2021	Total au 31/12/2020
Caisse, banques centrales	106 454						106 454	145 654
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						215 652	215 652	184 567
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		15 673	44 752	157 995	245 935	1 154 965	1 619 320	1 366 305
Instruments dérivés de couverture						92 180	92 180	146 150
Titres au coût amorti		0	0	263 018	1 050 452		1 313 470	871 275
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	2 841 211	1 395 224	66	16 600	259	1 508 280	5 761 640	4 962 405
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	1 103 396	551 443	2 505 574	9 008 721	10 880 286	350 822	24 400 242	22 928 921
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						7 665	7 665	46 287
<b>ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>4 051 061</b>	<b>1 962 340</b>	<b>2 550 392</b>	<b>9 446 334</b>	<b>12 176 932</b>	<b>3 329 564</b>	<b>33 516 623</b>	<b>30 651 564</b>
Banques centrales							0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						11 687	11 687	10 557
Instruments dérivés de couverture						82 496	82 496	121 738
Dettes représentées par un titre	700 254	231 232	61 766	54 788	224 309		1 272 349	509 062
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	266 873	243 842	671 149	4 249 056	937 619		6 368 539	5 247 324
Dettes envers la clientèle	20 663 438	274 299	554 492	1 358 847	51 997		22 903 073	21 972 012
Dettes subordonnées					9 688		9 688	10 430
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							0	0
<b>PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE</b>	<b>21 630 565</b>	<b>749 373</b>	<b>1 287 407</b>	<b>5 662 691</b>	<b>1 223 613</b>	<b>94 183</b>	<b>30 647 832</b>	<b>27 871 123</b>
Engagements de financement donnés en faveur des ets de crédit	236						236	2 291
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 275 291	13 579	94 297	438 086	301 647		2 122 900	2 102 034
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>1 275 527</b>	<b>13 579</b>	<b>94 297</b>	<b>438 086</b>	<b>301 647</b>	<b>0</b>	<b>2 123 136</b>	<b>2 104 325</b>
Engagements de garantie en faveur des ets de crédit						568	568	673
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	6 171	6 415	16 030	52 502	297 808	19 564	398 490	407 484
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES</b>	<b>6 171</b>	<b>6 415</b>	<b>16 030</b>	<b>52 502</b>	<b>297 808</b>	<b>20 132</b>	<b>399 058</b>	<b>408 157</b>

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- ▶ Soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- ▶ **Soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;**
- ▶ Soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ». Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

## Note 8 : Avantages du personnel et assimilés

### Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- ▶ **Les avantages à court terme, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement** dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.
- ▶ **Les avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel retraité se décomposent en deux catégories :** les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

**Les régimes à cotisations définies** tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

**Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies** désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

**Les régimes à prestations définies** font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

**Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience** sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- ▶ Les autres avantages à long terme comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

**Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.** Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

- ▶ **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

## 8.1 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'information relative aux effectifs ventilés par catégorie est présentée dans le chapitre 2 « Déclarations de performance extra-financière ».

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Salaires et traitements	-114 380	-111 893
<i>dont charge représentée par des paiements sur base d'actions</i>		
Charges des régimes à cotisations définies	0	0
Charges des régimes à prestations définies (1)	-13 324	-15 249
Autres charges sociales et fiscales	-60 288	-56 909
Intéressement et participation	-21 826	-13 775
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-209 818</b>	<b>-197 826</b>

(1) La décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel mise en œuvre sur 2021 aurait donné lieu à la comptabilisation d'un montant corrigé de 3.024 M€ sur les charges des régimes à prestations définies présentées pour l'exercice 2020.

## 8.2 ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Banques Populaires, géré par la Caisse Autonome de Retraite des Banques Populaires (CAR-BP), concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire des Banques Populaires au 31 décembre 1993.

Les régimes de retraite gérés par la CAR-BP sont partiellement couverts par une couverture assurancielle, intervenant d'une part au titre des rentes versées au profit de bénéficiaires ayant dépassé un âge de référence et d'autre part au titre des engagements relatifs à des bénéficiaires d'âge moins élevé.

Les rentes des bénéficiaires ayant dépassé cet âge de référence sont gérées dans le cadre de l'actif général retraite de l'organisme assureur. Cet actif général est dédié aux engagements retraite de cet assureur et a une composition adaptée à des échéances de paiement tendanciuellement prévisibles. Sa composition est très majoritairement obligataire afin de permettre à l'assureur de mettre en œuvre la garantie en capital qu'il est contraint de donner sur un actif de ce type. Le pilotage actif/passif de ce fond est de la responsabilité de l'assureur.

Les autres engagements sont gérés dans le cadre d'un fonds diversifié constitutif d'une gestion en unités de compte, c'est-à-dire sans garantie particulière apportée par l'assureur. La gestion en est effectuée selon une allocation stratégique toujours majoritairement tournée vers les produits de taux (60 %, dont plus de 95 % en obligations d'État) mais également ouverte aux actions (40 % dont 20% dans la zone Euro). Cette allocation est déterminée de manière à optimiser les performances attendues du portefeuille, sous contrainte d'un niveau de risque piloté et mesuré sur de nombreux critères. Les études actif/passif correspondantes sont reconduites chaque année et présentées à la Commission Technique, Financière et Risque CAR-BP et pour information au Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE. L'allocation relativement dynamique retenue est permise à la fois par l'horizon d'utilisation des sommes, ainsi que par les mécanismes de régulation propres au pilotage financier du dispositif.



## 8.2.1 Analyse des actifs et passifs inscrits au bilan

en millions d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		31/12/2021	31/12/2020
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dettes actuarielles	70 283		1 648	71 931	32 671	15 672		120 274	134 869
Juste valeur des actifs du régime	-48 237		-1 016	-49 253	-21 417			-70 670	-65 780
Juste valeur des droits à remboursement									
Effet du plafonnement d'actifs									
<b>SOLDE NET AU BILAN (1)</b>	<b>22 046</b>		<b>632</b>	<b>22 678</b>	<b>11 254</b>	<b>15 672</b>		<b>49 604</b>	<b>69 013</b>
Engagements sociaux passifs	22 046		632	22 678	11 254	15 672		49 604	69 013
Engagements sociaux actifs									

(1) La mise en œuvre de la décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel a donné lieu sur 2021 à une baisse des provisions de 3.024 M€ en contrepartie des réserves consolidées.

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

## 8.2.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle :

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		Exercice 2021	Exercice 2020
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<b>DETTE ACTUARIELLE EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>76 512</b>		<b>2 095</b>	<b>78 607</b>	<b>36 430</b>	<b>16 808</b>		<b>131 845</b>	<b>133 532</b>
Coût des services rendus					2 336	1 196		3 532	3 236
Coût des services passés									
Coût financier	283		3	286	159	49		494	816
Prestations versées	-2 934		-145	-3 079	-1 428	-852		-5 359	-5 290
Autres éléments enregistrés en résultat					247	-1 529		-1 282	815
<b>Variations comptabilisées en résultat</b>								<b>-2 615</b>	<b>-423</b>
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques					-160			-160	-458
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	-3 654		-56	-3 710	-3 264			-6 974	5 426
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	76		-3	73	-1 573			-1 500	-1 717
<b>Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables</b>								<b>-8 634</b>	<b>3 251</b>
Écarts de conversion									
Autres variations			-246	-246	-3 100			-3 346	4
<b>DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PÉRIODE (1)</b>	<b>70 283</b>		<b>1 648</b>	<b>71 931</b>	<b>32 671</b>	<b>15 672</b>		<b>120 274</b>	<b>136 394</b>

(1) La mise en œuvre de la décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel a donné lieu sur 2021 à une baisse des provisions de 3 024K€, en contrepartie des réserves consolidées présentée sur la ligne « Autres ». Sur 2020, l'application de cette décision aurait donné lieu à la comptabilisation d'un montant corrigé de -2 693KE de dette actuarielle au 01/01/2020, de -20K€ au titre du résultat 2020, de -310K€ au titre des écarts de réévaluation et ainsi 3 024K€ de dette actuarielle au 31/12/2020 et 01/01/2021.

## Variation des actifs de couverture :

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme		Exercice 2021	Exercice 2020
	Compléments de retraite CAR	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	43 203		1 546	44 749	21 031			65 780	64 732
Produit financier	163		3	166	89			255	405
Cotisations reçues					110			110	140
Prestations versées	-482		-145	-627	-54			-681	-676
Autres									
<b>Variations comptabilisées en résultat</b>								-316	-131
Ecart de réévaluation - Rendement des actifs du régime	5 354		17	5 371	165			5 536	1 184
<b>Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables</b>								5 536	1 184
Ecart de conversion									
Autres	-1		-405	-406	76			-330	-5
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE<sup>(1)</sup></b>	48 237		1 016	49 253	21 417			70 670	65 780

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

### 8.2.3 Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme		Exercice 2021	Exercice 2020
		Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services	-2 336	-1 196	-1 196	-3 532	-3 236
Coût financier net	-190	-49	-49	-239	-404
<b>CHARGE DE L'EXERCICE (1)</b>	<b>-2 526</b>	<b>-1 245</b>	<b>-1 245</b>	<b>-3 771</b>	<b>-3 640</b>
Prestations versées	3 826	852	852	4 678	-676
Cotisations reçues	110			110	140
<b>VARIATION DE PROVISIONS SUITE A DES VERSEMENTS</b>	<b>3 936</b>	<b>852</b>	<b>852</b>	<b>4 788</b>	<b>-536</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 410</b>	<b>-393</b>	<b>-393</b>	<b>1 017</b>	<b>-4 176</b>

(1) La mise en œuvre de la décision IFRS IC relative à la norme IAS 19 Avantages du personnel sur 2020 aurait donné lieu à la comptabilisation d'un montant corrigé de 3.024 M€ en charge de l'exercice 2020.

### Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

en milliers d'euros	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE</b>	<b>18 327</b>	<b>4 081</b>	<b>22 408</b>	<b>20 217</b>
Ecart de réévaluation générés sur l'exercice	-9 008	-5 162	-14 170	2 116
Ajustements de plafonnement des actifs				
<b>ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>9 319</b>	<b>-1 232</b>	<b>8 087</b>	<b>22 332</b>

## 8.2.4 Autres informations

### Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2021	31/12/2020
	CAR-BP	CAR-BP
Taux d'actualisation	0,86%	0,38%
Taux d'inflation	1,70%	1,60%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	13 ans	14 ans

### Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2021, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle

	31/12/2021	31/12/2020
en milliers d'euros	CAR-BP	CAR-BP
	% montant	% montant
variation de + 0,5% du taux d'actualisation	-6,30% -4 011	-6,68% -4 608
variation de -0,5% du taux d'actualisation	7,02% 5 102	7,48% 5 941
variation de + 0,5% du taux d'inflation	6,41% 5 629	6,79% 5 362
variation de -0,5% du taux d'inflation	-5,46% -3 504	-5,64% -3 936

### Echéancier des paiements- flux (non actualisés) de prestations versées aux bénéficiaires

	31/12/2021	31/12/2020
en milliers d'euros	CAR-BP	CAR-BP
N+1 à N+5	15 959	15 904
N+6 à N+10	14 955	14 977
N+11 à N+15	13 325	13 456
N+16 à N+20	11 167	11 381
> N+20	21 050	22 357

### Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement)

	31/12/2021	31/12/2020
	CAR-BP	CAR-BP
en % et milliers d'euros	Poids par catégories	Poids par catégories
	Juste valeur des actifs	Juste valeur des actifs
Trésorerie	8,77% 4 089	2,70% 1 127
Actions	42,67% 19 887	42,20% 17 617
Obligations	40,91% 19 069	55,10% 23 002
Immobilier		
Dérivés		
Fonds de placement	7,65% 3 566	
<b>Total</b>	<b>100,00% 46 612</b>	<b>100,00% 41 746</b>

## Note 9 : **Activité d'assurance**

---

Non concerné

## Note 10 : Juste valeur des actifs et passifs financiers

---

### L'essentiel

La présente note vise à présenter les **principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis** par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments **qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au** prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

**Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés** sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

## Détermination de la juste valeur

### Principes généraux

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

### Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

### Hierarchie de la juste valeur

#### Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- ▶ une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- ▶ une baisse significative du volume des transactions ;
- ▶ une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- ▶ une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- ▶ une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- ▶ une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- ▶ des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).
- ▶ Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

### Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- ▶ les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ; les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
  - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
  - les volatilités implicites,
- ▶ les « spreads » de crédit ;
- ▶ les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

- ▶ Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...
- ▶ Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou **d'échéance longue** sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

**Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :**

- ▶ le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- ▶ le paramètre est alimenté périodiquement ;
- ▶ le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- ▶ les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- ▶ les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- ▶ les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- ▶ les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.



Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement (à supprimer le cas échéant):

- ▶ les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, Crédit Logement (à supprimer le cas échéant)... ;
- ▶ certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- ▶ les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- ▶ des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- ▶ les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 5.5.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Juste valeur des titres de BPCE

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2021, la valeur nette comptable s'élève à 902 millions d'euros pour les titres BPCE.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au cout amorti (titres)

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- ▶ des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- ▶ des passifs exigibles à vue ;
- ▶ des prêts et emprunts à taux variable ;
- ▶ des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des crédits interbancaires

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir.

**La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle ou les opérateurs de marché. À défaut, comme pour les crédits à la clientèle, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.**

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

## 10.1 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

### 10.1.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

<i>en milliers d'euros</i>	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
<b>Instruments de dettes</b>	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
<b>Instruments de capitaux propres</b>	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés</b>	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Autres</b>	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup></b>	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés</b>	0	10 604	5	10 609
Dérivés de taux	0	10 597	0	10 597
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	7	5	12
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	0	10 604	5	10 609
<b>Instruments de dettes</b>	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	0	0	0	0
<b>Instruments de dettes</b>	0	1 476	170 138	171 614
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	51 934	51 934
Titres de dettes	0	1 476	118 204	119 680
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard</b>	0	1 476	170 138	171 614
<b>Instruments de capitaux propres</b>	0	0	33 429	33 429
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	33 429	33 429
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction</b>	0	0	33 429	33 429
<b>Instruments de dettes</b>	421 405	0	42 950	464 355
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	421 405	0	42 950	464 355
<b>Instruments de capitaux propres</b>	0	16 351	1 138 614	1 154 965
Actions et autres titres de capitaux propres	0	16 351	1 138 614	1 154 965
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	421 405	16 351	1 181 564	1 619 320
Dérivés de taux	0	92 180	0	92 180
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	0	92 180	0	92 180
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR</b>	421 405	120 611	1 385 136	1 927 152

<i>en milliers d'euros</i>	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>				
<b>Dettes représentées par un titre</b>	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés</b>	0	0	0	0
- Dérivés de taux	0	0	0	0
- Dérivés actions	0	0	0	0
- Dérivés de change	0	0	0	0
- Dérivés de crédit	0	0	0	0
- Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Autres passifs financiers</b>	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup></b>	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés</b>	0	7 157	4 530	11 687
Dérivés de taux	0	7 153	4 525	11 678
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	4	5	9
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique</b>	0	7 157	4 530	11 687
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option</b>	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	82 496	0	82 496
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	0	82 496	0	82 496
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR</b>	0	89 653	4 530	94 183

## 10.1.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

en milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période				Evénements de gestion de la période		Transferts de la période			31/12/2021
	31/12/2020	Au compte de résultat		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	Autres variations	
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	152 015	19 514	67	0	5 026	-6 048	0	0	-436	170 138
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	51 972	-37	0	0	0	0	0	0	-1	51 934
Titres de dettes	100 043	19 551	67	0	5 026	-6 048	0	0	-435	118 204
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	152 015	19 514	67	0	5 026	-6 048	0	0	-436	170 138
Instruments de capitaux propres	23 214	6 461	182	0	3 905	-234	0	0	-99	33 429
Actions et autres titres de capitaux propres	23 214	6 461	182	0	3 905	-234	0	0	-99	33 429
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	23 214	6 461	182	0	3 905	-234	0	0	-99	33 429
Instruments de dettes	42 949	2 100	0	0	0	-2 100	0	0	1	42 950
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	42 949	2 100	0	0	0	-2 100	0	0	1	42 950
Instruments de capitaux propres	806 781	0	32 074	183 496	115 391	0	0	0	872	1 138 614
Actions et autres titres de capitaux propres	806 781	0	32 074	183 496	115 391	0	0	0	872	1 138 614
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	849 730	2 100	32 074	183 496	115 391	-2 100	0	0	873	1 181 564
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

en milliers d'euros	Gains et pertes comptabilisés au cours de				Evénements de gestion de la		Transferts de la période			31/12/2021
	Au compte de résultat									
	31/12/2020	Sur les	Sur les	en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	Autres variations	
		opérations en vie à la dôture	opérations sorties du bilan à la clôture							
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des										
fins de transaction <sup>(B)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	4 530	0	0	0	0	0	0	0	4 530
Dérivés de taux	0	4 525	0	0	0	0	0	0	0	4 525
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture										
économique	0	4 530	0	0	0	0	0	0	0	4 530
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) hors couverture technique

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

Au 31 décembre 2021, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement : BPCE SA et BP DEVELOPPEMENT Globale.

**Au cours de l'exercice, 32 141 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont 32 141 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2021.**

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de 32 141 milliers d'euros.

**Au cours de l'exercice, 132 344 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 132 344 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2021.**

### 10.1.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Aucun transfert entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur n'a été enregistré au 31 décembre 2021.

### 10.1.4 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe Banque Populaire Rives de Paris est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « juste valeur par capitaux propres non recyclables ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

- ▶ Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 13 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».
- ▶ Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 15 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».
- ▶ Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 126 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».
- ▶ Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 117 millions d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

## 10.2 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 10.1.

en milliers d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI</b>	<b>31 871 350</b>	<b>1 311 197</b>	<b>4 311 355</b>	<b>26 248 798</b>	<b>29 105 917</b>	<b>806 172</b>	<b>6 330 305</b>	<b>21 969 440</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 757 193	0	1 805 496	3 951 697	4 965 090	-25 058	3 747 784	1 242 364
Prêts et créances sur la clientèle	24 800 686	0	2 503 585	22 297 101	23 225 565	0	2 498 489	20 727 076
Titres de dettes	1 313 471	1 311 197	2 274	0	915 262	831 230	84 032	0
Autres								
<b>PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI</b>	<b>30 510 762</b>	<b>0</b>	<b>21 768 851</b>	<b>8 741 911</b>	<b>27 800 757</b>	<b>0</b>	<b>18 606 021</b>	<b>9 194 736</b>
Dettes envers les établissements de crédit	6 368 149	0	3 934 825	2 433 324	5 307 228	0	2 098 343	3 208 885
Dettes envers la clientèle	22 902 273	0	16 602 807	6 299 466	21 972 098	0	15 996 677	5 975 421
Dettes représentées par un titre	1 230 652	0	1 230 652	0	511 001	0	511 001	0
Dettes subordonnées	9 688	0	567	9 121	10 430	0	0	10 430

## Note 11 : Impôts

### 11.1 Impôts sur le résultat

#### Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- ▶ - d'une part, les impôts courants, qui sont le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période.

Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt doit être payé (recouvré).

- ▶ - d'autre part, les impôts différés (voir 11.2).

Lorsque qu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courant ».



<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Impôts courants	-51 487	-37 224
Impôts différés	1 444	8 124
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>-50 043</b>	<b>-29 100</b>

Les différences permanentes sont pour la première fois, au 31 décembre 2020, présentées en base et retraitées du résultat fiscal consolidé. Ainsi, leur effet est désormais exclu de l'écart entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique.

#### **Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôt théorique**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Résultat net (part du groupe)	150 452	111 589
Impôts	-50 043	-29 100
<b>Résultat comptable avant impôts</b>	<b>200 495</b>	<b>140 689</b>
Effet des différences permanentes	-373 040	-41 375
<b>Résultat fiscal consolidé (A)</b>	<b>172 545</b>	<b>99 314</b>
<b>Taux d'imposition de droit commun français (B)</b>	<b>28,41%</b>	<b>32,02%</b>
<b>Charge ou produit d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)</b>	<b>-49 020</b>	<b>-31 800</b>
Effet des impôts différés	1 696	1 314
Produit d'intégration fiscale et régularisations diverses	-632	890
Opérations sur GIE fiscaux	-526	-703
Impôt différé actif sur Prêts à Taux Zéro %	-1 560	1 200
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>-50 043</b>	<b>-29 100</b>
<b>Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapporté au résultat taxable)</b>	<b>24,96%</b>	<b>20,68%</b>

## 11.2 IMPOTS DIFFERES

### Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- ▶ aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- ▶ aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- ▶ aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Plus-values latentes sur OPCVM	142	-767
Provisions pour passifs sociaux	8 299	9 251
Provisions pour activité d'épargne-logement	3 905	3 527
Provisions sur base de portefeuilles	22 538	18 147
Autres provisions non déductibles	2 260	1 541
Autres sources de différences temporelles	23 202	22 292
<b>Impôts différés liés aux décalages fiscaux temporaires</b>	<b>60 346</b>	<b>53 991</b>
<b>Impôts différés sur retraitements de consolidation</b>	<b>-28 176</b>	<b>-14 720</b>
<b>IMPOTS DIFFERES NETS</b>	<b>32 170</b>	<b>39 270</b>
<b>Comptabilisés</b>		
- A l'actif du bilan	37 544	42 363
- Au passif du bilan	-5 374	-3 093

## Note 12 : Autres informations

### 12.1 INFORMATION SECTORIELLE

La Banque Populaire Rives de Paris exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la banque commerciale et assurance.

## 12.2 INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS DE LOCATION

### Principes comptables

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

#### Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- ▶ le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- ▶ le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exerçable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
- ▶ la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- ▶ au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements locatifs s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ; et
- ▶ les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :

- ▶ si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
- ▶ les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
- ▶ le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1.10). Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- ▶ l'investissement net ;
- ▶ et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location)

#### Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de

location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

### 12.2.1 Opérations de location en tant que bailleur

#### Produit des contrats de location

<i>en milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
Intérêts et produits assimilés	15 959	15 738
Paielements de loyers variables non inclus dans l'évaluation de l'investissement net		
Plus ou moins-values de cession sur biens donnés en location-financement	1 059	1 564
<b>Produits de location-financement</b>	<b>17 018</b>	<b>17 302</b>
Produits de location	0	0
Paielements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	0	0
<b>Produits de location simple</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### Echéancier des créances de location-financement

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2021							31/12/2020			
	Durée résiduelle							Durée résiduelle			
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Contrats de location financement</b>											
Paielements de loyers non actualisés (Investissement brut)	239 892	188 608	134 597	93 081	53 357	159 466	869 000	242 199	477 292	160 527	880 018
Paielements de loyers actualisés (Investissement net)	229 094	179 297	126 231	85 989	47 882	145 601	814 095	231 847	446 667	146 596	825 110
Dont montant actualisé de la valeur résiduelle non garantie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers non acquis	10 798	9 311	8 366	7 092	5 474	13 865	54 905	10 352	30 625	13 931	54 908
<b>Contrats de location simple</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paielements de loyers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## 12.2.2 Opérations de location en tant que preneur

### Principes comptables

#### Norme IFRS 16

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- ▶ le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien,
- ▶ le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables calculés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telles que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant, ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état. Ces coûts de démantèlement et de remise en état sont définis selon les termes et les conditions du contrat de location et ce, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financier qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits « 3/6/9 », la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du groupe.

A l'issu du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits « en tacite prolongation » est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Lors de la réunion du 26 novembre 2019, le Comité d'interprétation des normes comptables IFRS (IFRS IC) a apporté des précisions sur l'application d'IFRS 16 relatives aux modalités d'appréciation de la durée exécutoire à retenir pour les contrats de location. Des travaux sont en cours pour analyser leurs effets.

#### Effets au compte de résultats de location - preneur

en milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Charge d'intérêt sur passifs locatifs	-129	-156
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	-19 154	-18 953
Paielements locatifs variables non pris en compte dans l'évaluation des passifs locatifs	-3 189	-3 051
<b>CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION RECONNUS AU BILAN</b>	<b>-22 472</b>	<b>-22 160</b>

en millions d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Charges de location au titre des contrats de courtes durée	-28	-12
Charges de location portant sur des actifs de faibles valeurs	-3 276	-2 854
<b>CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION NON RECONNUS AU BILAN</b>	<b>-3 304</b>	<b>-2 866</b>

#### Echéancier des passifs locatifs

en milliers d'euros	31/12/2021				
	Montants des paiements futurs non actualisés				
	< 6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Passifs locatifs</b>	6 434	6 221	8 978	2 321	23 954

## 12.3 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées au groupe Banque Populaire Rives de Paris sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

### 12.3.1 Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminées en consolidation.

Dans ces conditions, figurent à ce titre les opérations réciproques avec :

- ▶ L'organe central BPCE ;
- ▶ Les co-entreprises qui sont mises en équivalence ;
- ▶ Les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- ▶ Les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Banques Populaires prises dans leur ensemble (tels que BP Développement, BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que I-BP) ;
- ▶ Les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du groupe (IPBP)

en millions d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées
Crédits	4 358 661				3 578 872			
Autres actifs financiers	902 223		89 846		699 212		74 582	
Autres actifs								
<b>Total des actifs avec les entités liées</b>	<b>5 260 884</b>		<b>89 846</b>		<b>4 278 084</b>		<b>74 582</b>	
Dettes	4 637 930				3 664 538			
Autres passifs financiers								
Autres passifs								
<b>Total des passifs envers les entités liées</b>	<b>4 637 930</b>				<b>3 664 538</b>			
Intérêts, produits et charges assimilés	21 750				9 361			
Commissions	-9 170				-11 050			
Résultat net sur opérations financières	34 620				42 496			
Produits nets des autres activités								
<b>Total du PNB réalisé avec les entités liées</b>	<b>25 450</b>				<b>40 807</b>			
Engagements donnés	3 882				40 784			
Engagements reçus								
Engagements sur instruments financiers à terme								
<b>Total des engagements avec les entités liées</b>	<b>3 882</b>				<b>40 784</b>			

Les transactions effectuées par le groupe Banque Populaire Rives de Paris avec les parties liées sont réalisées à des conditions normales de marché.

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 14 - Périmètre de consolidation.

### 12.3.2 Transactions avec les dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration de la Banque Populaire Rives de Paris.

Les rémunérations versées en 2021 aux dirigeants mandataires sociaux et organes de direction s'élèvent à 2 041 milliers d'euros (1 879 milliers d'euros en 2020), réparties comme suit :

en milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Avantages à court terme	2 041	1 879
Indemnités de fin de contrat de travail	-	0
<b>Total</b>	<b>2 041</b>	<b>1 879</b>

#### Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 2 041 milliers d'euros au titre de 2021 (contre 1 879 milliers d'euros au titre de 2020).



Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail**

Les avantages postérieurs à long terme et indemnités de fin de contrat de travail des dirigeants de l'entité BPRI (Banque populaire de Paris) sont décrits dans la partie « Règles et principes de détermination des rémunérations et avantages » du Chapitre 3 sur le gouvernement d'entreprise. Le montant provisionné par BPRI au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 49,6 millions d'euros au 31 décembre 2020 (69 millions d'euros au 31 décembre 2020).

#### **12.3.3 Relations avec les entreprises sociales pour l'habitat**

Non concerné

### **12.4 PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIES**

#### **12.4.1 Participations dans les entreprises mises en équivalence**

Non concerné

### **12.5 INTERETS DANS LES ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES**

#### **12.5.1 Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées**

**Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale.** En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le groupe Banque Populaire Rives de Paris détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- ▶ originateur / structureur / arrangeur ;
- ▶ agent placeur ;
- ▶ gestionnaire ;
- ▶ ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (ex : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif,...).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le groupe Banque Populaire Rives de Paris.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le groupe Banque Populaire Rives de Paris à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créance, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le groupe Banque Populaire Rives de Paris restitue dans la note 12.5.2 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

#### **Gestion d'actif :**

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou Asset Management) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les sicav de trésorerie, les hedge funds etc.

L'activité de gestion d'actif qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

## Titrisation

**Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.**

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacent et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue le plus souvent de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

**Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.**

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- ▶ les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » **ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuille d'actifs** ;
- ▶ les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un **fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce**. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants **qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de «notes» de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).**

## **Financements (d'actifs) structurés**

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux **acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes**. Il s'agit de **financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).**

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique **pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle**. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédié appelé en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités (ensemble regroupant le restant des activités).

### 12.5.2 Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous **déduction des engagements de garantie reçus, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.**

Le poste « notionnel des dérivés » **correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.**

Les données en question sont présentées ci-dessous, **agrégées sur la base de leur typologie d'activité.**

Au 31 Décembre 2021

<b>Hors placements des activités d'assurance</b> <i>en milliers d'euros</i>	<b>Titrisation</b>	<b>Gestion d'actifs</b>	<b>Financements structurés</b>	<b>Autres activités</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>504</b>
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	504
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 668</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 801</b>	<b>0</b>
<b>Actifs divers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 801</b>	<b>66 677</b>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 356</b>	<b>0</b>
<b>Total passif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 356</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Garantie reçues</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Notionnel des dérivés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 445</b>	<b>66 677</b>

Au 31 décembre 2020

<b>Hors Placements des activités d'assurance</b> <i>en millions d'euros</i>	<b>Titrisation</b>	<b>Gestion d'actifs</b>	<b>Financements structurés</b>	<b>Autres activités</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>603</b>
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres hors transaction	0	0	0	603
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 223</b>
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 801</b>	<b>0</b>
<b>Actifs divers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 801</b>	<b>60 826</b>
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 842</b>	<b>0</b>
<b>Total passif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 842</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Garantie reçues</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Notionnel des dérivés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Exposition maximale au risque de perte</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-3 842</b>	<b>0</b>

### 12.5.3 Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- ▶ elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- ▶ elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

La Banque Populaire Rives de Paris n'est pas sponsor d'entités structurées.

### 12.6 IMPLANTATION PAR PAYS

Non concerné

### 12.7 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au titre de l'exercice 2021 <i>en milliers d'euros</i>	KPMG		MAZARS	
	Montant (I)	%	Montant (I)	%
<b>Missions de certification des comptes</b>	<b>168</b>	<b>96%</b>	<b>129</b>	<b>71%</b>
-Emetteur	123	70%	129	71%
-Filiales intégrées globalement	45	26%		
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>7</b>	<b>4%</b>	<b>52</b>	<b>29%</b>
-Emetteur	7	4%	52	29%
-Filiales intégrées globalement				
<b>Total</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>	<b>181</b>	<b>100%</b>

Au titre de l'exercice 2020 <i>Montants en milliers d'euros</i>	KPMG		MAZARS	
	Montant (I)	%	Montant (I)	%
<b>Missions de certification des comptes</b>	<b>185</b>	<b>100%</b>	<b>186</b>	<b>84%</b>
-Emetteur	149	81%	186	
-Filiales intégrées globalement	36	19%		
<b>Services autres que la certification des comptes</b>			<b>36</b>	<b>16%</b>
-Emetteur			36	
-Filiales intégrées globalement				
<b>Total</b>	<b>185</b>	<b>100%</b>	<b>222</b>	<b>100%</b>

(1) Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

## Note 13 : **Modalités d'élaboration des données comparatives**

---

Non concerné

## Note 14 : Détail du périmètre de consolidation

### 14.1 OPERATIONS DE TITRISATION

#### Principes comptables

**La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société ad hoc qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.**

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelé en 3.2.1.

En 2021, plusieurs nouvelles entités ad hoc (Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE :

- ▶ **BPCE Home Loans FCT 2021\_10 et BPCE Home Loans FCT 2021\_10 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 26 octobre 2021.**

**Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (92 125 milliers d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2021 et une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT.**

Elle succède aux précédentes opérations de titrisation : BPCE Master Home Loans, BPCE Consumer Loans 2016 (titrisation de prêts personnels), BPCE Home Loans FCT 2017\_5 (titrisation prêts immobiliers), BPCE Home Loans FCT 2018 (titrisation prêts immobiliers), BPCE Home Loans FCT 2019 (titrisation prêts immobiliers) et BPCE Home Loans FCT 2020\_10 (titrisation prêts immobiliers).

Ces opérations, malgré un placement sur le marché, ne sont pas déconsolidantes puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le **contrôle au sens d'IFRS 10**.

### 14.2 AUTRES INTERETS DANS LES FILIALES ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES

**Le groupe n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses intérêts détenus dans ses filiales (structurées ou non).**

### 14.3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2021

**Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentiel. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées selon le principe de la significativité ascendante. Selon ce principe, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.**

**Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage de contrôle et d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.**

Les sociétés composant le périmètre de consolidation du groupe Banque Populaire Rives de Paris sont les suivantes :

**L'entité consolidante est constituée de la Banque Populaire Rives de Paris et des deux Sociétés de Cautionnement Mutuel (Socama Rives de Paris et Habitat Rives de Paris). Les sociétés Rives Croissance et Société Equinoxe sont consolidées par intégration globale.**



	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
Banque Populaire Rives de Paris			Entité consolidante
Socama Rives de Paris	100,09%	100%	Entité consolidante
Habitat Rives de Paris	5,51%	100%	Entité consolidante
Rives Croissance	100,00%	100%	Intégration globale
Société Equinox	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Master Home Loans (1)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Master Home Loans Demut (1)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Consumer Loans (2)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Consumer Loans Demut (2)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2017_5 (3)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2017_5 Demut (3)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2018_10 (4)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2018_10 Demut (4)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2019_10 (5)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2019_10 Demut (5)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2020_10 (6)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2020_10 Demut (6)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2021_10 (7)	100,00%	100%	Intégration globale
Silo dans le FCT BPCE Home Loans FCT 2021_10 Demut (7)	100,00%	100%	Intégration globale

(1) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Master Home Loans et FCT BPCE Master Home Loans Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 26 mai 2014.

(2) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Consumer Loans et FCT BPCE Master Consumer Loans Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 27 mai 2016.

(3) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et FCT BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 22 mai 2017.

(4) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2018\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2018\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 29 Octobre 2018.

(5) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2019\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2019\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 29 Octobre 2019.

(6) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2020\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2020\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 28 Octobre 2020.

(7) : Le groupe Banque Populaire Rives de Paris consolide le compartiment des Fonds Communs de Titrisation (FCT BPCE Home Loans FCT 2021\_10 et FCT BPCE Home Loans FCT 2021\_10 Demut) dont il détient le contrôle dans le cadre de l'opération de « Titrisation » réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne le 26 Octobre 2021.



#### 14.4 ENTREPRISES NON CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2021

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- ▶ d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- ▶ d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les principales participations significatives et non significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation	Part du capital détenu	Taux de détention	Motif de non consolidation	VNC en K€
BANQUE POPULAIRE DEV	France	2 705 477	9,49%	Non atteinte des seuils de consolidation	60 205
BPCE SA	France	1 612 275	4,47%	Non atteinte des seuils de consolidation	793 623
GIE BPCE ACHAT	France	14	1,14%	Non atteinte des seuils de consolidation	1
BPCE ASSU PROD SERV	France	1 637	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	16
INFORMATIQUE BP	France	685 335	7,64%	Non atteinte des seuils de consolidation	1 192
GIE I BP INVEST	France	425 300	5,48%	Non atteinte des seuils de consolidation	4 253
SCI RUBENS	France	1 694	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	2
ALIZE	France	800	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	40
SWIFT COOP SOCIETY	Belgique	1	0,01%	Non atteinte des seuils de consolidation	0
CITALIOS	France	1 080	0,18%	Non atteinte des seuils de consolidation	18
IDES INVESTISSEMENTS	France	123	0,04%	Non atteinte des seuils de consolidation	20
SEMAVOÂ	France	800	1,33%	Non atteinte des seuils de consolidation	13
SEMIP	France	38	0,04%	Non atteinte des seuils de consolidation	1
PARIS SUD AMENAGEMENT	France	300	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	5
NEUILLY CONTENTIEUX	France	1	0,05%	Non atteinte des seuils de consolidation	0
SCIENTIPOLE CAPITAL	France	75 000	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	1 500
SEMVI	France	200	1,30%	Non atteinte des seuils de consolidation	3
SEMAEST	France	2 500	1,69%	Non atteinte des seuils de consolidation	50
BELLEVUES	France	12	0,05%	Non atteinte des seuils de consolidation	0
BEST OF BANKING	France	6 100	61,00%	non consolidée car non significative	6
EXATEC IMMOBILIER	France	173 160	6,66%	Non atteinte des seuils de consolidation	173
GIP GENOPOLE	France	52 418	100%	non consolidée car non significative	216
IXORA	France	2 500	NC	Non atteinte des seuils de consolidation	0

### 3.1.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS



Tour EXALTIS - 61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex  
France  
Tél : +33 (0) 1 49 97 60 00



Tour EQHO - 2 Avenue Gambetta - CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France  
Tél : +33 (0) 1 55 68 86 66

## BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars  
Société anonyme d'expertise et de commissariat aux comptes à  
directoire et conseil de surveillance  
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.  
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux  
Comptes  
Capital social de 5 497 100 euros – RCS Nanterre n° 775 726 417

## BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS

Société Anonyme coopérative à capital variable au capital de 1 064 238 950 €

76-78 avenue de France 75013 Paris

RCS : Paris 552 002 313

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Banque Populaire Rives de Paris,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque Populaire Rives de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2. Référentiel » de l'annexe aux comptes consolidés qui détaille l'impact du changement de méthode

comptable induit par la décision définitive de l'IFRS IC du 20 avril 2021 relative à la norme IAS 19 – Avantages du personnel sur les modalités d'évaluation des engagements de retraite.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



## Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3)



### Risque identifié

Le groupe Banque Populaire Rives de Paris est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Banque Populaire Rives de Paris constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3) de pertes.

Les règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origination d'un nouvel actif financier ; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détermination de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour déterminer :

- les critères de dégradation du risque de crédit ;
- les mesures de pertes attendues sur la base des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD) ;
- les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues.

Ces éléments de paramétrages sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Banque comptabilise dans ses comptes consolidés.

Compte tenu du prolongement du contexte de crise liée à la pandémie de Covid-19, les modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues ont nécessité un certain nombre d'adaptations tel que précisé dans la note 7.1.2.

Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe Banque Populaire Rives de Paris.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés



### Notre réponse

#### Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ;
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
  - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ;
  - ont apprécié le niveau approprié des paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations ;
  - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;
  - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9.
  - ont réalisé des contrôles portant (i) sur les adaptations apportées aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues dans le contexte de persistance de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et (ii) sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans le groupe Banque Populaires Rives de Paris. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par le groupe Banque Populaire Rives de Paris des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique et sanitaire actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.

#### Dépréciation des encours de crédit en statut 3

<p>tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p> <p>En particulier dans le contexte de crise liée à la pandémie de Covid-19, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des dépréciations et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière pour l'exercice 2021.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations.</p> <p>Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2021.</p>
<p>Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 389 M€ dont 41 M€ au titre du statut 1, 99 M€ au titre du statut 2 et 246 M€ au titre du statut 3. Le coût du risque sur l'exercice 2021 s'élève à -64,9 M€ contre -62,6 M€ au 31 décembre 2020. Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.3, 2.5.1, 5.5.3. et 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui mentionnent également les incidences de la crise sanitaire et économique sur le risque de crédit.</p>	



## Valorisation des titres BPCE



### Risque identifié



### Notre réponse

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Leur valorisation est fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales, à l'exception de Natixis, valorisée sur la base d'une approche multicritères tenant compte du prix de l'opération de marché intervenue en 2021. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.

L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres dans les comptes consolidés de votre Banque.

Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.

Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.

Les travaux menés ont consisté principalement en :

- une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales filiales,
- l'obtention et l'examen critique des valorisations, des plans d'affaires et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité, particulièrement dans un environnement d'incertitude lié à la persistance de la crise Covid-19 ;
- un contre-calcul des valorisations ;
- l'examen critique des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE S.A. valorisés sur la base de données prévisionnelles ;
- l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels déterminée par un expert indépendant en 2020, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors de ce précédent exercice.

La juste valeur des titres BPCE s'élève à 902 M€ au 31 décembre 2021, soit une variation d'OCI par rapport à la valeur d'acquisition liée à ce titre de 108,6 M€.

Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 5.4 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés.



## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque Populaire Rives de Paris par l'assemblée générale du 14 avril 2016 pour le cabinet Mazars et du 24 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Mazars était dans la 6<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 14<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

Par ailleurs, la société Salustro Reydel, membre du réseau KPMG était précédemment commissaire aux comptes de l'entité de 1992 à 2008.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

## Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 17 mars 2022

Les Commissaires aux comptes,

Mazars



Jean LATORZEFF

Associé

KPMG S.A.



Xavier de CONINCK

Associé



## 3.2 COMPTES INDIVIDUELS

### 3.2.1 COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2021 (AVEC COMPARATIF AU 31 DECEMBRE 2020)

#### 3.2.1.1 Compte de résultat

En milliers d'euros

	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	3.1	464 713	439 807
Intérêts et charges assimilées	3.1	-183 348	-195 686
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	236 162	223 958
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	-222 972	-216 432
Revenus des titres à revenu variable	3.3	35 805	43 300
Commissions (produits)	3.4	323 120	296 889
Commissions (charges)	3.4	-56 106	-60 555
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	540	315
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	3 882	-1 131
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	11 608	8 509
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	-18 520	-16 690
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>594 886</b>	<b>522 285</b>
Charges générales d'exploitation	3.8	-347 596	-337 569
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-14 979	-14 597
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>232 312</b>	<b>170 119</b>
Coût du risque	3.9	-60 322	-56 509
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>171 990</b>	<b>113 610</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	71	-1 045
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>172 060</b>	<b>112 564</b>
Résultat exceptionnel	3.11	0	0
Impôt sur les bénéfices	3.12	-51 894	-33 346
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		-33 000	-22 000
<b>RESULTAT NET</b>		<b>87 166</b>	<b>57 218</b>

### 3.2.1.2 Bilan

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Caisses, banques centrales		106 455	145 654
Effets publics et valeurs assimilées	4.3	1 258 966	811 206
Créances sur les établissements de crédit	4.1	4 455 506	3 760 452
Opérations avec la clientèle	4.2	21 420 024	19 806 414
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3	2 870 019	3 000 611
Actions et autres titres à revenu variable	4.3	48 401	46 796
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	165 333	49 018
Parts dans les entreprises liées	4.4	1 023 882	964 522
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5	755 422	750 495
Immobilisations incorporelles	4.6	151	118
Immobilisations corporelles	4.6	92 309	96 198
Autres actifs	4.8	115 719	91 139
Comptes de régularisation	4.9	180 784	92 080
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>32 492 972</b>	<b>29 614 703</b>

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	6 331 701	5 125 724
Opérations avec la clientèle	4.2	21 637 707	20 770 726
Dettes représentées par un titre	4.7	1 083 038	374 580
Autres passifs	4.8	257 584	220 148
Comptes de régularisation	4.9	250 942	347 927
Provisions	4.10	199 837	178 193
Dettes subordonnées	4.11	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	450 583	417 583
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>4.13</b>	<b>2 281 580</b>	<b>2 179 822</b>
Capital souscrit		1 064 239	1 040 485
Primes d'émission		93 111	93 111
Réserves		967 590	922 558
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		6 450	6 450
Report à nouveau		63 024	60 000
Résultat de l'exercice (+/-)		87 166	57 218
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>32 492 972</b>	<b>29 614 703</b>

### 3.2.1.3 Hors bilan

#### ACTIF

*En milliers d'euros*

HORS BILAN	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	5.1	2 122 664	2 103 936
Engagements de garantie	5.1	393 874	408 156
Engagements sur titres		220 564	815

#### PASSIF

*En milliers d'euros*

HORS BILAN	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	5.1	2 714	0
Engagements de garantie	5.1	5 202 789	4 641 306
Engagements sur titres		1 359	815

## 3.2.2 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS

<b>NOTE 1 : CADRE GENERAL</b>	<b>343</b>
1.1 LE GROUPE BPCE.....	343
1.2 MECANISME DE GARANTIE.....	344
1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS .....	344
1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE .....	344
<b>NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b>	<b>345</b>
2.1 METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION APPLIQUEES.....	345
2.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES .....	345
2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION .....	345
2.4 PRINCIPES APPLICABLES AUX MECANISMES DE RESOLUTION BANCAIRE .....	346
<b>NOTE 3 : INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>347</b>
3.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES.....	347
3.2 PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS ASSIMILEES.....	348
3.3 REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE .....	348
3.4 COMMISSIONS .....	349
3.5 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION .....	349
3.6 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES.....	350
3.7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE .....	350
3.8 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION .....	351
3.9 COUT DU RISQUE .....	352
3.10 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES.....	353
3.11 RESULTAT EXCEPTIONNEL .....	354
3.12 IMPOT SUR LES BENEFICES .....	354
<b>NOTE 4 : INFORMATIONS SUR LE BILAN</b>	<b>355</b>
4.1 OPERATIONS INTERBANCAIRES.....	356
4.2 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE .....	359
4.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE .....	365
4.4 PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME .....	370
4.5 OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET LOCATION SIMPLE .....	372
4.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES .....	373
4.7 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE .....	375
4.8 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS .....	376
4.9 COMPTES DE REGULARISATION .....	376
4.10 PROVISIONS.....	377
4.11 DETTES SUBORDONNEES .....	382
4.12 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX .....	382
4.13 CAPITAUX PROPRES .....	383
4.14 DUREE RESIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES .....	383
<b>NOTE 5 : INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPERATION ASSIMILEES</b>	<b>384</b>
5.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES .....	384
5.2 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME.....	386
<b>NOTE 6 : AUTRES INFORMATIONS</b>	<b>390</b>
6.1 CONSOLIDATION.....	390
6.2 REMUNERATIONS, AVANCES, CREDITS ET ENGAGEMENTS .....	390
6.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	390





## Note I : Cadre général

### 1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE, dont fait partie la Banque Populaire Rives de Paris, comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Le Groupe BPCE, dont fait partie la Banque Populaire Rives de Paris, comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

#### **Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne**

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

**Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne.** Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

#### BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n°2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE, dont Natixis, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Paiements et Assurance de Natixis et les Autres Réseaux (essentiellement Banque Palatine) ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

<sup>9</sup> L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

## 1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L.512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que **d'organiser la solidarité financière qui les lie.**

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de **chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes** appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

**BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.**

Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 172 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

## 1.3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

### Opérations de titrisation :

Au 31 décembre 2021, une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 26 octobre 2021 s'est traduite pour la banque par une cession de prêts immobiliers (92 125 milliers d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2021 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisés pour un total de 92 125 milliers d'euros.

Ainsi, au moment de la mise en place de l'opération, les plus-values de cession des créances titrisées sont enregistrées dans le poste d'intérêts, produits et charges assimilés. Par la suite, la diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » liée à la diminution du stock de créance est compensée par l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » liée au versement par le FCT d'un produit d'intérêts sur parts résiduelles basé sur les flux d'intérêts des créances titrisées.

## 1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice n'est intervenu depuis la clôture des comptes.

## Note 2 : Principes et méthodes comptables

### 2.1 METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION APPLIQUEES

Les comptes individuels annuels de la Banque Populaire Rives de Paris sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 21 février 2022. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 28 avril 2022.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

### 2.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Le 5 novembre 2021, l'ANC a modifié sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ce texte introduit un choix de méthode pour la répartition des droits à prestation pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait que le bénéficiaire soit présent lorsqu'il atteint l'âge de la retraite. Il s'agit principalement des Indemnités de Fin de Carrière (IFC).

La Banque Populaire Rives de Paris applique ce texte de manière anticipée pour l'exercice clos au 31 décembre 2021. La méthode retenue est de répartir les droits à prestation à compter de la date à laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation. Cette évolution constitue un changement de méthode comptable ayant pour effet une baisse des provisions de 3M€ sur la période 2021 en contrepartie des capitaux propres (report à nouveau).

Les informations comparatives présentées au titre de l'exercice 2020 n'ont pas été retraitées de ces effets mais font l'objet d'une mention spécifique en note de bas de tableaux.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2021 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

### 2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ▶ continuité de l'exploitation ;
- ▶ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ▶ indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

La Banque Populaire Rives de Paris applique la nouvelle définition du défaut au titre de l'article 178 du règlement européen n°575/2013 qui est présentée dans les notes 4.1 et 4.2.1.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

## 2.4 PRINCIPES APPLICABLES AUX MECANISMES DE RESOLUTION BANCAIRE

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant des contributions versées par la banque **représente 5 951 milliers d'euros pour l'année 2021**. Les cotisations de l'année 2021 (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent **1 712 milliers d'euros**. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé, d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent au 31 décembre 2021 à **32 475 milliers d'euros (hors FRU)**.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des **entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU)**. **A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.**

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les **contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2021**. Le montant des contributions versées par la Banque Populaire Rives de Paris représente pour l'exercice **8 438 milliers d'euros dont 7 172 milliers d'euros comptabilisés en charge et 1 266 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces)**. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à **5 440 milliers d'euros au 31 décembre 2021**.

## Note 3 : Informations sur le compte de résultat

### 3.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

#### Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Au 31 décembre 2021, les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- ▶ un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- ▶ un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier I. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

En milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	69 758	-42 261	27 497	52 044	-35 449	16 595
Opérations avec la clientèle	321 245	-109 591	211 654	310 227	-132 132	178 095
Obligations et autres titres à revenu fixe	60 445	-22 883	37 562	60 897	-23 726	37 171
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0
Autres	13 265	-8 613	4 652	16 640	-4 379	12 261
<b>TOTAL</b>	<b>464 713</b>	<b>-183 348</b>	<b>281 365</b>	<b>439 808</b>	<b>-195 686</b>	<b>244 122</b>

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 1 635 milliers d'euros pour l'exercice 2021, contre 972 milliers d'euros de reprise pour l'exercice 2020.

### 3.2 PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS ASSIMILEES

#### Principes comptables

Sont enregistrés à ce poste les produits et charges provenant d'immobilisations figurant à l'actif du bilan aux postes « Crédit-bail et opérations assimilées » et « Location simple », notamment :

- ▶ Les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- ▶ Les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- ▶ Les dotations aux amortissements des immobilisations.

En milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Opérations de crédit-bail et location financière</b>						
Loyers	199 450	0	199 450	190 900	0	190 900
Résultats de cession	5 821	-13 456	-7 635	3 595	-9 970	-6 375
Dépréciation	3 122	-7 944	-4 822	6 852	-6 957	-105
Amortissement	0	-180 024	-180 024	0	-174 817	-174 817
Autres produits et charges	6 632	-5 644	988	4 973	-8 419	-3 446
	<b>215 025</b>	<b>-207 068</b>	<b>7 957</b>	<b>206 320</b>	<b>-200 163</b>	<b>6 157</b>
<b>Opérations de location simple</b>						
Loyers	19 914	0	19 914	16 959	0	16 959
Résultats de cession	679	-797	-118	534	-864	-330
Dépréciation	0	0	0	0	0	0
Amortissement	0	-13 175	-13 175	0	-13 815	-13 815
Autres produits et charges	543	-1 932	-1 389	145	-1 590	-1 445
	<b>21 136</b>	<b>-15 904</b>	<b>5 232</b>	<b>17 638</b>	<b>-16 269</b>	<b>1 369</b>
<b>TOTAL</b>	<b>236 162</b>	<b>-222 972</b>	<b>13 189</b>	<b>223 959</b>	<b>-216 432</b>	<b>7 526</b>

### 3.3 REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

#### Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

En milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Actions et autres titres à revenu variable	210	804
Participations et autres titres détenus à long terme	35 595	42 496
Parts dans les entreprises liées	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>35 805</b>	<b>43 300</b>



### 3.4 COMMISSIONS

#### Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- ▶ **Commissions rémunérant une prestation instantanée** : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- ▶ **Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées** : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

En milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	167	-139	28	166	-156	10
Opérations avec la clientèle	188 721	-2 819	185 902	178 234	-2 153	176 081
Opérations sur titres	11 629	-4 068	7 561	9 025	-4 618	4 407
Moyens de paiement	88 899	-46 613	42 286	80 454	-43 342	37 112
Opérations de change	2 798	-10	2 788	2 445	-6	2 439
Engagements hors-bilan	29 254	-2 210	27 044	25 064	-9 237	15 827
Prestations de services financiers	0	0	0	0	0	0
Activités de conseil	1 096	0	1 096	685	0	685
Autres commissions	556	-247	309	816	-869	-53
<b>TOTAL</b>	<b>323 120</b>	<b>-56 106</b>	<b>267 014</b>	<b>296 889</b>	<b>-60 381</b>	<b>236 508</b>

### 3.5 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- ▶ Les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- ▶ Les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de **devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux** ;
- ▶ Les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

En milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	540	316
Instruments financiers à terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>540</b>	<b>316</b>

### 3.6 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

#### Principes comptables

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activités de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
<b>Dépréciations</b>	<b>2 249</b>	<b>0</b>	<b>2 249</b>	<b>-2 794</b>	<b>0</b>	<b>-2 794</b>
Dotations	-284	0	-284	-3 153	0	-3 153
Reprises	2 533	0	2 533	359	0	359
<b>Résultat de cession</b>	<b>1 633</b>	<b>0</b>	<b>1 633</b>	<b>1 806</b>	<b>0</b>	<b>1 806</b>
<b>Autres éléments</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-143</b>	<b>0</b>	<b>-143</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 882</b>	<b>0</b>	<b>3 882</b>	<b>-1 131</b>	<b>0</b>	<b>-1 131</b>

### 3.7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

#### Principes comptables

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste immobilisations corporelles.

Ces produits et charges comprennent notamment :

- ▶ Les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- ▶ Les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- ▶ Les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

En milliers d'euros	Exercice 2021			Exercice 2020		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	0	-3 199	-3 199	0	-2 960	-2 960
Refacturations de charges et produits bancaires	0	-10 499	-10 499	0	-12 239	-12 239
Activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Prestations de services informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres activités diverses	9 349	0	9 349	6 610	0	6 610
Autres produits et charges accessoires (1)	2 259	-4 822	-2 563	1 899	-1 491	408
<b>Total</b>	<b>11 608</b>	<b>-18 520</b>	<b>-6 912</b>	<b>8 509</b>	<b>-16 690</b>	<b>-8 181</b>

(1) Un produit de 3,3M€ comptabilisé au sein du poste « Autres produits d'exploitation bancaire » au titre de l'amende Echange Image-Chèque (« EIC ») suite à la décision favorable rendue par la Cour d'Appel de renvoi le 2 décembre 2021. Compte tenu de l'incertitude et de l'historique sur le dossier (cf. Risques juridiques dans la partie du Gestion des risques), une provision d'un montant équivalent a été comptabilisée en contrepartie du poste « Autres charges d'exploitation bancaire ».

### 3.8 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

#### Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

En milliers d'euros	Exercice 2021	Exercice 2020
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-111 147	-109 329
Charges sociales	-50 570	-52 123
Provisions sur passifs sociaux (1)	-1 657	343
Intéressement des salariés (y compris abondement)	-13 843	-8 597
Participation des salariés	-9 611	-6 356
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-18 042	-16 265
Autres	-5 432	-5 916
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-210 302</b>	<b>-198 243</b>
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Impôts et taxes	-17 707	-18 469
Autres charges générales d'exploitation (2)	-119 588	-120 858
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-137 295</b>	<b>-139 327</b>
<b>Total</b>	<b>-347 596</b>	<b>-337 569</b>

(1) Le changement de méthode comptable pour la répartition des droits à prestation introduit par la modification de la recommandation ANC n°2013-02 aurait donné lieu à la comptabilisation d'un montant corrigé de 3,0 millions d'euros au titre du résultat 2020.

(2) La variation des autres charges générales d'exploitation inclut une diminution de 2,0 millions d'euros en raison du reclassement en 2021 des coûts de recouvrement sur des dossiers douteux (S3) au sein du poste Coût du risque.

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant :

- ▶ 1 225 cadres et 1154 non cadres, soit un total de 2 379 salariés.

Pour rappel depuis 2020, les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont désormais présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées de BPCE restent présentées en frais de gestion. Le montant des cotisations en PNB s'élève à 10,5 millions d'euros en 2021 et le montant des cotisations en frais de gestion s'élève à 14,9 millions d'euros en 2021.

### 3.9 COUT DU RISQUE

#### Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit de toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors-bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

En milliers d'euros	Exercice 2021					Exercice 2020				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes (1)	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes (1)	Récupérations sur créances amorties	Total
<b><u>Dépréciations d'actifs</u></b>										
Interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Clientèle	-68 127	34 634	-8 041	751	-40 784	-62 218	55 111	-16 137	283	-22 961
Titres et débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	-432	0	-432
<b><u>Provisions</u></b>										
Engagements hors-bilan	-196	1 190	0	0	994	-1 287	327	0	0	-960
Provisions pour risque clientèle	-31 242	10 709	0	0	-20 532	-37 008	4 852	0	0	-32 156
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-99 565</b>	<b>46 533</b>	<b>-8 041</b>	<b>751</b>	<b>-60 322</b>	<b>-100 513</b>	<b>60 290</b>	<b>-16 569</b>	<b>283</b>	<b>-56 509</b>
<i>dont:</i>										
-reprises de dépréciations devenues sans objet		34 634					55 111			
-reprises de dépréciations utilisées		19 055					12 950			
-pertes sur créances couvertes par provisions		-19 055					-12 950			
<b>Total reprises nettes</b>		<b>34 634</b>					<b>55 111</b>			

(1) La variation des créances irrécouvrables inclut une augmentation de 2,0 millions d'euros en raison notamment du reclassement en 2021 des coûts de recouvrement sur des dossiers douteux (S3) du poste Charges générales d'exploitation vers le poste Coût du risque.

### 3.10 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

#### Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- ▶ Les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- ▶ Les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur **parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.**

En milliers d'euros	Exercice 2021				Exercice 2020			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-5	0	-109	-114	-240	0	0	-240
Dotations	-188	0	-109	-297	-240	0	0	-240
Reprises	183	0	0	183	0	0	0	0
Résultat de cession	0	0	185	185	20	0	-826	-806
<b>TOTAL</b>	<b>-5</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>71</b>	<b>-220</b>	<b>0</b>	<b>-826</b>	<b>-1 046</b>

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- ▶ Les dotations aux dépréciations sur titres de participation : 188 **milliers d'euros** ;
- ▶ Le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme : 183 **milliers d'euros**

### 3.11 RESULTAT EXCEPTIONNEL

#### Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2021</b>	<b>Exercice 2020</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 3.12 IMPOT SUR LES BENEFICES

#### Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Épargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

Banque Populaire Rives de Paris, a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigibles au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

La Banque Populaire Rives de Paris est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

#### *En milliers d'euros*

<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>172 060</b>
Réintégrations et déductions fiscales	4 053
<b>Bases imposables au taux de droit commun</b>	<b>173 882</b>
<b>Bases imposables au taux réduit</b>	<b>2 231</b>
Impôt théorique au taux de droit commun de 27,5%	-47 818
Impôt théorique au taux réduit de 15%	-335
+ contributions 3,3%	-1 564
- déductions au titre des crédits d'impôts*	541
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>-49 175</b>
Produit d'intégration fiscale et régularisations diverses	-632
Opérations sur GIE fiscaux	-526
Impôt différé actif sur Prêts à Taux Zéro %	-1 560
<b>TOTAL</b>	<b>-51 894</b>

\*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 10,1 millions d'euros.

## Note 4 : Informations sur le bilan

---

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.



## 4.1 OPERATIONS INTERBANCAIRES

### Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées.

Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

### Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et 6 mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

#### Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de **l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06** modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

#### Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en **déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance** en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels **sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.**

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » **à l'exception des dépréciations relatives** aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier **2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2)** retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
<b>Créances à vue</b>	<b>4 453 894</b>	<b>3 758 687</b>
Comptes ordinaires	4 408 863	3 713 687
Comptes et prêts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour	45 030	45 000
Valeurs non imputées	<b>1 448</b>	1 241
<b>Créances à terme</b>	<b>259</b>	<b>259</b>
Comptes et prêts à terme	259	259
Prêts subordonnés et participatifs	0	0
Valeurs et titres reçus en pension à terme	0	0
<b>Créances rattachées</b>	<b>-94</b>	<b>266</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont créances douteuses compromises	0	0
<b>Dépréciations des créances interbancaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont dépréciation sur créances douteuses compromises	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 455 506</b>	<b>3 760 452</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 4 406 852 milliers d'euros à vue et 259 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 1 340 714 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 1 242 371 milliers d'euros au 31 décembre 2020, qui est présenté en déduction du passif en note 4.2.

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
<b>Dettes à vue</b>	<b>45 383</b>	<b>38 590</b>
Comptes ordinaires créditeurs	29 717	18 057
Comptes et emprunts au jour le jour	0	0
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	15 666	20 533
<b>Dettes à terme</b>	<b>6 303 504</b>	<b>5 091 917</b>
Comptes et emprunts à terme	6 258 504	5 040 653
Valeurs et titres donnés en pension à terme	45 000	51 264
<b>Dettes rattachées</b>	<b>-17 186</b>	<b>-4 783</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 331 701</b>	<b>5 125 724</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 28 738 milliers d'euros à vue et 4 912 milliers d'euros à terme.

## 4.2 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

### 4.2.1 Opérations avec la clientèle

#### Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

#### Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

#### Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. **Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.**

### Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'**Autorité des normes comptables (ANC)**, l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins et 6 mois au moins pour les créances sur les collectivités territoriales en harmonisation avec les événements de défaut définis à **l'article 178 du règlement européen n°575-2013** du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le **règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne** relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en **douteux compromis**. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. **Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion »** dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'**Autorité des normes comptables (ANC)** complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en **déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte**. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels **sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.**

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- ▶ - Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- ▶ - Taux de perte en cas de défaut ;
- ▶ - Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- ▶ le scénario central a été mis à jour à partir des scénarios déterminés par les économistes du groupe en juin 2021 et validé par le Comité de Direction Générale ;
- ▶ un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central ;
- ▶ un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle de leur pertinence depuis la crise de la Covid-19 pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les projections à quatre ans (incluant le décalage de 12 mois) des principales variables macroéconomiques pour chacune des bornes sont présentées ci-après :

	Baseline				Optimiste				Pessimiste		
	PIB	Chôm.	Tx. 10A		PIB	Chôm.	Tx. 10A		PIB	Chôm.	Tx. 10A
2021	5,5%	8,9%	0,34%	2021	7,0%	8,0%	1,23%	2021	3,0%	9,8%	-0,41%
2022	4,0%	9,3%	0,53%	2022	5,5%	8,4%	1,27%	2022	1,0%	10,2%	-0,37%
2023	2,0%	9,0%	0,70%	2023	3,5%	8,1%	1,43%	2023	0,5%	9,9%	-0,21%
2024	1,6%	8,7%	0,88%	2024	3,1%	7,8%	1,61%	2024	0,1%	9,6%	-0,03%

Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à 3 ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de stress tests dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus Forecast) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.



Les projections sont déclinées, sur le marché français principalement, au travers des principales variables macroéconomiques : le PIB, le taux de chômage et les taux d'intérêts français sur la dette souveraine française.

Pour la banque de proximité, afin de prendre en compte les incertitudes liées aux projections macroéconomiques et les mesures de soutien à l'économie (PGE, chômage partiel, mesures fiscales), les scénarios économiques ont été adaptés. Ces adaptations ont pour conséquence :

- ▶ d'atténuer la soudaineté de la crise en 2020 et du rebond mécanique à partir de 2021 avec une modération de 60 % du choc de la crise sur le PIB. À titre d'exemple, pour le scénario central, la valeur du PIB retenue est une moyenne pondérée de la valeur initiale du scénario (PIB 2020 -9% pondéré à 40%) et de la croissance long terme en France (+1,4% pondérée à 60%). Cette adaptation est cohérente avec les communiqués de la BCE sur la prise en compte de la crise de la Covid-19 dans le cadre d'IFRS 9 et avec les lignes directrices de l'EBA sur les moratoires ;
- ▶ et de diffuser les effets de la crise sur une période plus longue avec un décalage du scénario de 12 mois, ce qui signifie que la dégradation du PIB et des autres variables impactera les probabilités de défaut 12 mois plus tard.

Ces ajustements post-modèle reflètent l'impact positif des différentes mesures de soutien de l'Etat sur le tissu économique et notamment la réduction de l'occurrence de défauts et leur décalage dans le temps.

Dans le contexte de crise sanitaire et la difficulté à apprécier au plus juste la situation de risque des contreparties, des ajustements post-modèle conduisent à comptabiliser des ECL pour un montant de 6.8 M€ sur les portefeuilles de crédit des Professionnels et Petites Entreprises, notés automatiquement, et pour lesquels les drivers de la notation améliorés par les mesures de soutien de l'Etat (impact positif des moratoires et des PGE sur la situation de trésorerie de ces contreparties) ont été neutralisés.

Pondération des scénarios au 31 décembre 2021

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacun des scénarios un coefficient de pondération déterminé en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacun des scénarios central, pessimiste et optimiste, sur les variables croissance du PIB, chômage et les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française.

Au quatrième trimestre 2021, une légère dégradation des prévisions sur 2022 du PIB français a été observée ainsi qu'une amélioration des prévisions de taux de chômage en France ; les prévisions de taux OAT 10 ans restent quant à elles stables. Dans le même temps, l'émergence du variant Omicron, occasionnant une nouvelle vague de la Covid-19 particulièrement virulente, a conduit le gouvernement à mettre en place de nouvelles mesures restrictives. À ce titre, un ajustement post-modèle de 3.2 M€ a été retenu conduisant à surpondérer le scénario pessimiste à 85% (au lieu de 20% avant ajustement) et à sous-pondérer les scénarios central à 10% (65% avant ajustement) et optimiste à 5% (au lieu de 15% avant ajustement). Ainsi, les pondérations retenues, après ajustement, sont les suivantes :

- ▶ scénario central : 10% au 31 décembre 2021 contre 60% au 31 décembre 2020 ;
- ▶ scénario pessimiste : 85% au 31 décembre 2021 contre 35% au 31 décembre 2020 ;
- ▶ scénario optimiste : 5% inchangé par rapport au 31 décembre 2020.

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions calculées localement, ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Au 31 décembre 2021, ces provisions s'élèvent à 33.1 millions d'euros. Ces provisions concernent à titre principal, les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce-distribution spécialisé, de l'agro-alimentaire, du BTP, des professionnels de l'immobilier.

Dans ce contexte, le groupe a développé et a considérablement renforcé le suivi des secteurs impactés. L'approche de suivi sectoriel permet une classification des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE et mise à jour régulièrement.

Depuis le début de l'année, le groupe a entrepris d'harmoniser la méthodologie de calcul des provisions sectorielles avec le déploiement et l'utilisation d'un outil dédié en application de la méthodologie retenue par le groupe. Ce nouvel outil permet la prise en compte de la dégradation de la note des contrats selon le secteur d'activité sur les portefeuilles de crédit des Professionnels et des Corporate. Une gouvernance associée a été mise en place en central et au niveau des établissements du groupe.



## Créances sur la clientèle

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>322 930</b>	<b>234 984</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>57 326</b>	<b>54 707</b>
Crédits à l'exportation	680	632
Crédits de trésorerie et de consommation	2 775 126	2 965 620
Crédits à l'équipement	5 408 895	5 173 758
Crédits à l'habitat	12 419 056	11 013 500
Autres crédits à la clientèle	8 801	8 801
Valeurs et titres reçus en pension	0	0
Prêts subordonnés	0	0
Autres	0	0
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>20 612 558</b>	<b>19 162 310</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>91 115</b>	<b>91 832</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>564 316</b>	<b>478 248</b>
<b>Dépréciations des créances sur la clientèle</b>	<b>-228 221</b>	<b>-215 668</b>
<b>TOTAL DES CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>21 420 024</b>	<b>19 806 414</b>
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>8 860</i>	<i>9 074</i>
<i>Dont décotes</i>	<i>-1 651</i>	<i>-1 109</i>

Les dépréciations des créances à la clientèle regroupent les dépréciations sur créances douteuses pour 228 221 milliers d'euros.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) s'élèvent à 1 972 052 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 212 798 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

## Dettes vis-à-vis de la clientèle

En milliers d'euros

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
<i>Livret A</i>	1 524 985	1 407 253
<i>PEL / CEL</i>	1 461 840	1 480 238
<i>Centralisation CDC</i>	-1 340 714	-1 242 371
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial</i>	3 312 639	3 087 931
<b>Créance sur le fonds d'épargne *</b>	<b>4 958 751</b>	<b>4 733 052</b>
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle	16 348 705	15 600 731
Dépôts de garantie	2 586	0
Autres sommes dues	13 602	6 440
Dettes rattachées	314 064	430 504
<b>Total</b>	<b>21 637 707</b>	<b>20 770 726</b>

\* Depuis le 31 décembre 2020, conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

### (I) Détail des autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	14 781 879	0	14 781 879	13 505 262	0	13 505 262
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	0	0	0	0	0
Valeurs et titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0	0
Autres comptes et emprunts	0	1 566 826	1 566 826	0	2 095 469	2 095 469
<b>Total</b>	<b>14 781 879</b>	<b>1 566 826</b>	<b>16 348 705</b>	<b>13 505 262</b>	<b>2 095 469</b>	<b>15 600 731</b>

### 4.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

	Créances saines		Créances douteuses		Dont créances douteuses	
	Brut	Dépréciation S2	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	9 434 877	-56 683	433 035	-191 751	195 003	-131 043
Entrepreneurs individuels	770 560	-24 044	18 949	-6 461	9 060	-5 478
Particuliers	10 574 435	-14 117	109 610	-28 897	34 591	-16 313
Administrations privées	133 570	0	2 294	-1 002	1 235	-959
Administrations publiques et Sécurité Sociale	30 927	-171	44	-35	44	-35
Autres	139 560	-1 466	384	-75	0	0
<b>Total au 31 décembre 2021</b>	<b>21 083 928</b>	<b>-96 482</b>	<b>564 316</b>	<b>-228 221</b>	<b>239 933</b>	<b>-153 828</b>
<b>Total au 31 décembre 2020</b>	<b>19 543 833</b>	<b>-84 324</b>	<b>478 249</b>	<b>-215 668</b>	<b>241 146</b>	<b>-158 674</b>

## 4.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE

### 4.3.1 Portefeuille titres

#### Principes comptables

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances **négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe** (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres **titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.**

**Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations.** Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

**Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.**

**Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt.** Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

#### Titres de transaction

**Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme.** Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le **marché dans des conditions de concurrence normale.** Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

**Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.** En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant **un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable,** et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

#### Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

**Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.**

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant **des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.** Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

### **Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

**Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.** Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de **circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.** Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.**

**Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.**

### **Titres de l'activité de portefeuille**

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

**Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.**

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes **font obligatoirement l'objet d'une dépréciation.** Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.**

**Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.**

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes **font obligatoirement l'objet d'une dépréciation.** Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.**

En milliers d'euros	31/12/2021					31/12/2020				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Valeurs brutes	0	0	1 248 055	0	1 248 055	0	0	800 961	0	800 961
Créances rattachées	0	0	10 911	0	10 911	0	0	10 244	0	10 244
Dépréciations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 258 966</b>	<b>0</b>	<b>1 258 966</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>811 206</b>	<b>0</b>	<b>811 206</b>
Valeurs brutes	0	509 620	2 304 462	0	2 814 082	0	575 266	2 370 989	0	2 946 255
Créances rattachées	0	56 342	24	0	56 366	0	54 912	27	0	54 939
Dépréciations	0	-429	0	0	-429	0	-583	0	0	-583
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>565 533</b>	<b>2 304 486</b>	<b>0</b>	<b>2 870 019</b>	<b>0</b>	<b>629 595</b>	<b>2 371 016</b>	<b>0</b>	<b>3 000 611</b>
Montants bruts	0	49 630	0	0	49 630	0	50 119	0	0	50 119
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépréciations	0	-1 228	0	0	-1 228	0	-3 324	0	0	-3 324
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>0</b>	<b>48 401</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>48 401</b>	<b>0</b>	<b>46 796</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 796</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>613 934</b>	<b>3 563 452</b>	<b>0</b>	<b>4 177 386</b>	<b>0</b>	<b>676 391</b>	<b>3 182 222</b>	<b>0</b>	<b>3 858 612</b>

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE.

Les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE sont comptabilisés conformément à l'Art. 2422-4 du règlement 2014-07 en titres de placement.

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 1 363 895 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 3 573 378 milliers d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent respectivement à 52 101 et -45 228 milliers d'euros.

## Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	0	451 126	1 246 864	1 697 991	0	20 806	0	20 806
Titres non cotés	0	59 635	2 305 653	2 365 288	0	53 343	367 058	420 401
Titres prêtés	0	-1 142	0	-1 142	0	501 118	2 804 892	3 306 010
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	56 342	10 935	67 277	0	54 912	10 272	65 184
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>565 962</b>	<b>3 563 452</b>	<b>4 129 414</b>	<b>0</b>	<b>630 179</b>	<b>3 182 222</b>	<b>3 812 401</b>
<i>dont titres subordonnés</i>	<i>0</i>	<i>17 632</i>	<i>311 801</i>	<i>329 433</i>	<i>0</i>	<i>10 807</i>	<i>318 059</i>	<i>328 866</i>

1 992 661 milliers d'euros d'obligations séniores souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 2 046 667 milliers au 31 décembre 2020).

Les plus-values latentes et moins-values latentes nettes sur les titres de placement s'élèvent à 20 183 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

## Actions et autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	0	49 630	0	49 630	0	50 119	0	50 119
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>49 630</b>	<b>0</b>	<b>49 630</b>	<b>0</b>	<b>50 119</b>	<b>0</b>	<b>50 119</b>

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 49 630 milliers d'euros d'OPCVM contre 50 119 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2020.

### 4.3.2 Evolution des titres d'investissement

En milliers d'euros	01/01/2021	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/2021
Effets publics	800 961	551 362	-108 912	0	0	4 644	0	0	1 248 055
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 370 989	343 100	-409 627	0	0	0	0	0	2 304 462
Créances rattachées	10 272	1 383	-720	0	0	0	0	0	10 935
<b>TOTAL</b>	<b>3 182 222</b>	<b>895 845</b>	<b>-519 258</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 644</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 563 452</b>

#### 4.3.3 Reclassements d'actifs

##### Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- ▶ Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- ▶ Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- ▶ Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- ▶ Lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1<sup>er</sup> juillet 2008. Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

La Banque Populaire Rives de Paris n'a pas opéré des reclassements pour l'année 2021.



## 4.4 PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME

### Principes comptables

#### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

### 4.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2021
Participations et autres titres détenus à long terme	49 834	116 418	-99	0	0	166 153
Parts dans les entreprises liées	964 569	60 353	-994	0	0	1 023 928
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 014 403</b>	<b>176 771</b>	<b>-1 093</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 190 082</b>
Participations et autres titres à long terme	-815	-39	35	0	0	-820
Parts dans les entreprises liées	-47	0	1	0	0	-46
<b>Dépréciations</b>	<b>-863</b>	<b>-39</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-866</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 013 541</b>	<b>176 732</b>	<b>-1 057</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 189 217</b>

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 0,1 euros au 31 décembre 2021 contre 0 euros au 31 décembre 2020.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés au fonds de garantie de dépôts pour 16 351 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 12 809 milliers d'euros au 31 décembre 2020 ainsi que les certificats d'association pour 3 758 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 3 504 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2021 s'élève à 793 623 milliers d'euros représentent l'essentiel du poste. Leur valeur a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE, les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice pluriannuel de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de la BP Rives de Paris, l'appartenance de ces participations au Groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour la BP Rives de Paris et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes. En particulier, les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

#### 4.4.2 Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros

en milliers d'euros

Filiales et participations	Capital	Capitaux	Quote-part du	Prêts et avances			CA HT ou	Résultats	Dividendes						
		propres autres		capital détenue	consentis par la					PNB du	(bénéfice ou	encaissés par			
		que le capital y		capital détenue	société et non								dernier	perte du	la société au
		compris FRBG		(en %)	encore										
le cas échéant			remboursés et		écoulé	exercice clos)	l'exercice								
				Valeur comptable des titres dé		TSDI									
				Brute	Nette										
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication															
1. Filiales (détenues à + de 50%)															
Rives Croissance	59 363	7 080	100%	59 450	59 450	0	4 398	4 684	0						
Equinoxe	105 000	5 098	100%	105 006	105 000	0	4 360	-3 800	0						
2. Participations															
BP DEVELOPEMENT (1)	456 117	581 750	9,50%	60 205	60 165	0	-110 341	-115 657	0						
BPCE	180 478	16 205 747	4,47%	793 623	793 623	144 039	701 714	2 213 155	35 595						
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication															
Filiales françaises (ensemble)				139	139				0						
Filiales étrangères (ensemble)				0	0				0						
Certificats d'associations				3 758	3 758				0						
Certificats d'associés				16 351	16 351				0						
Participations dans les sociétés françaises				5 990	5 620				0						
Participations dans les sociétés étrangères				0	0				0						
dont participations dans les sociétés cotées				0	0				0						

(1) montants de 2020

#### 4.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
Habitat Rives de Paris	76-78 avenue de France, 75013 PARIS	Société coopérative de caution mutuelle à capital variable
Socama Rives de Paris	76-78 avenue de France, 75013 PARIS	Société coopérative de caution mutuelle à capital variable

#### 4.4.4 Opérations avec les entreprises liées

En milliers d'Euros	Etablissements de Crédit	Autres entreprises	31/12/2021	Etablissements de Crédit	Autres entreprises	31/12/2020
<b>Créances</b>	<b>4 357 754</b>	<b>154 650</b>	<b>4 512 404</b>	<b>3 660 861</b>	<b>88 850</b>	<b>3 749 711</b>
dont subordonnées	0	0	0	0	0	0
<b>Dettes</b>	<b>6 026 719</b>	<b>74 550</b>	<b>6 101 269</b>	<b>4 943 881</b>	<b>25 098</b>	<b>4 968 979</b>
dont subordonnées	0	0	0	0	0	0
<b>Engagements donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- Engagements de financement	0	0	0	0	0	0
- Engagements de garantie	0	0	0	0	0	0
- Autres engagements donnés	0	0	0	0	0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>371 045</b>	<b>0</b>	<b>371 045</b>	<b>416 548</b>	<b>0</b>	<b>416 548</b>

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2021 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

## 4.5 OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET LOCATION SIMPLE

### Principes comptables

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

En milliers d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Immobilier	Mobilier	Location simple	Total	Immobilier	Mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle	389 070	334 983	24 301	<b>748 355</b>	362 777	332 087	26 872	<b>721 736</b>
Biens temporairement non loués	91	0	0	<b>91</b>	1 063	0	0	<b>1 063</b>
Encours douteux	3 763	2 345	94	<b>6 202</b>	3 631	1 367	0	<b>4 998</b>
Dépréciation	-38 784	-2 206	-43	<b>-41 033</b>	-34 168	-2 100	-111	<b>-36 379</b>
Créances rattachées	0	41 607	200	<b>41 807</b>	0	58 335	743	<b>59 077</b>
<b>TOTAL</b>	<b>354 140</b>	<b>376 729</b>	<b>24 553</b>	<b>755 422</b>	<b>333 302</b>	<b>389 689</b>	<b>27 504</b>	<b>750 495</b>

## 4.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### 4.6.1 Immobilisations incorporelles

#### Principes comptables

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles **sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.**

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum de 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

**Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.**

En milliers d'euros	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Valeurs brutes</b>	<b>28 387</b>	<b>0</b>	<b>-1 759</b>	<b>139</b>	<b>26 767</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	22 750	0	-1 759	0	20 991
Logiciels	5 637	0	0	139	5 776
Autres	0	0	0	0	0
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-28 269</b>	<b>-106</b>	<b>1 759</b>	<b>0</b>	<b>-26 616</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-22 701	-24	1 759	0	-20 966
Logiciels	-5 568	-82	0	0	-5 650
Autres	0	0	0	0	0
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>118</b>	<b>-106</b>	<b>0</b>	<b>139</b>	<b>151</b>

## 4.6.2 Immobilisations corporelles

### Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

**Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.**

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

**Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.**

**Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.**

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

En milliers d'euros	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Valeurs brutes</b>	<b>294 591</b>	<b>781</b>	<b>-14 032</b>	<b>10 872</b>	<b>292 212</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>292 441</b>	<b>781</b>	<b>-14 032</b>	<b>10 872</b>	<b>290 062</b>
Terrains	8 098	0	-15	0	8 083
Constructions	47 047	730	-264	0	47 512
Parts de SCI	0	0	0	0	0
Autres	237 297	51	-13 753	10 872	234 467
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>2 150</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 150</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-198 393</b>	<b>-14 982</b>	<b>13 472</b>	<b>0</b>	<b>-199 902</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-196 638</b>	<b>-14 894</b>	<b>13 472</b>	<b>0</b>	<b>-198 060</b>
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	-31 560	-1 182	264	0	-32 478
Parts de SCI	0	0	0	0	0
Autres	-165 078	-13 712	13 208	0	-165 582
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-1 576</b>	<b>-35</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 611</b>
<b>Dépréciations immo</b>	<b>-179</b>	<b>-53</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-232</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>96 198</b>	<b>-14 201</b>	<b>-560</b>	<b>10 872</b>	<b>92 309</b>

#### 4.7 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

##### Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif. Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir. Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	1 081 029	372 565
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	2 009	2 015
<b>TOTAL</b>	<b>1 083 038</b>	<b>374 580</b>

La prime d'émission s'élève à 90 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 102 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

#### 4.8 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>		<b>31/12/2020</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	48 592	0	28 040
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	2 104	2 030	2 047	2 191
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	0	20 157	0	27 666
Créances et dettes sociales et fiscales	42 192	100 832	37 587	89 653
Dépôts de garantie reçus et versés	27 423	28	20 120	28
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	44 000	85 947	31 385	72 570
<b>TOTAL</b>	<b>115 719</b>	<b>257 584</b>	<b>91 139</b>	<b>220 148</b>

#### 4.9 COMPTES DE REGULARISATION

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2021</b>		<b>31/12/2020</b>	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Engagements sur devises	1 747	194	2 487	1 244
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	2 408	39 473	3 114	56 407
Charges et produits constatés d'avance	20 543	89 489	22 288	90 274
Produits à recevoir/Charges à payer	41 894	63 259	42 191	47 411
Valeurs à l'encaissement	2 912	-187	3 450	639
Autres	111 281	58 714	18 551	151 951
<b>TOTAL</b>	<b>180 784</b>	<b>250 942</b>	<b>92 080</b>	<b>347 927</b>



## 4.10 PROVISIONS

### Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- ▶ Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

- ▶ Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- ▶ Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- ▶ Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement). Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

#### Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- ▶ L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- ▶ L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- ▶ L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- ▶ L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

#### 4.10.1 Tableau de variations des provisions

En milliers d'euros	31/12/2020	Changement de méthode sur engagement sociaux	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2021
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>	<b>94 206</b>	<b>0</b>	<b>31 437</b>	<b>0</b>	<b>-11 899</b>	<b>113 744</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>52 483</b>	<b>-3 024</b>	<b>47 570</b>	<b>0</b>	<b>-49 228</b>	<b>47 801</b>
<b>Provisions pour PEL/CEL</b>	<b>13 483</b>	<b>0</b>	<b>1 635</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 117</b>
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>18 022</b>	<b>0</b>	<b>11 662</b>	<b>0</b>	<b>-6 511</b>	<b>23 174</b>
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Promotion immobilière	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts (1)	8 342	0	758	0	0	9 101
Autres	9 680	0	10 904	0	-6 511	14 074
<b>Provisions exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour restructurations informatiques	0	0	0	0	0	0
Autres provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>178 194</b>	<b>-3 024</b>	<b>92 304</b>	<b>0</b>	<b>-67 638</b>	<b>199 837</b>

(1) Les provisions pour impôts comprennent les impôts différés associés aux opérations de GIE fiscaux.

#### 4.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

En milliers d'euros	31/12/2020	Dotations (3)	Reprises (3)	Utilisations	Reclassement	31/12/2021
Dépréciations sur créances sur la clientèle	215 668	68 126	-36 518	-19 055	0	228 221
Dépréciations sur autres créances	0	0	0	0	0	0
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>215 668</b>	<b>68 330</b>	<b>-18 436</b>	<b>-37 341</b>	<b>0</b>	<b>228 221</b>
Provisions pour risque d'exécution d'engagements par signature (1)	3 467	174	-213	0	-2 420	1 008
Provisions pour risques pays	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	6 391	2 290	-2 038	0	8 384	15 027
Autres provisions	84 348	28 973	-9 648	0	-5 964	97 709
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>94 206</b>	<b>31 437</b>	<b>-11 899</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>113 744</b>
<b>TOTAL</b>	<b>309 874</b>	<b>99 767</b>	<b>-30 335</b>	<b>-37 341</b>	<b>0</b>	<b>341 965</b>

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré.

(2) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

(3) La Banque Populaire Rives de Paris applique les modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations et provisions conformes aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC (reprise intégrale des montants de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de l'exercice en cours).

Dans la dernière opération de titrisation, tout comme dans les opérations précédentes relatives aux prêts immobiliers, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein du FCT BPCE Home Loans FCT 2021.

La Banque Populaire Rives de Paris est toujours exposée à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée au FCT BPCE Home loans 2021 FCT Demut dont le rôle est de démutualiser les flux servis par les différentes tranches de titres émises par le FCT BPCE Home loans FCT 2021. Pour les créances qu'elle a cédées au FCT, la Banque Populaire Rives de Paris comptabilise désormais au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature en remplacement et pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

#### 4.10.3 Provisions pour engagements sociaux

##### Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Banque Populaire Rives de Paris est limité au versement des cotisations (9 563 milliers d'euros en 2020).

##### Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque Populaire Rives de Paris concernent les régimes suivants :

- ▶ le régime de retraite des Banques Populaires géré par la Caisse autonome de retraite des Banques Populaires (CARBP) concerne les prestations de retraite issues de la fermeture du régime de retraite bancaire au 31 décembre 1993 ;
- ▶ retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- ▶ autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la Recommandation n°2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifiée le 5 novembre 2021.

en milliers d'euros	exercice 2021					exercice 2020				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
Dette actuarielle	70 283	32 671	15 671	523	119 148	76 513	1 848	16 808	247	134 794
Juste valeur des actifs du régime	48 238	21 493			69 731	43 203	1 546			65 780
Juste valeur des droits à remboursement					0					0
Effet du plafonnement d'actifs					0					0
Ecart actuariel non reconnus gains / (pertes)	-450	2 068			1 618	8 766	185			16 530
Coût des services passés non reconnus					0					0
<b>Solde net au bilan</b>	<b>22 495</b>	<b>9 111</b>	<b>15 671</b>	<b>523</b>	<b>47 800</b>	<b>24 544</b>	<b>117</b>	<b>16 808</b>	<b>247</b>	<b>52 483</b>
Engagements sociaux passifs	22 495	9 111	15 671	523	47 800	24 544	117	16 808	247	52 483
Engagements sociaux actifs										

Le changement de méthode comptable pour la répartition des droits à prestation introduit par la modification de la recommandation ANC n°2013-02 a donné lieu sur 2021 à une baisse des provisions de 3M€ en contrepartie du report à nouveau.

##### Analyse de la charge de l'exercice

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		31/12/2021	31/12/2020
	Régimes CARBP	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Total
Coût des services rendus		2 336	1 196	159	3 691	3 302
Coût des services passés					0	0
Coût financier	286	159	49		494	784
Prestations versées	-166	-89			-255	-4 985
Cotisations versées		-1 374	-852		-2 226	
Produit financier	-2 452	-110			-2 562	0
Ecart actuariel comptabilisés en résultat	284	198			482	0
Autres		247	-1 529		-1 283	1 242
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>-2 048</b>	<b>1 367</b>	<b>-1 136</b>	<b>159</b>	<b>-1 657</b>	<b>343</b>

## Principales hypothèses actuarielles

	exercice 2021		exercice 2020	
	CGPCE	CAR-BP	CGPCE	CAR-BP
taux d'actualisation		0,86%		0,38%
taux d'inflation		1,70%		1,60%
table de mortalité utilisée		TGH05-TGF05		TGH05-TGF05
duration		13,4		14,2

Hors CGPCE et CAR-BP	exercice 2021				exercice 2020			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
taux d'actualisation	0,62%	0,91%	0,77%		0,17%	0,44%	0,29%	
taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,70%		1,60%	1,60%	1,60%	
taux de croissance des salaires	NC	52,50%	52,50%		NC	52,50%	52,50%	
taux d'évolution des coûts médicaux	Sans objet	Sans objet	Sans objet		Sans objet	Sans objet	Sans objet	
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05		TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	
duration	9,5	14,4	11,6		9,8	15,8	12,3	

Au 31 décembre 2021, les actifs de couverture du régime de retraite des Banques Populaires (CAR) sont principalement répartis à hauteur de 42,7 % en actions et 40,9 % en obligations et 16,4 % en actifs monétaires.

Les tables de mortalité utilisées sont :

TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Comosite (AA) »).

### 4.10.4 Provisions PEL / CEL

#### Encours des dépôts collectés

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	61 202	73 758
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	790 620	769 890
* ancienneté de plus de 10 ans	478 562	500 698
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>1 330 384</b>	<b>1 344 346</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>114 490</b>	<b>111 462</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 444 873</b>	<b>1 455 808</b>

#### Encours des crédits octroyés

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Encours de crédits octroyés		
* au titre des plans épargne logement	157	230
* au titre des comptes épargne logement	865	1 297
<b>TOTAL</b>	<b>1 022</b>	<b>1 528</b>

#### Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne logement (PEL et CEL)

En milliers d'euros	31/12/2020	Dotations / reprises nettes	31/12/2021
* ancienneté de moins de 4 ans	1 088	-272	816
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 975	258	3 233
* ancienneté de plus de 10 ans	8 563	1 168	9 731
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>12 626</b>	<b>1 154</b>	<b>13 780</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>869</b>	<b>478</b>	<b>1 347</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-2	0	-2
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-10	2	-8
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-13</b>	<b>2</b>	<b>-10</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13 483</b>	<b>1 635</b>	<b>15 117</b>

#### 4.11 DETTES SUBORDONNEES

##### Principes comptables

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Pas de nouvel emprunt contracté sur 2021.

#### 4.12 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

##### Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité et aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

En milliers d'euros	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2021
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	364 832	33 307	0	0	398 139
Fonds Régional de Solidarité.	511	0	0	0	511
Fonds de Garantie Mutuel	14 860	-477	0	0	14 383
Fonds Réseau Banque Populaire	37 381	170	0	0	37 551
<b>TOTAL</b>	<b>417 583</b>	<b>32 999</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>450 583</b>

Au 31 décembre 2021, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 37 551 milliers d'euros affectés au Fonds Réseau Banque Populaire, 14 383 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel et 511 milliers d'euros affectés au Fonds Régional de Solidarité.

#### 4.13 CAPITAUX PROPRES

Le capital social de la Banque Populaire Rives de Paris s'élève à 1 064 millions d'euros est composé de 21 284 779 parts sociales de nominal 50 euros détenues par les sociétaires.

Le 15 décembre 2020, la Banque Centrale Européenne a émis une recommandation (BCE/2020/62) dans laquelle elle **demande aux établissements de veiller à ce que leur distribution à verser en 2021 n'excède ni un** impact de 20 points de base sur leur ratio CET1, ni 15 % des profits accumulés au titre de 2019 et 2020. Dans ce cadre, le montant de distribution à verser en 2021 a été soumis, pour chaque établissement, à la validation préalable de la BCE. Cette recommandation a expiré au 30 septembre 2021.

Une augmentation de capital, par souscription en numéraire, d'un montant de 2 301 milliers d'euros a été réalisée aux termes de l'Assemblée Générale 2021, par l'émission au pair de 46 025 parts sociales nouvelles de 50 euros de valeur nominale chacune.

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
<b>Total au 31/12/2019</b>	<b>1 019 950</b>	<b>93 111</b>	<b>926 046</b>	<b>76 095</b>	<b>2 115 202</b>
Mouvements de l'exercice	20 535	0	62 962	-18 877	<b>64 620</b>
<b>Total au 31/12/2020</b>	<b>1 040 485</b>	<b>93 111</b>	<b>989 008</b>	<b>57 218</b>	<b>2 179 822</b>
Affectation du résultat	0	0	57 218	-57 218	<b>0</b>
Dividendes - Parts sociales et CCI	0	0	-12 186	0	<b>-12 186</b>
Variation de capital	23 754	0	0	0	<b>23 754</b>
Impact changement de méthode IFC	0	0	3 024	0	<b>3 024</b>
Résultat de la période	0	0	0	87 166	<b>87 166</b>
<b>Total au 31/12/2021</b>	<b>1 064 239</b>	<b>93 111</b>	<b>1 037 064</b>	<b>87 166</b>	<b>2 281 580</b>

#### 4.14 DUREE RESIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>En milliers d'euros</i>	moins de 1 mois	de 1 mois à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	durée non déterminée	31/12/2021
<b>Total des emplois</b>	<b>4 001 543</b>	<b>732 011</b>	<b>2 539 242</b>	<b>11 100 950</b>	<b>11 975 692</b>	<b>437 443</b>	<b>30 786 881</b>
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	248 133	999 922	10 911	1 258 966
Créances sur les établissements de crédit	2 628 725	255 479	66	1 519 128	52 193	-94	4 455 497
Opérations avec la clientèle	1 120 773	447 661	2 053 907	7 633 236	9 794 187	370 260	21 420 024
Obligations et autres titres à revenu fixe	238 300	0	370 762	1 378 928	825 663	56 366	2 870 019
Opérations de crédit-bail et de locations simples (1)	13 745	28 871	114 507	321 525	303 727	0	782 375
<b>Total des ressources</b>	<b>19 745 468</b>	<b>1 334 298</b>	<b>2 429 287</b>	<b>4 302 847</b>	<b>948 029</b>	<b>292 509</b>	<b>29 052 438</b>
Dettes envers les établissements de crédit	52 924	478 342	1 877 050	3 041 101	899 470	-17 186	6 331 701
Opérations avec la clientèle	19 372 020	243 494	492 219	1 211 741	10 539	307 686	21 637 699
Dettes représentées par un titre	320 524	612 462	60 018	50 005	38 020	2 009	1 083 038
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0

(1) Encours présentés en vision financière, incluant la réserve latente. Les encours de crédit-bail et location simple figurant à l'actif du bilan publiable présentés dans la note 4.5 reprennent les encours comptables, y compris les créances rattachées, pour 7 milliers d'euros.



## Note 5 : Informations sur le hors bilan et opération assimilées

### 5.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

#### Principes généraux

#### Engagements de financement

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

#### Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

#### 5.1.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements de financement donnés</b>		
en faveur des établissements de crédit	-236	2 291
en faveur de la clientèle	<b>2 122 900</b>	<b>2 101 645</b>
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>27 981</i>	<i>11 670</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>1 802 300</i>	<i>1 767 260</i>
<i>Autres engagements</i>	<i>292 619</i>	<i>322 715</i>
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>2 122 664</b>	<b>2 103 936</b>
<b>Engagements de financement reçus</b>		
d'établissements de crédit	2 714	0
de la clientèle	0	0
<b>Total des engagements de financement reçus</b>	<b>2 714</b>	<b>0</b>

### 5.1.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
<b>D'ordre d'établissements de crédit</b>	<b>568</b>	<b>673</b>
- confirmation d'ouverture de crédits documentaires	568	673
- autres garanties	0	0
<b>D'ordre de la clientèle</b>	<b>393 306</b>	<b>407 483</b>
- cautions immobilières	101 141	115 376
- cautions administratives et fiscales	42 601	40 497
- autres cautions et avals donnés	173 705	169 968
- autres garanties données	75 859	81 642
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>393 874</b>	<b>408 156</b>
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit</b>	<b>5 202 789</b>	<b>4 641 306</b>
<b>Total des engagements de garantie reçus</b>	<b>5 202 789</b>	<b>4 641 306</b>

### 5.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

En milliers d'euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie données aux établissements de crédit	6 656 458	0	5 932 770	0
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	799	0	799
<b>Total</b>	<b>6 656 458</b>	<b>799</b>	<b>5 932 770</b>	<b>799</b>

Par ailleurs, la Banque Populaire Rives de Paris n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie

Au 31 décembre 2021, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- ▶ 208 536 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 219 484 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
- ▶ 3 881 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 40 784 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
- ▶ 169 210 milliers d'euros de créances données en garantie auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat contre 170 867 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
- ▶ 1 768 890 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 1 792 593 milliers d'euros au 31 décembre 2020 ;

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque Populaire Rives de Paris en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Dans le cadre des opérations de titrisation, la Banque Populaire Rives de Paris effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Banque Populaire Rives de Paris. Ce compte reçoit la somme recouvrée dans l'attente de leur reversement au FCT.

Au 31 décembre 2021, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 50 034 milliers d'euros (contre 48 702 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

## 5.2 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

### Principes comptables

Les opérations de **couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions** sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

### Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- ▶ microcouverture (couverture affectée) ;
- ▶ macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- ▶ positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- ▶ **gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.**

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

**Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes** sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

**Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges** concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

**En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente.** Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les **résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.**

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes **éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision.** Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés **organisés ou assimilés**, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

**Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs.** Les dérivés traités avec **une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note I.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation.** Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- ▶ pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- ▶ pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

#### Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

**Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées** sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font **l'objet d'une provision et les plus-values latentes** ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de **l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes** sur un marché organisé.

## 5.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

En milliers d'euros	31/12/2021				31/12/2020			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
<b>Opérations fermes</b>								
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrats de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>5 102 803</b>	<b>0</b>	<b>5 102 803</b>	<b>-25 660</b>	<b>3 569 519</b>	<b>0</b>	<b>3 569 519</b>	<b>-69 483</b>
Accords de taux futurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	5 001 758	0	5 001 758	-25 660	3 371 095	0	3 371 095	-69 483
Swaps financiers de devises	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats à terme	101 045	0	101 045	0	198 424	0	198 424	0
<b>Total opérations fermes</b>	<b>5 102 803</b>	<b>0</b>	<b>5 102 803</b>	<b>-25 660</b>	<b>3 569 519</b>	<b>0</b>	<b>3 569 519</b>	<b>-69 483</b>
<b>Opérations conditionnelles</b>								
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de change	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres options	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>1 734 653</b>	<b>0</b>	<b>1 734 653</b>	<b>50</b>	<b>1 973 549</b>	<b>0</b>	<b>1 973 549</b>	<b>26</b>
Options de taux d'intérêt	1 734 653	0	1 734 653	50	1 963 696	0	1 963 696	26
Options de change	0	0	0	0	9 853	0	9 853	0
Autres options	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total opérations conditionnelles</b>	<b>1 734 653</b>	<b>0</b>	<b>1 734 653</b>	<b>50</b>	<b>1 973 549</b>	<b>0</b>	<b>1 973 549</b>	<b>26</b>
<b>Total instruments financiers et change à terme</b>	<b>6 837 455</b>	<b>0</b>	<b>6 837 455</b>	<b>-25 610</b>	<b>5 543 068</b>	<b>0</b>	<b>5 543 068</b>	<b>-69 457</b>

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque Populaire Rives de Paris sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des options de change.

## 5.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

En milliers d'euros	31/12/2021					31/12/2020				
	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro couverture	Macro couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>2 296 271</b>	<b>2 705 486</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 001 758</b>	<b>2 248 569</b>	<b>1 122 525</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 371 094</b>
Accords de taux futurs (FRA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux d'intérêt	2 296 271	2 705 486	0	0	5 001 758	2 248 569	1 122 525	0	0	3 371 094
Swaps financiers de devises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>1 734 653</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 734 653</b>	<b>1 963 696</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 963 696</b>
Options de taux d'intérêt	1 734 653	0	0	0	1 734 653	1 963 696	0	0	0	1 963 696
<b>Total</b>	<b>4 030 924</b>	<b>2 705 486</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 736 410</b>	<b>4 212 265</b>	<b>1 122 525</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 334 790</b>

Il n'y a pas eu de transferts d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

## 5.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

En milliers d'euros	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	31/12/2021
<b>Opérations fermes</b>	<b>266 405</b>	<b>2 465 217</b>	<b>2 270 136</b>	<b>5 001 758</b>
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	266 405	2 465 217	2 270 136	5 001 758
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>512 425</b>	<b>1 070 341</b>	<b>151 887</b>	<b>1 734 653</b>
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	512 425	1 070 341	151 887	1 734 653
<b>Total</b>	<b>778 830</b>	<b>3 535 558</b>	<b>2 422 023</b>	<b>6 736 410</b>

## Note 6 : Autres informations

---

### 6.1 CONSOLIDATION

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n°99-07 du comité de la réglementation comptable, la Banque Populaire Rives de Paris établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

### 6.2 REMUNERATIONS, AVANCES, CREDITS ET ENGAGEMENTS

Le comité des rémunérations propose au conseil d'administration toutes questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux, notamment leurs conditions de rémunération et de retraite, dans le cadre de la politique du Groupe en ce domaine. Il se réunit au moins une fois par an.

Concernant les indemnités compensatrices allouées au conseil d'administration, l'enveloppe globale est votée par l'assemblée générale.

**Les rémunérations versées en 2021 aux organes de direction s'élèvent à 2 041 milliers d'euros (1 879 milliers d'euros en 2020).**

### 6.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ces informations sont publiées dans les annexes aux comptes consolidés.

### 6.4 IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPERATIFS

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 4 mars 2021 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2021, la Banque Populaire Rives de Paris n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.



### 3.2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES INDIVIDUELS

**mazars**

Tour EXALTIS - 61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex  
France  
Tél : +33 (0) 1 49 97 60 00

**KPMG**

Tour EQHO - 2 Avenue Gambetta - CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France  
Tél : +33 (0) 1 55 68 88 68

**BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS**

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars

Société anonyme d'expertise et de commissariat aux comptes à  
directoire et conseil de surveillance  
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux  
Comptes  
Capital social de 5 497 100 euros – RCS Nanterre n° 775 726 417

## BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS

Société Anonyme coopérative à capital variable au capital de 1 064 238 950 €

76-78 avenue de France 75013 Paris

RCS : Paris 552 002 313

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Banque Populaire Rives de Paris,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Populaire Rives de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2. Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui détaille l'impact du

changement de méthode comptable induit par la mise à jour par l'ANC de sa recommandation 2013-02 sur l'évaluation des engagements de retraite.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective



### Risque identifié

La Banque Populaire Rives de Paris est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

Par ailleurs, votre Banque enregistre, dans ses comptes sociaux, des dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).

Compte tenu du prolongement du contexte de crise liée à la pandémie de Covid-19, les modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues ont connu un certain nombre d'adaptations tel que précisé dans la note 4.2.1.

Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par le groupe Banque Populaire Rives de Paris.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour pertes attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en risque avéré.

En particulier dans le contexte persistant de crise liée à la pandémie de Covid-19, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des dépréciations et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière pour l'exercice 2021.



### Notre réponse

**Dépréciation des encours de crédits non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit :**

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties,
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
  - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;
  - ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2021 ;
  - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;
  - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ;
  - ont réalisé des contrôles portant (i) sur les adaptations apportées aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues dans le contexte de persistance de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et (ii) sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sectorielles.

Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans votre Banque. A ce titre, nous avons procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Banque des secteurs d'activité considérés au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique et sanitaire actuel.

**Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis**



Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.



	Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2021.
<p>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 228,2 M€ pour un encours brut de 21 648 M€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 564,3 M€) au 31 décembre 2021. Le coût du risque sur l'exercice 2021 s'élève à - 60,3 M€ contre -56,5 M€ sur l'exercice 2020.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.9, 4.2 et 4.10.2 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	

## Valorisation des titres BPCE

 <b>Risque identifié</b>	 <b>Notre réponse</b>
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de votre Banque et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales filiales ;</li> <li>- l'obtention et la revue critique des plans d'affaires filiales et principales participations particulièrement dans un environnement d'incertitude lié à la persistance de la crise Covid-19, et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ;</li> <li>- l'examen critique des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE S.A. valorisés sur la base de données prévisionnelles ;</li> <li>- un contre-calcul des valorisations ;</li> <li>- l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels déterminée par un expert indépendant en 2020, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors de ce précédent exercice.</li> </ul>
<p>La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 794 M€ au 31 décembre 2021.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 4.3.1 et 4.4.1 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

### Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque Populaire Rives de Paris par l'assemblée générale du 14 avril 2016 pour le cabinet Mazars et du 24 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2021, le cabinet Mazars était dans la 6<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 14<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

Par ailleurs, la société Salustro Reydel, membre du réseau KPMG était précédemment commissaire aux comptes de l'entité de 1992 à 2008.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle



estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 17 mars 2022

Les Commissaires aux comptes,

Mazars

A blue ink signature, appearing to be 'JL', written in a cursive style.

Jean LATORZEFF  
Associé

KPMG S.A.

A blue ink signature, appearing to be 'X de C', written in a cursive style.

Xavier de CONINCK  
Associé

### 3.2.4 CONVENTIONS REGLEMENTEES ET RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92088 Paris la Défense Cedex  
France



Mazars  
Tour EXALTIS  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex  
France

## *Banque Populaire Rives de Paris*

***Rapport spécial des commissaires aux comptes sur  
les conventions réglementées***

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31  
décembre 2021

Banque Populaire Rives de Paris  
76-78 avenue de France - 75013 Paris



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92086 Paris la Défense Cedex  
France



Mazars  
Tour EXALTIS  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex  
France

## **Banque Populaire Rives de Paris**

Siège social : 76-78 avenue de France - 75013 Paris  
Capital social : € 1 064 238 950

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Banque Populaire Rives de Paris,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.



*Banque Populaire Rives de Paris*  
*Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées*

**CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 17 mars 2022

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Xavier de Coninck  
Associé

MAZARS

Jean Latorzeff  
Associé



# 4 DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

## PERSONNE RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE RAPPORT

Yves GEVIN, directeur général

## ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste également qu'à ma connaissance les informations communiquées dans le présent document au titre du Pilier III sont conformes à la partie 8 du règlement CRR (UE) n° 575/2013 (et ses modifications ultérieures) et qu'elles ont été établies en conformité avec le dispositif de contrôle interne convenu au niveau de l'organe de direction de la Banque Populaire.

Yves GEVIN  
Directeur général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'Y' and 'G' followed by a horizontal line.

Date : 17 mars 2022

# GLOSSAIRE

## ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)

**L'ACPR est une** autorité administrative indépendante qui veille à la préservation de la stabilité du système financier et à la protection des clients, assurés, adhérents et bénéficiaires des personnes soumises à son contrôle.

Autorité administrative indépendante adossée à la Banque de France, issue principalement de la fusion de la Commission bancaire et de l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM), et chargée de l'agrément et de la surveillance des établissements bancaires et d'assurance dans l'intérêt de leur clientèle et de la préservation de la stabilité du système financier.

## Administrateur

**Membre du conseil d'administration, lequel détermine les orientations de l'activité de la société, veille à leur mise en œuvre et dispose de pouvoirs légaux et statutaires qui lui sont propres.**

## **BPCE SFH (BPCE Société de Financement de l'Habitat)**

Structure créée en 2010 par BPCE et destinée à réaliser des opérations de refinancement de crédits immobiliers pour le compte des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. La Banque Populaire Rives de Paris a nanti un portefeuille de créances résultant de prêts acquéreurs au logement de grande qualité et assortis de solides sûretés parmi lesquelles l'hypothèque et le privilège de prêteurs de deniers.

## Bénéfice distribuable

Correspond au bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

## Censeur

Membre du conseil d'administration ayant voix consultative.

## **Coefficient d'exploitation**

Cet indicateur correspond au rapport entre les charges d'exploitation (salaires et charges, coûts immobiliers, publicité, etc.) et le PNB. Il mesure l'efficacité de l'exploitation d'une banque.

## Coût du risque

C'est l'ensemble des coûts inhérents aux risques qu'ils soient de crédit, de défaillance, de contrepartie, d'actions en responsabilité, etc. L'ensemble des risques présente un coût expliqué notamment par l'obligation de dotations aux provisions. L'indicateur retenu est le poids relatif du coût du risque par rapport au PNB.



### Fonds pour risques bancaires généraux

Le FRBG enregistre les montants que la banque décide d'affecter à la couverture de risques à caractère général. Il comprend également les montants dotés au Fonds Régional de Solidarité (FRS).

### Normes Bâle III

La réforme dite de « Bâle III », qui constitue la réponse du comité de Bâle à la crise financière, vise principalement à :

- ▶ renforcer le niveau et la qualité des fonds propres (« tier one et core tier one ») ;
- ▶ mettre en place un ratio de levier (« leverage ratio ») ;
- ▶ améliorer la gestion du risque de liquidité par la création de deux ratios de liquidité (ratio de liquidité à un mois « Liquidity coverage ratio » et ratio de liquidité à un an « Net stable funding ratio ») ;
- ▶ renforcer les exigences prudentielles concernant le risque de contrepartie.

Elle vient compléter une première série d'amendements à l'accord de Bâle II intervenus en juillet 2009 relatifs au risque de marché visant à renforcer le suivi des activités de marché.

À ces réformes micro-prudentielles visant à renforcer la résilience propre des établissements de crédit, s'ajoutent des propositions de nature macro-prudentielle, visant à réduire la procyclicité (ex : coussin de capital contracyclique) ainsi que le risque systémique.

### Normes IFRS (International Financial Reporting Standards)

Normes comptables internationales adoptées par de nombreux pays, dont l'Union européenne, le Canada, la Chine. En France, les normes IFRS doivent obligatoirement être appliquées à la production des comptes consolidés des sociétés cotées ou faisant appel public à l'épargne (titres de créances cotés). Leur application est optionnelle pour les autres entités ; c'est le choix qu'a fait la Banque Populaire Rives de Paris à compter de 2011 à l'image de l'ensemble des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne. L'application de ces normes pour la publication des comptes consolidés n'exclut pas la réalisation des comptes individuels en normes françaises qui est obligatoire pour le calcul du bénéfice distribuable et du résultat fiscal.

### Produit net bancaire

Le produit net bancaire est égal à la différence entre les intérêts et commissions reçus et les intérêts et commissions payés, majorée des gains nets sur instruments financiers (PNB = marge d'intérêt + commissions nettes). Il représente pour une banque l'équivalent de la valeur ajoutée créée par l'activité.

### Ratios de fonds propres

Les ratios de fonds propres ont pour objectif de renforcer la solidité et la **stabilité du système bancaire et d'atténuer les inégalités concurrentielles** entre les banques. Ces objectifs sont atteints par une adéquation des fonds propres par rapport aux risques. Les ratios sont donc des rapports entre un numérateur représentatif des fonds propres et un dénominateur **représentatif de l'ensemble des risques de crédit pondérés**. Les taux minimum à atteindre sont repris dans la partie « Fonds propres et solvabilité » du Rapport de gestion.

### Résultat net

Le résultat net représente le résultat après prise en compte de l'ensemble des produits et des charges relatifs à l'exercice et correspond bien entendu au résultat de l'établissement. Le résultat net s'obtient en déduisant ou en ajoutant au résultat courant avant impôt, les produits et les charges exceptionnelles, les dotations ou les reprises nettes au FRBG et l'impôt sur les sociétés.

Directeur de la publication : Yves GEVIN, Directeur Général  
Responsable de la publication : Charlotte Pavis, Secrétaire Générale  
Création : Direction de la communication.  
Photos : David PELL, Shutterstock, Istock, gettyimages © -  
Impression : Reprographie Banque Populaire Rives de Paris





Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L. 512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - 552 002 313 RCS Paris - Société immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 545 - 76-78, avenue de France - 75204 Paris Cedex 13 - Téléphone : 01 73 07 48 37 - Télécopie : 01 73 07 78 05. Internet : [www.banquepopulaire.fr/rivesparis](http://www.banquepopulaire.fr/rivesparis). Numéro d'identification intracommunautaire FR 59 552 002 313 Code APE 6419 Z